CROIRE AU CHANGEMENT :

UNE BOÎTE À OUTILS DE LA COMMUNAUTÉ CATHOLIQUE POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

CIDSE
ensemble pour un monde de justice

Clause de non responsabilité

Le contenu de ce document est libre de réemploi à des fins non commerciales. L'auteur en conserve néanmoins les droits. Veuillez faire référence au document original en cas de réemploi. CAFOD et la CIDSE ont fait ce qui était raisonnablement en leur pouvoir pour vérifier l'exactitude des informations fournies par les différents contributeurs. Ni CAFOD ni la CIDSE ne peuvent être tenus pour responsables de l'exactitude factuelle des études de cas et autres informations reproduites ici de bonne foi. Les recommandations et les exercices présentés ne sont que des suggestions de l'auteur. Les individus ou les groupes demeurent responsables de l'usage qu'ils font de la boîte à outils, en fonction de leur propre jugement.

Remerciements

Nous savons gré à CAFOD et à Tanja Haque d'avoir autorisé l'adaptation de la boîte à outils originale, ainsi qu'aux membres du groupe de travail sur l'égalité des sexes de la CIDSE de leur engagement à actualiser et à traduire cette publication. Un merci tout particulier à tous les membres et partenaires de la CIDSE qui ont fourni des études de cas supplémentaires et à tous ceux qui ont participé à la révision et à l'adaptation de cette version actualisée de la boîte à outils. Nous remercions également Jean Saldanha, ancienne conseillère politique de la CIDSE pour avoir initié ce projet.

Pour toute question relative à cette publication, veuillez contacter Jassin Fetahovic, Responsable, égalité entre les sexes, changement systémique : fetahovic@cidse.org.

La boîte à outils de CAFOD, dont la présente publication est une adaptation, est le fruit d'un effort collectif fédérant de nombreux programmes et partenariats de CAFOD. Nous tenons à remercier le personnel de CAFOD, les partenaires, les leaders religieux et les membres de la communauté qui ont contribué à la réalisation, à l'examen et au pilotage de cet outil. Un merci tout particulier aux référents, coordinateurs pour le genre et bénévoles de CAFOD pour leurs contributions et le recueil de divers apports en provenance de tous les programmes. Merci à Farrah Kelly, Mandy Marshall, au Père Frank Turner, au Père Jim O'Keefe ainsi qu'au Père Augusto Zampini pour leurs éclairages d'experts.

Pour plus d'informations concernant la boîte à outils de CAFOD, veuillez contacter Maria Gonzalez, Responsable des programmes, ou Geoff O'Donoghue, Directeur des opérations, CAFOD, Romero House, 55 Westminster Bridge Road, London, SE1 7JB.

Publié en mai 2019 par la CIDSE, Rue Stévin 16, 1000 Bruxelles, Belgique, www.cidse.org
Rédactrice en chef : Josianne Gauthier

Conception et mise en page : Hearts & Minds, Bruxelles, www.heartsnminds.eu

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 5

CHAPITRE 1: LE NIVEAU INDIVIDUEL 20
APERÇU 21
1.1 VOIR 21
1.2 JUGER 23
1.3 AGIR 25
1.4 CÉLÉBRER 40
RÉFLEXIONS ET EXERCICES 40
SYNTHÈSE 53

CHAPITRE 2: LE NIVEAU FAMILIAL 54
APERÇU 55
2.1 VOIR 55
2.2 JUGER 58
2.3 AGIR 59
2.4 CÉLÉBRER 72
RÉFLEXIONS ET EXERCICES 76
SYNTHÈSE 91

CHAPITRE 3: LE NIVEAU COMMUNAUTAIRE 92
APERÇU 93
3.1 VOIR 93
3.2 JUGER 95
3.3 AGIR 97
3.4 CÉLÉBRER 114
RÉFLEXIONS ET EXERCICES 115
SYNTHÈSE 123

CHAPITRE 4: LE NIVEAU SOCIÉTAL 124
APERÇU 125
4.1 VOIR 125
4.2 JUGER 127
4.3 AGIR 131
4.4 CÉLÉBRER 144
RÉFLEXIONS ET EXERCICES 145
SYNTHÈSE 153

RESSOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES 154

ANNEXE 158

COMMENT TIRER LE MEILLEUR PARTI DE CETTE BOÎTE À OUTILS

Ceci est la deuxième édition de la boîte à outils de CAFOD rédigée par Tanja Haque, Conseillère sur les questions de genre chez CAFOD de 2009 à 2018, et publiée au mois de mars 2018. La boîte à outils de CAFOD a suscité un vif intérêt parmi les autres membres du groupe de travail sur l'égalité des sexes de la CIDSE, à savoir Broederlijk Delen (Belgique), Cordaid (Pays-Bas), Développement et Paix (Canada), Entraide et Fraternité (Belgique), Fastenopfer/Action de Carême (Suisse), KOO/DKA (Autriche), MISEREOR (Allemagne), SCIAF (Écosse) et Trócaire (Irlande). Pour rendre cette boîte à outils plus accessible à l'ensemble du réseau, à ses alliés et à ses partenaires, le groupe a décidé de l'adapter et de la traduire.

Tous les documents et études de cas figurant dans la boîte à outils ont été rassemblés au cours de la période 2009-2018. Elle se décline sur quatre niveaux:

1 L'individu
2 La famille
3 La communauté
4 La société

Chaque niveau est lui-même abordé selon quatre axes identiques (Voir, Juger, Agir et Célébrer) afin de mieux appréhender les problématiques et de présenter les informations, les options, les recommandations et les outils. Des sous-points sont consacrés à la doctrine sociale de l'Église, aux statistiques, à la voix des femmes et d'autres parties prenantes, à des exemples de bonnes pratiques et à des outils d'accompagnement de vos propres pratiques. Cette boîte à outils a été conçue pour que vous puissiez la parcourir librement, en fonction de vos besoins et de vos intérêts. Le document part systématiquement du niveau individuel pour remonter vers le niveau sociétal. Nous vous invitons à vous en servir comme il vous convient le mieux.

DANS CE CHAPITRE

1.1 QU'EST-CE QUE CETTE BOÎTE À OUTILS ? 5

1.2 POURQUOI AVOIR DÉVELOPPÉ CETTE BOÎTE À OUTILS ? 6

1.3 QUELS SONT LES BUTS ET OBJECTIFS DE CETTE BOÎTE À OUTILS ? 7

1.4 À QUI EST DESTINÉE CETTE BOÎTE À OUTILS ? 8

1.5 SYMBOLES 8

1.6 COMMENT SE SERVIR DE CETTE BOÎTE À OUTILS ? 8

1.7 QUELLES VALEURS SOUS-TENDENT CETTE BOÎTE À OUTILS ? 10

1.8 LE MODÈLE ÉCOLOGIQUE 13

1.9 VOIR, JUGER, AGIR ET CÉLÉBRER 15

1.10 TERMINOLOGIE 17

INTRODUCTION

1.1 QU'EST-CE QUE CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils est un ouvrage de référence destiné au personnel des organisations ecclésiales en général, des organisations catholiques en particulier ainsi qu'à celles et ceux qui souhaitent travailler avec ces organisations, afin de les aider à comprendre et à s'atteler à la question de l'égalité des sexes. Elle entend les guider, les inspirer et les accompagner dans les efforts qu'ils déploient pour obtenir la justice entre les sexes. Les études de cas et les exercices témoignent de la réalité et du vécu des organisations et des acteurs avec lesquels les membres et les partenaires de la CIDSE travaillent, principalement dans les pays du Sud, sans toutefois ignorer la réalité ni les efforts déployés pour arriver à l'égalité des sexes dans d'autres parties du monde. La CIDSE compte bien revenir sur cette question dans les prochaines publications de la boîte à outils.

La boîte a été conçue avec la volonté d'apporter un mélange équilibré de théorie, d'exemples pratiques et de témoignages personnels qui sont autant de sources d'inspiration. Elle mutualise les expériences des organisations membres de la CIDSE et de leurs partenaires et aborde les problèmes importants à leurs yeux. L'annexe reprend des fiches destinées aux activités pédagogiques ainsi que des informations contextuelles.

Les lecteurs sont invités à lire ce document dans son entièreté, mais en sachant que chaque chapitre forme un tout qui peut être consulté avec la documentation complémentaire fournie en annexe.

Cette boîte à outils se divise en plusieurs parties :

CHAPITRE 1	CHAPITRE 2	CHAPITRE 3	CHAPITRE 4	ANNEXE
Individu Lisez ce chapitre si vous voulez en savoir plus sur les interventions de développement qui ont réussi à accroître la sensibilisation et la confiance des femmes.	**Famille** Si vous cherchez des points d'entrée spécifiquement axés sur la dynamique familiale et les relations au sein du ménage, ce chapitre peut s'avérer particulièrement intéressant pour vous.	**Communauté** Si votre principal sujet d'intérêt est le travail auprès des communautés afin de changer les normes sociales et culturelles discriminatoires, ce chapitre se concentre sur les interventions au niveau des communautés.	**Société** Si vous voulez en savoir plus sur ce qui se fait au niveau sociétal par rapport aux questions d'égalité des sexes, voyez ce chapitre, qui traite des niveaux de changement sur le plan national.	Des outils pratiques, des fiches d'exercice et quelques horaires-types pour les programmes de formation.
Outils pratiques et réflexions théologiques				

Chaque chapitre suit la même méthodologie que celle utilisée dans *Laudato Si'*,[1] à savoir une déclinaison en quatre axes : « voir, juger, agir et célébrer ».[2] Tous les chapitres proposent de nombreuses lectures et contenus pédagogiques et ont la même structure :

- Données statistiques essentielles
- Voix et expériences des personnes
- Exemples de stéréotypes sexo-spécifiques
- Doctrine de l'Église et déclarations personnelles inspirantes
- Études de cas par pays
- Outils et exercices pratiques
- Réflexions théologiques contextuelles
- Autres textes pertinents dans les Écritures
- Prières

Les études de cas par pays décrivent des interventions en faveur du développement qui ont abouti à des changements transformateurs sur les plans individuel, familial, communautaire et sociétal.

1.2 POURQUOI AVOIR DÉVELOPPÉ CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils a été élaborée à partir des enseignements tirés par nos partenaires et des discussions que nous avons eues avec eux à propos de leur approche de la problématique du genre. Son objectif est de faire prendre davantage conscience de l'importance de l'égalité des sexes, d'écarter les incompréhensions existantes et d'accroître les compétences en matière de genre ainsi que la qualité des programmes. La dernière enquête de référence de la CIDSE sur l'égalité des sexes (2016) tout comme les audits effectués par ses organisations membres, notamment l'analyse externe de CAFOD sur le genre (Thomson, 2014), ont montré combien le rapport entre genre et foi était problématique. Et de souligner la nécessité de renforcer les capacités et la confiance. Les répondants ont indiqué qu'ils auraient voulu travailler davantage sur les questions de genre, mais que le langage utilisé et le niveau de compétences techniques exigé les avaient parfois un peu intimidés, sinon perturbés.[3]

Présentation et test de la boîte à outils « *Believe in change* » avec des membres du clergé et des laïcs du diocèse de Pathein, au Myanmar, en 2017

Pourquoi est-il important d'arriver à l'égalité des sexes ?

- Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale. Autrement dit, elles représentent la moitié de son potentiel de développement.
- L'égalité (et l'inégalité) des sexes touche tout le monde, et pas seulement les femmes. Les progrès accomplis dans ce domaine profitent à tout le monde. Ils jettent les bases d'un monde plus durable et ont des effets positifs sur la réduction de la pauvreté.
- L'inégalité entre les femmes et les hommes est de nature systémique. Partout dans le monde subsistent de nombreuses attitudes, pratiques et structures discriminatoires envers les femmes de tous âges.[4] L'action en faveur de l'égalité des sexes suppose une transformation des rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes.
- Partout dans le monde, les femmes ont un accès limité aux ressources et à leur contrôle. Elles sont sous-représentées dans les processus décisionnels qui façonnent leurs vies et leurs sociétés.
- Une telle inégalité fait obstacle au développement humain et à la justice sociale et entrave le progrès de toute société.

L'égalité des sexes est donc une question grave. Son refus équivaut au refus du droit humain

fondamental à l'égalité. L'action en faveur de l'égalité des sexes est au cœur de la stratégie de la CIDSE. En tant que famille d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale, la CIDSE estime que l'égalité des sexes est essentielle à l'accomplissement des droits humains fondamentaux et de la dignité humaine des femmes et des hommes. La promotion des droits de la femme et de l'égalité des sexes conditionne aussi bien la réduction de la pauvreté que le développement et le bien-être humains, la justice et la dignité. Elle passe par une remise en cause de certains modèles établis et par une démarche de transformation.[5] L'Église catholique a vocation à promouvoir l'égalité fondamentale entre tous les peuples ainsi que la justice et la paix. Compte tenu de leur rayonnement et de leur pouvoir d'influence mondiaux, les organisations et responsables religieux sont en mesure d'insuffler un véritable changement durable, inspiré par la foi, qui préserve la dignité des femmes et des hommes et qui élimine toute forme d'inégalité et d'injustice fondée sur la discrimination entre les sexes. Ces organisations et responsables peuvent véritablement changer la donne.

Tous les indicateurs (revenus, savoir lire, écrire et compter, vulnérabilité à la violence) montrent que le fait d'être une femme est un facteur défavorable. Une stratégie de lutte contre la pauvreté qui n'accorderait pas la priorité aux femmes et aux filles ne saurait être crédible. C'est cela qui doit être au cœur de notre action, et nous devons nous montrer bien plus clairs et intransigeants sur la question. Je m'engage personnellement à promouvoir l'égalité des sexes et je crois en un monde dans lequel hommes et femmes peuvent s'épanouir et co-façonner leur société sur un pied d'égalité. Je crois au changement.

Geoff O'Donoghue, Directeur des opérations et champion du genre chez CAFOD, 2018

1.3 QUELS SONT LES BUTS ET OBJECTIFS DE CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils vise:

- À servir de base et à alimenter la réflexion théologique et le dialogue sur les relations entre les femmes et les hommes. La notion de justice entre les sexes se fonde sur l'égale dignité de l'homme et de la femme, tous deux créés à l'image et à la ressemblance de Dieu.

La Bible enseigne que chaque être humain est créé par amour, à l'image et à la ressemblance de Dieu (cf. Gn 1, 26). Cette affirmation nous montre la très grande dignité de toute personne humaine, qui « n'est pas seulement quelque chose, mais quelqu'un (...) capable de se connaître, de se posséder, et de librement se donner et entrer en communion avec d'autres personnes. »

(*Laudato Si'*, 65)

- À fournir des orientations à celles et ceux qui, au sein des organisations ecclésiales et confessionnelles, défendent la justice entre les sexes, en initiant des débats sur l'égalité des sexes dans leurs propres organisations.
- À sensibiliser et à renforcer la volonté de relever les défis qui se posent au sein des organisations confessionnelles ou au niveau des communautés.
- À soutenir les organisations confessionnelles qui souhaitent intégrer les questions de genre dans leur travail.
- À jeter des ponts avec les Nations unies et les agences de développement laïques afin de faire mieux comprendre le contexte de l'Église catholique et, partant, mieux apprécier ce qu'elle peut apporter au débat international sur l'égalité des sexes.

1.4 À QUI EST DESTINÉE CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils est particulièrement pertinente pour:

- Le réseau de la CIDSE, ses alliés et les partenaires de ses membres au sein de l'église catholique car elle apporte un éclairage catholique au débat sur l'égalité des sexes. Cette boîte à outils invite le lecteur à un parcours de réflexion, en appliquant la même démarche et les mêmes principes que *Laudato Si'*, notamment «la dignité humaine», «l'écologie intégrale» et «le bien commun», qui expriment les relations fondamentales entre soi et Dieu, soi-même, les autres, la création et la société.
- Le personnel du secrétariat de la CIDSE et des organisations membres, lorsqu'il aborde les questions de genre en interne, avec les partenaires ou des alliés.

Elle peut également s'avérer utile pour:

- Les partenaires et alliés d'autres confessions.
- Les agences externes de référence sur les questions de genre ou les personnes qui ne sont pas coutumières de l'approche du genre de la CIDSE ou de la terminologie et des valeurs auxquelles elle se réfère dans le contexte catholique. La doctrine sociale de l'Église insiste sur la dignité fondamentale de tout être humain et sur l'option préférentielle pour les pauvres.

1.5 SYMBOLES

Cette boîte à outils utilise les symboles suivants pour identifier les principaux éléments:

Désigne les messages-clés

Désigne les données statistiques essentielles

Désigne des études de cas

Désigne des prières

Désigne des réflexions et des exercices

Remarque: la couleur de ces symboles varie en fonction de la couleur-thème du chapitre.

Elle utilise également les icônes suivantes pour faciliter la navigation dans les exercices pratiques de groupe:

Débutants: Se réfère à des exercices pour des groupes qui n'ont pas ou peu de connaissances et de compréhension des questions liées à l'égalité entre les sexes.

Intermédiaire: Se réfère à des exercices pour des groupes ayant une connaissance et une compréhension avancées des questions liées à l'égalité entre les sexes.

Communauté: Se réfère à des exercices pour les groupes engagés dans le travail communautaire.

Violence domestique: Se réfère à des exercices traitant des questions liées à la violence domestique.

1.6 COMMENT SE SERVIR DE CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils du genre et de l'Église peut vous inciter à remettre en question, à interpeller et à transformer les inégalités de genre que vous constatez dans votre propre vie, sur votre lieu de travail ou dans votre entourage. Commencez à l'échelon de votre communauté en analysant les divers effets que la doctrine sociale de l'Église et les pratiques courantes peuvent avoir sur la vie des femmes et des hommes. Vous pouvez créer des forums avec vos propres leaders religieux pour discuter des questions de genre. Voici quelques exemples d'utilisation de cette boîte à outils au sein de votre organisation:

» Premières conversations avec le personnel

Vous pouvez commencer par de petites choses dans votre organisation, par exemple engager la conversation avec les collaborateurs sur ce que représente pour eux le fait d'être un homme ou une femme.

» Discussions plus approfondies avec le personnel et des intervenants externes

Vous pouvez ensuite approfondir ces conversations et susciter des débats internes sur les inégalités sexo-spécifiques entre les hommes et les femmes de votre organisation ou inviter des intervenants externes à venir parler chez vous d'un sujet spécifique et pertinent par rapport à la situation dans votre pays.

» Discussion avec la direction

Vous pouvez demander au personnel d'aborder des questions liées au genre avec la direction.

» Organisation d'expositions liées au genre dans votre organisation

Vous pouvez aussi organiser une exposition interne pour sensibiliser le personnel à de grandes campagnes internationales telles que «16 jours de mobilisation contre les violences faites aux femmes» (25 novembre – 10 décembre)[6] ou la Journée internationale des femmes (8 mars).[7]

» Discussions en lien avec l'église

Vous pouvez aussi demander au personnel de parler des questions liées au genre dans leur église.

» Formation du personnel aux questions de genre

Vous pouvez organiser une formation du personnel. Si vous ne disposez que d'une demi-journée, expliquez avant tout les concepts fondamentaux du genre décrits dans la section Terminologie (1.10). Si vous disposez d'une journée complète, ajoutez-y les exercices de réflexion théologique qui clôturent chaque chapitre. Si vous avez plus de temps, vous pouvez ajouter les exemples pratiques qui se trouvent également à la fin de chaque chapitre. Vous trouverez en annexe des fiches d'exercice et des horaires-types pour une formation aux questions de genre.

Campagne «16 jours de mobilisation contre la violence envers les femmes»

Le 25 novembre est la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le 10 décembre, la Journée internationale des droits humains. Les dates de la campagne ont été choisies pour établir un lien symbolique entre la violence à l'égard des femmes et les droits humains et pour souligner que cette violence est une atteinte aux droits humains.

Journée internationale des femmes

La Journée internationale des femmes est le jour de l'année où les femmes sont reconnues pour leurs réalisations, sans égard aux divisions, qu'elles soient nationales, ethniques, linguistiques, culturelles, économiques ou politiques. La Journée internationale des femmes est apparue dans le contexte des mouvements sociaux au tournant du XXe siècle en Amérique du Nord et en Europe.

© APOIO, Brésil

Marche de femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes, Brésil, 2013

1.7 QUELLES VALEURS SOUS-TENDENT CETTE BOÎTE À OUTILS?

Dieu créa l'homme à son image, il le créa à l'image de Dieu, il créa l'homme et la femme.

(Gen 1:27)

Cette boîte à outils se fonde sur des valeurs tirées des Écritures et de la doctrine sociale de l'Église. Elle s'appuie en particulier sur les valeurs suivantes: dignité, égalité, option préférentielle pour les pauvres et bien commun (voyez le tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1: **Valeurs**

Dignité	Égalité	Option préférentielle pour les pauvres	Bien commun
Nous sommes tous créés à l'image et à la ressemblance de Dieu. Personne ne devrait voir sa dignité ou sa liberté compromises. Dieu est présent dans chacun d'entre nous, sans distinction de race, de sexe, d'âge, de religion, de nationalité, de statut économique ou de tout autre trait distinctif. Nous sommes appelés à traiter chaque personne avec respect et amour.	Traiter tout un chacun sur un pied d'égalité est une façon de définir la justice. Le principe simple d'équité est à la base de la notion d'égalité. « L'égalité entre toutes les personnes procède de leur dignité essentielle… Autant la diversité des talents fait partie du dessein de Dieu, autant les discriminations sociales et culturelles des droits fondamentaux… sont incompatibles avec le dessein de Dieu. »[8]	L'option pour les pauvres nous rappelle l'amour préférentiel de Dieu pour les plus pauvres et les plus vulnérables. À l'opposé du riche et du puissant, on trouve le pauvre et le faible. L'amour de Dieux est universel; il n'est pas du côté des oppresseurs, mais des humbles. Pourquoi cela? Parce que le bien commun – le bien de la société dans son ensemble – l'exige.	Le bien commun signifie que les fruits de la terre appartiennent à tous – femmes et hommes. Personne ne devrait être exclu des dons de la création. « Par bien commun, il faut entendre les conditions sociales qui permettent aux personnes de réaliser pleinement leur potentiel humain ainsi que leur dignité humaine. »[9] Le bien commun est atteint lorsque nous nous employons à améliorer le bien-être de ceux qui vivent dans nos sociétés et dans le reste du monde.

Pour moi, le monde idéal serait celui où les gens vivraient selon la volonté de Dieu. À savoir, tous créés à son image, se respectant les uns les autres et acceptant du fond du cœur que nous sommes tous créés à l'image de Dieu. Dieu a créé l'homme et la femme. Les Écritures sont très claires et si nous pouvions vivre ainsi et nous traiter ainsi, je pense que nous nous rapprocherions beaucoup des principes que Dieu entend que nous respections.

Mgr Martin Mtumbuka,
Commission Justice et Paix,
diocèse de Karongo, Malawi, 2013

La plupart des études de cas présentées dans cette boîte à outils décrivent des projets de partenaires de l'Église catholique dont l'action s'enracine dans la doctrine sociale de l'Église. Cette doctrine parle de l'égale dignité des femmes et des hommes. Comme on peut le lire dans le document Égalité des sexes: *Contours et définition du concept selon le point de vue de la CIDSE* (2014): «La **dignité** est intrinsèquement liée à la condition humaine, mais elle n'est pas abstraite. Elle se donne à voir dans la vie personnelle, sociale, économique et politique. Ce sont les conditions de réalisation de cette dignité humaine que l'on peut appeler «droits humains». Cependant, la dignité humaine ne passe pas uniquement par l'affirmation des droits individuels. Elle est aussi liée à la recherche du bien commun. Dans l'esprit de la doctrine sociale de l'Église, l'égale dignité passe aussi par le développement intégral qui «aide à poursuivre la promotion de tous les hommes et de tout l'homme» et se réfère au développement authentique tel qu'expliqué par *Populorum Progressio* (PP 14) et *Caritas in Veritate* (CV18)."[10]

Ces déclarations s'appliquent autant aux femmes qu'aux hommes. Le *Catéchisme de l'Église catholique* ne laisse planer aucun doute: «L'homme et la femme ont la même dignité et sont d'égale valeur». Il ne fait aucun doute que cette vérité ne doit pas être simplement reconnue, mais activement promue. Dès 1963, le pape Jean XXIII se félicitait que la femme prenne de plus en plus conscience de sa dignité naturelle et «qu'elle exige qu'on la traite comme une personne aussi bien au foyer que dans la vie publique» (Pacem in Terris). *Gaudium et Spes* a insisté sur la nécessité d'une plus grande reconnaissance de l'égalité de tous et de l'élimination de toutes les formes de discrimination, y compris celle fondée sur le sexe, car elle est «contraire au dessein de Dieu». Le pape Jean-Paul II a souligné la nécessité de parcourir rapidement le chemin du plein respect de l'identité féminine, de mener un projet de promotion aussi efficace qu'éclairé et d'œuvrer en particulier pour une prise de conscience universelle de la dignité de la femme (Lettre aux femmes, 1995). Ces thèmes restent présents dans l'enseignement du pape François.

La semence chrétienne de l'égalité radicale entre les conjoints doit aujourd'hui porter de nouveaux fruits. [...] ,nous devons devenir plus exigeants à cet égard. Par exemple: soutenir fermement le droit à une rétribution égale pour un travail égal; pourquoi pense-t-on qu'il est évident que les femmes doivent moins gagner que les hommes? Non! Elles ont les mêmes droits. L'inégalité est un pur scandale!

Pape François,
Audience générale du 29 avril 2015

En maints endroits, la pauvreté est le lot quotidien de bien plus de femmes que d'hommes. Dans les chiffres, les femmes et les filles représentent environ 70 pour cent du milliard d'êtres humains les plus pauvres de la planète.[11] Face à cette sombre réalité, le concept ecclésial «**d'option préférentielle pour les pauvres**» revêt une importance capitale dans le combat en faveur de la **justice entre les sexes**.

L'option préférentielle pour les pauvres, qu'ils soient hommes ou femmes, procède de l'engagement à la solidarité et est au cœur de la doctrine sociale de l'Église. Pour que l'Église opte pour les pauvres, il faut que les besoins des pauvres soient au centre de son amour et de son attention et qu'elle laisse la perspective des pauvres façonner sa pensée et sa pratique. Dans *Laudato Si'*, le pape François parle des cris de la nature et de la clameur des pauvres. Ce sont les femmes dont la clameur s'élève le plus et l'Église doit entendre cette clameur, non seulement parce qu'elle vient de femmes, mais parce que c'est une question de justice. *Laudato Si'* dépeint le sens de la dignité humaine, du respect de la personne humaine et de son droit à un « développement intégral », en s'appuyant sur la conviction que tous les êtres humains sont créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, et en mettant l'accent sur la valeur de chaque personne humaine. Le pape François parle avec éloquence et persuasion de la relation intime qui unit le bien commun, le respect de la personne humaine et l'option préférentielle pour les pauvres :

L'écologie humaine est inséparable de la notion de bien commun, un principe qui joue un rôle central et unificateur dans l'éthique sociale. C'est « l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ». Le bien commun présuppose le respect de la personne humaine comme telle, avec des droits fondamentaux et inaliénables ordonnés à son développement intégral. Le bien commun exige aussi le bien-être social et le développement des divers groupes intermédiaires, selon le principe de subsidiarité. [...] Toute la société – et en elle, d'une manière spéciale l'État, – a l'obligation de défendre et de promouvoir le bien commun. [... Là] où il y a tant d'inégalités et où sont toujours plus nombreuses les personnes marginalisées, privées des droits humains fondamentaux, le principe du bien commun devient immédiatement comme conséquence logique et inéluctable, un appel à la solidarité et à une option préférentielle pour les plus pauvres.

Pape François,
Laudato Si', 24 mai 2015, 156-158

L'encyclique remet en cause la mentalité dominante qui fait que nous nous considérons comme « des maîtres et seigneurs ». Pour le Saint-Père, cette mentalité de « domination » ne se traduit pas seulement par l'emprise sur le monde naturel, mais également par l'emprise sur les pauvres et l'emprise des structures sur les communautés et les individus. Il ne serait pas déraisonnable d'étendre cette critique à la mentalité de « domination » des hommes envers les femmes. Cela s'avère particulièrement pertinent pour s'atteler à la problématique plus générale de l'inégalité des sexes.

1.8 LE MODÈLE ÉCOLOGIQUE

Le contenu de cette boîte à outils s'articule autour du « modèle écologique ». Ce modèle se fonde sur la théorie des écosystèmes, laquelle identifie certains systèmes environnementaux avec lesquels l'individu interagit. Cette théorie fournit un cadre aux psychologues communautaires qui étudient les relations interpersonnelles. Le modèle écologique du développement humain a été développé par Urie Bronfenbrenner.[12] Dans cette boîte à outils, le modèle écologique fait référence à quatre niveaux d'interaction: l'individu, la famille, la communauté et la société. Voyez la figure 2 ci-dessous pour une description du modèle écologique utilisé ici.

Trois organisations membres de la CIDSE (CAFOD, SCIAF et Trócaire) ainsi que d'autres agences de développement ont appliqué ce modèle écologique pour élaborer une théorie du changement sensible au genre (voyez la Figure 1 dans l'annexe) dans le cadre du groupe de réflexion sur le genre constitué par le DFID, l'organisme britannique de financement du développement international. Cette théorie décortique les différentes dimensions de genre et de pouvoir, à commencer par le niveau individuel, pour ensuite passer aux contextes familial et communautaire et terminer par la société en général. Elle décrit les différentes sphères de pouvoir dont les interventions liées au genre doivent être conscientes. Les interventions décrites sont celles qui ont réussi à induire des changements dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et qui s'appuient sur des recherches et des éléments probants en provenance de diverses sources récentes.[13]

Message-clé:

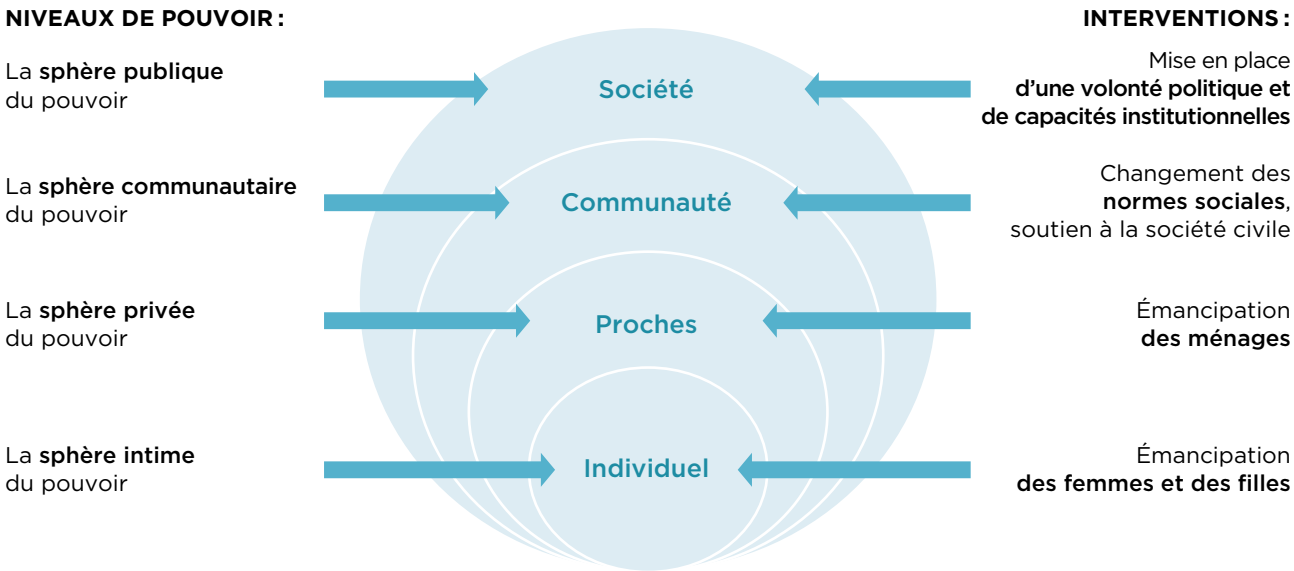
Cette boîte à outils va vous faire passer du niveau individuel à celui du ménage, de la communauté et, pour finir, de la société. Chaque niveau d'intervention sera décrit séparément mais en n'oubliant jamais que les quatre niveaux interagissent dans notre quotidien. S'il faut en croire les conclusions du programme Pathways et d'autres documents probants, les interventions les plus efficaces sont apparemment celles qui suivent une approche globale et qui se combinent les unes aux autres. Plusieurs partenaires dont les études de cas sont présentées dans cette boîte à outils, en particulier les organisations de femmes, suivent cette approche globale.

Figure 2:

Modèle écologique utilisé par le groupe de réflexion sur le genre constitué par le DFID au titre d'un accord-cadre de partenariat

Les interventions doivent s'attaquer au continuum des inégalités, tant dans la sphère privée que publique, au travers de mécanismes aussi bien formels qu'informels. Le graphique de la théorie du changement met en évidence quatre niveaux – ou sphères – de pouvoir qu'il est utile de prendre en considération:

1. **Le niveau sociétal (sphère publique du pouvoir):** interventions qui visent à influencer les institutions, lois, politiques et pratiques officielles, à soutenir et à promouvoir les droits de la femme et son émancipation ainsi qu'à renforcer les capacités et la redevabilité des institutions.
2. **Le niveau communautaire (la sphère communautaire du pouvoir):** interventions qui visent à changer les normes, valeurs et pratiques sociales et culturelles qui tolèrent ou accentuent les inégalités entre les sexes, au niveau d'une communauté.
3. **Le niveau du ménage (sphère privée du pouvoir):** interventions qui ciblent les relations dans le cadre de la famille, du mariage et des relations sexuelles.
4. **Le niveau individuel (la sphère intime du pouvoir):** interventions qui cherchent à influencer la confiance en soi, les connaissances ou la conscience de soi d'un individu.

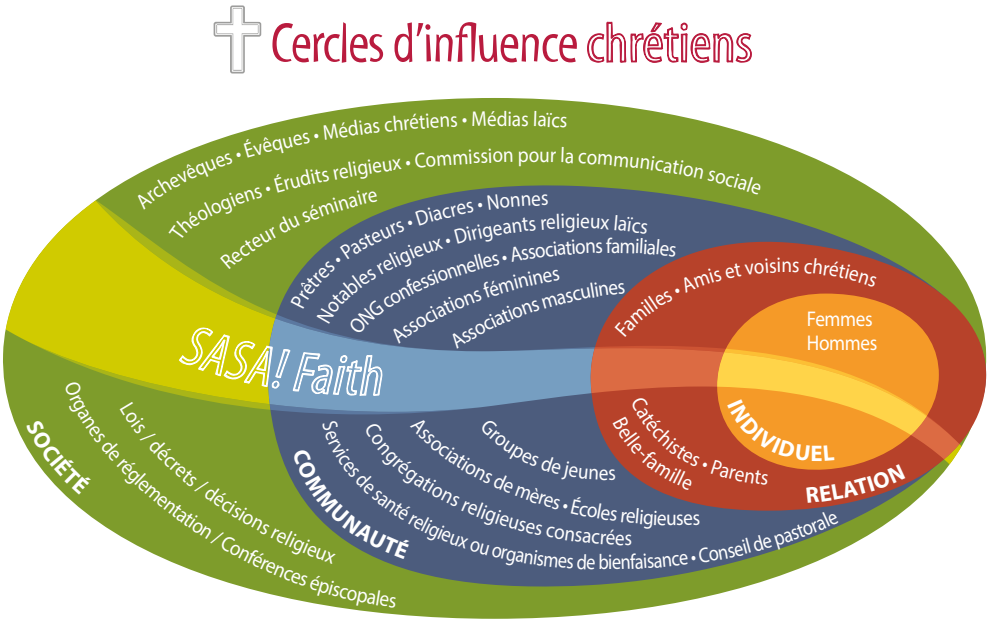


Source: *DFID PPA Learning Partnership Gender Group Theory of Change 2015: The different realms of power*[14]

Le modèle ci-dessus (voyez la Figure 2) fait référence à divers niveaux de pouvoir. Qu'est-ce que le pouvoir? Le pouvoir est la capacité ou la faculté de diriger ou d'influencer le comportement des autres ou le cours des événements. Le pouvoir peut être positif ou négatif. Pour une analyse plus détaillée de la définition du pouvoir, voyez le point 1.10 Terminologie ainsi qu'en annexe la fiche 4, relative au concept des 4 P du pouvoir.

À chacun de ces niveaux de pouvoir, les communautés confessionnelles ont accès à un large éventail de structures spirituelles et sociales. Il peut s'agir de catéchistes, de groupements de femmes/d'hommes/de jeunes/de mères, de congrégations locales, de conseils pastoraux, de prêtres, de religieuses, de responsables laïcs, de séminaristes, de théologiens, d'évêques, d'archevêques et de conférences épiscopales,... Le modèle des cercles d'influence chrétiens de SASA! Faith nous montre à quoi ressemble un modèle écologique dans un contexte chrétien (voyez la figure 3 ci-dessous).[15] Le modèle décrit les principaux acteurs et structures de foi dans chaque cercle d'influence.

Figure 3:
Cercles d'influence chrétiens

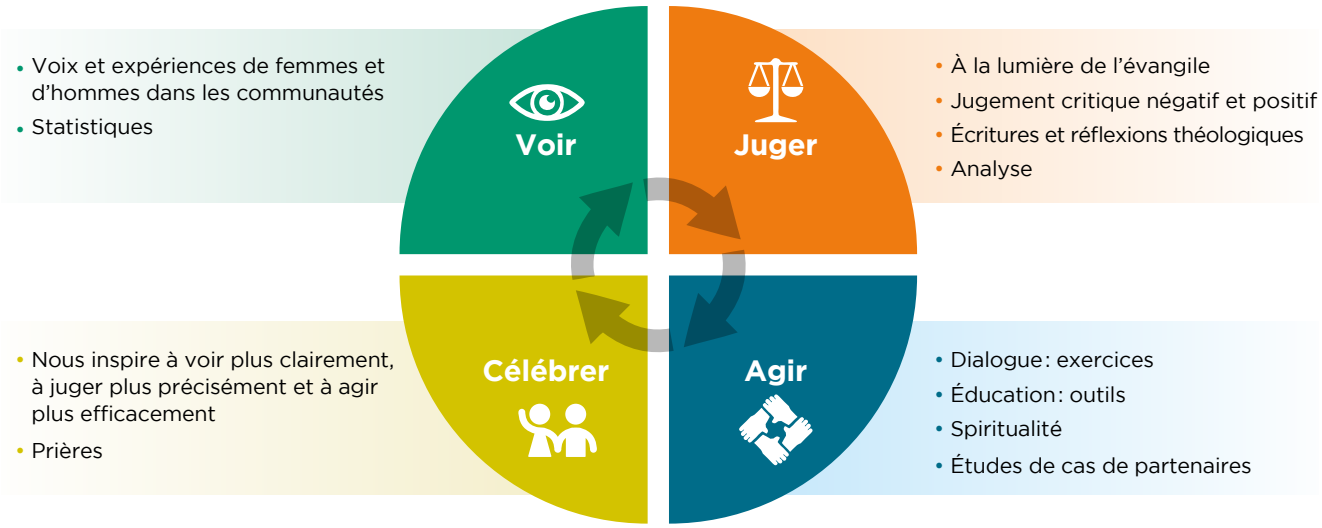


Source: Raising Voices, *SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, p.17

1.9 VOIR, JUGER, AGIR ET CÉLÉBRER

Cette boîte à outils suit la même méthodologie que *Laudato Si'*, celle du cycle pastoral «Voir-Juger-Agir». Nous y avons adjoint le volet «Célébrer», car certains publics catholiques considèrent qu'il constitue un ajout important au cycle pastoral. Voyez la Figure 4 ci-dessous.

Figure 4:
Le modèle Voir – Juger – Agir – Célébrer



Voir

Sous ce point, nous cherchons à comprendre ce qui arrive aux femmes et aux hommes des communautés avec lesquelles nous travaillons en étant à l'écoute de leur parole et de leurs expériences. Nous essayons de comprendre qui sont les gagnants et les perdants d'une situation de discrimination fondée sur le sexe. Nous essayons de percevoir les effets de cette situation sur la communauté, les motifs de son apparition et de sa persistance. Nous tentons d'appréhender les droits et prérogatives des femmes et des hommes et à quoi ressemble la situation dans nos propres contextes régionaux.

Nous étudions les stéréotypes et les mythes culturels qui existent dans la société, qu'ils soient positifs ou négatifs, à propos des rôles dévolus aux femmes et aux hommes. Nous écoutons la parole des femmes et des hommes et nous nous efforçons de l'analyser objectivement à l'aide des statistiques actuelles.

Juger

Sous ce point, nous analysons notre ressenti par rapport à ce que nous avons vu sous le point précédent et nous portons un jugement négatif ou positif. Nous nous basons sur les Écritures, sur des textes théologiques et laïques, ainsi que sur des outils tels que les réflexions théologiques contextuelles pour nous demander si nous ne nous sommes jamais comportés comme les femmes et les hommes cités sous le point «Voir». Nous réfléchissons à ce qui devrait être fait, à ce que notre foi et la doctrine sociale de l'Église peuvent nous dire dans ces situations. Nous essayons de comprendre les causes profondes et les symptômes de l'injustice entre les sexes.

Agir

Sous ce point, nous partons d'exemples pratiques et d'études de cas pour voir quel pourrait être le point d'entrée d'un discours sur l'égalité des sexes, compte tenu du contexte régional dans lequel travaillent nos membres. Nous réfléchissons à ce que nous pouvons faire pour combattre l'injustice. Nous nous demandons ce que nous pouvons faire pour combler le fossé entre ce qui se passe sous nos yeux et ce qui devrait se passer d'après notre réflexion et notre foi. Nous élaborons des plans d'action et déterminons quelles actions réalistes nous allons mener et avec qui. Nous faisons référence aux éclairages apportés par le groupe de réflexion du DFID sur le genre, dont ont fait partie CAFOD, SCIAF et Trócaire, trois organisations membres de la CIDSE, et illustrons chacune des interventions préconisées au travers d'exemples fournis par nos partenaires.[16]

Célébrer

Au travers de prières, de réalisations, de bons exemples et de proverbes positifs, ce point nous permet de nous réjouir des solutions trouvées afin de bousculer les stéréotypes négatifs et les normes sociales perpétuant la discrimination entre les sexes. Nous célébrons les changements que nous avons apportés ou que nous sommes sur le point d'apporter par notre action; des changements pour nous-mêmes, pour la paroisse/la communauté et pour les femmes et les hommes avec lesquels nous et nos membres travaillons. Certains chapitres proposent des exemples de célébration. Les pages blanches vous invitent à trouver vos propres modes d'expression de cette célébration, en fonction de votre contexte national et de ce qui se passe au sein de votre organisation ou de votre communauté.

Dans chaque chapitre, chacun des quatre axes susmentionnés s'accompagne de divers documents qui vont de la description des concepts théoriques de base à des exemples et des outils pratiques, en passant par des études de cas nationales, des déclarations personnelles, des réflexions théologiques contextuelles et d'autres textes pertinents tirés des Écritures ou d'autres documents de l'Église. Vous trouverez également dans l'annexe des fiches et des notes d'orientation à l'intention des animateurs et animatrices d'ateliers pratiques.

1.10 TERMINOLOGIE

L'utilisation de cette boîte à outils suppose une parfaite maîtrise de certains termes et concepts théoriques de base. Là où les documents doivent être traduits, il est important de le faire correctement et d'aider les communautés et les organisations religieuses à bien comprendre ces termes et concepts.

Genre, sexe et concepts connexes

Le terme « genre » suscite pas mal de confusion dans sa distinction avec le mot « sexe ». Pour la CIDSE et ses organisations membres, le concept de genre renvoie aux rôles socialement construits, attributions, activités et possibilités qu'une société donnée estime appropriés pour les femmes et pour les hommes et qu'elle inculque à travers des processus de socialisation. Elle les institutionnalise par son système d'éducation, ses systèmes politiques et économiques, de même que par sa législation, sa culture, ses traditions et sa religion. Le genre se réfère aux stéréotypes qui façonnent et qui conditionnent les relations entre les femmes et les hommes, leurs rôles dans la société, leur accès aux ressources, à la santé, à l'éducation et aux prises de décision. Ces rôles et stéréotypes varient d'une société et d'une culture à l'autre, ainsi que dans le temps et dans l'histoire. Le terme « sexe » se réfère aux caractéristiques biologiques qui différencient les hommes des femmes : ce que les corps sont réellement ou potentiellement capables de faire, comme accoucher, par exemple.

Les concepts d'égalité des sexes, d'équité entre les sexes et de justice entre les sexes sont souvent utilisés de manière interchangeable. Inévitablement, tout le monde ne les utilise pas de la même manière. Dans cette boîte à outils, la CIDSE leur donne les acceptions suivantes :

» **L'égalité des sexes**

L'égalité des sexes, ou l'égalité entre les femmes et les hommes, signifie que les femmes, les filles, les garçons et les hommes jouissent des mêmes droits, opportunités, ressources et compensations. L'égalité ne signifie pas que l'homme et la femme sont identiques, mais que la jouissance de leurs droits, de leurs chances et de leurs opportunités dans la vie n'est ni régie ni restreinte de manière déterministe par le fait qu'ils sont nés homme ou femme.

» **Équité entre les sexes**

L'équité entre les sexes, également appelée parité hommes-femmes, est un processus consistant à se montrer équitable envers les femmes et les hommes. Pour assurer cette parité, des mesures doivent souvent être mises en place afin de compenser les désavantages historiques et sociaux qui empêchent les femmes et les hommes d'être traités sur un pied d'égalité. L'intersectionnalité, c'est-à-dire la prise en compte de l'interdépendance de divers systèmes d'oppression, tels que le sexe, la race, l'ethnie, la classe, la caste, l'âge, etc., est au cœur du concept de parité hommes-femmes. L'égalité est une fin ; la parité est un moyen.

» **Justice entre les sexes**

La justice entre les sexes se réfère à un monde où tout le monde, hommes et femmes, filles et garçons, est valorisé de manière égale et où le pouvoir, les connaissances et les ressources sont répartis de manière équitable. La justice entre les sexes envisage un monde où toutes les personnes sont affranchies des systèmes de privilège et d'oppression culturels et interpersonnels, ainsi que de la violence et de la répression fondées sur le sexe.

» Rôles liés au genre

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit les rôles liés au genre comme « les rôles qui sont déterminés socialement, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et les femmes. »[17]

» Stéréotypes liés au genre

Les stéréotypes liés au genre reposent sur des pratiques, des croyances et des normes déterminées socialement. Ils procèdent souvent de traditions culturelles, y compris religieuses, mais l'élément stéréotypé témoigne aussi d'un rapport de force sous-jacent. Les stéréotypes ne sont pas intrinsèquement négatifs, mais s'avèrent souvent préjudiciables du fait qu'ils ne tiennent guère compte de l'environnement, des opportunités ni des capacités individuelles et inhérentes à une personne (à une femme dans la plupart des cas). Les hommes en souffrent également du fait qu'ils sont censés se conformer à des rôles masculins, empreints d'esprit de compétition et d'ambition. Cette situation peut les mettre sous pression et les priver de certaines joies découlant de la parentalité et de l'intimité dans le cadre de relations respectueuses. Les stéréotypes et la discrimination fondée sur le sexe qui en résulte se paient au prix fort en termes de développement, d'entrave à la démocratie, de déni des droits humains et de mise en péril de la paix et de la sécurité.[18]

» Violence sexiste / violence liée au genre / violences à l'égard des femmes, à l'encontre des femmes, faites aux femmes

Il s'agit en l'occurrence des actes de violence principalement ou exclusivement commis à l'encontre de femmes. Les qualifier de « liés au genre » revient à dire qu'ils sont expressément commis à l'encontre de femmes parce qu'elles sont des femmes. Parmi ces actes violents figurent les abus verbaux et physiques, la contrainte ou la privation de liberté pouvant entraîner la mort et causant un préjudice physique, psychologique, ou l'humiliation. Au sens élargi, ces termes recouvrent les actes destinés à perpétuer la subordination des femmes.

» Violence domestique / violence conjugale / violence exercée par un partenaire intime

Historiquement appelée violence domestique, la violence exercée par un partenaire intime désigne le préjudice physique, sexuel ou psychologique causé par un(e) ancien(ne) ou l'actuel(le) conjoint(e) ou partenaire intime. Ces termes sont souvent utilisés de manière interchangeable.

» Pouvoir

Le mot « pouvoir » peut désigner pas mal de choses et l'on ne compte plus le nombre de concepts gravitant autour de ce vocable. Le concept des quatre formes de pouvoir, ou des 4 P (pouvoir sur, pouvoir être (ou pouvoir intérieur), pouvoir de et pouvoir avec) permet de décrire de manière basique, mais effective, le processus d'émancipation d'une personne. Voyez la Fiche 5b dans l'Annexe pour une description plus détaillée du concept des quatre formes de pouvoir.

- **Pouvoir sur :** recours à des menaces de violence et à l'intimidation (négatif)
- **Pouvoir être ou pouvoir intérieur :** respect de soi conduisant à considérer l'autre comme son égal et donc à le respecter
- **Pouvoir de :** créatif et porteur
- **Pouvoir avec :** sentiment que le tout est plus grand que la somme des individus

» Émancipation (« empowerment »)

Si vous consultez le dictionnaire anglais-français Robert & Collins, vous verrez que le verbe « empower » y est décrit sous deux acceptions :

- Autoriser / Habiliter quelqu'un à faire quelque chose
- Permettre à quelqu'un de s'assumer.

Dans ce document, nous utiliserons le terme « émancipation » pour désigner le fait que des femmes comme des hommes sont de plus en plus maîtres de leur destinée. Qu'ils fixent suffisamment

le cours de leur vie, acquièrent des compétences, prennent confiance en eux, résolvent leurs problèmes et deviennent autonomes. Personne ne peut émanciper quelqu'un d'autre: seuls les individus peuvent s'émanciper pour faire leur choix et dire ce qu'ils ont à dire. Les institutions, y compris les agences de coopération internationale, peuvent néanmoins apporter leur soutien à des processus qui favorisent l'émancipation des individus ou des collectivités. L'émancipation des femmes ne signifie pas que les femmes sont «habilitées» à prendre le pouvoir sur les hommes. Il s'agit plutôt de changer des rapports de force basés sur la domination, l'exploitation et la subordination, au profit d'autres relations entre les hommes et les femmes basées sur l'égalité, l'égalité des sexes.

Message-clé:

Certaines personnes peuvent penser, à tort, que les termes «genre» et «égalité des sexes» ne visent qu'à soutenir les femmes ou à gommer toute différence entre les femmes et les hommes. D'autres estiment que l'égalité des sexes est un concept étranger qui ne correspond pas à leur tradition culturelle, ou craignent qu'il ne cherche à conférer aux femmes un pouvoir de domination sur les hommes.

L'égalité des sexes n'a rien à voir avec tout cela. Elle cherche à créer des conditions d'amour, de compassion et de justice pour les pauvres: femmes ou hommes. Elle vise à apporter de bonnes nouvelles et l'égalité des chances pour tous. L'Église a un rôle essentiel à jouer dans la promotion de l'égalité des chances pour tous et dans le respect de la dignité des femmes et des hommes. Au moment du baptême, les femmes et les hommes entrent dans le nouveau monde du Corps du Christ, dans le sacerdoce des fidèles du Christ. De même, par notre baptême, nous sommes missionnés pour lutter contre toute forme de discrimination qui menacerait cette communion.

© Margaret Mwaniki

CAFOD est membre du Side by Side Faith Movement for Gender Justice.
Inauguration du Chapitre régional d'Afrique de l'Est de Side by Side à Nairobi, en 2015

DANS CE CHAPITRE

	APERÇU	21
1.1	VOIR	21
	Statistiques	21
	Voix et expériences de femmes	22
	Proverbes et stéréotypes liés au genre	23
1.2	JUGER	23
	À partir de la doctrine de l'Église	23
	Déclarations personnelles	24
1.3	AGIR	25
	Promouvoir l'accès individuel des femmes aux connaissances et aux compétences	26
	Donner aux femmes un meilleur accès aux ressources et à leur contrôle	28
	Accroître l'influence des femmes dans les prises de décisions	30
	Émancipation des femmes par le biais de l'agroécologie	32
	Renforcement des capacités par le biais de groupes en autogestion	34
	Créer des espaces sûrs et des mécanismes d'appui pour les femmes	37
1.4	CÉLÉBRER	40
	Exemples pour la célébration	40
	Prière	40
	RÉFLEXIONS ET EXERCICES	40
	Réflexions théologiques sur la personne	41
	Réflexions personnelles	43
	Exercices pratiques en groupe	45
	SYNTHÈSE	53

CHAPITRE 1

LE NIVEAU INDIVIDUEL

APERÇU

Ce chapitre se concentre sur la sphère intime du pouvoir au sein du modèle écologique, autrement dit, au niveau individuel. Au travers d'études de cas, nous verrons des démarches de développement réussies ainsi que des voies et moyens d'accroître les connaissances, la conscience, les compétences et la confiance en soi des femmes pour qu'elles puissent participer judicieusement aux prises de décisions du ménage et de la communauté.

Toute personne, homme ou femme, a sa propre dignité et est créée à l'image de Dieu. Cette conviction et ce principe rejaillissent sur tous les aspects et cycles de leur vie.

Pourquoi est-il important d'œuvrer tous ensemble pour l'égalité des sexes? Quel rôle les leaders religieux et les organisations ecclésiales peuvent-ils jouer à cet égard? Promouvoir la dignité de chaque personne est une mission de l'Église sur laquelle la doctrine sociale de l'Église insiste souvent. Il s'ensuit que, dans le domaine du genre, l'Église se donne pour mission de veiller à la préservation de la dignité des femmes et des hommes. Or, de nombreuses cultures ont exprimé ou toléré des attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et le font encore; il appartient à l'Église de remettre en cause ces normes et attitudes.

1.1 VOIR

La doctrine de l'Église est on ne peut plus claire en ce qui concerne la dignité fondamentale de chaque être humain. L'option préférentielle pour les pauvres, hommes et femmes, revêt en outre une grande importance. La doctrine sociale de l'Église parle d'égalité entre les femmes et les hommes. La réalité est malheureusement tout autre. La discrimination fondée sur le sexe est la forme d'exclusion sociale la plus répandue au monde, comme le montrent les statistiques alarmantes ci-dessous.

Statistiques

- Les filles sont moins bien loties que les garçons en ce qui concerne les possibilités d'apprentissage et constituent plus de la moitié des enfants qui ne vont pas à l'école primaire dans le monde.[19]
- 61% des analphabètes de plus de 15 ans sont des femmes.[20]
- Globalement, les femmes sont moins bien payées que les hommes. Dans la plupart des pays, les femmes ne gagnent en moyenne que 60 à 75% du salaire des hommes.[21]
- Les lois, coutumes et pratiques discriminatoires et informelles restreignent l'accès des femmes à la terre et à d'autres biens.[22]

Ces statistiques choquantes se reflètent dans la réalité quotidienne des gens.

Voix et expériences de femmes

Ci-dessous quelques expériences et témoignages de femmes issues des communautés avec lesquelles travaillent les partenaires des organisations membres de la CIDSE.

Les femmes ont peu d'occasions d'occuper des postes à responsabilité comme le mien et se sentent souvent inférieures aux hommes. Je pense que si les femmes avaient davantage accès à l'information, elles pourraient participer davantage au développement du pays, à l'instar des hommes. Je voulais devenir officier de police, parce que je voulais servir et protéger mon pays et je veux encourager d'autres Timoraises à faire de même.

Iria, commissaire de police à Luta Hamutek, Timor Oriental, 2011

Si nous nous sentons mal à l'aise dès que nous devons prendre la parole devant des hommes, c'est parce que nous pourrions dire une bêtise, et alors ils se moqueraient de nous et cela nous bloquerait par la suite… les hommes ont été à l'école, ils savent comment parler, alors que les femmes ne reçoivent pas cette éducation, alors pour nous, c'est difficile de parler.

Femmes membres de la coopérative de café KSI,
Timor Oriental, 2011

Mon seul travail consistait à cuisiner, à nettoyer et à m'occuper des enfants alors que j'aspirais à plus, mais j'étais prise au piège de ce rôle domestique. Je n'aurais jamais cru prendre autant confiance en moi. Avant, quand je prenais la parole, j'étais si nerveuse que je ne parvenais pas à m'exprimer. Aujourd'hui, tout a changé, je suis la cheffe du village !

Ean Poise,
cheffe du village de Banteay Srei,
Cambodge, 2011

Je dis aux autres femmes de la communauté qu'elles devraient agir et apprendre comme je le fais maintenant. Même si je ne sais ni lire ni écrire, je me suis améliorée. Je veux leur dire qu'elles peuvent surmonter leur peur et apprendre à lire et à écrire. Je profite de toutes les occasions et j'espère que d'autres femmes feront de même.

Clementina Hernández González,
productrice agroécologique et porte-parole du Conseil communal du village de San Antonio Sija, Guatemala, 2018

Je m'appelle Agilia Chiac. Je suis une femme maya. J'ai commencé à travailler à la radio il y a de nombreuses années, d'abord en tant que bénévole, puis comme présentatrice et beaucoup plus tard, je suis devenue directrice. Je suis la seule directrice et je suis très contente d'occuper cette fonction aujourd'hui, mais cela n'a pas été simple. J'étais très timide et parler en public était un calvaire. J'ai tellement changé. Au départ, je ne voulais pas devenir directrice bien que de nombreuses personnes me l'aient demandé, mais lorsque mon prêtre me l'a demandé, j'ai finalement accepté. C'était un poste pour lequel je me sentais motivée. J'ai appris que le changement était possible, que nous, les femmes, avions des capacités, que nous avions des connaissances et que nous pouvions faire ce genre de travail.

Agilia Chiac,
Directrice de la station de radio FGER,
Guatemala, 2010

Agilia et les autres femmes citées ici ne sont pas les seules à avoir initialement douté de leurs capacités. En effet, peu importe la société dans laquelle on vit, il y a toujours des normes et des pratiques culturelles qui vous disent ce que les hommes et les femmes devraient ou ne devraient pas faire, comment ils/elles devraient parler, s'habiller et se comporter.

Proverbes et stéréotypes liés au genre

Il y a plusieurs façons d'essayer de comprendre les attitudes discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles dans un pays donné; l'une d'elles consiste à se pencher sur les proverbes et les stéréotypes actuels ou prédominants liés au genre. Vous trouverez ci-après quelques exemples livrés par des partenaires des organisations membres de la CIDSE au cours de ces dernières années. Les proverbes montrent que l'on n'attend pas les mêmes choses d'une femme ou d'un homme.

Le chant de la poule ne fera jamais apparaître l'aube (signification: les femmes ne pourront jamais se faire entendre).
Myanmar

Le couteau d'une femme ne coupe pas (signification: une femme n'est pas habilitée à parler).
Sierra Leone

Les femmes ne savent pas s'affirmer, raison pour laquelle elles ne devraient pas occuper des postes de direction.
Allemagne

La place d'une femme, c'est à côté du fourneau.
Cambodge

On ne trouve pas plus de cornes sur la tête d'un âne que d'idées dans la tête d'une femme.
Érythrée

Les fils doivent être forts et francs, les filles n'ont qu'à être belles.
Sri Lanka

On dit des femmes qui ont de l'assurance et leur franc-parler qu'elles sont habitées par l'esprit d'un homme (Zimbabwe) ou qu'elles sont «couillues» (Royaume-Uni, États-Unis). Elles ne sont donc pas de «vraies femmes» et les hommes vus en train de pleurer ne sont «pas de vrais hommes», mais des «chochottes».
Royaume-Uni

1.2 JUGER

À partir de la doctrine de l'Église

Les enseignements de l'Église ci-après portent sur les questions d'égalité des sexes au niveau individuel.

De plus en plus consciente de sa dignité humaine, la femme n'admet plus d'être considérée comme un instrument; elle exige qu'on la traite comme une personne aussi bien au foyer que dans la vie publique.
Pape Jean XXIII,
Pacem in Terris, 11 avril 1963, 41

L'histoire porte les marques des excès des cultures patriarcales où la femme était considérée comme de seconde classe. [...] Certains considèrent que beaucoup de problèmes actuels sont apparus à partir de l'émancipation de la femme. Mais cet argument n'est pas valide, «cela est faux, ce n'est pas vrai! C'est une forme de machisme». L'égale dignité entre l'homme et la femme nous pousse à nous réjouir que les vieilles formes de discrimination soient dépassées, et qu'au sein des familles un effort de réciprocité se réalise. Même si des formes de féminisme, qu'on ne peut juger adéquates, apparaissent, nous admirons cependant une œuvre de l'Esprit dans la reconnaissance plus claire de la dignité de la femme et de ses droits.
Pape François,
Amoris Laetitia, 19 mars 2016, 54

Déclarations personnelles

Sous ce point, nous entendons les paroles pleines de compassion de leaders religieux expliquant ce qui les a motivés à œuvrer pour la justice entre les sexes. Tous ont en commun l'intime conviction que le moment est venu de combattre la discrimination fondée sur le sexe. Ces déclarations relatives à l'égalité des sexes nous viennent de dignitaires de l'Église du monde entier.

Comme dans la plupart des régions du monde, sinon toutes, nous vivons effectivement dans un « monde d'homme », comme dit la chanson. Le Nigéria est une société où, dans presque tous les domaines, la voix de l'homme compte plus que celle de la femme. Il est plus difficile pour une femme de décrocher un mandat politique. Un simple exemple : depuis le retour de la démocratie, il y a 17 ans, aucune femme n'a été élue gouverneur de l'un des 36 États du Nigeria. Il est très important que l'Église catholique promeuve l'égalité des sexes car il faut donner aux femmes un sentiment d'appartenance et les encourager à exploiter les talents et le potentiel que Dieu leur a donnés. Il faut inciter les hommes à partager les tâches ménagères avec les femmes, et cela passe notamment par la promotion de l'égalité des sexes. Les femmes se débrouillent généralement mieux pour sortir leurs familles de la pauvreté. La parité hommes-femmes comme objectif porte et encourage les femmes à réduire davantage le niveau de pauvreté dans notre société.

Père Christopher Bologo,
Chancelier de l'archidiocèse catholique d'Abuja, Nigeria, 2016

Les mariages forcés ont entraîné une augmentation du nombre de mariages de mineurs au Malawi. Dans la zone du diocèse de Karongo, par exemple, où nous avions un projet en cours, un père a contraint sa fille âgée de 13 ans à épouser un homme qui en avait 80. La Kupimbira est une coutume qui ne se pratique que dans cette partie septentrionale du Malawi, et qui permet à une famille pauvre d'échanger ses filles contre de la nourriture ou de l'argent. Bien que la jeune fille ne soit qu'un enfant, l'homme a toujours le droit de la traiter comme une épouse. C'est un exemple flagrant d'inégalité entre les sexes. Jamais les familles ne donnent leurs fils. Il est important que l'Église catholique s'attaque aux inégalités entre les sexes, pas seulement parce que les ONG et les gouvernements ont inscrit dans leur constitution que tous les citoyens doivent être traités sur un pied d'égalité, mais parce que cela fait partie intégrante de notre foi. Tous les êtres humains sont créés à l'image de Dieu et nous sommes tous égaux devant Dieu.

Mgr Martin Mtumbuka,
Évêque du diocèse de Karongo, Commission justice et paix, Malawi, 2013

La question de l'égalité des sexes me tient particulièrement à cœur. Je pense qu'il faudrait accorder les mêmes chances aux femmes qu'aux hommes, en fonction de leurs aptitudes et de leurs performances. Or les femmes sont beaucoup plus durement frappées par la pauvreté, les effets du changement climatique, les expulsions forcées, la dépossession de terres et la réinstallation forcée après un conflit. Lorsque mon père a été arrêté pour avoir soi-disant pris part à des activités rebelles, c'est ma mère qui a veillé à ce que j'aille à l'école et aie quelque chose à manger. Cette idée selon laquelle l'homme serait supérieur à la femme est fausse. Je pense au contraire qu'il faudrait offrir plus d'opportunités aux femmes qu'aux hommes, compte tenu des expériences spécifiques qu'elles ont vécues.

John Bosco Komakech, Directeur de Caritas Gulu, Ouganda, 2016

1.3 AGIR

Le groupe de réflexion du DFID sur le genre, que nous avons évoqué dans l'introduction et dont sont membres plusieurs organisations de la CIDSE, a développé une théorie du changement basée sur le genre, qui nous semble mériter sa place dans cette boîte à outils. Cette théorie décrit les différentes sphères de pouvoir dont les interventions liées au genre devraient être conscientes. Outre cette théorie du changement en faveur de l'égalité des sexes, le groupe a également rédigé un document décrivant, preuves à l'appui, comment certaines interventions avaient conduit à l'égalité des sexes et à l'émancipation de femmes et de filles. Dans cette partie, nous nous référons au niveau individuel ainsi qu'aux interventions que le groupe de réflexion préconise au niveau de l'individu.[23] Les interventions réussies entendaient :

1. Promouvoir l'accès individuel des femmes aux connaissances et aux compétences.
2. Donner aux femmes un meilleur accès aux ressources et à leur contrôle.
3. Accroître l'influence des femmes dans les prises de décisions.
4. Créer des espaces sûrs et des mécanismes d'appui pour les femmes.

Vous trouverez ci-après quelques études de cas emblématiques de ces interventions réussies.

Promouvoir l'accès individuel des femmes aux connaissances et aux compétences

Les femmes prennent davantage conscience et connaissance de leurs droits et prérogatives lorsqu'elles participent à des projets qui leur ouvrent les portes du savoir et de la formation technique. Elles se sentent plus confiantes pour revendiquer ces droits, qu'il s'agisse du droit à l'éducation, à savoir lire, écrire et compter, ou du droit d'apprendre à gérer une entreprise, d'acquérir les techniques de négociation nécessaires et d'apprendre à s'organiser entre elles pour pouvoir s'engager sur le plan politique. Les compétences essentielles dans ce contexte sont la prise de parole en public, la communication et le leadership. En règle générale, ces projets leur donnent également accès à des informations importantes, telles que les lois et les politiques nationales. L'étude de cas ci-dessous décrit un projet de formation de réfugiées palestiniennes (femmes et filles) au leaderships.

Participante à une formation de l'AN au leadership des femmes, Liban, 2013

ÉTUDE DE CAS

Association Najdeh (AN) – Liban
Formation de Palestiniennes au leadership

» **Contexte**

Quelque 450 000 Palestiniens (environ 10% de la population du pays) ont trouvé refuge au Liban et environ la moitié d'entre eux vivent dans 12 camps de réfugiés.[24] Les autres vivent dans des zones pauvres aux alentours des camps. Les Palestiniennes réfugiées au Liban doivent relever le double défi d'une vie en exil et dans la pauvreté. Les représentations sociales et culturelles de la femme au sein de la communauté des réfugiés palestiniens dissuadent souvent des femmes très capables de prétendre à des fonctions dirigeantes. Pour pouvoir assumer davantage des rôles décisionnels, les femmes ont d'abord besoin d'acquérir les compétences nécessaires, puis de la confiance en elles.

» Point d'entrée

L'Association Najdeh (AN) est un partenaire de CAFOD. Cette organisation dirigée par des Palestiniennes s'emploie à renforcer la place de la femme au sein de la communauté palestinienne réfugiée au Liban. Son but est d'outiller les femmes pour qu'elles puissent revendiquer leurs droits et participer activement à la vie économique, sociale et politique de leurs communautés. Dans le cadre d'un de ses programmes financés par l'Union européenne, AN permet à de jeunes Palestiniennes des camps de réfugiés de devenir des leaders communautaires, en leur donnant les compétences et la confiance nécessaires pour lutter contre la discrimination au sein de leurs familles et de leurs communautés.

» Activités

- AN dispense des cours de formation au leadership dans plusieurs camps, à l'intention de jeunes femmes déjà passionnées par le changement.
- Les modules de cours abordent divers sujets, tels que le leadership, les communications et l'organisation de la communauté; la résolution des conflits; les droits humains et de la femme; la violence sexiste; et la connaissance des principaux cadres juridiques.
- Les cours de leadership portent autant sur le changement de vie que sur des compétences spécifiques en leadership.
- Les participantes ont acquis de nouvelles compétences, surtout en matière de résolution de problèmes, de communication et de prise de décision, ainsi qu'un savoir-faire pratique en gestion, en informatique, en comptabilité et en organisation de la communauté.

» Réussites

De nombreuses jeunes femmes nourrissent à présent l'espoir de concrétiser leurs rêves.

La formation en leadership que j'ai suivie n'est pour moi qu'un début. Je veux devenir formatrice et former d'autres femmes à ces questions. Je veux que tout le monde soit au courant de ses droits. Je commencerai par un petit groupe, mes amis et voisins par exemple, puis d'autres gens seront au courant et le groupe s'élargira. Il faut du changement. Il faut qu'il y ait des femmes leaders, et pas uniquement des hommes, pour que les droits de la femme soient défendus.[25]

Certaines ont créé des comités de femmes pour appliquer les compétences acquises dans un environnement sûr et favorable. Elles s'attellent à certains problèmes rencontrés par les femmes dans les camps, tels que la violence domestique. La mise en place de ces comités de femmes est une première forme d'implication des femmes dans les prises de décisions qui concernent l'ensemble de la communauté, au travers aussi de leur affiliation aux Comités populaires à dominance masculine qui gèrent les camps de réfugiés. Jusqu'à présent, 17 groupes impliquant 60 femmes ont été mis en place pour inciter les autorités des camps à se saisir davantage de diverses problématiques, dont la violence domestique.

Nous avons même appris à parler de la violence avec les hommes. Avant, cela nous était impossible, mais plus maintenant – nous nous sommes aguerries.[26]

Donner aux femmes un meilleur accès aux ressources et à leur contrôle

L'émancipation économique[27] des femmes peut être amorcée par l'accès à certaines ressources et à leur contrôle : avoirs économiques, logement, emploi, services financiers ou encore propriété foncière, comme le montre l'étude de cas ci-après.

Femmes participant à une formation sur les droits fonciers, Ouganda, 2018

ÉTUDE DE CAS

Pathway Initiative for Development (PID-Ouganda) – Ouganda
Garantir les droits fonciers des femmes

» **Contexte**

Alors qu'elles tentent de se remettre du conflit, des communautés du nord de l'Ouganda sont désormais en proie à des violations et à des abus de leurs droits fonciers. Une culture incontrôlée du silence n'arrange guère la situation. Ce sont les femmes – les veuves et les filles en particulier – qui s'exposent le plus à l'accaparement des terres et aux déplacements forcés. Le système judiciaire est si faible qu'il ne parvient ni à protéger les droits de la femme et des communautés vulnérables ni à assurer un processus de retour en toute sécurité depuis les camps. Le risque d'appauvrissement de ces communautés est nettement plus élevé, et s'est traduit par des taux de pauvreté accrus.

» Point d'entrée

L'organisation autochtone nationale *Pathway Initiative for Development (PID-Uganda)* travaille avec les communautés victimes du conflit armé et de la pauvreté dans le nord de l'Ouganda. Un de ses projets, soutenu par DKA, entend venir en aide aux femmes d'Amuru dont les terres ont été accaparées ou qui ont été déplacées de force. Les conflits liés à la terre constituent un grave problème de droits humains dans le nord de l'Ouganda depuis que les habitants qui se trouvaient dans des camps pour réfugiés internes sont de retour. Les femmes et les enfants qui avaient été contraints de fuir sont confrontés à des abus et à une violation de leurs droits fonciers lorsqu'ils rentrent chez eux. Conscient de ne pouvoir laisser ces populations livrées à leur sort, PID-Ouganda a élaboré des stratégies qui tirent parti de mécanismes informels de résolution extra-judiciaire des litiges (RAD) pour aplanir les différends fonciers. Le projet n'interdit pas à ses bénéficiaires de passer par les voies de justice officielles. Mais il est essentiel d'avoir en même temps des stratégies de renforcement de l'état de droit et d'amélioration de l'accès à la justice qui considèrent les institutions judiciaires informelles comme des parties prenantes légitimes. La RAD fait partie intégrante du projet de PID-Ouganda, qui passe par une démarche d'apprentissage participatif pour informer les femmes de leurs droits fonciers et leur faire acquérir les compétences nécessaires pour s'opposer aux stratégies d'atténuation de leurs droits fonciers. Toute la démarche gravite autour de la mise en place d'un leadership au sein des communautés locales, en s'appuyant sur les connaissances et les réseaux existants des groupements des femmes.

» Activités

- Formation de groupes de femmes au travers d'une méthode d'éducation aux droits fonciers, combinant éducation, formation et sensibilisation, afin de créer une culture universelle des droits humains.
- Engagement constant auprès des groupes de plaidoyer féminins, des leaders culturels et traditionnels, des comités sous-départementaux et fonciers, des dirigeants politiques et d'autres parties prenantes importantes dans différentes paroisses.
- Les bénéficiaires du projet initient eux-mêmes diverses activités: facilitation de dialogues communautaires sur les droits fonciers au travers de manifestations publiques basées sur la musique, la danse et le théâtre; partage d'idées, mutualisation des expériences et des bonnes pratiques avec d'autres contrées; séances de questions/réponses; séances de remue-méninges; autres activités durant les sessions comme méthodes de délibération.

» Réussites

La formation dispensée à des groupes de femmes de différentes paroisses a engendré un changement d'attitude et de comportement positif parmi les membres de ces groupes et leur a donné confiance. Elle les a rendues capables de résister, de se défendre et de promouvoir les droits fonciers des femmes dans leurs paroisses. Informés de leurs responsabilités et droits fonciers, certains groupes de femmes ont constitué une équipe de suivi du plaidoyer, qui a informé ses concitoyennes de leurs responsabilités et droits fonciers et les a aidées à signaler toute forme de violence liée aux violations et abus fonciers à l'encontre de femmes. Au final, le projet a mis des groupes de femmes de divers districts en capacité d'informer leurs communautés de leurs droits et des procédures à suivre en cas d'accaparement de terres et leur a donné les moyens de prendre des mesures afin de remédier aux problèmes structurels qui, au sein de leurs communautés, entravent l'accès à la justice, comme le dysfonctionnement des tribunaux locaux, par exemple.

Accroître l'influence des femmes dans les prises de décisions

Cette approche permet aux femmes d'être mieux représentées et de participer activement à la vie publique et politique. Au niveau local, il peut s'agir pour elles de s'impliquer dans le comité de gestion d'une école, dans le comité de gestion de l'eau, ou encore dans le tribunal local. Certains projets entrant dans cette catégorie visent à garantir le droit de vote des femmes ou la délivrance de leurs certificats de naissance et de mariage. D'autres éléments relèvent de la remise en question des normes sociales et des stéréotypes négatifs à propos de la place de la femme dans la société.

Les efforts concertés en faveur de leur autonomisation permettent à de plus en plus de femmes à travers le monde d'occuper des espaces décisionnels autrefois réservés aux hommes, comme le montre l'exemple suivant, venu du Sri Lanka.

ÉTUDE DE CAS

Uva Community Development Centre (UCDC) – Sri Lanka
Forums citoyens

» **Contexte**

Le Sri Lanka a le plus faible taux de mandataires politiques féminines en Asie du Sud, avec seulement 6% des sièges au parlement et 2% au niveau des collectivités locales. La participation des femmes aux principaux processus décisionnels se heurte à des obstacles structurels, économiques et culturels, qui vont de mesures simples, telles que la tenue des réunions des partis politiques le week-end ou tard dans la nuit, à des obstacles socio-politiques plus complexes, tels que des insultes verbales, de l'intimidation et des menaces de violence physique de la part de leurs rivaux politiques masculins. Ce genre de pratique nuit gravement à la capacité de participation des femmes.

» **Point d'entrée**

Avec le soutien de CAFOD, UCDC (Uva Community Development Centre) promeut la participation des femmes et leur leadership au sein des forums communautaires et d'autres instances représentatives. Le centre renforce les structures locales de gouvernance en veillant à ce que la société civile soit associée aux processus décisionnels. Il plaide également pour une réforme des cadres de gouvernance actuels afin de les rendre plus participatifs et responsables d'une représentation équitable.

» **Activités**

- Création et accompagnement de forums citoyens.
- Rencontres régulières avec les principaux responsables gouvernementaux afin de promouvoir la participation des femmes à la gouvernance locale.
- Réunions avec les bureaux locaux des partis politiques locaux afin qu'il y ait des femmes sur leurs listes de candidats lors des prochaines élections.
- Renforcement des capacités des leaders féminines afin de promouvoir leur implication politique dans les élections et les processus électoraux et de veiller à ce qu'elles soient informées de leurs droits.

» Réussites

Aujourd'hui, les femmes participent aux structures de gouvernance locales via la création de forums citoyens. Grâce aux efforts de l'UCDC, les galeries du peuple ont été rouvertes pour permettre à la population d'assister aux réunions du conseil gouvernemental municipal. Une fois, un groupe de femmes a demandé au président local un fonds spécial pour les femmes. Le président a pris l'habitude que des femmes le sollicitent pour de l'aide et s'est rendu compte que leurs intérêts et leurs besoins étaient très différents de ceux des hommes. Les hommes veulent généralement des matériaux de construction, alors que les femmes demandent un meilleur accès aux sources d'eau ou aux offres d'emploi. L'UCDC s'emploie à faire en sorte que les Sri-lankaises bénéficient du même traitement, des mêmes droits et des mêmes opportunités que les hommes. Plusieurs forums citoyens ont été instaurés, en partie soutenus par les autorités locales. Certains de ces forums sont dirigés par des femmes. Certaines femmes ont même commencé à se présenter aux élections. Nandani, par exemple, a bénéficié d'une formation de l'UCDC et été candidate aux élections locales. Elle co-préside un forum citoyen local. Ces forums offrent aux femmes un espace où elles peuvent livrer leur point de vue sur les problèmes locaux et contribuer à l'élaboration de l'agenda politique. « Nous avons choisi de participer à un comité local de citoyens pour mieux comprendre comment se prennent les décisions qui affectent nos vies et pour veiller à ce que les femmes soient entendues par ceux qui prennent ces décisions », déclare Nandani.

Élues du gouvernement local, UCDN, Sri Lanka, 2015

Émancipation des femmes par le biais de l'agroécologie

L'agroécologie n'est pas qu'une discipline scientifique et un ensemble de pratiques; c'est aussi un mouvement mondial qui rejette le paradigme économique dominant au profit d'une alternative juste et ouverte à tous. L'agroécologie pourrait donc jouer un rôle essentiel dans le démantèlement des structures patriarcales et la promotion de l'égalité des sexes.

Participante au projet "Jeunes ruraux promouvant des communautés durables par le biais de l'agroécologie", Nicaragua, 2018

ÉTUDE DE CAS

CANTERA (Centre pour la communication et l'éducation populaire) et FEDICAMP (Fédération pour le développement intégral des paysans) – Nicaragua

Émancipation des femmes par le biais de l'agroécologie

» **Contexte**

Le Nicaragua est particulièrement exposé aux catastrophes naturelles (sécheresses, séismes, ouragans, etc.) et les changements climatiques ne font qu'accroître les risques. Les communautés vivant dans la région aride, tropicale et pacifique du Nicaragua sont particulièrement vulnérables en raison de la dégradation de l'environnement due à la déforestation et à un accès à l'eau déficitaire pour le quotidien, et pire encore pour les urgences. Les femmes étant marginalisées dans la société, elles sont les principales victimes des effets désastreux du changement climatique que sont la pauvreté, la destruction de l'environnement et les conflits.

» Point d'entrée

SCIAF, l'organisation membre écossaise de la CIDSE, l'Union européenne et leurs partenaires locaux, CANTERA (Centre pour la communication et l'éducation populaire) et FEDICAMP (Fédération pour le développement intégral des paysans) ont mis en œuvre un projet de trois ans dans le couloir sec du Nicaragua. Ce projet vise à améliorer les revenus et la production agricole de 700 familles de petits paysans grâce à l'agroécologie, ainsi qu'à faire participer les dirigeants locaux, les jeunes et les femmes (en particulier les jeunes femmes) à l'élaboration des politiques de développement rural. Le genre est un élément essentiel de la lutte contre les inégalités entre les sexes et contribue à l'instauration de rapports de force plus équitables entre les hommes et les femmes, ce qui renforce le leadership, l'estime de soi et la participation des femmes. Par le biais de ces thèmes essentiels et d'une méthodologie d'éducation populaire, des communautés, des familles et des individus sont en mesure de s'organiser et de se reconnaître en tant que personnes en mesure de favoriser le développement au sein de leurs propres communautés.

» Activités

- Organisation d'ateliers avec des hommes et des femmes (surtout des jeunes et des leaders) pour les sensibiliser à la sauvegarde et à la protection de l'environnement, ainsi qu'à la promotion des valeurs humaines d'égalité des sexes et d'égalité sociale.
- Au niveau de la communauté, travail de sensibilisation et de formation à l'égalité des sexes et à la violence sexiste.
- Amélioration des aptitudes des femmes au leadership et de leur implication active dans les prises de décision et dans l'élaboration des politiques de développement rural au plan local
- Organisation d'ateliers sur le développement humain pour améliorer l'estime de soi et la participation des femmes, en renforçant leur capacité à soutenir l'épanouissement personnel, familial et communautaire et en renforçant l'identité de leur genre.
- Renforcement des compétences entrepreneuriales pour soutenir l'économie familiale.
- Accompagnement des femmes qui se lancent dans des activités économiques/génératrices de revenus telles que l'apiculture et la vente de denrées alimentaires.

» Réussites

Certaines participantes, en particulier les jeunes, font état d'une amélioration de leurs relations familiales et interpersonnelles depuis qu'ils ont pris part à la formation sur l'égalité des sexes. Les femmes ont constaté une plus grande reconnaissance de leur investissement dans la famille, une amélioration des comportements masculins et une amélioration de leur maîtrise sur les ressources économiques qui contribue à leur émancipation économique. Le leadership et la reconnaissance des femmes se sont en outre améliorés au sein des communautés. La diversité des sujets abordés durant les formations a permis aux participantes d'acquérir de nombreuses compétences pratiques. Elles se sentent dorénavant plus aptes à s'exprimer librement, car elles n'ont plus peur de parler; elles ont pris confiance en elles pour faire valoir leurs points de vue. Elles ambitionnent davantage de soutenir et d'épauler leurs collègues et les membres de la communauté dans le cadre de diverses activités et de groupes de travail. Certaines participantes ont désormais envie de s'impliquer un peu plus dans l'organisation de leur communauté afin de rechercher des solutions aux problèmes de cette dernière et de participer à sa gestion avec les autorités locales. De nombreuses participantes ont en outre pu développer leur activité économique en créant ou en modernisant avec succès des jardins potagers où elles cultivent des aliments sains, destinés à leur propre consommation et à la génération de revenus.

Renforcement des capacités par le biais de groupes en autogestion

L'émancipation économique des femmes peut être renforcée en créant des espaces sûrs et en autogestion, où elles sont libres de mutualiser et de tester leurs compétences et de créer un réseau d'entraide. L'étude de cas ci-après montre en quoi la création de ces structures, combinée à des formations au renforcement des capacités, peut aider les femmes à dresser un bilan de compétences et à assurer leur émancipation économique.

Des femmes échangent leurs expériences dans un groupe en autogestion, Guatemala, 2018

ÉTUDE DE CAS

Asociación CEIBA – Guatemala
Groupes en autogestion

» Contexte

Le Sololá est l'un des départements guatémaltèques comptant le plus d'habitants d'origine maya. 96% de sa population fait partie des groupes Kaqchikel, K'iche 'et Tz'utuhil. Avec un score de 0,47 en 2011, le Sololá affichait un indice de développement humain (IDH) parmi les plus bas du pays, selon le Rapport national 2015-2106 sur le développement humain du Guatemala. Il ressort clairement de ce rapport que les femmes du Sololá sont les premières victimes de la pauvreté. Ce sont les Mayas, et principalement les femmes vivant dans des zones rurales, qui en souffrent le plus, car elles ne sont que peu ou pas rémunérées pour leur activité. Outre une autonomie économique étriquée, les femmes doivent faire face à l'alcoolisme, véritable fléau familial, à la réduction de leur revenu mensuel et à une pauvreté croissante. Les femmes ont un choix d'activités agricoles et commerciales plus restreint que les hommes du fait de leur manque de revenus et de capitaux pour le transport des marchandises et de leur accès limité à la terre.

» Point d'entrée

Avec le soutien d'Entraide et Fraternité, l'Association pour la promotion et le développement de la communauté (CEIBA) s'efforce de consolider la démocratie locale et municipale et de garantir la participation, la prise de décision et la gestion efficace des ressources par la société civile de la ville. Son but est d'autonomiser les personnes, et surtout les femmes, en lançant des initiatives favorisant la production agroécologique d'aliments avec la participation active de femmes. L'association fait un travail d'éducation auprès des hommes sur les inégalités entre les sexes. Elle a également créé des groupes en autogestion pour l'émancipation des femmes. Ce programme favorise l'indépendance économique des femmes grâce à des mutuelles de crédit, dont les règles sont définies par les groupes eux-mêmes. L'association fournit une assistance technique aux femmes qui veulent développer leurs compétences en leadership, leurs capacités comptables et administratives et leur aptitude à créer leurs entreprises locales. Le tout s'accompagne de formations destinées à renforcer les compétences techniques et technologiques des femmes (l'élaboration et la transformation des produits, par exemple). La méthode des groupes en autogestion est donc un moyen basique de promouvoir l'indépendance économique, à partir du moment où les femmes décident de rejoindre le groupe.

ÉTUDE DE CAS (suite et fin)

» Activités

- La création, dans chacune des communautés, d'une structure organisée de 10 à 15 femmes qui se réunissent chaque semaine.
- Les groupes en autogestion économisent collectivement de l'argent ; cette solide base d'épargne leur permet d'accorder des prêts destinés à promouvoir des entreprises individuelles et collectives, tout en définissant eux-mêmes leurs règles de crédit (durée du crédit, taux d'intérêt, taux de défaut de paiement, etc.).
- Les groupes organisent également des ateliers hebdomadaires et offrent un espace d'échange d'expériences au sein du groupe et entre les différents groupes.
- La procédure est unique et les membres doivent adhérer aux principes qui la sous-tendent. Ce sont les membres qui élaborent leurs propres règles afin de maintenir une gouvernance équilibrée dans le groupe.
- Les responsabilités sont partagées par tous afin d'assurer la participation et la formation de chaque membre du groupe, chacun assurant tour à tour l'animation sur une base hebdomadaire.
- La tenue des livres de comptes et des procès-verbaux des réunions dans la perspective des décisions à prendre par le groupe.
- L'attribution à chaque membre du groupe d'objectifs individuels atteignables par période de 6 mois.
- La définition d'un plan d'action du groupe pour répondre aux besoins d'autogestion du groupe, au développement social du groupe et/ou de la communauté et au développement économique du groupe dans les domaines pour lesquels des initiatives sont mises en place pour une période de trois mois.
- La création de potagers agroécologiques chez les membres ou dans des parcelles agroécologiques, et la sensibilisation à diverses problématiques environnementales.
- L'identification des initiatives, l'analyse de leur faisabilité et la planification de l'initiative productive qui bénéficiera des conseils techniques de l'équipe promotrice.

» Réussites

Les femmes participant aux groupes en autogestion ont initié un processus destiné à améliorer leur condition économique par le biais de divers projets économiques ayant des effets bénéfiques immédiats pour elles et leurs familles et subséquemment pour leurs communautés et leurs villes. Les groupes en autogestion ont ainsi contribué à consolider l'autonomie économique des femmes et incité nombre d'entre elles à créer leur propre entreprise. L'organisation des groupes a permis aux femmes de faire leur propre bilan de compétences et de capacités susceptibles de générer un salaire minimum. L'implication de la famille dans ce processus a permis à la plupart de ces femmes de parvenir à un accord sur le partage des responsabilités entre l'homme et la femme et favorisé l'inclusion de la famille dans les pratiques agroécologiques.

Créer des espaces sûrs et des mécanismes d'appui pour les femmes

Nos membres et leurs partenaires ont tous constaté qu'il fallait impérativement créer un environnement favorable pour que les femmes se sentent à l'aise et osent revendiquer leurs droits et réclamer justice. L'offre d'espaces sûrs, où les femmes peuvent se rencontrer et confronter leurs expériences avec celles d'autres femmes, crée des relations solidaires, qui débouchent souvent sur des actions collectives au niveau de la communauté, les femmes se sentant soutenues par leur appartenance à un groupe.

Bureaux d'écoute, CDJP Bukavu, RDC, 2010

ÉTUDE DE CAS

Commission diocésaine justice et paix (CDJP) Bukavu – République démocratique du Congo

Accompagnement de femmes ayant survécu à la violence

» Contexte

Le diocèse de Bukavu se situe dans la province du Sud-Kivu, à la frontière entre le Rwanda, le Burundi et la RDC. Le Sud-Kivu a fortement souffert du conflit qui a suivi le génocide rwandais de 1994. Bien que divers accords de paix aient été signés entre-temps et qu'un gouvernement plus démocratique soit en place, le Sud-Kivu souffre toujours d'insécurité par endroits. Des groupes armés assurent leur emprise sur la population locale en faisant régner la terreur, plus particulièrement par le biais de la violence envers les femmes, au travers de viols et d'autres formes de violence sexuelle.

» Point d'entrée

Avec le soutien de CAFOD, la Commission diocésaine justice et paix de Bukavu vient en aide aux femmes qui ont survécu à un viol. En RDC, la violence sexuelle est devenue une arme de guerre; la plupart des viols sont commis par des hommes armés. Les survivantes, qui ont subi ces actes de violences atroces, voient en outre leurs bourreaux déambuler librement dans leurs villages, sans avoir à répondre de leurs actes devant la justice. La plupart des survivantes sont abandonnées par leurs maris et leurs familles, qui leur reprochent d'avoir été violées. Les enfants nés d'un viol sont généralement mis au ban de la société et se voient refuser toute forme d'éducation. Les «bureaux d'écoute» des victimes de violence sont les points d'entrée essentiels du travail accompli par la CDJP à Bukavu. Tous ces bureaux sont établis dans des villages où des attaques ont eu lieu, afin de minimiser les risques d'exclusion. La CDJP suit une démarche globale en matière d'assistance aux victimes: elle les aide à entreprendre des activités leur permettant de dégager un revenu, de subvenir à leurs besoins essentiels et de prendre soin de leurs familles.

» Activités

- Les «bureaux d'écoute» apportent un soutien socio-psychologique et un accompagnement de groupe aux femmes ayant survécu à des violences sexuelles et à la communauté dans son ensemble.
- Outre un appui initial après une agression et l'accès à des soins médicaux, la CDJP fournit des avocats aux femmes qui n'ont en principe pas les moyens de se payer une aide juridique.
- La CDPJ propose également une médiation familiale et un soutien à la réinsertion des survivantes dans leur communauté: les victimes de violence doivent généralement faire face à la stigmatisation et au rejet.
- La CDJP mène un travail de plaidoyer contre la violence sexiste et sensibilise les communautés et les autorités aux violences sexuelles, aux droits de la femme et à la législation nationale en la matière.
- La CDJP vérifie également si des sanctions sont prises à l'encontre des personnes reconnues coupables de violence sexuelle.

» Réussites

Les femmes se remettent des blessures de guerre, physiques et psychologiques, qu'elles ont subies. Elles retrouvent leurs familles et leurs communautés. Au fil des ans, de nombreux comités communautaires se sont créés pour veiller à ce que les autorités locales assument leurs responsabilités. Il s'en est suivi une amélioration de la qualité des services. La coordination des efforts de plaidoyer de l'Église congolaise a amené le Parlement à adopter une loi sur l'égalité des sexes, après plusieurs années de délibérations. Aux niveaux provincial et local, les femmes sont de plus en plus candidates à des postes de direction politique. Les autorités locales et traditionnelles sont apparemment plus enclines à accepter la présence de femmes dans les affaires publiques. Plusieurs facteurs expliquent la réussite de ce plaidoyer. En premier lieu, la structure claire et soudée sur laquelle l'Église catholique peut compter pour assurer l'accompagnement et la liaison. Grâce à cette structure, l'Église rayonne non seulement jusque dans les organisations nationales mais aussi dans les communautés, jusqu'au niveau des paroisses. La manière et le style de la démarche sont tout aussi importants, l'accent étant mis sur l'établissement de relations et de rapports propices au consensus, plutôt que sur la dénonciation et la condamnation. Cela correspond d'ailleurs à l'approche pastorale de l'Église. Il s'avère tout aussi crucial de forger des alliances avec un large éventail de parties prenantes, dont des acteurs étatiques de tous les niveaux. La crédibilité dont jouit l'Église, qui est présente dans toutes les régions du pays et qui est soutenue par 60% de la population, contribue sans aucun doute aussi à cette réussite.

1.4 CÉLÉBRER

Exemples pour la célébration

Ce point propose diverses manières de célébrer nos interventions couronnées de succès.

Nous avons des raisons de nous réjouir lorsque des proverbes et dictons positifs, tels que celui ci-après, remplacent leurs homologues discriminatoires :

La femme est la lumière du foyer.
Érythrée

Nous pouvons nous réjouir lorsque des normes sociales positives s'instaurent à travers le monde. Les merveilleux résultats engrangés par les organisations mentionnées dans cette boîte à outils en sont la preuve, au travers des diverses actions entreprises en vue de promouvoir l'égalité des sexes. Pour vos célébrations, vous pouvez utiliser la prière ci-dessous ou vos propres formes de célébration.

RÉFLEXIONS ET EXERCICES

La suite de ce chapitre propose des exemples pratiques de réflexion et des exercices de groupe adaptés à un travail sur la sphère du pouvoir individuel et sur les interventions de développement visant à accroître la confiance des femmes en elles-mêmes.

Prière

Se tenir droite

Se tenir droite,
forte et déterminée,
tendre la main
à ceux qui l'entourent.

Alléger leur charge,
en leur donnant de l'espoir,
de la dignité et un avenir.

Construire une communauté
où tous sont les bienvenus,
tous sont valorisés,
tous sont capables de vivre pleinement leur vie.

Elle est comme tant de femmes
à travers le monde,
inaperçue, méconnue,
mais changeant des vies.

Dieu tout-puissant, bénis-la et protège-la
et donne-nous d'aller à la rencontre de l'autre,
comme elle le fait,
afin que tous puissent s'épanouir.

Amen

Catherine Gorman/CAFOD

Cérémonie de lancement de la Charte des femmes du Swaziland, Women and Law Southern Africa (WLSA) – Swaziland, 2017

RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES SUR LA PERSONNE

Qui sommes-nous ? Notre identité en Dieu
Mandy Marshall, Co-directrice de Restored[28]

Introduction

Deux des questions existentielles que nous nous posons en tant qu'êtres humains sont : « Qui sommes-nous ? » et « Pourquoi sommes-nous ici ? ». Ces questions révèlent notre désir de donner une finalité et un sens à notre vie et à notre place dans le monde. Nous aspirons à ce sentiment d'appartenir à une communauté, à ce sentiment d'une maison commune et à pouvoir contribuer en tant que travailleur au bien commun. Nous aspirons à appartenir, à être en relation les uns avec les autres, à être membre d'une communauté.

En tant que Chrétiens, nous comprenons que la relation avec Dieu fait partie de notre identité. Nous pouvons être certains de qui nous sommes et de ce pour quoi nous sommes là, dès lors que nous creusons le message de la Bible, qui parle de notre valeur en tant qu'individus uniques, créés à l'image de Dieu. Henri Nouwen, prêtre catholique et théologien, disait : « Bien avant que vous ne naissiez et ne fassiez partie de l'histoire, vous existiez dans le cœur de Dieu. »[29]

Cette conviction trouve son illustration dans la vie de Jésus et dans la façon dont celui-ci valorisait les femmes et les hommes, souvent à contre-courant de la culture, faisant preuve de respect et d'amour pour son prochain. Ce qui ne l'a pas empêché de contester le pouvoir et l'autorité quand il s'est rendu compte que l'exercice de ce pouvoir ou de cette autorité portait atteinte à la dignité, au mérite, au travail et à la valeur d'autrui. Quand nous analysons le rapport de Jésus aux femmes, nous voyons qu'il les considère comme des personnes uniques et précieuses de plein droit, et pas uniquement comme la femme, la mère ou la sœur de quelqu'un. Il reconnaît la dignité de la femme à une époque où elle lui était facilement déniée. Il traite les femmes comme des adultes, à même de prendre leurs propres décisions. Avec les femmes qu'il rencontre, Jésus n'établit pas de rapports basés sur leur genre, c'est-à-dire féminin, mais basés sur leur identité en Dieu, créées à l'image de Dieu.

Objectif

Cette réflexion théologique explore une partie de notre identité en Dieu : la façon dont Jésus nous montre comment vivre cette identité, en permettant aux femmes et aux hommes de s'épanouir dans la dignité et le respect du bien commun.

Lectures

Jean 4:1-42 Jésus et la Samaritaine

Jean 8:1-11 Jésus et la femme adultère
Jésus se rendit au Mont des oliviers. Mais, dès le matin, il alla de nouveau dans le temple, et tout le peuple vint à lui. S'étant assis, il les enseignait. Alors les scribes et les pharisiens amenèrent une femme surprise en adultère ; et, la plaçant au milieu du peuple, ils dirent à Jésus : « Maître, cette femme a été surprise en flagrant délit d'adultère. Moïse, dans la loi, nous a ordonné de lapider de telles femmes : toi donc, que dis-tu ? » Ils disaient cela pour l'éprouver, afin de pouvoir l'accuser. Mais Jésus, s'étant baissé, écrivait avec le doigt sur la terre. Comme ils continuaient à l'interroger, il se releva et leur dit : « Que celui de vous qui est sans péché jette le premier la pierre contre elle. » Et s'étant de nouveau baissé, il écrivait sur la terre. Quand ils entendirent cela, accusés par leur conscience, ils se retirèrent un à un, depuis les plus âgés jusqu'aux derniers ; et Jésus resta seul avec la femme qui était là au milieu. Alors s'étant relevé, et ne voyant plus que la femme, Jésus lui dit : « Femme, où sont ceux qui t'accusaient ? Personne ne t'a-t-il condamnée ? » Elle répondit : « Non, Seigneur ». Et Jésus lui dit : « Je ne te condamne pas non plus : va, et ne pèche plus.

Luc 10: 38-42 Marthe et Marie

Comme Jésus était en chemin avec ses disciples, il entra dans un village, et une femme, nommée Marthe, le reçut dans sa maison. Elle avait une sœur, nommée Marie, qui, s'étant assise aux pieds du Seigneur, écoutait sa parole. Marthe, occupée à divers soins domestiques, survint et dit : « Seigneur, cela ne te fait-il rien que ma sœur me laisse seule pour servir ? Dis-lui donc de m'aider. » Le Seigneur lui répondit : « Marthe, Marthe, tu t'inquiètes et tu t'agites pour beaucoup de choses. Une seule chose est nécessaire. Marie a choisi la bonne part, qui ne lui sera point ôtée. »

Luc 7: 36-50 Marie lavant les pieds de Jésus

Commentaires / discussion

Savoir notre identité peut être une source d'immense joie. Mais elle peut aussi être une source d'anxiété profonde ou conduire à une crise d'identité si notre sens de l'identité ou notre estime de soi se cantonne à une seule dimension de notre vie. Si nous nous identifions à notre travail, par exemple, et que nous sommes mutés ou licenciés, nous pouvons perdre nos repères identitaires. Faire partie du monde du travail est précieux et nous permet de contribuer au bien commun de la société. Les problèmes apparaissent lorsque nous attachons trop d'importance au travail, au détriment d'autres dimensions de notre vie. Les femmes et les hommes gardent tous la même utilité, la même valeur et la même dignité aux yeux de Dieu, qu'ils soient ou non en mesure de travailler. Ce point est important, car beaucoup de membres de notre communauté ne sont pas aptes au travail, de manière temporaire, à cause d'une maladie ou d'un deuil, par exemple, ou de façon permanente, en raison d'un handicap.

Le Psaume 139 nous assure que nous sommes « une créature merveilleuse ». Nous faisons fondamentalement partie de la famille de Dieu. Dans les récits du Nouveau Testament, nous voyons que Jésus traite les femmes et les hommes avec dignité et respect. Il tend les bras à ceux qui sont en marge de la société, en guérissant la femme qui perd du sang et le lépreux, par exemple. Des femmes, Marie et Marthe, figurent parmi ses amis les plus proches (Jean 11: 1-37, Luc 10: 38-42). Jésus parle aux femmes en public alors que dans son contexte culturel, un tel comportement était jugé répréhensible. Il reconnaît aux femmes une aptitude prophétique (Marc 14) et se prononce pour l'éducation de femmes comme Marie, la sœur de Martha. Il l'encourage à écouter son enseignement d'une manière traditionnellement réservée aux disciples de sexe masculin (Luc 10: 38-42). Jésus montre de la compassion et accueille les parias parmi ses proches. Dans le récit de Luc, il rend hommage à la femme en acceptant sa dévotion lorsqu'elle lui lave les pieds avec ses larmes et les sèche avec ses cheveux. Il la voit pour ce qu'elle est, une femme faite à l'image de Dieu, qui mérite amour, dignité et respect. Ce sont des femmes qui sont les premiers témoins de sa résurrection, alors que le témoignage de femmes n'avait guère de poids dans le monde antique. Jésus leur confie la mission d'annoncer sa résurrection.

Les sociétés et les cultures dans lesquelles nous vivons remettent en cause notre valeur et notre estime de nous-mêmes. Nos sociétés font souvent de la réussite un objectif à l'aune duquel se mesure l'estime de soi. Cet objectif devient le baromètre de l'acceptation et de l'admiration des autres. Il peut se décliner dans le fait d'avoir une belle maison, d'occuper un poste important, de posséder une voiture ou un type de voiture spécifique, ou tout simplement d'être riche. Celui qui n'atteint pas cet objectif peut éprouver un sentiment d'échec ou, pire, se considérer comme un « vaut rien ». Cette échelle de valeurs est en totale contradiction avec les préceptes de Dieu et la vie de Jésus.

Nous devons remettre nos cadres culturels en question et nous outiller pour voir ce qui doit changer au sein de nos propres cultures de sorte que chacun puisse s'épanouir dans son identité en Dieu. Nous devons comprendre notre propre identité, notre utilité et notre valeur pour pouvoir vivre notre foi. Jésus nous sert de modèle dans la façon de traiter les femmes et les hommes avec dignité et respect pour notre bien commun.

Points de discussion et d'action

Les questions suivantes sont destinées à un travail de groupe. En petits groupes de huit à dix personnes, nous allons réfléchir à ce que nous avons appris en lisant les Écritures ci-dessus. Nous allons discuter de ce que Jésus nous enseigne à travers son comportement. Nous allons nous demander qui nous sommes d'après ce que Dieu nous dit.

Les questions-clés pour cette discussion en petits groupes sont les suivantes:

1. En quoi la société dans laquelle nous vivons influence-t-elle notre perception de nous-mêmes et de celle des femmes et des hommes en général ?
2. Comment la société dans laquelle nous vivons et comment nos communautés perçoivent-elles les femmes et les hommes ? Les attentes et les normes de la société par rapport aux hommes sont-elles différentes de ses attentes et de ses normes par rapport aux femmes ?
3. Comment ces attentes et ces normes peuvent-elles être modifiées en prenant pour exemple la posture de Jésus à l'égard des femmes ?

Ces questions peuvent faire l'objet d'une discussion de 30 à 45 minutes en petits groupes, suivie d'une restitution en plénière.

RÉFLEXIONS PERSONNELLES

Les questions ci-après doivent vous aider à définir vos engagements personnels. Ce sont des promesses que vous vous faites à vous-même et que vous n'êtes pas tenu de révéler aux autres.

1. **Que puis-je faire autrement, aujourd'hui, pour vivre ma véritable identité en Dieu ?**
2. **Que dois-je changer dans mes attitudes et comportements à la lumière de l'exemple de Jésus ?**

Mettez ces promesses personnelles par écrit et conservez-les pour vous rappeler l'engagement que vous avez pris ce jour devant Dieu.

Points-clés pour les animateurs / animatrices

Un débat sur l'identité peut amener les personnes présentes à faire part d'insécurités et d'exclusions qu'elles ont vécues. Il importe de les reconnaître, tout comme la douleur et la peine que ressentent les femmes et les hommes exclus d'un groupe ou d'une communauté. Créer un environnement sûr, où les gens se sentent à l'aise pour parler de leur identité, est indispensable pour grandir après mûre réflexion. Il convient de souligner que nous sommes tous valorisés, aimés, dignes de respect et dignes tout court, et que nous sommes faits pour être en relation avec notre famille, notre communauté et le reste du monde.

Jésus est notre modèle

Jésus est certain de son identité. Il est le fils de Dieu. Bien qu'il soit né dans une famille modeste, réfugié une partie de sa vie, critiqué par ses pairs lorsqu'il parle, menacé physiquement, Jésus continue de traiter tout le monde avec la même dignité et le même respect et se sert de son pouvoir pour combattre l'injustice et apporter la guérison. On le voit clairement dans les récits de la fille de Jaïrus et de la femme qui perd du sang (Luc 8: 40-56).

Jésus traite les femmes avec dignité

Dans l'histoire de la Samaritaine, nous voyons Jésus traiter cette femme avec respect. En tant que Samaritaine, elle se serait attendue à être détestée par le peuple juif. Jésus lui demande à boire, il ne l'exige pas. Il l'invite à parler librement de sa situation personnelle, sans la condamner pour ce motif. Il lui fait confiance pour rentrer dans son village et raconter à tout le monde ce qu'il a dit et fait. Elle devient une évangéliste. Il la respecte à une époque, dans une culture et dans une société où la femme n'était pas considérée comme l'égale de l'homme en valeur et en dignité.

Jésus donne aux femmes la possibilité de participer

Marie s'est assise aux pieds de Jésus pour écouter son enseignement. Il l'encourage dans cette voie alors que Martha la pousse au contraire à assumer le rôle traditionnel des femmes à cette époque: aller en cuisine pour préparer le repas et l'accueil des hommes. Jésus dit que Marie a fait le bon choix. Il accepte ses gestes de dévotion et de vénération tout comme nous le voyons lorsque la femme lui lave les pieds avec ses larmes et les essuie avec ses cheveux.

Notre famille, nos amis, l'Église et la culture ont tous une incidence sur notre perception de nous-mêmes

Il s'ensuit qu'il faut sans doute envisager les influences que notre culture, nos amis, voire notre famille peuvent avoir sur nous, et voir si ces influences ont un effet positif ou négatif sur celui/celle que nous sommes.

Nous avons un dessein

La Bible dit clairement que nous avons tous un dessein et que notre vie a une finalité, qui que nous soyons, où que nous soyons nés, dans quelque famille que nous soyons nés et quoi que nous ayons eu ou non à la naissance. Chaque vie compte. Nous avons la dignité. Nous sommes aimés. Nous sommes faits pour un but. Ce but et ce sens ne sont pas forcément toujours évidents, mais nous faisons tous partie du plus grand dessein de Dieu et nous avons chacun un rôle à y jouer. Nous devons tous participer à la réalisation du bien commun au sein de la maison commune et faire partie d'une famille.

Créés pour s'épanouir

À mesure que nous nous épanouissons dans ce pour quoi Dieu nous a créés, à savoir réaliser pleinement et dignement notre potentiel de vie, nous devons également permettre aux autres de réaliser leur potentiel et de participer aussi pleinement que possible à la société.

Nous sommes uniques

Les êtres humains sont créés à l'image de Dieu. Mais chacun de nous est voué à être une personne à nulle autre pareille. Nous aurons beau nous évertuer à imiter un(e) autre, nous ne serons jamais lui/elle. Nous ne sommes pas censés être quelqu'un d'autre. Chacun de nous a des compétences, des expériences, des capacités, une personnalité différente. Si nous essayons d'être quelqu'un d'autre, le monde sera privé de la contribution unique à la vie pour laquelle Dieu nous a créés.

Nous sommes appelés à participer

Dieu nous a placés à cet instant et en ce lieu.

Nous sommes aimés. Nous sommes précieux.

Nous sommes uniques.

EXERCICES PRATIQUES EN GROUPE

Toutes les fiches nécessaires se trouvent dans le chapitre correspondant de l'Annexe.

© Tanja Haque

Exercice d'association de genre au Myanmar

EXERCICE 1 LA DIFFÉRENCE ENTRE SEXE ET GENRE

Durée	30 minutes au total
Buts	Introduire le terme «genre» dans un groupe qui n'a peut-être pas l'habitude de ce concept
Ressources/préparation	Du papier, des feutres
Fiches	Fiche 1: Affirmations à propos des femmes et des hommes

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Répartissez les participants en petits groupes de quatre ou cinq personnes et demandez-leur s'ils comprennent la différence entre «genre» et «sexe».
- Distribuez une feuille de papier à chaque participant et demandez-leur d'écrire une colonne de chiffres, de 1 à 10 (liste).
- Lisez à haute voix la liste numérotée des affirmations de la **Fiche 1** et demandez aux participants d'écrire un «G» en regard du chiffre correspondant à l'affirmation s'ils estiment qu'elle se rapporte au genre, ou un «S» s'ils considèrent qu'elle se rapporte au «sexe».
- Distribuez la **Fiche 1** et discutez des réponses avec l'ensemble du groupe.
- Expliquez la différence entre «genre» et «sexe» à l'aide des informations ci-dessous.

Attirez l'attention sur le fait que les rôles liés au genre varient grandement d'une société à l'autre, d'une culture à l'autre et suivant les époques. Donnez quelques exemples de «caractéristiques sexuelles» telles que «ce sont les femmes qui accouchent» et «seuls les garçons ont la voix qui mue à la puberté».

Donnez quelques exemples de «caractéristiques du genre», telles que «dans certaines cultures, les femmes sont censées porter des robes, pas des pantalons»; «l'homme est souvent considéré comme le soutien de famille (celui qui ramène l'argent à la maison)».

Messages-clés

- Le concept de «genre» est important car il aide à comprendre la construction sociale de la subordination et l'influence que l'âge, la classe sociale, la religion, la culture, etc. peuvent avoir sur cette subordination.
- Le concept de «genre» nous fait remarquer que les rôles construits socialement peuvent changer, qu'ils ne sont pas fixés pour l'éternité.

Source: adapté de William, S.: *Oxfam Gender Training Manual*, 1994, pp.87-88

EXERCICE 2 COMPARER LES VIES DES FEMMES ET DES HOMMES

Durée	30 minutes
Buts	• Établir une comparaison entre les vies des femmes et des hommes • Au travers de la discussion, faire ressortir la façon dont les rôles dévolus aux femmes et aux hommes sont construits depuis la naissance
Ressources/préparation	Papier / feutres, grandes feuilles de tableau de conférence
Fiches	Aucune

Notes pour l'animateur / l'animatrice de l'exercice

- Demandez au personnel de l'organisation de former un cercle puis demandez à chacun d'indiquer brièvement son nom et sa fonction.
- Demandez ensuite aux participants de se répartir en petits groupes mixtes de 4 à 5 personnes et procédez comme suit :
  - Dans votre groupe, décrivez ou dessinez un objet qui symbolise la première fois où vous avez pris conscience d'être une femme ou un homme.
  - Expliquez aux autres membres du groupe ce qui vous inquiète dans le fait d'être une femme ou un homme.
  - Indiquez aux autres membres du groupe ce qui vous inquiète, le cas échéant, au sein de l'organisation, par rapport à un traitement ou des attitudes qui ne seraient pas les mêmes envers les femmes qu'envers les hommes.
- Laissez **15 minutes** aux participants pour ce travail en groupe.
- À l'issue de ces 15 minutes, mettez fin au travail en groupes et demandez aux participants de restituer quelques points saillants de leur discussion, que vous reporterez sur un tableau de conférence.

Remarque

Prévoyez **15 minutes** pour la restitution en plénière.

EXERCICE 3 ASSOCIATIONS SEXO-SPÉCIFIQUES

Durée	20 minutes
Buts	Déterminer les associations que les participants font généralement lorsqu'ils font référence à des femmes et à des hommes
Ressources/préparation	• Deux grandes feuilles volantes d'un tableau de conférence • Des feutres/crayons • Des pense-bêtes, du papier • Placez le symbole «femme» sur l'une des grandes feuilles volantes, et le symbole «homme» sur l'autre • Remarque: mettez ces symboles sur des pense-bêtes pour pouvoir facilement les permuter
Fiches	Aucune

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez le but de cet exercice tel que décrit ci-dessus et dites aux participants qu'il s'agit d'un exercice rapide au cours duquel ils vont devoir noter les associations qui leur viennent immédiatement à l'esprit, sans trop penser à leurs réponses.
- Collez le symbole «femme» sur l'une des deux grandes feuilles volantes et le symbole «homme» sur l'autre et fixez les deux feuilles au mur, côte à côte.
- Demandez aux participants de noter individuellement, sur un pense-bête ou un petit bout de papier, les mots qu'ils associent à «femme» et à «homme»; collez-les sur les feuilles correspondantes. Laissez aux participants **5 minutes** pour cette partie de l'exercice.
- Une fois que toutes les associations ont été ajoutées aux feuilles volantes, permutez les symboles «femme» et «homme».
- Engagez la discussion avec le groupe pour savoir si les associations inscrites sur les feuilles volantes s'appliquent toujours, malgré le changement de symbole. Par exemple, voyez avec le groupe si l'expression «principal pourvoyeur de la famille» peut également s'appliquer à une femme ou si les termes «soin, bienveillance et aide aux proches» peuvent également s'appliquer à un homme. Vous avez **15 minutes** pour la discussion en plénière.

Remarque

Cet exercice peut constituer une bonne entrée en matière pour un cours de formation aux questions de genre car il permet aux gens de parler rapidement des stéréotypes associés aux femmes et aux hommes et des conséquences qu'ils peuvent avoir sur les sociétés. La femme est souvent associée à des termes tels que «bienveillante, affective, tendre, belle», etc., alors que «homme» est souvent associé à des termes tels que «fort, rationnel, politique et soutien de famille».

EXERCICE 4 MYTHES ET STÉRÉOTYPES LIÉS AU GENRE

Durée	60 minutes
Buts	• Voir de quelle manière nos propres sociétés expriment leurs croyances à propos des femmes et des hommes • Examiner les messages qui se cachent derrière certains mythes et voir en quoi ils peuvent influencer notre comportement
Ressources/préparation	Tableau de conférence, feutres/crayons
Fiches	• Fiche 4a: Mythes et stéréotypes liés au genre (exemples du Liberia et du Mozambique) • Fiche 4b: Mythes et stéréotypes liés au genre (exemple du Royaume-Uni) • Fiche 4c: Mythes et stéréotypes liés au genre (exemple du Cambodge)

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez que cet exercice analyse la façon dont nos sociétés et nos communautés expriment leurs croyances à propos des femmes et des hommes.
- Répartissez les participants en petits groupes mixtes de trois à cinq personnes et mettez les **fiches 4a, 4b et 4c** sur les tables (une fiche par table). Demandez aux groupes de dresser une liste de proverbes, dictons, chansons et comptines de leur enfance qui décrivent les rôles des femmes et des hommes.
- Demandez aux participants, toujours en groupe, de partager leurs expériences et leurs pensées et de reporter les 3 principaux proverbes ou dictons sur une grande feuille volante (tableau de conférence). Demandez à chaque groupe de désigner celui ou celle qui présentera ces 3 points principaux lors de la restitution en plénière.
- Donnez aux participants **45 minutes** pour ce travail en groupe.
- Une fois que les groupes ont écrit leurs trois points clés sur le tableau de conférence, commencez la restitution en plénière. Donnez à chaque groupe **5 minutes** pour ce faire.
- Concluez l'exercice par une discussion plus large sur les implications des idées ressorties du travail en groupe. Prévoyez **15 minutes** pour les présentations de groupe et la discussion en plénière.

Points d'accroche et questions pour la discussion en groupes

- Dites aux groupes : *« Si nous ne contestons pas les messages négatifs de ces proverbes, nous permettons aux attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et des filles de perdurer. »*
- Puis demandez-leur : *« Maintenant que vous avez vu et entendu de quelle manière les femmes et les filles continuent d'être victimes de discrimination, que ressentez-vous ? Que vous dit votre foi ? Que nous disent les enseignements de l'Église ? »*

Messages-clés

- Cet exercice plante le décor d'un débat sur de la façon dont les rôles liés au genre sont construits, maintenus et renforcés par la société. Il aide les participants à comprendre à quel point ces rôles sont profondément enracinés.
- Les gens n'analysent généralement pas le sens des mythes et sont parfois étonnés de découvrir toutes leurs implications en arrière-plan.

EXERCICE 5 LES QUATRE TYPES DE POUVOIR

Durée	60 minutes
Buts	Aider les participants à appréhender les quatre types de pouvoir au travers du concept des 4 P
Ressources/préparation	Quatre grandes feuilles volantes fixées au mur par du papier collant, chacune dans un coin de la salle
Fiches	• Fiche 5a : Dessins des quatre types de pouvoir • Fiche 5b : Le concept des 4 P du pouvoir

Notes pour l'animateur / l'animatrice de l'exercice

- Expliquez aux participants que cet exercice va explorer la notion de pouvoir.
- Demandez-leur de fermer les yeux pendant une minute et d'imaginer le pouvoir. (pause) Demandez-leur à quoi ressemble le pouvoir ? (pause) Demandez-leur quelles images leur viennent à l'esprit ? (pause). Puis demandez-leur d'ouvrir les yeux.
- Demandez-leur de s'asseoir avec leurs voisins par groupes de 3-4 personnes et de discuter de ce qu'ils ont imaginé pendant qu'ils avaient les yeux fermés. Au bout de 10 minutes, demandez-leur de faire leur restitution en plénière. Ils peuvent aussi mimer leurs images s'ils le souhaitent. Vous avez **15 minutes** pour cette partie de l'exercice.
- Après que plusieurs participants ont décrit ou mimé leurs images du pouvoir, sortez la **Fiche 5a** avec ses quatre dessins.
- Faites passer les quatre dessins de main en main jusqu'à ce que tous les participants les aient vus. Ensuite, collez un dessin sur chacune des grandes feuillez volantes fixées au mur.
- Abordez les dessins un par un. Pour chaque dessin, posez aux participants les deux questions suivantes :
  - *Avez-vous imaginé quelque chose de semblable lorsque vous avez pensé au pouvoir ?*
  - *Comment décririez-vous ce type de pouvoir ?*
- Vous avez **30 minutes** pour cette partie de l'exercice. Après le débat sur ces deux questions, distribuez la **Fiche 5b** qui illustre le concept des 4 P du pouvoir (pouvoir intérieur, pouvoir sur, pouvoir avec et pouvoir de).
- Animez la discussion de groupe en faisant ressortir les messages-clés ci-dessous. Vous avez **15 minutes** pour cette dernière partie de l'exercice.

Messages-clés

- Il existe divers types de pouvoir.
- On peut exercer le pouvoir de manière positive ou négative.
- Le pouvoir n'est pas en stock limité. Il ne faut pas nécessairement prendre le pouvoir à quelqu'un d'autre pour en avoir. Tout le monde peut avoir du pouvoir.
- Nous avons tous un **pouvoir être ou pouvoir intérieur**, même si nous ne nous en rendons pas toujours compte.
- Exercer notre **pouvoir sur** quelqu'un d'autre constitue une atteinte aux droits de cette personne.
- Nous pouvons conjuguer notre **pouvoir avec** d'autres pour apporter un soutien.
- Nous avons tous le **pouvoir de** faire quelque chose, d'agir.

Source : adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, p.5

EXERCICE 6 NOS EXPÉRIENCES DU POUVOIR

Durée	60 minutes
Buts	• Identifier les situations dans lesquelles nous sentons que nous avons du pouvoir • Identifier les situations dans lesquelles nous sentons que nous manquons de pouvoir
Ressources/préparation	• Feuilles volantes d'un tableau de conférence, feutres, papier • Attachez deux feuilles volantes côte à côte à l'aide de papier collant, de sorte qu'elles forment une grande feuille. Sur le grand côté du rectangle formé par les deux feuilles, écrivez le titre: *Je sens que j'ai du pouvoir...* • Sur chacune des feuilles volantes, écrivez l'un des mots suivants: *face à, lorsque*. Accrochez cette grande feuille au mur • Attachez deux feuilles volantes côte à côte à l'aide de papier collant, de sorte qu'elles forment une grande feuille. Sur le grand côté du rectangle formé par les deux feuilles, écrivez le titre: *Je sens que je manque de pouvoir...* • Sur de chacune des feuilles volantes, écrivez l'un des mots suivants: *face à, lorsque.* Accrochez cette grande feuille au mur • Fixez une feuille volante supplémentaire, vierge, au mur
Fiches	Aucune

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez aux participants que cet exercice concerne notre propre pouvoir.
- Décrivez l'exercice en lisant ce qui suit, tout en vous reportant aux deux grandes feuilles:
  - Il s'agit d'un exercice individuel.
  - Sur le côté et en haut de chacune des grandes feuilles figurent le début d'une phrase ainsi que deux conditions pour expliciter ce que cela vous inspire.
  - La première feuille vous demande de réfléchir aux situations et aux expériences dans lesquelles *vous avez le sentiment d'avoir du pouvoir*. Tant au sein de la communauté de foi qu'en dehors de celle-ci.
  - La deuxième feuille vous demande de réfléchir aux situations et aux expériences dans lesquelles *vous avez le sentiment de manquer de pouvoir*. Tant au sein de la communauté de foi qu'en dehors de celle-ci.
  - Recopiez le contenu de ces feuilles dans vos cahiers ou contentez-vous de les regarder et d'y réfléchir.
  - Considérez d'abord la phrase *«Je sens que j'ai du pouvoir face à...»* et trouvez au moins deux exemples qui s'appliquent à votre vécu.
  - Considérez ensuite la phrase *«Je sens que j'ai du pouvoir lorsque...»* et trouvez au moins deux exemples. Cela fait, répétez le même exercice pour les phrases *«Je sens que je manque de pouvoir face à...» et «Je sens que je manque de pouvoir lorsque...».*
- Répondez aux éventuelles questions de clarification puis dites aux participants qu'ils disposent de **15 minutes** pour cet exercice.

EXERCICE 6 NOS EXPÉRIENCES DU POUVOIR (suite et fin)

- Demandez aux participants si certain(e)s d'entre eux (elles) aimeraient partager leurs réponses à la phrase «*Je sens que j'ai du pouvoir face à…*» avec le reste du groupe. Inscrivez leurs apports dans la partie correspondante de la feuille volante. Engagez la discussion et faites ressortir les similitudes et les différences.
- Demandez aux participants si certain(e)s d'entre eux (elles) aimeraient partager leurs réponses à la phrase «*Je sens que j'ai du pouvoir lorsque…*» avec le reste du groupe. Inscrivez leurs apports dans la partie de la feuille volante correspondante. Engagez la discussion et faites ressortir les similitudes et les différences.
- Répétez la séquence pour l'autre feuille volante, qui décrit les conditions dans lesquelles les participants ressentent un manque de pouvoir.
- Terminez l'exercice par une discussion autour de ces deux questions:

1. *Quels enseignements pouvons-nous tirer de cet exercice?*
2. *Pourquoi pensez-vous qu'il s'agissait d'un exercice individuel?*

Remarque

Vous avez **30 minutes** pour cette partie de l'exercice. Pour la question 1, vous pouvez vous attendre de la part du groupe à des réponses telles que: le sentiment de pouvoir ou de manque de pouvoir est une expérience que nous avons tous vécue à un moment ou à un autre; nous avons tous du pouvoir; l'augmentation du pouvoir de l'un ne signifie pas forcément la diminution du pouvoir de l'autre; etc.

Pour la question 2, vous pouvez vous attendre à des réponses telles que: cet exercice montre que chacun(e) peut parfois éprouver un sentiment de pouvoir et parfois avoir l'impression d'en manquer; l'exercice montre aussi que les circonstances dans lesquelles nous éprouvons ce sentiment de pouvoir ou d'absence de pouvoir peuvent être les mêmes, mais varient d'un individu à l'autre.

- Concluez l'exercice par une dernière discussion de **15 minutes** autour de cette question: *Quelles sont, selon vous, les conséquences d'un sentiment de manque de pouvoir?*
- Inscrivez les réponses sur la dernière feuille volante.

Remarque

Pour cette dernière question, attendez-vous à des réponses telles que: le désespoir, le découragement, la peur, les abus, la colère, etc.

Messages-clés

- Nous avons tous ressenti à un moment ou à un autre de notre vie un sentiment de puissance ou d'impuissance.
- L'appréhension de nos propres expériences de pouvoir peut nous aider à exercer notre pouvoir envers les autres de manière plus positive.

Source: adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, p. 8-9

SYNTHÈSE

Dans ce chapitre, nous nous sommes intéressés au niveau individuel du pouvoir, à partir d'études de cas décrivant les voies et moyens d'accroître la confiance et la prise de conscience des femmes afin qu'elles aient davantage voix au chapitre des questions familiales et communautaires. Dans le prochain chapitre, nous allons porter notre attention sur le niveau familial et les relations que les femmes entretiennent au sein de leur famille.

Les femmes doivent prendre des décisions, mais elles attendent souvent que leurs maris décident pour elles. Je veux que les femmes apprennent à prendre leurs décisions elles-mêmes, tout comme leurs maris, afin de progresser dans la vie.

Cristina, Ancoraimes, près du Lac Titicaca, Bolivie, 2014

Cristina bénéficie du soutien de la Fundación Nuna. Elle cultive ses propres légumes et fleurs et est absolument convaincue que les femmes doivent poursuivre leurs études. Les bénéfices qu'elle retire de la vente de ses produits lui permettent de financer les études supérieures de ses deux filles. Ancoraimes, près du lac Titicaca, Bolivie, 2014

DANS CE CHAPITRE

	APERÇU	55
2.1	VOIR	55
	Statistiques	56
	Voix et expériences de membres de la communauté	56
	Proverbes et stéréotypes liés au genre	57
2.2	JUGER	58
	À partir de la doctrine de l'Église	58
	Déclarations personnelles	58
2.3	AGIR	59
	Agir au niveau de l'individu, des ménages et de la communauté pour influencer la dynamique familiale	60
	Reconnaître et redéfinir les rôles liés au genre au sein du ménage	62
	Promouvoir l'émancipation économique des femmes	64
	Éviter la violence domestique/exercée par un partenaire intime	66
	Associer les hommes à la prévention de la violence domestique	69
2.4	CÉLÉBRER	72
	Exemples pour la célébration	72
	Prière	76
	RÉFLEXIONS ET EXERCICES	76
	Réflexions théologiques sur la famille	77
	Réflexions personnelles	78
	Exercices pratiques en groupe	81
	SYNTHÈSE	91

CHAPITRE 2

LE NIVEAU FAMILIAL

APERÇU

Ce chapitre analyse le niveau de pouvoir suivant du modèle écologique, à savoir la famille et les relations interpersonnelles entre une personne et les membres de sa famille.[30] Il s'appuie pour ce faire sur les enseignements livrés par le chapitre précédent, axé sur le plan individuel du pouvoir. Ce chapitre montre de quelle manière l'entraide familiale, que ce soit en contribuant au revenu de la famille ou en assumant sa part des tâches ménagères, favorise la prospérité collective et procure des avantages individuels.

L'amour et le respect mutuel sont les ingrédients essentiels de relations saines entre époux. Lorsque tous les membres de la famille, sans distinction d'âge ni de sexe, baignent dans cet amour et ce respect, vous pouvez avoir une famille heureuse.

Pourquoi est-il important d'œuvrer tous ensemble pour l'égalité des sexes ? Quel rôle les leaders religieux et les organisations ecclésiales peuvent-ils jouer à cet égard ? Promouvoir la dignité de chaque personne est une mission de l'Église sur laquelle la doctrine sociale de l'Église insiste souvent. Il s'ensuit que, dans le domaine du genre, l'Église se donne pour mission de veiller à la préservation de la dignité des femmes et des hommes. Or, de nombreuses cultures ont exprimé ou toléré des attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et le font encore ; il appartient à l'Église de remettre en cause ces normes et attitudes.

2.1 VOIR

Dans ce chapitre, nous verrons qu'on n'attend pas les mêmes choses d'une femme ou d'un homme et que la place des femmes n'est dès lors pas la même que celle des hommes au sein du foyer ou de la communauté. Cette situation peut être saine et porteuse de vie, ou au contraire oppressante et destructrice, selon que les différences témoignent d'une relation de respect mutuel ou d'une relation dominant-dominé sous-tendue par une forte disparité dans le partage du pouvoir. Les relations familiales ne sont pas toujours aussi saines qu'on le voudrait. L'amour cède parfois le pas à la peur et au contrôle. Les statistiques ci-après montrent la fréquence des actes de violence perpétrés par des hommes envers des femmes dans le cadre des relations avec un partenaire intime. Les familles chrétiennes n'échappant pas à ces phénomènes de violence, les leaders religieux et les organisations religieuses ont un rôle essentiel à jouer dans la prévention de la violence, la réparation et la cicatrisation de ses impacts, ainsi que dans la promotion de relations saines et affectueuses.

Statistiques

- Une femme sur trois a subi des violences physiques et/ou sexuelles, surtout de la part d'un partenaire intime.[31]
- 3 ménages monoparentaux sur 4 se composent de mères seules avec des enfants.[32]
- 42 pour cent des Kenyanes âgées de 15 à 49 ans pensent qu'un mari est en droit de battre sa femme dans certaines circonstances.[33]
- En 2010, 83 pour cent des travailleurs domestiques dans le monde sont des femmes.[34]
- Au quotidien, les femmes consacrent 1 à 3 heures de plus aux travaux ménagers que les hommes; 2 à 10 fois plus de temps à s'occuper des enfants, des aînés et des malades et 1 à 4 heures de moins à des activités commerciales.[35]

Voix et expériences de membres de la communauté

Ci-dessous quelques expériences et témoignages d'hommes et de femmes issus des communautés avec lesquelles travaillent les partenaires des organisations membres de la CIDSE.

L'homme n'aide pas sa femme à la maison: ce n'est pas ce qu'il est censé faire. Quand il rentre du travail, tout doit être prêt. Il s'assied, se repose et attend que son repas lui soit servi. Si le repas n'est pas prêt, il bat sa femme. Celle-ci continue de travailler après le dîner. Elle s'occupe des enfants, fait la lessive... elle fait encore un tas de choses et ne s'arrête pas tandis que l'homme se repose.

Femmes membres d'une coopérative de café, Kadalak Sulimutuk Institute, Timor oriental, 2011

Un jour, j'ai demandé à un homme d'un autre village ce que faisait sa femme. Il m'a dit: «Oh, elle ne fait rien». Au final, il est apparu qu'elle commençait par cuisiner pour la famille, puis faisait les lits, préparait le petit-déjeuner les enfants et les emmenait à l'école. Après quoi, elle nourrissait les animaux. Je me suis rendu compte qu'elle travaillait toute la journée et j'ai alors dit au mari: «Comment peux-tu prétendre qu'elle ne fait rien?» J'ai dit aux habitants du village: «Voyez: ce mari ne reconnaît pas que sa femme travaille toute la journée, les femmes n'ont droit à aucune reconnaissance ni argent».

Chun Kanha, femme membre du conseil de district de Banteay Srei, Cambodge, 2010

Je ne peux pas aller à l'école parce que je suis une femme. Nous n'avons pas le droit d'étudier, nous devons rester à la maison pour laver le linge et faire la cuisine; mais mes frères, eux, sont allés à l'école.

Membre de l'association COINDI, un groupement féminin de la communauté de Patitze Nahuala, Guatemala, 2018

Les hommes d'ici ont souvent tendance à ne pas reconnaître qu'ils sont séropositifs et qu'ils abandonnent femmes et enfants. Cette année, nous avons accueilli plus d'une vingtaine de familles monoparentales dirigées par une femme.

Sœur Suzanna, coordinatrice nationale des Sœurs franciscaines au Mozambique, 2010

Ils disent que les femmes sont des 'invitées' parce qu'elles doivent s'installer et vivre avec leur belle-famille après le mariage. Et ils disent que les hommes sont des 'hôtes'.

Membre de l'association féminine de Mindon, Myanmar

J'ai toujours aimé cuisiner, alors je me suis inscrit à un cours de cuisine. Beaucoup de garçons m'ont demandé pourquoi, en disant que la cuisine, c'était un travail de filles. Il y avait une vingtaine de filles dans la classe et j'étais le seul garçon. Les autres garçons ont continué à me chambrer et j'ai commencé à me sentir mal, mais Fe y Alegría m'a donné l'occasion d'apprendre le métier et de grandir et j'ai donc décidé d'affronter tous les autres garçons.

William, 14 ans, élève au collège Fe y Alegría, Nicaragua

Proverbes et stéréotypes liés au genre

Ci-après quelques exemples de stéréotypes discriminatoires liés au genre qui nous ont été rapportés par nos partenaires à l'occasion de récentes formations régionales sur les questions de genre. Où que l'on aille, les rôles de l'homme et de la femme au sein du ménage font souvent l'objet de débats animés. De nombreux proverbes ridiculisent l'homme qui aide sa femme dans les corvées ménagères.

Bien que tu aies une grande cuillère à la maison, c'est toi qui vas au feu.

Liberia

Il a été mis au régime tabliers.

Afrique du Sud

C'est un mari domestique.

Bangladesh

Sa femme lui a jeté un «juju» (un sort).

Sierra Leone

L'épouse a mis son mari en bouteille.

Mozambique

Il a reçu un philtre d'amour avec une pelle.

Zimbabwe

C'est un mari avec un bec de poule.

Royaume-Uni (l'équivalent anglais de «Sa femme le mène par le bout du nez»)

Une femme inutile, c'est comme une clôture pourrie, il faut la remplacer.

Myanmar

Le proverbe et la coutume ci-dessous décrivent une attitude différenciée à l'égard d'une fille et d'un garçon:

Les fils sont des maîtres, les filles les meilleures esclaves.

Myanmar

La tradition veut que l'on crie sept fois hourra à l'annonce de la naissance d'un garçon, et trois fois seulement à celle d'une fille.

Érythrée

Il existe également des proverbes stéréotypés négatifs sur le comportement des enfants, dans lesquels un bon comportement est toujours associé au fait que l'enfant est «du père» et, un mauvais comportement au fait que l'enfant est «de la mère».

2.2 JUGER

À partir de la doctrine de l'Église

Les enseignements de l'Église ci-après portent sur les questions d'égalité des sexes au niveau familial.

L'apport de la femme est indéniable dans tous les domaines d'activité humaine, à commencer par la famille. Mais, le reconnaître uniquement… Est-ce suffisant ? Nous n'avons pas fait grand-chose pour les femmes qui se trouvent dans des situations très dures : sous-estimées, marginalisées et mêmes réduites à l'esclavage.

Pape François, Message vidéo « Respect des femmes », mai 2016

On n'a pas fini d'éradiquer des coutumes inacceptables. Je souligne la violence honteuse qui parfois s'exerce sur les femmes, les abus dans le cercle familial et diverses formes d'esclavage, qui ne constituent pas une démonstration de force masculine, mais une lâche dégradation. La violence verbale, physique et sexuelle qui s'exerce sur les femmes dans certaines familles contredit la nature même de l'union conjugale [laquelle, poursuit le Saint-Père est une union dans laquelle les hommes]… sont conscients de l'importance de leur rôle dans la famille et le vivent avec les qualités spécifiques du caractère masculin.

Pape François, *Amoris Laetitia*, 19 mars 2016, 54-55

Le texte biblique fournit des bases suffisantes pour que l'on reconnaisse « l'égalité essentielle de l'homme et de la femme du point de vue de l'humanité ». Il s'agit ici d'une relation réciproque, de l'homme à l'égard de la femme et de la femme à l'égard de l'homme.

Pape Jean-Paul II, *Mulieris Dignitatem*, 15 août 1988, 6-7

Les relations d'amour au sein de la famille et de la société sont au cœur de la Chrétienté.

Jean, 13: 34-35

Je supplie que cessent la violence domestique et les abus envers les femmes et les enfants. […] les politiques de non-violence doivent commencer entre les murs de la maison pour se diffuser ensuite dans l'entière famille humaine.

Pape François, Message pour la Journée mondiale de la paix, 8 décembre 2016

Déclarations personnelles

Réunis à l'occasion d'une conférence interconfessionnelle tenue à Londres en 2015, des leaders religieux se sont engagés à combattre la violence sexiste. Ils ont convenu de rompre le silence et de dénoncer les attitudes préjudiciables aux femmes et aux filles. Le Cardinal Vincent Nichols, Archevêque de Westminster, a fait l'importante et catégorique déclaration suivante :

Nous devons comprendre de manière structurée la signification et la place de la sexualité humaine pour véritablement mesurer l'horreur de la violence sexuelle. La sexualité humaine est une composante forte et vitale de notre humanité et de la personnalité de chacun. L'exercice de cette sexualité, dans le cadre des relations sexuelles, est quelque chose qui touche au plus profond de notre identité et de notre personnalité. Un des enseignements fondamentaux de la doctrine de l'Église à propos du sexe est que les actes sexuels doivent toujours se dérouler dans un contexte d'authentique liberté. Parce que, bien comprise, la sexualité humaine est en capacité d'unir deux personnes, de corps et d'esprit, au niveau le plus profond, dans un don complet de soi qui recèle en lui l'appel à un engagement permanent entre elles et qui, par sa nature, s'ouvre à la création d'une nouvelle vie humaine. Il est évident qu'il n'y a pas de place dans les relations sexuelles pour la domination, l'agression, l'instrumentalisation ou toute forme de déshumanisation de la personne. Un tel comportement est profondément destructeur de notre humanité.

Cardinal Vincent Nichols, dans un discours prononcé à l'occasion de la Conférence consultative interconfessionnelle sur la mobilisation des communautés de foi pour mettre un terme à la violence sexuelle dans les conflits, Londres, février 2015

On est très attristé, mais sans doute pas stupéfié d'apprendre que près de 70% des femmes subissent des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie... Mais ne vous y trompez pas: ce n'est pas un problème « de femmes ». Après tout, nous savons que la violence qu'elles subissent leur est le plus souvent infligée par les hommes avec lesquels elles partagent leur vie: leurs pères, leurs maris, leurs partenaires intimes... C'est une situation que je ne peux accepter. Aussi, j'appelle les hommes et les garçons du monde entier à se prononcer contre le mauvais traitement des filles et des femmes. C'est en défendant les droits des filles et des femmes que nous prenons vraiment notre dimension d'hommes.

Archevêque Desmond Tutu, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, 22 novembre 2012

Bien que l'on puisse dire qu'il y a eu une légère amélioration du point de vue des femmes faisant carrière, on considère toujours les femmes comme des ménagères, qui devraient surtout s'occuper de leur foyer, en particulier dans les zones rurales du Nigéria.

Rév. Père Christopher Bologo,
Chancelier de l'archidiocèse catholique d'Abuja, Nigeria, 2017

2.3 AGIR

Le groupe de réflexion du DFID sur le genre, que nous avons évoqué dans l'introduction et dont sont membres plusieurs organisations de la CIDSE, a rassemblé des exemples d'interventions qui sont parvenues à concrétiser l'égalité des sexes. Ces exemples étaient destinés à accompagner la théorie du changement élaborée par le groupe. Cette théorie décrit les différentes sphères de pouvoir dont les interventions liées au genre devraient être conscientes. Dans cette partie, nous nous référons au niveau familial et des ménages ainsi qu'aux interventions que le groupe de réflexion préconise à ce niveau. Toute une série de documents décrivent par ailleurs diverses interventions ayant réussi à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles.

Les interventions réussies entendaient:

- Cibler tous les membres d'un ménage afin d'influencer la dynamique familiale.
- Reconnaître et redéfinir les rôles liés au genre au sein du ménage.
- Promouvoir l'émancipation économique des femmes.
- Exploiter les occasions positives existantes.

Vous trouverez ci-après quelques études de cas emblématiques de ces interventions couronnées de succès. Ce chapitre étant consacré aux relations familiales, une des études de cas décrit une intervention visant à prévenir la violence entre partenaires intimes.[36] Ces exemples proviennent d'organisations membres de la CIDSE et de leurs partenaires ecclésiaux ou non ecclésiaux. Ils sont censés inspirer notre action pour la justice entre les sexes et nous donner des idées sur la façon d'intégrer l'émancipation de la femme dans nos programmes.

Agir au niveau de l'individu, des ménages et de la communauté pour influencer la dynamique familiale

Le choix d'une approche sur plusieurs niveaux s'est avéré efficace pour promouvoir l'émancipation des femmes. Il s'agit en l'occurrence de travailler avec des femmes prises individuellement, puis avec tous les membres d'un ménage et enfin avec la communauté dans son ensemble, comme le montre ci-après l'exemple de l'Association des pasteurs d'Oromia (OPA) en Éthiopie.

Bénéficiaire du projet «Women Empowerment» de l'OPA avec ses enfants, Ethiopie, 2017

ÉTUDE DE CAS

Association des pasteurs d'Oromia (OPA – Oromia Pastoralist Association) – Éthiopie

Groupes d'entraide féminins

» **Contexte**

Madhacho est l'un des nombreux villages situés dans la zone de Borana, dans la région d'Oromia, en Éthiopie. Les taux de pauvreté y sont élevés, ce qui rejaillit fortement sur l'inégalité entre les sexes. Les deux facteurs nuisent fortement à la capacité d'action socio-économique et politique des femmes et les empêchent de participer à la communauté et de prendre des décisions, tant au sein de la famille qu'au niveau de la communauté. Basées sur des systèmes de gouvernance coutumiers à forte domination masculine et sur une division du travail sexo-spécifique, les structures sociales patriarcales pèsent lourdement sur les épaules des femmes de la région. Elles conditionnent leur vie et leurs moyens de subsistance.

» Point d'entrée

«*Women Empowerment*» est un projet quinquennal de l'OPA soutenu par SCIAF, dont l'objectif est de permettre aux femmes d'exercer un meilleur contrôle sur leur vie, tant sur le plan économique que social. Sur la base d'une évaluation préliminaire entreprise par l'OPA en collaboration avec les parties prenantes locales, soixante et une femmes ont été désignées comme principales bénéficiaires du projet. Les femmes de Madacho doivent se plier à des normes sociales et à des pratiques coutumières qui entravent leur participation et leur pouvoir de décision. Il est donc très difficile d'appliquer efficacement la législation éthiopienne censée promouvoir l'égalité des sexes. Face à cette situation, le projet propose une stratégie d'intervention inclusive, participative et déclinée sur trois niveaux: l'individu, le ménage et la communauté.

» Activités

- Le projet a aidé les femmes qui en ont bénéficié à s'organiser sous la forme de groupes d'entraide: une fois par semaine, ces groupes, dont le leadership est tournant, offrent un espace de rencontre sûr pour la collecte de l'épargne, l'abord de problèmes socio-économiques et d'activités de gestion et l'apport d'un soutien mutuel.
- Tous les quinze jours, les groupes consacrent deux heures aux membres nécessitant une aide particulière. Cette aide peut prendre diverses formes: aller chercher de l'eau et du bois de chauffage pour les membres handicapées, nettoyer la maison et faire la lessive des jeunes mamans, ou encore construire des clôtures et des maisons pour les membres dans le besoin.
- Pour renforcer les capacités des femmes ciblées, le projet dispense des formations dans toutes sortes de domaines: gestion d'un groupe d'entraide, leadership, amélioration du capital social, changement de comportement (estime de soi et renforcement de la confiance en soi), séances de planification au niveau d'un village et facilitation du dialogue de groupe, pratiques traditionnelles néfastes et diversification des moyens de subsistance.
- Animation d'ateliers de sensibilisation, de séances de concertation et de dialogues communautaires au niveau du village pour mobiliser des membres clés de la communauté tels que les chefs coutumiers, les titulaires d'une charge et les agents de changement.
- Animation de réunions familiales au niveau du ménage, renforcement des capacités et séances de concertation pour les membres du ménage et les partenaires des femmes ciblées afin d'améliorer la participation et le statut décisionnel des femmes au niveau du ménage et de la communauté.

» Réussites

L'appui fourni à ce jour en vue de renforcer les capacités des groupes d'entraide féminins a créé un environnement propice à un début de participation de certaines de ses membres à des institutions informelles et à l'exercice d'activités de leadership et de gestion de groupe, par tournante. Les efforts déployés afin de donner aux femmes les moyens d'assumer le leadership dans les institutions officielles ont amené les villageois à élire une membre d'un groupe à la direction de la Condition de la femme de l'Administration du Madhacho Kebele. L'implication des partenaires et des autres membres de la famille des femmes appartenant à des groupes d'entraide, de même que les dialogues communautaires organisés régulièrement au niveau des villages commencent aussi à porter leurs fruits. Un nombre croissant d'hommes commencent à afficher leur soutien à leurs partenaires en manifestant de l'intérêt pour les activités du groupe d'entraide et en épaulant les femmes dans les tâches ménagères, en allant chercher du bois de chauffage, en s'occupant des enfants tandis que leurs femmes assistent à la réunion hebdomadaire, en donnant de l'argent pour le programme d'épargne hebdomadaire. Certaines femmes ont créé leur petite entreprise grâce à un crédit octroyé par leur groupe à partir de l'épargne constituée par les membres.

Reconnaître et redéfinir les rôles liés au genre au sein du ménage

Vous trouverez ci-dessous un exemple de ce type d'intervention, dans lequel on incite les hommes à épauler les membres féminins de leur famille dans les tâches ménagères.

Tous les jours je n'arrête pas de rappeler à ma fille qu'elle a besoin d'étudier dur et de lui expliquer l'importance de savoir lire et écrire.

Lot La,
père de deux enfants,
district de Pouk au Cambodge,
2016

Je suis heureuse quand mon mari et moi nous travaillons ensemble, quand nous nous aidons mutuellement et que nous veillons à ce qu'il n'y ait pas de conflits entre nous. Mon mari et moi, nous nous comprenons et nous travaillons dur pour subvenir aux besoins de notre famille.

ÉTUDE DE CAS

SONKE Gender Justice – Afrique du Sud
Projet « Fatherhood » (Paternité)

» Contexte

Sonke Gender Justice est un partenaire de CAFOD qui s'emploie, à travers toute l'Afrique, à renforcer les capacités des gouvernements, de la société civile et des citoyens afin de promouvoir l'égalité des sexes, de prévenir les violences domestiques et sexuelles et de réduire la propagation et l'impact du VIH et du sida. Le patriarcat reste profondément enraciné en Afrique du Sud. La violence à l'égard des femmes y est extrêmement élevée et apparemment considérée comme un fait de société. Le mariage des enfants, les enlèvements, les tests de virginité et les accusations de sorcellerie figurent parmi les pratiques préjudiciables courantes.

» Point d'entrée

Le projet « Fatherhood » (paternité) de Sonke incite les hommes à jouer un rôle actif dans l'évolution des normes sociales préjudiciables aux femmes, aux hommes et aux enfants. En collaboration avec les autorités locales et des groupes de la société civile, le projet cherche à mettre en œuvre et à évaluer des programmes qui renforcent la participation et les capacités des hommes en tant que pères et « aidants familiaux », et à modifier leurs attitudes et comportements négatifs lorsqu'ils endossent ces rôles. Le travail de recherche mené par Sonke a révélé que de nombreux hommes s'inquiétaient vivement du niveau de violence généralisé dans le pays, sans trop savoir quoi faire pour que cela change. Il a également révélé que de nombreux hommes commençaient à ne plus vouloir endosser les rôles qui leur étaient assignés par la société. Nombre d'entre eux, par exemple, se disaient prêts à une répartition plus équitable du travail à la maison, avec leur conjoint. La stratégie de Sonke vise à changer les attentes par rapport au comportement et aux rôles masculins, s'agissant en particulier de l'apport de soins aux malades, de l'éducation des enfants et du coup de main donné aux femmes pour équilibrer la charge de travail.

» Activités

- Le projet « Fatherhood » incite les organisations qui animent des groupes d'entraide féminins à créer des groupes d'entraide masculins pour les pères.
- Les hommes de ces groupes d'entraide assistent à des ateliers où ils discutent des stéréotypes et de la violence liés au genre, du VIH/sida et de la prise en charge de la famille. Ces groupes d'entraide appliquent une méthode de réflexion personnelle pour répondre aux préoccupations des hommes et les aider à trouver la bonne façon de devenir de meilleurs pères et de meilleurs maris.
- Sonke organise des réunions communautaires avec les chefs de village pour discuter de la paternité responsable et des défis auxquels les femmes et les enfants de la communauté sont confrontés.
- Célébration autour de ces « nouveaux pères » sud-africains dans les médias locaux.

» Réussites

Les hommes qui participent au projet « Fatherhood » de Sonke ont amorcé un changement graduel au niveau des rôles tenus au sein de leur foyer, en assumant de nouvelles responsabilités et en faisant face à la pression sociale qui entend qu'ils se plient aux attentes traditionnelles de leurs communautés. Ces hommes sont en train de devenir des modèles dans leur société et des exemples de bons pères, qui s'impliquent, s'engagent et ouvrent la voie à d'autres hommes en leur montrant une autre façon de se comporter en homme. À la suite de la campagne médiatique, des gens ont découvert les avantages de la paternité engagée pour les pères, les mères et les enfants. La représentation du père est en train d'évoluer d'une image de force ou de violence à une image de bienveillance et de soutien.

Promouvoir l'émancipation économique des femmes

Les interventions contribuant à l'émancipation économique des femmes tendent à améliorer leur pouvoir de négociation au sein du ménage, comme le montre ci-dessous l'étude de cas de Caritas Bangladesh.

Moyens de subsistance alternatifs pour les femmes, Caritas Bangladesh, Bangladesh 2014

ÉTUDE DE CAS

Caritas Bangladesh – Bangladesh
Projet pour des moyens de subsistance alternatifs

» **Contexte**

Du fait de son emplacement, de son faible relief et de son important niveau de pauvreté, le Bangladesh est très vulnérable aux catastrophes naturelles, aux inondations notamment. Les effets néfastes du changement climatique, notamment l'élévation du niveau de la mer, les cyclones et les marées salines, ne font qu'accentuer la vulnérabilité du pays. Ces effets sont proportionnellement plus néfastes pour les femmes, en raison de la nature de leurs moyens de subsistance, principalement basés en milieu rural, et de la quasi-inexistence d'emplois alternatifs.

» Point d'entrée

Avec le soutien de CAFOD, Caritas Bangladesh a initié un projet en faveur de moyens de subsistance alternatifs afin d'apporter aux familles pauvres en général, et aux femmes pauvres en particulier, des solutions de rechange à des schémas de subsistance dépassés par les effets négatifs du changement climatique. Au travers d'une étude cherchant à déterminer ce qui pouvait être cultivé ou produit dans des zones salines, l'organisation a constaté que l'engraissement du crabe, l'élevage de cochons et de canards, ou encore la culture de champignons et d'orchidées pourraient bien fonctionner. Ces moyens de subsistance alternatifs sont aujourd'hui très prisés des femmes car ils leur procurent le même niveau de revenus qu'auparavant.

» Activités

- Introduction de variétés de graminées et de riz paddy résistantes au sel pour l'élevage du bétail.
- Introduction d'une nouvelle approche alliant vergers et potagers. Les femmes apprennent à produire et à utiliser des engrais bio et à surélever le sol du jardin de manière à réduire le niveau de salinité.
- Introduction des crevettes royales d'eau douce en lieu et place des crevettes tigrées d'eau salée.
- Introduction de l'élevage de canards et de l'engraissement de crabes. Même les plus pauvres ont un fossé près de chez eux, raison pour laquelle ces activités ont été introduites car elles peuvent s'exercer dans des petits espaces.
- On fournit aux femmes la formation nécessaire pour gérer ces activités commerciales ainsi que les connexions indispensables avec les marchés ruraux et les acheteurs.

» Réussites

Grâce à ce partenariat avec Caritas Bangladesh, plusieurs femmes sont devenues des modèles pour les autres femmes de leurs communautés. Shobita, par exemple, a suivi une formation en comptabilité et est aujourd'hui propriétaire d'un petit verger. Elle soutient d'autres membres de sa famille et prodigue des conseils généraux d'ordre professionnel aux autres femmes du village. Sa confiance a considérablement augmenté au fil des ans en raison de ses nouvelles compétences professionnelles, de son indépendance économique et de sa participation active à l'association féminine locale. Elle contribue aux revenus du ménage, ce qui lui vaut non seulement la reconnaissance de son mari, mais aussi un statut de négociation plus enviable au sein du ménage:

Mon mari est le premier à me soutenir, il m'encourage beaucoup, car maintenant je peux l'aider et il est ravi du complément de revenus que j'apporte à la famille. Nous prenons les décisions importantes avec tous les membres de la famille, y compris la belle-famille. Quand je fais une suggestion, la famille m'écoute. Mon statut au sein de la famille s'est renforcé depuis que j'ai commencé à gagner de l'argent. Ils m'écoutent plus qu'avant.

Éviter la violence domestique/exercée par un partenaire intime

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que la violence à l'encontre des femmes, qu'elle soit le fait d'un partenaire intime ou de nature sexuelle, est un grand problème de santé publique et une violation majeure des droits de la femme. Selon ses estimations mondiales, environ 35% des femmes ont été exposées à des violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire intime ou de quelqu'un d'autre au cours de leur vie.[37] Le plus souvent, cette violence est le fait du partenaire intime. Il semble bien que les interventions décrites ci-après, (sensibilisation, émancipation et visites à domicile) soient prometteuses pour prévenir ou réduire la violence des partenaires intimes à l'égard des femmes.

L'étude de cas suivante décrit l'action menée par un partenaire cambodgien de CAFOD en vue de prévenir la violence domestique/exercée par un partenaire intime, avec le soutien de villageois et de villageoises bénévoles surnommés « les militants pour la paix entre les sexes ».

Hai Hean, militant pour la paix entre les sexes, Banteay Srei, Cambodge, 2010

ÉTUDE DE CAS

Banteay Srei – Cambodge
Les militants pour la paix entre les sexes

» Contexte

Près de 3 millions de personnes, soit plus de 20% de la population cambodgienne, sont considérées comme pauvres. Le Cambodge n'a que très peu progressé sur la voie de l'égalité des sexes et se classe derrière tous les autres pays de la région. Les Cambodgiennes se heurtent à d'importantes inégalités et continuent d'être sous-représentées dans les postes de décision politiques et du secteur public. Bien que les femmes aient légalement le même statut que les hommes, elles sont victimes de discriminations directes et indirectes, du fait de stéréotypes liés au genre profondément ancrés dans la société. La violence à l'égard des femmes et des filles demeure un problème grave. Au Cambodge, un homme sur cinq a admis avoir violé une femme.[38]

La violence domestique n'est pas le genre de sujet dont les hommes parlent couramment. Avant que Banteay Srei ne lance son projet, les hommes d'ici n'étaient pas très respectueux envers les femmes. Les femmes se sont toujours entendu dire qu'elles devaient écouter leurs maris, peu importe ce qu'ils racontent… Quand une femme vient me voir pour me signaler un cas de violence domestique, je l'écoute, je prends des notes et je la conseille. Dans les cas graves, je me tourne vers Banteay Srei pour obtenir de l'aide… et lorsque le mari continue de frapper sa femme alors que je lui ai demandé de cesser d'avoir un comportement violent, je fais appel à la police. Certains hommes ne respectent pas leurs promesses, alors je les signale.

Hai Hean, membre masculin du conseil communal et militant pour la paix entre les sexes, Banteay Srei, Cambodge, 2010

» Point d'entrée

Le projet de lutte contre la violence domestique de Banteay Srei s'appuie sur des bénévoles, hommes et femmes, de la communauté. L'organisation est soutenue par CAFOD et a mis en place des réseaux de paix où ces volontaires suivent des cours sur les droits de la femme. Ils sont formés pour intervenir en tant que conseillers familiaux ou médiateurs dans les affaires de violence domestique. Ils sensibilisent également les communautés à la violence domestique et font connaître les lois en la matière.

» Activités

- Hai Hean est médiateur. Il a récemment suivi une formation de Banteay Srei axée sur l'animation, la violence domestique, les droits de la femme et l'égalité des sexes.
- Hai Hean a été formé pour intervenir en première ligne en cas de violence domestique dans la communauté, y compris au travers d'activités de surveillance et de suivi. Lorsqu'un incident se produit dans le village, il va trouver la famille. Parfois, ce sont les victimes qui sollicitent directement son aide.
- Les services d'assistance sont alertés en cas d'abus graves. Les survivantes peuvent également être orientées vers des services juridiques et sociaux via des partenaires de Banteay Srei et des organismes publics.
- Banteay Srei fournit également des abris sûrs aux victimes de violence, ainsi que des services d'assistance et de traitement psychologiques.

ÉTUDE DE CAS (suite et fin)

» Réussites

L'approche familiale choisie par Banteay Srei pour combattre la violence domestique donne d'excellents résultats, s'agissant notamment de changer les comportements des agresseurs :

Je suis un journalier ; je laboure les rizières. La vie d'un journalier est dure ; le soir, je suis épuisé. Je pensais que boire m'aiderait et me donnerait de l'énergie, donc je me soûlais avec mon copain. Quand je rentrais ivre à la maison, je perdais le contrôle, je criais après mes enfants et je frappais ma femme. Une fois, je l'ai battue si fort qu'elle a dû être hospitalisée. Je n'écoutais personne d'autre que mon copain, et boire avec lui me rendait heureux. Puis un jour, un militant de Banteay Srei pour la paix entre les sexes a débarqué chez moi et a commencé à me parler des problèmes liés à la consommation d'alcool. Durant presque un an, il est venu à la maison pour me parler, et une femme est venue avec lui pour parler à mon épouse. Il a fallu un certain temps avant que je commence à le prendre au sérieux. Aujourd'hui, je suis heureux d'avoir réussi à arrêter de boire. Même si je n'ai pas beaucoup d'argent, je suis heureux parce que ma famille est heureuse que j'aie changé. J'ai même réussi à convaincre certains de mes copains d'arrêter de boire et d'être violents à la maison. J'en suis fier et je me sens accepté par ma communauté et par les personnes qui auparavant étaient fâchées contre moi. Maintenant, je travaille pour que ma famille aille de mieux en mieux.

Participant au projet de lutte contre la violence domestique de Banteay Srei, Cambodge

De nombreux hommes ont cessé de boire et de battre leurs familles, sous l'effet des visites et des discussions régulières avec les militants pour la paix. Ils ont finalement vu à quel point un tel changement dans leur vie serait bénéfique pour eux et pour leurs familles, sans parler des effets positifs sur leur santé, leur portefeuille et surtout leurs relations personnelles. Comme le montre l'exemple décrit ci-dessus, ces hommes ont vécu une transformation personnelle spectaculaire et jouent maintenant un rôle beaucoup plus positif au sein de leur communauté.

Associer les hommes à la prévention de la violence domestique

Partout dans le monde, il est incontestablement prouvé que les hommes sont les principaux auteurs des faits de violence et que les femmes en sont souvent les victimes dans la sphère privée ou dans le cadre d'une guerre ou de troubles civils. Cette masculinisation de la violence est considérée à tort comme naturelle. De fait, il est établi que les rôles masculins et féminins sont davantage prescrits par le contexte social et culturel que déterminés par la condition biologique. La lutte contre la violence sexiste passe forcément par une transition sociale vers des masculinités positives.

Jeunes hommes ayant participé au projet Masculinités positives, Kenya, 2014

ÉTUDE DE CAS

Community Education and Empowerment Center (CEEC) – Kenya
Masculinités positives

» Contexte

Community Education and Empowerment Center (CEEC) est une organisation kenyane à but non lucratif qui entend aider les communautés à devenir davantage actrices de leur propre développement. Ce partenaire de la DKA œuvre à l'émancipation des communautés au travers du renforcement de leurs capacités, d'actions de plaidoyer et d'un travail de recherche et de documentation sur des questions telles que le genre, les droits humains, la non-violence, le droit, le leadership et la gouvernance. À l'instar de la plupart des autres régions du monde, le Kenya connaît une forte prévalence de la violence sexiste, qui s'enracine dans l'inégalité des sexes et une masculinité toxique.

» Point d'entrée

Depuis 2014, le CEEC s'est engagé dans un projet de masculinité positive avec de jeunes hommes du Kikuyu, une sous-région du Kiambu. L'idée de travailler avec de jeunes hommes a été soufflée par diverses parties prenantes, qui s'inquiétaient d'une violence sexiste latente dans la région, dont les principaux auteurs étaient une génération perdue de jeunes hommes ayant une image faussée de la masculinité. Bien que les femmes et les filles soient les principales victimes de ce biais, les auteurs des violences sexuelles se faisaient inévitablement du tort à eux-mêmes aussi. Le but du projet est donc d'aider ces jeunes hommes à redéfinir les masculinités, à donner un sens positif à la masculinité et à leur faire acquérir les compétences nécessaires pour mobiliser leurs semblables, de manière à obtenir un changement de paradigme, le passage de masculinités négatives à des masculinités positives, au service d'une transformation sociale. Le projet vise à renforcer la capacité des communautés à adopter des masculinités positives comme moyen de lutte contre la violence dans les sphères privée et publique.

» Activités

- Formation des jeunes hommes à la question de la violence sexiste et des masculinités positives.
- Spectacles de théâtre itinérants organisés par les stagiaires pour sensibiliser et amorcer le dialogue dans différentes paroisses.
- Encourager les jeunes hommes à organiser des activités visant à promouvoir les masculinités positives (ex.: les tournois de football Positive Masculinities) dans différentes paroisses.
- Élaboration d'un manuel et d'un guide de formation dont les jeunes se servent comme outils de diffusion lorsqu'ils essaient de faire passer le message de «masculinité positive» auprès d'autres jeunes hommes de leur communauté.

» Réussites

D'une manière générale, la communauté visée a adhéré à ce projet, qui est le premier du genre à tenter d'apporter une solution à la crise de masculinité qui prévaut dans la zone ciblée. Il apparaît que le théâtre fonctionne particulièrement bien avec les jeunes car il éduque et divertit à la fois. L'efficacité résulte également du fait que ce sont de jeunes hommes qui parlent à d'autres jeunes hommes, d'autant que certains stagiaires sont mariés ou vivent une relation sérieuse et partagent leur expérience personnelle. Dans l'ensemble, le fait de comprendre la dynamique de la violence sexiste, surtout dans ses aspects de pouvoir et de contrôle, entraîne un changement d'attitude. On a par ailleurs pu noter que la communauté commençait à prendre conscience des graves et profondes conséquences de la violence sexiste sur les hommes, les femmes et les enfants.

2.4 CÉLÉBRER

Exemples pour la célébration

Ce point propose diverses manières de célébrer nos interventions couronnées de succès. Tout comme au chapitre précédent, nous avons des raisons de nous réjouir lorsque des proverbes et dictons positifs, tels que les deux ci-après, remplacent leurs pendants discriminatoires :

Une mère est une fontaine d'amour.
Sri Lanka

Donnez-moi une mère qui est allée à l'école et je vous donnerai une nation développée.
Bangladesh

Nous pouvons également nous réjouir lorsque des interventions en faveur de l'égalité des sexes aboutissent à ce que mari et femme entretiennent de meilleures relations, se respectent l'un l'autre, se partagent les tâches ménagères et prennent ensemble les décisions qui concernent le ménage :

Chez Caritas Marsabit, nous avions coutume d'organiser des ateliers spécialement dédiés aux femmes. Au début, leurs maris s'en méfiaient, pensant que nous en profitions pour dresser leurs femmes contre eux, car après les ateliers, celles-ci se mettaient à s'exprimer et parfois à leur dire des choses qu'elles ne leur auraient jamais dites auparavant. Au bout d'environ deux ou trois ans, ils ont cependant commencé à changer d'avis. Ils ont vu les ateliers pour femmes sous un autre angle, positif, considérant le bien qu'ils faisaient à la famille. Ils ont compris qu'ils n'étaient pas obligés d'être les seuls à gagner de l'argent pour acheter de la nourriture et payer les frais de scolarité. Depuis lors, nous n'avons plus jamais eu de plaintes concernant nos ateliers dédiés aux femmes. Les maris et les épouses partagent désormais les responsabilités familiales et ils décident ensemble de ce qu'ils veulent faire pour leurs familles.

Sœur Kevin, Coordinatrice chez Caritas Marsabit, Kenya, 2014

Depuis que mon mari et moi-même avons pris part à des dialogues familiaux, beaucoup de choses ont changé dans la famille. Nous travaillons ensemble sans nous disputer autant qu'avant. Avant ce projet, aucun de nous deux n'avait conscience de l'importance d'un processus de décision égalitaire dans la famille. Maintenant, lorsque nous avons un problème, nous le mettons sur la table pour en discuter et nous prenons la décision ensemble. Les affaires familiales se décident à deux. Cette prise de décision conjointe a amélioré nos relations et nous a aidés à utiliser nos ressources plus efficacement.

Dawi, membre d'un groupe d'entraide féminin, WSA, Éthiopie, 2017

Le couple ne partage pas que les décisions, il partage aussi les tâches ménagères :

Avant, mon mari n'aurait jamais été chercher de l'eau ni du bois de chauffage car il pensait que c'était un travail de femme. Aujourd'hui, il m'aide à aller chercher de l'eau et à ramasser du bois de chauffage. Mon mari ne sait ni lire ni écrire, mais il m'a encouragée à occuper cette fonction. Il dit que je suis un bon exemple pour nos trois filles. Il m'aide lors des réunions que je dirige, alors il apprend aussi.

Ean Poise, cheffe du village de Banteay Srei, Cambodge, 2011

Pour nous, le fait de travailler tous les deux ne pose aucun problème. Je comprends la situation et j'ai un planning à suivre quand je rentre du travail. Ce que ma femme fait, je peux le faire aussi, cuisiner par exemple. Quand je rentre à la maison et qu'elle n'est pas là, je cuisine et je m'assure que les enfants mangent ou vont à l'école. C'est juste une question de gestion de notre planning.

Krispin Malik, mari de Maria Da Costa, Coordinatrice de HPL, Centro de Desenvolvimento Comunitario CDC, Timor Oriental, 2011

Oui, quand je rentre à la maison, je commence par les travaux ménagers et si c'est lui qui rentre le premier, c'est lui qui s'en charge en

faisant la lessive ou autre chose. Ce n'est pas un problème pour nous parce que nous sommes tous les deux d'accord avec cet arrangement… Je pense qu'il est important qu'un mari et une femme se comprennent et que les maris aident leurs épouses à développer leurs compétences de manière à ce qu'il n'y ait pas qu'une seule personne qui doive subvenir aux besoins de la famille, mais que les deux le fassent, côte à côte. Je pense aussi qu'il faudrait parler de cette idée des maris et des femmes qui travaillent ensemble à d'autres personnes comme les voisins ou ceux qui n'ont jamais entendu parler de cette façon de faire jusqu'ici.

Maria Da Costa, Coordinatrice de HPL,
Centro de Desenvolvimento Comunitario CDC,
Timor Oriental, 2011

Moi, je recommanderais aux autres maris du Timor d'essayer de comprendre leurs femmes, surtout si elles ont certaines compétences. Ils devraient les encourager et leur donner la possibilité de les utiliser. Nous, les maris, nous devons soutenir nos femmes. Quand ma femme travaille à la coopérative, c'est moi qui la conduis.

Krispin Malik, mari de Maria Da Costa, Coordinatrice de HPL, Centro de Desenvolvimento Comunitario CDC, Timor Oriental, 2011

Les deux illustrations suivantes décrivent les caractéristiques d'un mari dominant qui contrôle sa femme et celles d'un mari attentionné, « d'une belle personne ». Le temps de la célébration est venu lorsque nous voyons des relations basées sur l'amour et la confiance entre les épouses et les maris, comme le montre la seconde de ces images.

SON NOM EST DOMINATEUR

L'EMPRISE SUR LES FEMMES, SON BONHEUR

LE ROI EN SON CHÂTEAU

- Vous traite comme une servante / une esclave
- Dit que les femmes, c'est fait pour le sexe, la cuisine et le ménage
- S'attend à ce que ses désirs sexuels soient toujours assouvis
- Contrôle tout l'argent

LE MENTEUR

- Nie tout abus
- Dit que c'était une « simple » gifle
- Reporte la faute sur l'alcool, la drogue, le stress, le surmenage, vous, le chômage, etc.

L'INTELLO

- Vous rabaisse
- Vous dit que vous être trop grosse, trop maigre, moche, stupide, que vous ne servez à rien, etc.

LE TYRAN SEXUEL

- Vous viole
- N'accepte pas qu'on lui dise « Non »
- Fais en sorte que vous soyez tout le temps enceinte OU
- Rejette vos avances

LE GEÔLIER

- Vous empêche de travailler et de voir vos amis
- Vous dit quels vêtements porter
- Vous confine à la maison
- Séduits vos amis / votre famille

LE MAUVAIS PÈRE

- Dit que vous êtes une mauvaise mère
- Retourne les enfants contre vous
- Profite de son accès pour vous harceler
- Menace d'emmener les enfants
- Vous persuade d'avoir « son » bébé et refuse ensuite de vous aider à en prendre soin

L'INTIMIDATEUR

- Lance des regards furieux
- Crie
- Casse des objets
- Tire la gueule

LE PERSUASIF

- Menace de vous blesser ou de vous tuer, vous ou les enfants
- Pleure
- Dit qu'il vous aime
- Menace de se suicider
- Menace de vous signaler aux services sociaux, à l'aide sociale à l'enfance

Source: The Freedom Programme – www.freedomprogramme.co.uk, copyright texte anglais original – 2009

PAS UN SAINT HOMME
SEULEMENT UNE BELLE PERSONNE

L'AMANT
- Vous montre de l'affection physique sans présumer que cela mènera à des rapports sexuels
- Accepte votre droit de dire non à des rapports sexuels
- Partage la responsabilité en matière de contraception, etc.

L'AMI
- Vous parle
- Vous écoute
- Est un compagnon
- A le sens de l'humour
- Est enjoué

LE PARTENAIRE
- Fait sa part de travaux ménagers
- Partage la responsabilité financière
- Vous traite en égale

LE NÉGOCIATEUR
- Assume la responsabilité de son propre bien-être et de son propre bonheur
- Se comporte en être humain raisonnable

LE DISEUR DE VÉRITÉ
- Accepte les responsabilités
- Admet avoir tort

LE BON PÈRE
- Est un parent responsable
- Est parent au même titre que vous
- Vous soutient dans vos relations avec les enfants

LE LIBÉRATEUR
- Accueille vos amis et votre famille
- Vous encourage à avoir des centres d'intérêts en dehors du couple
- Vous encourage à développer vos compétences au travail ou à l'université

LE STIMULATEUR DE CONFIANCE
- Dit que vous êtes belle
- Valorise vos opinions
- Vous soutient dans vos ambitions
- Dit que vous êtes compétente
- Vous valorise

Source: The Freedom Programme – www.freedomprogramme.co.uk, copyright texte anglais original – 2009

Prière

Je plante mes pieds dans le sol

Inspirant l'air précieux
son corps s'abaisse pour ramasser les marchandises.
Les pieds fermement plantés dans le sol rouge et fertile
elle se redresse et équilibre parfaitement sa charge
sur la tête.

Ses yeux se lèvent vers le ciel pour le glorifier
tandis que son bras se ramifie pour enserrer son petit.
Leurs corps se balancent à l'unisson
de leurs chants de louanges.
Les pieds ne s'enfoncent plus dans le marais de la misère.

Seigneur, nous te rendons grâce de lui avoir accordé
ce que son âme
pouvait imaginer
marcher sans craindre la violence
manger à sa faim avec ses enfants et les envoyer
à l'école
recevoir des soins de santé quand elle et sa famille
en ont besoin
travailler et payer ses factures
dormir, protégée par une moustiquaire
et partager les rires avec sa famille et ses amis.

Seigneur Dieu, tu demandes à chaque personne,
femme, homme,
enfant, de vivre dans la dignité
de réaliser son véritable potentiel sur cette Terre.
Tu nous appelles à planter fermement nos pieds
et à faire écho à ton appel.
Dieu d'amour, écoute notre Prière.

Amen

Nana Anto-Awuakye / CAFOD

RÉFLEXIONS ET EXERCICES

La suite de ce chapitre propose des exemples pratiques de réflexion et des exercices de groupe adaptés à un travail sur les relations au sein du ménage et de la famille.

Le témoignage le plus persuasif de la bénédiction du mariage chrétien est la bonne vie des époux chrétiens et de la famille. Il n'y a pas de meilleure façon de traduire la beauté du sacrement ! Le mariage consacré par Dieu protège ce lien entre l'homme et la femme que Dieu a béni dès la création du monde ; et il est source de paix et de bien pour toute la vie conjugale et familiale. Dans les premiers temps du christianisme, par exemple, cette grande dignité du lien entre l'homme et la femme fit disparaître un abus alors considéré comme tout à fait normal, c'est-à-dire le droit des maris de répudier leurs femmes, même pour des motifs les plus fallacieux et humiliants. L'Évangile de la famille, l'Évangile qui annonce précisément ce sacrement a vaincu cette culture de la répudiation habituelle.

Pape François, Audience générale du 29 avril 2015

Une famille unie dans l'amour, Brésil, 2018

RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES SUR LA FAMILLE

En quoi nos faits et gestes affectent-ils nos relations ?
Mandy Marshall, Co-directrice de Restored

Introduction

Lorsque Dieu a créé les êtres humains, Il les a conçus pour vivre en famille. Il attache une grande importance aux relations familiales. Même l'Église, le corps universel des croyants, est parfois appelée « la famille de Dieu ». Être baptisé, c'est être adopté dans Sa famille.

Il n'y a pas de vie sans relations. Nous sommes faits pour être en relation les uns avec les autres. Nous ne pouvons nous épanouir sans relations avec les autres. Nous entretenons des relations avec notre famille immédiate, nos amis, nos voisins, notre Église, notre communauté, les gens chez qui nous achetons notre nourriture, les gens avec qui nous travaillons. Comme pour la plupart des choses, de bonnes relations exigent du temps, de l'énergie, de l'engagement et de la confiance. Elles nous obligent à nous concentrer sur nous-mêmes et sur celui ou celle avec qui nous sommes en relation, quel que soit le lien. Les relations peuvent nous apporter beaucoup de joie, d'enthousiasme et d'amour. Nous savons cependant qu'elles peuvent aussi être porteuses de tristesse, de destruction et d'abus.

Sachant qu'une femme sur trois dans le monde sera victime de violence au cours de sa vie, il s'agit pour nous d'apporter la bonne réponse aux survivantes et aux victimes d'abus. La violence domestique est l'une des formes les plus courantes de la violence à l'égard des femmes dans le monde. Autrement dit, « le foyer est le lieu le moins sûr pour une femme » (Phumzile Mlambo Ngucka, Directeur exécutif de l'ONU). N'allez pas croire que les foyers chrétiens sont exempts de violence domestique. Le propos peut heurter certaines oreilles, mais nous devons faire face à la réalité, apprendre à trouver les bons mots et les bons gestes face aux survivantes et mettre en demeure les auteurs de ces abus d'y mettre un terme et, le cas échéant, d'en répondre devant la justice.

Objectif

Au cours de cette réflexion théologique sur la famille, nous allons découvrir les éléments indispensables d'une bonne relation. Une des qualités fondamentales du mariage, c'est la confiance. Les deux époux doivent se faire mutuellement confiance car ils placent leur totale confiance en Dieu. Marie et Joseph sont l'exemple même de cette confiance. Cette famille nous donne une leçon essentielle, à savoir que l'homme et la femme sont d'égale importance et que là où prévalent l'amour, l'attention et le respect, la famille s'épanouira. Nous disposons ainsi d'un cadre positif pour analyser nos relations avec l'autre et savoir quand un abus est commis.

Lectures

Marie pleine de grâce
Luc 1:28-35
L'ange entra chez elle, et dit : « Je te salue, toi à qui une grâce a été faite ; le Seigneur est avec toi. » Troublée par cette parole, Marie se demandait ce que pouvait signifier une telle salutation. L'ange lui dit : « Ne crains point, Marie ; car tu as trouvé grâce devant Dieu. Et voici, tu deviendras enceinte, et tu enfanteras un fils, et tu lui donneras le nom de Jésus. Il sera grand et sera appelé Fils du Très Haut, et le Seigneur Dieu lui donnera le trône de David, son père. Il règnera sur la maison de Jacob éternellement, et son règne n'aura point de fin. » Marie dit à l'ange : « Comment cela se fera-t-il, puisque je ne connais point d'homme ? » L'ange lui répondit : « Le Saint-Esprit viendra sur toi, et la puissance du Très Haut te couvrira de son ombre. C'est pourquoi le saint enfant qui naîtra de toi sera appelé Fils de Dieu. »

Joseph fait de Jésus son fils adoptif
Mathieu 1:18-25

Voici de quelle manière arriva la naissance de Jésus-Christ. Marie, sa mère, ayant été fiancée à Joseph, se trouva enceinte, par la vertu du Saint-Esprit, avant qu'ils eussent habité ensemble. Joseph, son époux, qui était un homme de bien et qui ne voulait pas la diffamer, se proposa de rompre secrètement avec elle. Comme il y pensait, voici, un ange du Seigneur lui apparut en songe, et dit: «Joseph, fils de David, ne crains pas de prendre avec toi Marie, ta femme, car l'enfant qu'elle a conçu vient du Saint-Esprit; elle enfantera un fils, et tu lui donneras le nom de Jésus; c'est lui qui sauvera son peuple de ses péchés.» Tout cela arriva afin que s'accomplît ce que le Seigneur avait annoncé par le prophète: «Voici, la vierge sera enceinte, elle enfantera un fils, et on lui donnera le nom d'Emmanuel, ce qui signifie Dieu avec nous.» Joseph s'étant réveillé fit ce que l'ange du Seigneur lui avait ordonné, et il prit sa femme avec lui. Mais il ne la connut point jusqu'à ce qu'elle eût enfanté un fils, auquel il donna le nom de Jésus.

Points de discussion et d'action

Les questions suivantes sont destinées à un travail de groupe. En petits groupes de huit à dix personnes, nous allons réfléchir à ce que nous avons appris en lisant les Écritures ci-dessus.

Les questions-clés pour cette discussion en petits groupes sont les suivantes :

1. Pensons-nous que Marie et Joseph se sont aimés ? Où en voyons-nous la preuve ?
2. Qu'est-ce que cela nous dit de l'amour ?
3. À quoi ressemble la violence domestique ? Quelle est la différence, par contraste, avec l'exemple de Joseph et la façon dont Jésus a traité les femmes ?
4. Existe-t-il un espace sûr où les personnes victimes de violence conjugale ou de la part d'un partenaire intime peuvent trouver de l'aide et du soutien ? Comment notre Église réagirait-elle si un cas de violence domestique était révélé ?

Ces questions peuvent faire l'objet d'une discussion de 30 à 45 minutes en petits groupes, suivie d'une restitution en plénière.

RÉFLEXIONS PERSONNELLES

Les questions ci-après doivent vous aider à définir vos engagements personnels. Ce sont des promesses que vous vous faites à vous-même et que vous n'êtes pas tenu de révéler aux autres.

1. Quels effets mes mots et mes actions peuvent-ils avoir sur ma relation aux autres ?
2. Y a-t-il quoi que ce soit à changer dans ma relation aux autres ?

Question essentielle à considérer :
En quoi mes faits et gestes affectent-ils mes relations ?

Il est essentiel de répondre à cette question pour réfléchir à la façon dont nous nous traitons les uns les autres ainsi que les personnes que nous rencontrons, y compris les étrangers. Nous ne les connaissons pas mais nous savons qu'ils font partie de la famille de quelqu'un d'autre et sont précieux. Cette question peut nous guider dans notre façon de traiter notre prochain, créé à l'image de Dieu.

Dressez la carte des relations essentielles dans votre vie. Quelle est leur importance pour vous ? Combien de temps et d'énergie leur consacrez-vous pour qu'elles restent florissantes ? Leur accordez-vous suffisamment de temps ? Est-ce que quelque chose doit changer ? Que ferez-vous à ce sujet ? Qu'est-ce qui peut vous empêcher de passer à l'action ? Comment surmonter les obstacles ?

Points-clés pour les animateurs / animatrices

Marie était une jeune adolescente (peut-être âgée de 13 ans). Une jeune fille à qui Dieu a fait une grâce (Luc 1:28). Sa vertu vaut à Marie une haute estime dans toutes les traditions ecclésiales, particulièrement chez les catholiques romains. De nombreuses églises l'érigent en modèle pour toutes les chrétiennes.

Marie comme exemple à suivre

Marie nous apprend à faire implicitement confiance à Dieu. Lorsque l'ange lui annonce qu'elle va donner naissance au Fils de Dieu, elle n'éprouve aucun doute, bien qu'elle soit vierge. Elle fait confiance à Celui qui l'a invitée.

Comment se manifeste la confiance entre la Bienheureuse Vierge Marie et Joseph ?

Marie était pure et innocente

L'ange Gabriel fut envoyé par Dieu dans une ville de Galilée, appelée Nazareth, auprès d'une vierge fiancée à un homme de la maison de David, nommé Joseph. Le nom de la vierge était Marie. (Luc 1:26-27)

Marie était humble et bénie

« Mon âme exalte le Seigneur, et mon esprit se réjouit en Dieu, mon Sauveur, parce qu'il a jeté les yeux sur la bassesse de sa servante. Car voici, désormais toutes les générations me diront bienheureuse, parce que le Tout-Puissant a fait pour moi de grandes choses. » (Luc 1: 46-49)

Marie est un exemple d'humilité. Elle ne se vante pas d'être la mère de Dieu auprès de ses pairs ; au contraire, elle continue d'en faire un sujet de réflexion et de prière.

Marie a confiance en Dieu et confiance en Joseph

Marie effectue un périple de plusieurs jours avec Joseph pour se rendre à Bethléem. Elle est sur le point d'accoucher et loin de sa famille et de ses amis, mais elle n'a pas peur. Elle va voir une femme âgée et pleine de sagesse, Élisabeth.

Marie affiche du contentement

Marie accouche dans une simple étable sans jamais se plaindre auprès de Joseph. Elle lui est reconnaissante d'avoir trouvé un endroit sûr où elle peut donner naissance à son bébé.

Marie fait preuve de compréhension et nous montre comment aimer

Marie sait que Joseph n'a pas d'autre choix et se contente de ce qu'il lui offre. Elle ne l'a jamais quitté au motif que sa vie n'était pas facile.

Joseph

La Bible nous livre peu d'informations à propos de Joseph, le père terrestre de Jésus. Nous savons que c'était un homme qui « travaillait de ses mains » – un charpentier, un tailleur de pierre, un tisserand – guère plus. Il apparaît parfois en arrière-plan, en soutien de Marie, mère de Jésus. Mais il l'aime et lui fait confiance.

Joseph fait preuve de compassion et de sagesse

Nous voyons ici que Joseph se retrouve dans une situation très inconfortable sur le plan social et culturel. Au regard de la loi, Joseph aurait parfaitement eu le droit de divorcer de Marie mais, comme nous le savons, c'était un homme juste, qui se souciait de Marie et de sa famille. Son attitude témoigne de compassion et de sagesse, et a sans doute aussi sauvé la vie de Marie. Dans une culture où l'adultère ou l'immoralité sexuelle étaient passibles de mort, Joseph était manifestement très conscient des conséquences que cette grossesse aurait pu avoir pour Marie.

Joseph fait confiance à Marie

Jamais de toute sa vie il n'a révélé ne pas être le père de Jésus. Il a honoré Dieu et Marie par son engagement. Il a également évité à Marie d'être mise au ban de la société, voire condamnée à mort, ce qui se serait produit s'il avait révélé qu'il n'était pas le père de Jésus alors que celui-ci était encore un bébé ou un enfant.

Joseph obéit à Dieu et se soumet à la volonté de Dieu

Il écoute Dieu et fait ce que Dieu dit. Parfois, nous lisons la Bible et nous n'aimons pas ce que nous lisons car cela nous paraît trop dur ou trop difficile Ici, Joseph donne l'exemple : vu son contexte culturel, il n'est pas simple pour lui d'obéir à Dieu, mais il soumet sa propre volonté à celle de Dieu.

Joseph se soucie du bien-être de Marie

Joseph offre un foyer à Marie et prend soin d'elle. Plus tard, lorsque nous voyons le couple de jeunes mariés entreprendre le long périple jusque Bethléem, Joseph donne un âne à Marie pour qu'elle n'ait pas à marcher. Il lui facilite le voyage autant que possible, avec les moyens du bord. Joseph fait des choix qui améliorent l'existence de Marie.

Le mot «amour» n'apparaît pas dans l'extrait ci-dessus, mais l'amour transparaît dans les faits et gestes de Joseph. Celui-ci fait passer les besoins de Marie avant tout. Son désintéressement est une illustration positive de la relation que nous devrions avoir les uns avec les autres. Nous ne nous perdons jamais dans la relation à autrui. Nous en apprenons plus sur nous-mêmes et, en apprenant à aimer, nous découvrons qui est Jésus pour nous.

Les Écritures nous présentent Marie et Joseph, la «Sainte Famille», comme des idéaux. Nous savons que le monde et la vie de famille peuvent être très éloignés de cet idéal.

Violence domestique/ exercée par un partenaire intime

La violence relationnelle peut prendre diverses formes: physique, sexuelle, émotionnelle, verbale, psychologique, financière ou spirituelle. C'est le désir d'exercer un pouvoir et un contrôle sur l'autre qui est au cœur de cette violence. L'alcool, les drogues, la perte d'emploi, la colère, etc. peuvent être des facteurs subsidiaires, mais rarement la cause véritable, qui est de ne pas considérer l'autre comme une personne ayant droit à la même dignité et au même respect que soi et créée à l'image de Dieu. Se montrer violent est une sorte de choix. On peut choisir de ne plus être violent. La violence domestique et la violence entre partenaires intimes font l'objet de nombreux mythes. Nous nous imprégnons souvent de ces mythes et y croyons à cause de la société et de la culture dans lesquelles nous avons grandi.

L'exemple de Joseph en tant que mari, père et homme de Dieu nous montre à quoi ressemble une relation saine. A contrario, à quoi ressemble une relation dans laquelle une personne a peur, craint son (sa) conjoint(e)/partenaire ou s'inquiète à l'excès de la façon dont il/elle va réagir à certaines choses? L'un peut se retrouver à court d'argent pour payer des choses aussi essentielles que l'eau, la nourriture ou une protection sanitaire parce que c'est son conjoint qui tient les cordons de la bourse. L'autre peut cacher des ecchymoses et des blessures. Ces exemples ne brossent évidemment pas un tableau complet de la violence, mais offrent quelques pistes de réflexion.

Notre désir d'entretenir de bonnes relations peut parfois nuire à une approche sûre lorsque nous nous attelons à la violence domestique/exercée par un partenaire intime. Nous devons en effet reconnaître la dangerosité d'une telle violence et réagir en prenant les précautions nécessaires. Le premier principe d'une bonne réaction est «la sécurité d'abord». Les survivantes sont-elles en sécurité? Sont-elles en sécurité chez elles? Faut-il les éloigner un certain temps? L'importance accordée par l'Église au mariage peut parfois nous empêcher de songer avant tout à la sécurité des personnes. Faisons preuve de discernement.

Les survivantes comme les auteurs d'actes de violence domestique/exercée par un partenaire intime sont souvent dans le déni de la situation. Elles rechignent parfois à demander de l'aide, alors que l'aide et le soutien sont là, disponibles. Les victimes de violence peuvent trouver leur prestataire de services local via www.hotpeachpages.net. Les hommes qui choisissent la violence ont besoin de le reconnaître, de se repentir (se détourner complètement du passé) et de réparer les torts qu'ils ont causés. Y compris en répondant de leurs actes et de leurs conséquences devant la justice.

Lorsqu'une épouse/compagne vous révèle des faits de violence domestique/de violence exercée par un partenaire intime, N'ALLEZ PAS directement trouver le mari/compagnon pour le confronter à ses actes. Vous pourriez, de fait, mettre cette épouse/compagne en grand danger. Concentrez-vous plutôt sur les besoins de la victime et apportez-lui de l'aide et du soutien.

EXERCICES PRATIQUES EN GROUPE

Toutes les fiches nécessaires se trouvent dans le chapitre correspondant de l'Annexe.

Formation sur le genre avec le Secrétariat du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), Ghana, 2018

Participants à la formation sur le genre à Accra, Ghana, 2018

EXERCICE 7 LES CHOIX FORTS

Durée	30 minutes
Buts	• Analyser si chacun(e) est en mesure d'exercer librement de son pouvoir • Accompagner les participants dans une réflexion sur la façon dont ils exercent leur pouvoir
Ressources/préparation	
Fiches	Fiche 7 : Le tableau des choix forts

Notes pour l'animateur / l'animatrice de l'exercice

- Expliquez aux participants que cet exercice porte sur la manière dont nous exerçons individuellement notre pouvoir.
- Distribuez la **Fiche 7 : Le tableau des choix forts**.
- Expliquez aux participants que vous allez lire les affirmations une à une, à haute voix, en marquant à chaque fois une pause pour leur laisser le temps de réfléchir à l'énoncé. Dites-leur qu'ils doivent cocher « *toujours* », « *parfois* » ou « *jamais* » pour chaque affirmation. Indiquez qu'il s'agit d'un exercice de réflexion personnelle dont les résultats ne seront ni collationnés ni partagés avec le reste du groupe. Invitez donc les participants à se montrer le plus sincère possible dans leurs réponses.
- Répondez aux questions de clarification avant d'entamer la lecture. Vous avez **15 minutes** pour cette partie de l'exercice.
- Utilisez les **15 dernières minutes** pour faire un débriefing de l'exercice à l'aide des questions suivantes :
  - *Comment s'est passé le remplissage du tableau ?*
  - *Qu'avez-vous trouvé difficile ?*
  - *Qu'est-ce que vos réponses vous apprennent sur vous-même ?*
  - *Beaucoup d'entre nous n'aimeraient pas montrer leur tableau coché aux autres. Qu'est-ce que cela nous dit de notre façon d'exercer notre pouvoir ?*
  - *Lorsque nous exerçons notre pouvoir sur quelqu'un d'autre, nous sentons-nous généralement à l'aise ?*
  - *Est-il facile de traiter tout le monde de manière équitable et respectueuse tout le temps ? Pourquoi oui, pourquoi non ?*

Messages-clés

- Tout le monde a du pouvoir. On peut exercer celui-ci de manière positive ou négative.
- Le fait d'être un homme ou une femme influence le niveau de pouvoir dont nous nous sentons investis dans nos relations, nos familles et notre communauté de foi.

Source : adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, p.9

EXERCICE 8 AUTO-ÉVALUATION DE LA RELATION

Durée	60 minutes
Buts	Étudier les dynamiques de pouvoir dans le cadre des relations intimes
Ressources/préparation	
Fiches	Fiche 8: Auto-évaluation de la relation

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez que cet exercice va se pencher sur les déséquilibres de pouvoir (des rapports de force) et sur ses implications pour nous et pour les autres.
- Demandez aux participants: *Que signifie avoir du pouvoir?* Recueillez leurs idées. Posez des questions qui permettent de comprendre ce qui suit: le pouvoir, c'est la capacité d'influencer ses propres expériences ou celles des autres.
- Analysez ce qui suit avec les participants: *Nous avons discuté des mécanismes sociétaux qui confèrent aux hommes un pouvoir sur les femmes, souvent à l'origine de violences à leur égard. Beaucoup d'entre nous essayons de corriger le déséquilibre de pouvoir au sein de la société et de la communauté de foi en instaurant un équilibre de pouvoir dans le cadre de nos relations intimes.*
- Vous avez **15 minutes** pour cette première discussion avec l'ensemble du groupe.
- Remettez à chaque participant(e) un exemplaire de la **Fiche 8: Auto-évaluation de la relation** et expliquez-lui que cette fiche va l'aider à approfondir sa réflexion sur l'équilibre de pouvoir dans le cadre des relations intimes.
- Lisez les questions et donnez des exemples de la méthode de notation utilisée pour chacune d'elles.
- Demandez à chaque participant(e) de remplir le formulaire en fonction de sa relation intime. Les participants qui ne sont pas en couple complètent le formulaire en se basant sur une relation antérieure ou qu'ils connaissent bien (la relation entre leur père et leur mère, par exemple).
- Expliquez aux participants qu'ils disposent de **15 minutes** pour remplir le formulaire. Précisez qu'ils ne devront pas rendre le formulaire, que personne ne verra leurs réponses, qu'ils doivent prendre leur temps et être aussi sincères que possible.
- Autorisez les participants à travailler où bon leur semble dans la salle. Quand les **15 minutes** se sont écoulées, demandez aux participants de se rassembler.
- Demandez-leur leurs impressions à l'issue de cette «Auto-évaluation de la relation»:
  - *Qu'avez-vous ressenti en remplissant ce formulaire?*
  - *Qui a aimé remplir ce formulaire? Pourquoi?*
  - *Qui n'a pas aimé remplir ce formulaire ? Pourquoi?*
  - *Qui a été surpris par ses réponses? Pourquoi?*
  - *Quelqu'un a-t-il été surpris par les questions? Pourquoi?*
- Attardez-vous sur la dernière colonne du formulaire d'auto-évaluation de la relation, intitulée CF (communauté de foi).
- Expliquez que cette colonne est destinée à évaluer la communauté de foi dans son ensemble. Par exemple, quand nous répondons à la première question «Y a-t-il égalité dans les remerciements et la reconnaissance que chaque membre du couple reçoit de l'autre?», nous nous demandons si, dans les couples de notre communauté de foi, il est tout aussi courant pour l'homme de remercier et de reconnaître la femme qu'il ne l'est pour la femme de remercier et de reconnaître l'homme. Le groupe remplit collectivement la colonne de la communauté de foi (CF). Vous avez **30 minutes** pour la discussion avec l'ensemble du groupe.

EXERCICE 8 AUTO-ÉVALUATION DE LA RELATION (suite et fin)

- Expliquez que, comme il n'y a aura pas toujours un avis unanime, ce sera la réponse majoritaire qui sera utilisée aux fins de l'exercice.
- Lisez chaque question à voix haute et recueillez les réponses et les raisons données par le groupe.
- Faites un débriefing à l'aide des questions-guides suivantes :
  - *Qu'est-ce que ces réponses nous disent des relations dans la communauté de foi ?*
  - *Quel sentiment cela vous inspire-t-il ?*
  - *Comment les gens pourraient-ils équilibrer le pouvoir dans le cadre de leurs relations intimes ?*
  - *Pourquoi pensez-vous que certains hommes hésitent à équilibrer le pouvoir dans le cadre de leurs relations intimes ?*
  - *Pourquoi pensez-vous que certaines femmes hésitent à avoir un pouvoir égal dans le cadre de leurs relations intimes ?*
  - *Comment le déséquilibre du pouvoir entre les femmes et les hommes dans notre communauté de foi augmente-t-il les risques de violence, d'infection par le VIH et de sida pour les femmes ?*
- Résumez l'exercice en vous concentrant sur les messages-clés ci-après.

Messages-clés

- La plupart des relations se caractérisent par une répartition inégale du pouvoir.
- Dans notre communauté de foi, on s'attend tellement à ce que les hommes aient du pouvoir sur les femmes que nous pouvons parfois nous retrouver dans une relation intime sans avoir conscience de ce déséquilibre de pouvoir.
- La plupart des déséquilibres de pouvoir débouchent sur une forme de violence, qui peut être évidente, comme la violence physique ou sexuelle, mais aussi plus subtile, comme la violence économique ou émotionnelle.
- Certaines personnes sont conscientes de ce déséquilibre de pouvoir mais préfèrent laisser les choses en l'état, car elles sont en terrain connu, et donc dans leur zone de confort.
- L'équilibre de pouvoir n'est possible que si la femme et l'homme s'engagent, se soutiennent et agissent tous les deux.
- Équilibrer le pouvoir peut être une gageure pour les femmes et les hommes. Cela les oblige à endosser de nouveaux rôles auxquels ils ne sont pas habitués.
- Les relations marquées par un déséquilibre de pouvoir augmentent la vulnérabilité des femmes à la violence et au risque d'infection par le VIH et le sida.

Source : adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, pp.58-9

EXERCICE 9 B.A.-BA DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Durée	60 minutes
Buts	• Aider les participants à appréhender les divers types de violence à l'égard des femmes • Établir la relation entre la violence à l'égard des femmes et le pouvoir et le contrôle
Ressources/préparation	• Feuilles volantes d'un tableau de conférence, feutres • Écrivez la définition suivante sur la feuille d'un tableau de conférence, puis accrochez-la au mur: *La violence à l'égard des femmes se réfère à tout acte (physique, émotionnel, sexuel, économique) exercé à l'encontre d'une fille ou d'une femme, entraînant un préjudice et destiné à maintenir cette fille ou cette femme sous la coupe d'autrui.* • Accrochez une feuille vierge au mur • Préparez quatre feuilles volantes, portant chacune un des titres ci-dessous, et mettez-les de côté: - Violence physique - Violence émotionnelle - Violence sexuelle - Violence économique
Fiches	Fiche 9: Fiche d'information sur la violence à l'égard des femmes

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez aux participants que le but de cet exercice est de les aider à appréhender la violence à l'égard des femmes et des filles.
- Demandez à un(e) participant(e) de lire la définition figurant sur la feuille volante: *La violence à l'égard des femmes se réfère à tout acte (physique, émotionnel, sexuel, économique) exercé à l'encontre d'une fille ou d'une femme, entraînant un préjudice et destiné à maintenir cette fille ou cette femme sous la coupe d'autrui.*
- Expliquez: *La violence à l'égard des femmes se décline sous de nombreuses formes, que l'on répartit généralement en quatre catégories: physique, émotionnelle, sexuelle et économique.*
- Accrochez au mur les quatre feuilles volantes que vous avez préparées, pas trop près les unes des autres.
- Demandez aux participants de se répartir en quatre groupes en allant se positionner devant la feuille volante de leur choix, jusqu'à ce que les groupes comptent plus ou moins le même nombre de personnes.
- Expliquez que chaque groupe travaillera sur le type de violence indiqué sur sa feuille volante. Chaque groupe dispose de **5 minutes** pour proposer autant d'exemples que possible de ce type de violence.
- Répondez aux éventuelles questions de clarification avant que les participants n'entament leur travail.
- Au bout de **5 minutes**, demandez aux participants de reformer le groupe complet.
- Demandez à un(e) participant(e) du groupe «violence physique» de restituer le travail du groupe **en (moins de) 3 minutes**.
- À l'issue de cette restitution, posez au reste du groupe les questions suivantes:
  - *Avez-vous d'autres exemples qui relèvent de ce type de violence?*
  - *Quelqu'un a-t-il une question ou quelque chose à dire à propos de ce type de violence?*

EXERCICE 9 B.A.-BA DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES (suite et fin)

- Passez au groupe suivant, en demandant à un(e) volontaire de faire la restitution. À l'issue de celle-ci posez les deux mêmes questions à l'ensemble des participants. Et ainsi de suite jusqu'à avoir fait le tour des quatre groupes. Vous disposez de **30 minutes** pour ce travail en groupe et les restitutions.
- Revenez à la définition de la violence à l'égard des femmes. Lisez la dernière partie: «*destiné à maintenir cette fille ou cette femme sous la coupe d'autrui.*». Demandez aux participants de discuter du sens de cette phrase avec leur voisin(e). Accordez-leur **5 minutes** pour cette discussion.
- Une fois les **5 minutes** écoulées, animez un débat sur cette dernière partie de la phrase avec l'ensemble du groupe, en posant les questions suivantes:
  - *Pourquoi pensez-vous que la violence à l'égard des femmes est liée au pouvoir et au contrôle? Est-ce parce que:*
    - *a. La société attend des hommes qu'ils fassent la preuve qu'ils exercent un contrôle sur leurs partenaires ou filles, et qu'ils ont du pouvoir sur les femmes et les filles?*
    - *b. Dans la communauté, beaucoup de gens considèrent qu'il est normal que les hommes exercent un contrôle sur les femmes. Considère-t-on que les femmes sont incapables de se gérer lorsqu'il n'y a pas ce contrôle?*
- Poursuivez la discussion avec l'ensemble du groupe. Vous disposez de **30 minutes** pour cette dernière partie de l'exercice. Posez la question suivante:
  - *Y a-t-il un cas où la violence à l'égard des femmes n'est pas un abus de pouvoir servant à exercer un contrôle sur une fille ou une femme?*
    (Réponse: toute violence est un abus de pouvoir.) La violence est utilisée pour exercer un contrôle sur une autre personne par la peur.
- Poursuivez la discussion en posant la question suivante:
  - *Même si des hommes subissent les mêmes choses que les femmes, en quoi la violence subie par les hommes est-elle différente de celle subie par les femmes?*

Remarques

- Les hommes peuvent être victimes d'actes de violence, mais en général, cette violence n'est pas destinée à exercer un contrôler sur eux, contrairement aux femmes. Lorsqu'un homme subit des violences de la part de sa partenaire, il s'agit généralement d'un événement – cela se produit et c'est terminé. Il n'y a pas usage de la (menace de) violence pour le contrôler par la peur.
- En tant que groupe, les hommes ne vivent pas dans la crainte d'être violentés par des femmes. La majorité des femmes vivent dans la peur d'être violentées par des hommes (conjoints ou étrangers). Les femmes ressentent cette peur parce que la société accepte le pouvoir des hommes sur elles et la violence à leur encontre.
- Dans la plupart des cas, les hommes sont physiquement plus forts que les femmes. Par conséquent, le préjudice ou la menace d'un préjudice par la violence les touche moins.
- Le plus souvent, l'homme victime de faits de violence de la part de sa partenaire ne reçoit en réalité que la monnaie de sa pièce.
- Distribuez la **Fiche 9: Fiche d'information sur la violence à l'égard des femmes** à tous les participants.

Source: adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, pp.21-2

EXERCICE 10 CERCLES D'INFLUENCE

Durée	90 minutes
Buts	Aider les participants à voir comment nos pensées, convictions et actions sont influencées par celles des autres
Ressources/préparation	• Ruban de masquage, craie ou autre matériau que vous pouvez utiliser pour faire un marquage/dessin au sol • Marquez ou dessinez quatre cercles concentriques sur le sol, semblables à ceux de la Fiche 10a: Cercles d'influence chrétiens – illustration. • Photocopiez et découpez les déclarations des personnages de la Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages. Pliez les déclarations des personnages en deux pour que personne ne puisse les lire
Fiches	• Fiche 10a: Cercles d'influence chrétiens – illustration • Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Expliquez aux participants que cet exercice a pour but de leur démontrer qu'il faut solliciter tous les groupes de la communauté de foi pour obtenir un changement durable. Ils vont voir de quelle manière les pensées, les convictions et les actions des autres définissent les normes de la communauté de foi et de quelle façon ces normes influencent leur propre comportement. Ils verront que, dans une société ou dans une communauté de foi, les normes sont des règles non écrites qui guident le comportement de ceux qui en font partie. Les normes peuvent évoluer – et évoluent d'ailleurs – au fil du temps.
- Demandez aux participants de s'approcher et de prendre la déclaration d'un personnage (un morceau de papier plié). Ils peuvent la lire, mais en silence.

Remarques

S'il y a moins de 30 participants, vous pouvez attribuer à chacun plusieurs déclarations de personnages, à condition que ceux-ci appartiennent au même cercle d'influence, celui des relations, par exemple.

- Demandez aux participants qui ont choisi les personnages « femme » et « homme » de se placer dans le plus petit cercle intérieur.
- Faites l'annonce suivante: *Cette femme et cet homme s'appellent Chandra et Adam. Ils appartiennent à notre communauté de foi. Chandra et Adam, présentez-vous au groupe en lisant chacun le premier texte de votre papier.*
- Une fois que Chandra et Adam se sont présentés, dites aux participants:
  a. *Que tous ceux qui ont les numéros 3 à 10 veuillent bien se placer dans le cercle suivant, autour de Chandra et Adam.*
  b. *Que tous ceux qui ont les numéros 11 à 22 veuillent bien se placer dans le cercle suivant.*
  c. *Que tous ceux qui ont les numéros 23 à 30 veuillent bien se placer dans le cercle extérieur.*
- Expliquez ensuite la première partie de l'exercice:
  a. *Je vais demander à un(e) participant(e) de se présenter et de lire son premier texte à voix haute, à Chandra et Adam.*
  b. *Il (elle) passe ensuite le relais à un(e) autre participant(e) en lui tapant sur l'épaule, puis retourne à sa place dans le cercle. Celui ou celle à qui on a passé le relais lit son premier texte et désigne le (la) suivant(e). L'exercice se poursuit jusqu'à ce qu'on ait fait le tour de tous les premiers textes et rien que les premiers textes.*

EXERCICE 10 CERCLES D'INFLUENCE (suite et fin)

- Entamez l'exercice en choisissant au hasard celle ou celui qui lit en premier.
- Une fois achevé le premier tour de lecture, faites un rapide débriefing au moyen des questions suivantes (veillez à ce que les participants restent en position):
  a. *Selon vous, quel cercle a le plus d'influence sur Chandra et Adam ? Pourquoi ?*
  b. *Est-ce que l'un des cercles n'a aucune influence sur Chandra et Adam ? Pourquoi ou pourquoi pas ?*
  c. *Que nous dit cet exercice sur les normes de la communauté ?*

- Résumez les **messages-clés** :
  - Chacun de nous est influencé par de nombreux facteurs et personnes, sans même s'en rendre compte.
  - Ce sont généralement les personnes les plus proches qui nous influencent le plus. Elles nous influencent au quotidien.
  - Même celles et ceux qui, au sein de la communauté de foi, ne sont pas aussi proches de nous que nos amis et notre famille, influencent notre façon de penser et d'agir.
  - Des influences plus larges au sein de la société, comme les médias religieux et laïcs, le droit religieux, les lois nationales et les conventions internationales, nous affectent également en tant qu'individus, même si l'effet n'est pas aussi direct ou immédiat.
  - Nous sommes entourés de cercles d'influence : la famille et les amis, les membres de la communauté de foi, la société.
- Expliquez aux participants la suite de l'exercice :
  a. *Le (la) membre de l'ONG confessionnelle va lire son deuxième texte à voix haute à Chandra et Adam.*
  b. *Il (elle) passe ensuite le relais à un(e) autre participant(e); cette personne en fait de même jusqu'à ce que tout le monde ait lu son second texte.*
  c. *Il (elle) lui tape sur l'épaule, puis retourne à sa place dans le cercle.*
  d. *Celui ou celle à qui on a passé le relais lit son second texte.*
  e. *L'exercice se poursuit jusqu'à ce que tout le monde, à l'exception de Chandra et Adam, ait lu son second texte.*
- Une fois que tout le monde a lu son second texte, demandez à Chandra et Adam de lire le leur.
- Faites un débriefing de l'exercice au moyen des questions suivantes :
  a. *Que s'est-il passé dès lors qu'un plus grand nombre de personnes ont été convaincues des avantages d'une relation sans violence ?*
  b. *Qu'est-ce que cet exercice peut nous apprendre en termes de mobilisation efficace d'une communauté de foi ?*

- Résumez les **messages-clés** :
  - Les normes de notre communauté de foi peuvent changer. Cela ne dépend que des membres de la communauté.
  - Tout le monde a un rôle à jouer.
  - Il appartient à chacun des membres de la communauté de foi de créer un environnement favorable aux nouveaux comportements et aux nouvelles normes.
  - Plus nous serons nombreux à nous saisir de cette question, plus nous avons de chances de réussir à prévenir la violence à l'égard des femmes.
  - L'unité est un vecteur de paix au sein notre communauté de foi. Lorsque nous restons proches les uns des autres, nous pouvons facilement inciter nos voisins, nos amis et tous les membres de la communauté de foi à vivre dans la justice, la paix et la dignité dans les foyers.

Source : adapté de Raising Voices, *SASA Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, pp.29-31

EXERCICE 11 LA JOURNÉE DE 24 HEURES

Durée	60 minutes
Buts	• Dresser un inventaire des tâches quotidiennes des femmes et des hommes dans des ménages à faible revenu de différentes parties du monde • Sensibiliser à la charge de travail des femmes et des hommes
Ressources/préparation	Tableau de conférence à feuilles volantes, feutres
Fiches	Fiche 11: La journée de 24 heures

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

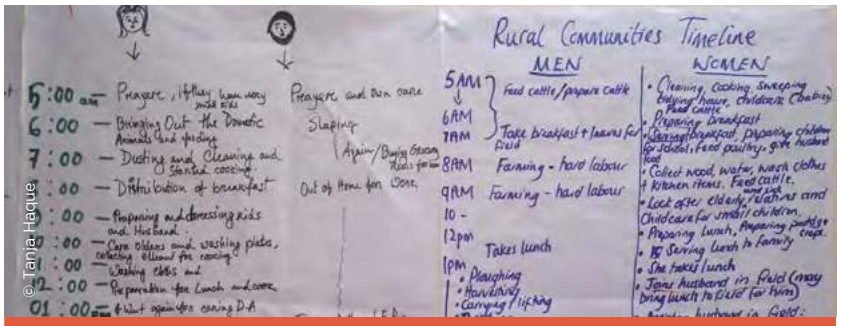
Répartissez les participants en petits groupes, selon les pays/zones dans lesquels ils ont vécu ou travaillé. Demandez aux membres de chaque groupe de choisir un groupe social à faible revenu dont ils ont une connaissance personnelle, comme les travailleurs sans terre, les pêcheurs ou une zone urbaine défavorisée, par exemple.

- Demandez aux groupes de choisir une saison et d'imaginer une journée dans la vie d'une femme et d'un mari appartenant au groupe social considéré. Demandez aux groupes de se servir de la **Fiche 11: La journée de 24 heures** comme modèle pour reporter sur un tableau de conférence toutes les activités, y compris l'allaitement au sein, le tricot, etc., effectuées par les femmes et les hommes du ménage au cours d'une journée de 24 heures.
- Les groupes disposent de **45 minutes** pour effectuer ce travail.
- Demandez à chaque groupe de fixer sa feuille volante au mur et de la présenter à l'ensemble des participants. Prévoyez **15 minutes** pour ces exposés et la discussion en plénière.
- Poursuivez la discussion en plénière en invitant les participants à dégager des points communs entre les inventaires.

Remarque

Cet exercice donne un bon aperçu des rôles liés au genre au sein d'un ménage et montre combien la répartition des tâches et du temps est inégale entre les hommes et les femmes. Il peut amener à se demander si certaines activités d'un projet profitent autant aux femmes qu'aux hommes et quelles mesures pourraient être prises pour promouvoir l'égalité des sexes au travers d'un projet et pour assurer une participation pleine et égale des femmes et des hommes. L'exercice permet d'amorcer une discussion sur les voies et moyens de réduire la charge de travail des femmes et d'augmenter la participation des hommes, ou de remédier à tout autre déséquilibre.

Source: adapté de William, S.: Oxfam Gender Training Manual, 1994, pp.179-180



© Tania Haque

Formation sur le genre et test de la boîte à outils «Croire au changement» chez Caritas Bangladesh. Participants à l'exercice de la journée de 24 heures, Bangladesh 2017

Vous pouvez vous appuyer sur l'exercice de la journée de 24 heures et partager une activité similaire et plus simple avec les communautés avec lesquelles vous travaillez à savoir la méthodologie transformatrice pour les ménages, développée par Send a Cow Ethiopia. Le point d'entrée de cet exercice est la cellule familiale. La famille utilise une grille de bâtons préparés sur le sol. Chaque membre de la famille est marqué sur un axe. Ensemble, ils identifient les tâches ménagères, les biens ou les décisions pertinentes à leur situation sur l'autre axe (marquées par des outils ou des objets de la maison). Lors d'une discussion commune, ils placent des cailloux ou des haricots dans la grille pour illustrer qui, actuellement, s'occupe le plus des tâches ménagères, qui contrôle le plus les ressources et qui prend les décisions concernant l'argent et les biens. Chaque case représente une activité ou une ressource différente. Après avoir discuté des résultats et des problèmes soulevés au cours de cette activité, la famille élabore conjointement un plan d'action pour améliorer la situation des femmes et des filles de cette famille. La nature visuelle de cet exercice le rend accessible à tous les membres de la famille, qu'ils soient alphabétisés ou non. Par sa simplicité, il fait prendre conscience de manière effective du déséquilibre entre les responsabilités des membres du ménage et les avantages que certains en retirent.

Homme							
Femme							
Fille							
Garçon							

Source: Send a Cow (2018)

SYNTHÈSE

Dans ce chapitre, nous nous sommes intéressés au niveau familial et du ménage, à partir d'études de cas décrivant les voies et moyens d'améliorer les relations que les femmes entretiennent au sein de leur famille. Nous avons discuté des relations familiales et vu comment des familles pacifiques, dont les relations sont fondées sur le respect et l'amour mutuels, transmettent cette paix à leurs communautés. Dans le prochain chapitre, nous allons porter notre attention au niveau communautaire.

Formation sur le genre avec les coordinateurs régionaux de MIJARC World, Belgique, 2018

Participants à la formation sur le genre, Anvers, Belgique, 2018

DANS CE CHAPITRE

	APERÇU	93
3.1	VOIR	93
	Statistiques	94
	Voix et expériences de partenaires et de membres de la communauté	94
	Proverbes et stéréotypes liés au genre	95
3.2	JUGER	95
	À partir de la doctrine de l'Église	95
	Déclarations personnelles	96
3.3	AGIR	97
	Éducation/sensibilisation de la communauté	98
	Interventions sur le relationnel	101
	Travail auprès des communautés indigènes et autres communautés marginalisées	104
	Travail auprès des hommes et des garçons	106
	Accroître l'émancipation économique des femmes pour renforcer leur statut au sein de la communauté	109
	Les femmes au cœur de la consolidation de la paix et de la réconciliation	112
3.4	CÉLÉBRER	114
	Exemples pour la célébration	114
	RÉFLEXIONS ET EXERCICES	115
	Réflexions théologiques sur la communauté	116
	Réflexions personnelles	117
	Exercices pratiques en groupe	119
	SYNTHÈSE	123

CHAPITRE 3
LE NIVEAU COMMUNAUTAIRE

APERÇU

Ce chapitre analyse les influences que la communauté exerce sur l'individu. C'est plus particulièrement à ce niveau que les normes sociales et culturelles existantes conditionnent le comportement et les attitudes envers autrui. Parmi les structures communautaires figurent notamment des comités villageois tels que les associations de parents, les comités de santé ou de l'eau, ou des groupements de jeunes ou de mères. Dans le contexte catholique, ces structures peuvent être aussi bien des groupes d'hommes et de femmes catholiques que des responsables religieux laïcs, des prêtres et des religieuses.

> Les familles fondées sur l'amour et le respect mutuel sont plus susceptibles de manifester cet amour et ce respect dans leur vie quotidienne, au sein de leurs communautés. Nous sommes toutes sœurs et frères, solidaires les uns des autres; nous nous soucions les uns des autres et de notre foyer commun, la Terre.

Les organisations confessionnelles sont souvent très respectées et très ancrées dans la communauté. Elles ont un large rayonnement, jusque dans des zones relativement reculées. Compte tenu de l'influence qu'elles peuvent exercer dans les communautés où elles opèrent, elles sont idéalement placées pour mener un travail de sensibilisation à l'égalité des sexes. Elles peuvent occuper une place unique dans l'avènement et la pérennisation de la justice entre les sexes en induisant un changement dans les attitudes, les convictions, les comportements et les pratiques au sein des communautés. On sait que les inégalités de genre et les stéréotypes négatifs liés au genre sont inacceptables en général, et contraires aux valeurs et aux enseignements religieux en particulier. Il est largement admis que les responsables ecclésiaux forgent l'opinion sociale. En consolidant leur propre compréhension des droits de la femme et en sachant en quelles circonstances appliquer les principes de la doctrine sociale de l'Église pour atteindre l'égalité des sexes, ces responsables sont susceptibles de transformer les normes sociales discriminatoires au sein de leurs communautés.

3.1 VOIR

Comme l'ont montré les chapitres précédents, les statistiques actuelles confirment la persistance du sexisme. Les statistiques mentionnées dans ce chapitre montrent que les communautés assignent des rôles et des responsabilités différents aux femmes et aux hommes, ce qui engendre des discriminations à l'égard des femmes. Certaines normes coutumières vont au-delà de la discrimination, pour conduire à des violences physiques et sexuelles à l'encontre des femmes et des filles.

Statistiques

- Globalement, quelque 75 pour cent des hommes et 50 pour cent des femmes font partie de la population active.[39] Pour chaque dollar gagné par un homme, une femme gagne entre 70 et 90 centimes.[40]
- Les femmes représentent moins de 35 pour cent des effectifs de la police dans les 86 pays disposant de données.[41]
- Les taux les plus élevés de mariages d'enfants se situent en Afrique subsaharienne, où environ 4 filles sur 10 sont mariées avant l'âge de 18 ans et où environ 1 fille sur 8 est mariée ou en couple avant l'âge de 15 ans.[42]
- En Égypte, 87% des filles et des femmes de la tranche d'âge 15-49 ont subi une excision/mutilation génitale féminine.[43]

Voix et expériences de partenaires et de membres de la communauté

Ci-dessous, quelques expériences et témoignages d'hommes et de femmes issus des communautés avec lesquelles travaillent les partenaires des organisations membres de la CIDSE.

Deux hommes m'ont violée devant mon mari. J'ai été emmenée dans la forêt et pendant trois jours, de nombreux hommes m'ont violée. Emportez nos histoires avec vous et racontez à tout le monde ce qui se passe ici. Le monde croit savoir, mais il ne sait pas. Ce n'est pas un récit de guerre, c'est notre vie, aujourd'hui. Si ce récit ennuie le monde, c'est qu'il a oublié sa condition humaine.

Feza, survivante, Commission Justice et Paix de Bukavu, RDC, 2010

La Commission pastorale des terres a commencé à travailler sur l'égalité des sexes en ouvrant les yeux sur la très forte culture machiste qui prévaut dans les zones rurales brésiliennes et sur la nécessité d'impliquer les femmes dans la revendication de leurs droits, notamment à la terre. Les structures décisionnelles ont la fâcheuse tendance de ne vouloir ni inclure ni écouter les femmes. Elles ne leur donnent jamais la possibilité d'intervenir dans les réunions ni dans les négociations relatives à leurs droits, droit de vote et d'éligibilité entre autres.

Marcos Reis, Coordinateur de projet, Commission pastorale des terres, Maraba, Brésil, 2017

Ici, les pasteurs nomades se prennent pour des dieux. Ce sont les hommes qui prennent toutes les décisions. Lorsque nous avons commencé à travailler, c'était une véritable gageure, car les hommes essayaient de manipuler les interventions du projet de manière à les favoriser eux, mais nous avons appris que si nous aidions les femmes à s'émanciper, c'est toute la communauté qui était émancipée… les femmes travaillent beaucoup ici : elles vont chercher de l'eau pour le bétail, elles transportent le bois de chauffage, elles effectuent tous les travaux ménagers et elles s'occupent des enfants. Si vous ne tenez pas compte des femmes dans votre intervention, vous vous rendez vite compte que la plupart des problèmes ne sont pas résolus.

Evans Onyiego, Directeur de Caritas Maralal, Kenya, 2014

Lors des réunions publiques, certains hommes ne font plus attention dès que c'est une femme qui parle. Ils ne lui font rien physiquement, mais ils répondent d'une manière qui fait que plus aucune femme n'ose donner son avis publiquement. Pour moi, cette façon de faire est une violence à l'égard des femmes.

Femme leader de 40 ans, bidonville de Mindat, Myanmar, 2017

Proverbes et stéréotypes liés au genre

Le manque de participation des femmes aux réunions communautaires est un phénomène courant dans bien des pays. Les pratiques utilisées pour les empêcher de s'impliquer peuvent varier. Ci-après quelques exemples de stéréotypes discriminatoires liés au genre qui nous ont été rapportés par nos partenaires à l'occasion de récentes formations régionales sur les questions de genre.

Au Swaziland, les femmes qui portent le deuil ne sont pas autorisées à prendre part aux réunions communautaires, car cela porte malheur. La période de deuil pouvant aller jusqu'à deux ans, c'est autant de temps durant lequel ces femmes ne peuvent plus participer aux décisions de leur communauté. Cette pratique ne s'applique pas aux hommes.

Les rares fois où elles participent à une réunion communautaire, les femmes peuvent être réduites au silence de différentes façons :

- Dans certaines communautés du Libéria, les femmes ne sont pas censées se lever lorsqu'elles prennent la parole dans une réunion communautaire, car elles ne doivent pas apparaître en surplomb des hommes.
- Dans certains villages kenyans, les femmes doivent avoir de l'herbe dans la main pour pouvoir s'adresser au comité villageois. Cela symbolise leur humble statut et leur proximité du sol, car, dans le passé, les femmes étaient assises par terre et les hommes sur des chaises lors des réunions de village.
- Dans certains villages ougandais, les hommes assistent aux réunions communautaires assis à l'ombre, tandis que les femmes doivent rester au soleil.

3.2 JUGER

À partir de la doctrine de l'Église

Les enseignements de l'Église ci-après portent sur les questions d'égalité des sexes au plan communautaire.

Les nombreuses formes d'esclavage, de commercialisation, de mutilation du corps des femmes, nous engagent donc à travailler pour vaincre cette forme de dégradation qui le réduit à un simple objet à vendre sur les divers marchés. Je désire rappeler l'attention, dans ce contexte, sur la douloureuse situation de tant de femmes pauvres obligées à vivre dans des conditions de danger, d'exploitation, reléguées aux marges de la société et devenues victimes d'une culture du rebut.

Pape François, discours aux participants à l'Assemblée plénière du Conseil, pontifical de la culture
7 février 2015

Nous devons condamner la violence sexuelle dont souffrent les femmes et éliminer les obstacles qui empêchent leur pleine insertion dans la vie sociale, politique et économique.

Pape François, Message vidéo « Respect des femmes »
mai 2016

Déclarations personnelles

Sous ce point, nous entendons les paroles pleines de compassion de leaders religieux expliquant ce qui les a motivés à œuvrer pour la justice entre les sexes. Tous ont en commun l'intime conviction que le moment est venu de combattre la discrimination fondée sur le sexe.

L'horreur de la violence sexuelle utilisée dans le cadre de conflits et de guerres défie littéralement toute description en raison du préjudice radical et permanent causé à l'essence même de ses victimes, à leur sentiment personnel d'exister... Cette horreur défie toute description car il ne s'agit pas de l'acte isolé d'hommes ayant un instant perdu tout sens de la décence, mais d'une tactique délibérée et ordonnée d'oppression, de domination, de destruction... La doctrine sociale de l'Église dit, à propos du comportement à adopter à la guerre : « Les actions délibérément contraires au droit des gens et à ses principes universels, comme les ordres qui les commandent, sont des crimes. Une obéissance aveugle ne suffit pas à excuser ceux qui s'y soumettent. » (2313). En d'autres termes, la guerre n'est pas une excuse. Les impératifs de justice demeurent. Un crime reste un crime, qu'il soit commis dans le cadre ou non d'un conflit. La violence sexuelle est toujours un crime ; c'est toujours un acte immoral... Voilà pourquoi le comportement sexuel est souvent l'épreuve de vérité de l'honneur et du respect accordés aux femmes dans toute société, soit que l'on se conforme aux normes morales, soit qu'on les brise. C'est aussi la raison pour laquelle l'Église soutient sans réserve toutes les initiatives visant à empêcher que des violences sexuelles ne soient commises envers quiconque, en tout lieu et en toutes circonstances.

Cardinal Vincent Nichols, dans un discours prononcé lors de la Conférence de consultation interconfessionnelle sur la mobilisation des communautés religieuses afin de mettre fin à la violence sexuelle dans les conflits, Londres, février 2015

L'archidiocèse catholique de Monrovia promeut et enseigne l'égalité des sexes, dans le respect de la dignité de la personne humaine ! Au Libéria, comme dans de nombreuses régions d'Afrique, les femmes sont dominées par les hommes depuis de nombreuses années. Dans l'archidiocèse de Monrovia, l'Église est l'une des institutions du pays qui se bat pour les droits de la femme et sur la question de l'égalité des sexes ; pour offrir aux femmes diverses possibilités de servir, à divers titres, dans la mission de l'Église. Les femmes et les filles ont été créées à l'image et à la ressemblance de Dieu et constituent une grande partie de notre congrégation. Nous trouvons donc très important de promouvoir l'égalité des sexes et d'encourager les femmes et les filles à s'émanciper et à prendre leur place parmi les hommes de notre société. Nous encourageons tous les hommes à soutenir nos mères, nos sœurs, nos épouses et nos filles dans cette optique. Dans l'archidiocèse catholique de Monrovia, nous appelons tout le monde à nous rejoindre pour enseigner et promouvoir l'égalité des sexes dans notre pays.

Mgr Lewis Zeigler, archidiocèse catholique de Monrovia Liberia, 2016

La mutilation génitale est une des pratiques néfastes dont nos femmes sont victimes. Cette pratique déshumanisante leur laisse des séquelles physiques, émotionnelles et psychologiques. Ce problème est d'ordre social, religieux et culturel. Nous savons tous que l'Église catholique éthiopienne a beaucoup fait pour éliminer ces pratiques culturelles néfastes. Mais, à ce stade, il s'agit de redoubler d'efforts... Nous sommes convaincus que cette pratique constitue une violation des droits humains fondamentaux conférés par Dieu à la femme... L'Église catholique éthiopienne respecte immensément la vie et les femmes et enseigne à tous la dignité que Dieu leur a donnée.

En tant qu'Église, nous sommes en mesure de mobiliser nos fidèles et de leur donner des informations sur les méfaits de cette pratique. Comme nous le savons tous, il n'est écrit nulle part dans la Bible que nous devons circoncire les femmes et les jeunes filles. Sans aucune intention de nuire, la pratique de la circoncision masculine, décrite dans la Bible comme un signe de l'alliance entre Dieu et Abraham, s'est étendue à la circoncision féminine. Le Dieu qui a créé les êtres humains était le mieux placé pour savoir ce qui était bon pour l'un et l'autre sexe. C'est pourquoi Dieu n'a pas ordonné à Abraham de circoncire les femmes. Mais une mauvaise interprétation humaine a fait que cette pratique a été imposée aux femmes dans diverses régions du monde. Ceux d'entre nous qui sont ministres de Dieu ont l'obligation morale d'enseigner à notre peuple ce qui figure et ce qui ne figure pas dans la Bible. En résumé, nous, membres de l'Église catholique, voyons le caractère nocif des mutilations génitales féminines. Nous ne pouvons fermer les yeux et laisser cette pratique se poursuivre... Nous appelons tous nos fidèles à ne jamais s'y livrer.

Mgr Abune Berhanyesus, archevêque métropolitain, Président de la Commission sociale et de développement du Conseil des églises d'Éthiopie, Addis-Abeba (Éthiopie), 2016

3.3 **AGIR**

Le groupe de réflexion du DFID sur le genre, dont sont membres plusieurs organisations de la CIDSE, a élaboré une théorie du changement. Cette théorie décrit les différentes sphères de pouvoir dont les interventions liées au genre devraient être conscientes. Dans cette partie, nous nous référons au niveau communautaire, où nous avons relevé plusieurs interventions couronnées de succès dans les domaines suivants:

1. Éducation de la communauté
2. Interventions sur le relationnel
3. Travail auprès des chefs traditionnels et des communautés de foi
4. Implication des hommes et des garçonss
5. Soutien et action aux côtés d'organisations de défense des droits des femmes

Vous trouverez ci-après quelques études de cas emblématiques de ces interventions couronnées de succès.

Éducation / sensibilisation de la communauté

Le travail de sensibilisation de la communauté peut prendre différentes formes : le théâtre, la danse ou la chanson, ou encore l'amorce de discussions avec les membres de la communauté. L'exemple ci-dessous nous vient du Malawi : il décrit une méthode très novatrice d'éducation communautaire au travers de « journées portes ouvertes de la communauté ».

ÉTUDE DE CAS

Commission catholique justice et paix (CCJP) du diocèse de Karonga – Malawi
Journées portes ouvertes de la communauté

» Contexte

Près des trois quarts de la population du Malawi vit sous le seuil de pauvreté. Le Malawi occupe la 170ème place sur 188 au classement de l'indice d'inégalité de genre des Nations unies. Le taux de mariage des enfants y est également l'un des plus élevés au monde, avec environ une fille sur deux, mariée avant l'âge de 18 ans.[44] Des filles sont souvent mariées à l'âge de six ans avec des hommes qui pourraient être leurs grands-pères. Si les familles marient leurs filles si tôt, c'est pour se sortir de la pauvreté, dans l'espoir de s'assurer un certain niveau de sécurité financière. Les filles contraintes au mariage précoce sont beaucoup plus susceptibles d'abandonner leurs études dès leur plus jeune âge et ont d'autant moins de chances de trouver un emploi rémunéré tout au long de leur vie. Ces jeunes filles se retrouvent dépendantes de maris beaucoup plus âgés qu'elles, dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Plus de la moitié des femmes du Malawi ne sont jamais allées à l'école.[45]

» Point d'entrée

En partenariat avec CAFOD, la CCJP œuvre auprès des chefs traditionnels et religieux pour faire campagne contre la violence sexiste et le mariage des enfants. Elle invite ses membres paroissiaux à sensibiliser la communauté à ces questions. Elle les aide aussi à collaborer avec les structures locales pour renforcer les mécanismes de justice. Au sein de l'Église, celle-ci n'ayant ni police ni prison, la CCJP fait appel à la conscience individuelle et travaille en étroite collaboration avec des groupes de jeunes et de femmes. Elle a initié des « journées portes ouvertes » dans les communautés.

La première étape consiste à laisser la question de la violence à l'égard des femmes devenir un sujet de débat public car c'est un sujet dont on ne parle généralement pas en public. Les journées portes ouvertes se sont révélées très utiles car elles rassemblent les gens et ouvrent un espace de discussion. Nous collaborons aussi avec les institutions de l'État, la police et les tribunaux notamment, afin que les organismes publics interviennent lorsque les gens n'écoutent pas leur conscience.

Mgr Martin Matumbuku, CCJP, Malawi, 2013

» Activités

- Conversations entre les villageois sur les droits de la femme, en se servant d'images de visages joyeux ou triste pour indiquer l'émotion ressentie par la personne à l'écoute d'un problème donné. Les membres de la communauté identifient les raisons pour lesquelles la personne ressent de la tristesse et décident des mesures à prendre pour qu'elle se sente à nouveau heureuse. À la fin, ils développent un plan d'action pour résoudre les problèmes mis au jour.
- « Journées portes ouvertes de la communauté » durant lesquelles des participants sélectionnés par leurs différents villages discutent d'une problématique spécifique liée au genre (pour ou contre). Le reste de la communauté les écoute.
- En complément des débats des journées portes ouvertes, des spectacles de théâtre, de musique, de danse et de poésie véhiculent des messages sur l'égalité des sexes.
- Suivi des discussions au sein de la communauté sur la façon d'apporter des changements.
- Implication active et sensibilisation des leaders religieux locaux, des chefs de village, des membres du conseil de district et du comité de développement territorial, des personnes en charge de dossiers (policiers, assistants sociaux, magistrats, par exemple) aux droits de la femme, en les informant des instruments juridiques existants (la loi sur l'égalité des sexes, la loi sur la violence domestique, etc.) et en les formant à la doctrine sociale de l'Église pour qu'ils combattent plus activement la discrimination fondée sur le sexe.
- Création de forums où les leaders locaux, les personnes en charge de dossiers et les communautés peuvent directement aborder ensemble les sujets relatifs aux femmes et aux filles et élaborer conjointement des plans d'action.
- Formation de femmes mentors et de représentantes des associations féminines à l'égalité des sexes et à la violence sexiste afin qu'elles deviennent les chefs de file du combat pour la garantie des droits des femmes et des filles.
- Organisation de jeux de rôles pour les filles dans les écoles primaires et secondaires afin de souligner l'importance de l'éducation.

» Réussites

La CCJP a sensibilisé la population aux droits de la femme et exercé une influence positive sur l'attitude générale envers les femmes et les filles. Un certain nombre de femmes sont parvenues à entrer dans des structures communautaires telles que les tribunaux villageois ou les comités d'aménagement local et territorial. Le travail de plaidoyer de la CCJP a contribué à l'élaboration d'un projet de loi sur le genre, récemment adopté par le parlement. Le nombre de mariages forcés et précoces est en baisse, la diminution atteignant plus de 55% dans une certaine zone du projet. Des leaders locaux, après avoir analysé les pratiques culturelles néfastes, les ont interdites en prenant des arrêtés. Les femmes ont davantage accès aux systèmes qui rendent la justice et y recourent.

Interventions sur le relationnel

Les interventions qui réussissent à prévenir l'exploitation des femmes et des filles et la violence à leur égard s'appuient sur l'instauration d'espaces sécurisés et de groupes de soutien. Ces dispositifs créent du lien social et le sens de la solidarité, comme le montre l'étude de cas ci-dessous.

Mgr John Arnold et Claire Dixon, Responsable du département Amérique latine et Caraïbes à CAFOD rendant visite à l'institution Mary Barreda, Nicaragua 2016

ÉTUDE DE CAS

Mary Barreda – Nicaragua

Accompagner des filles exposées au risque d'exploitation sexuelle

» Contexte

Au Nicaragua, la pauvreté, les mauvais traitements infligés aux femmes et les ruptures familiales se conjuguent pour entraîner un nombre croissant de femmes et de jeunes filles dans le commerce du sexe. La violence sexiste à l'égard des femmes a augmenté au cours des dernières années. León, la deuxième ville du Nicaragua, est un véritable pôle du commerce du sexe et de la traite des femmes et des enfants. Les filles qui vivent dans la pauvreté s'exposent à la violence et à leur exploitation sexuelle à des fins commerciales à León. Les adolescentes et les adultes qui se retrouvent dans cette situation ont une très faible estime d'elles-mêmes et se voient souvent dénier leurs droits ou n'en ont pas conscience.

» Point d'entrée

L'association Mary Barreda est dirigée par trois femmes, qui trouvent leur inspiration dans la foi chrétienne et qui bénéficient du soutien de CAFOD. Elles promeuvent et défendent les droits de la femme et de l'enfant, en particulier le droit à une vie sans violence. Les valeurs de l'organisation s'inspirent du Document de la conférence de Puebla, qui nous appelle à entendre la clameur du peuple et à voir le visage du Seigneur parmi ceux qui sont toujours marginalisés. L'action menée par Mary Barreda auprès des femmes et des filles en danger d'exploitation sexuelle associe également les mères des filles. Ensemble, elles essaient de trouver d'autres types d'emploi, qui leur évitent l'exploitation sexuelle. L'action se concentre sur les jeunes filles en danger qui ont entre 15 et 19 ans. De nombreuses filles quittent la maison familiale à un âge précoce et travaillent sur les marchés, où l'on abuse facilement d'elles et où elles s'exposent à une exploitation sexuelle à des fins commerciales. Mary Barreda adopte une approche globale pour aider les adolescentes à se sortir de leur situation d'exploitation : ateliers, formation et travail de prévention.

» Activités

- Identification des filles exposées au risque d'exploitation sexuelle.
- Création de groupes.
- Formations et discussion en groupe.
- Travail dans les écoles sur des thèmes tels que le VIH et le sida, l'égalité des sexes et la violence sexuelle. Les conseillers scolaires sollicitent l'intervention des collaborateurs de Mary Barreda en raison de leur longue expérience dans ce domaine.
- Organisation de sessions de formation des forces de police afin de les outiller pour qu'elles puissent assurer efficacement la sécurité et la protection des femmes et des filles.

» Réussites

Dès lors que l'organisation les accompagne, environ 95% des filles exposées au risque parviennent à se sortir de leur situation d'exploitation dans les trois années qui suivent.

Nous stimulons leur capacité à prendre des décisions et nous insistons sur le fait qu'elles ont de la dignité en tant qu'enfants de Dieu, ce qui leur donne de la force. Nous travaillons également avec les pouvoirs publics de tous niveaux, avec les écoles primaires, les lycées, les universités et avec différents secteurs de la société, avec les personnes qui travaillent dans les gares routières, car ce sont des endroits où les filles sont en danger. Nous travaillons avec les leaders de différentes communautés pour donner de la visibilité au problème de l'exploitation sexuelle des jeunes filles et nous menons des recherches sur le profil des agresseurs, leurs stratégies, la façon de travailler avec eux, de prévenir l'exploitation sexuelle et de protéger les filles en danger.
Mercedes, fondatrice et ancienne directrice de Mary Barreda, Nicaragua, 2010

Je me sens bien parce que les gens de Mary Barreda m'ont appris à développer mes compétences, à connaître mes droits et à me défendre en tant que femme. Ils nous ont appris plein de choses et grâce à eux, j'ai maintenant un travail. Ils m'ont appris à être indépendante.
Mariling, 17 ans, participante au cours de formation de Mary Barreda, Nicaragua, 2010

Dans le centre pour adolescentes, des groupes de jeunes filles et d'adolescentes se rencontrent régulièrement durant trois ans, pour être sensibilisées aux moyens de se prémunir contre les abus et à la façon de nouer des relations saines. Nous nous sommes joints à un groupe d'une quinzaine de jeunes femmes. La discussion a commencé par beaucoup de rires nerveux et de timidité, mais la conversation et les débats se sont densifiés à mesure que nous entendions les récits de ces jeunes filles. J'étais le seul homme dans la pièce. Elles ont parlé des activités du centre et expliqué qu'elles apprenaient à se prendre en charge et à établir des relations saines et fiables. De solides amitiés se sont nouées entre les filles du groupe et certaines ont ajouté que leur relation avec leur mère s'était nettement améliorée. Elles aspirent à devenir vétérinaire, comptable, coiffeuse ou commerçante. La conversation a révélé une instabilité dans leur vie familiale du fait que peu de gens se marient dans la classe ouvrière. Les mariages sont plus ou moins l'apanage des riches.
Mgr John Arnold, 2016

Travail auprès des communautés indigènes et autres communautés marginalisées

L'exemple suivant prouve que l'intégration d'une perspective sexo-spécifique claire peut avoir un impact positif dans des projets axés sur la mise en capacité des communautés marginalisées.

© SCIAF/EU

Membres de la communauté indigène de Cuti, Unguia, Chocó, Colombie

ÉTUDE DE CAS

Les trois diocèses d'Apartadó, d'Istmina-Tadó et de Quibdó – Colombie
Promouvoir l'égalité des sexes dans des communautés afro-colombienne, autochtone et métisse

» **Contexte**

Situé sur la côte colombienne du Pacifique, le département de Chocó abrite des communautés afro-colombienne, autochtone et métisse. Malgré sa richesse et sa diversité culturelle et naturelle, ce département traîne un passé de marginalisation, d'abandon de l'État, de corruption et de sous-développement. Au lendemain d'un conflit armé interne, sa population vit au rythme du trafic de drogue, du trafic d'armes, des recrutements forcés, de l'exploitation minière illégale et de la dépossession des terres au profit de vastes projets agricoles et d'extraction. La qualité de vie de la population du Chocó s'en trouve gravement affectée. Le Chocó détient les pires niveaux de pauvreté et d'insatisfaction des besoins essentiels de toute la Colombie. Les femmes n'ont traditionnellement pas voix au chapitre dans les communautés alors qu'elles sont souvent les principales victimes des conflits du fait de leur situation marginale.

» Point d'entrée

C'est dans ce contexte que SCIAF, l'organisation membre écossaise de la CIDSE, l'Union européenne et leurs partenaires locaux, les trois diocèses d'Apartadó, d'Istmina-Tadó et de Quibdó ont initié le projet « Renforcer les associations afro-colombiennes, autochtones et métisses du Chocó, en Colombie ». Les buts poursuivis sont de réduire la pauvreté, d'améliorer la qualité de vie et d'aider plus de 22 000 personnes à accéder plus facilement à leurs droits fondamentaux grâce à un travail sur le plan organisationnel, juridique, culturel, et agricole. Le projet apporte un soutien aux communautés au travers des organisations locales, de formations à la sécurité alimentaire et de la restauration des pratiques culturelles et de l'identité après un conflit, mais il vise également à sensibiliser aux inégalités entre les sexes et à émanciper les femmes par la participation.

» Activités

- Formation spécialisée de l'ensemble du personnel et de leaders de la communauté, dispensée par Caritas Colombiana (SNPS) et axée sur l'égalité entre les femmes et les hommes, au travers d'un prisme ethnique.
- Préparation d'un module de formation à façon sur les questions de genre, avec le soutien de Caritas Colombiana.
- Processus de formation sur l'égalité entre les hommes et les femmes, respectueux des différents points de vue de chaque groupe ethnique, mis en œuvre initialement par le coordinateur local de SCIAF, puis reproduit par le personnel de nos partenaires locaux.
- Appui spécifique aux comités et groupes de femmes des communautés participantes.

» Réussites

La communauté de Citará est une communauté emberá vivant à Unguía, dans le Chocó. Au début, les femmes de Citará n'avaient la possibilité ni de se faire entendre, ni de revendiquer le droit de participer à l'organisation de la communauté. Aujourd'hui, elles sont émancipées et le droit des femmes et de leurs leaders à prendre part à tous les événements est reconnu. Les femmes du village ont également formé leur association, qui travaille avec la ferme piscicole « cachama ». Elles ont formé leur propre comité pour renforcer leur participation aux réunions communautaires. Ces nouvelles formes de collaboration ont débouché sur de nouveaux leaderships, de nouvelles formes d'organisation et une attitude enfin respectueuse envers les femmes au sein de la communauté.

Travail auprès des hommes et des garçons

L'égalité des sexes n'est pas seulement l'affaire des femmes, c'est aussi l'affaire des hommes. Cela nous concerne tous et profite à tous. La dernière décennie a été marquée par une reconnaissance accrue du rôle important que les hommes et les garçons peuvent jouer en tant qu'alliés dans le combat pour l'égalité des sexes. Le moment est venu pour eux d'agir et d'assumer une responsabilité commune avec les femmes et les filles afin de mettre fin à toute forme d'injustice liée au genre, comme le montre l'étude de cas ci-après.

Ahmad (pseudonyme), bénévole chez AN, Liban, 2013

ÉTUDE DE CAS

Association Najdeh (AN) – Liban
Impliquer les hommes et les garçons

» Contexte

Les Palestiniennes réfugiées au Liban doivent relever le double défi d'une vie en exil et dans la pauvreté. Les normes sociales en vigueur discriminent davantage les femmes, ce qui rend leur vie encore plus difficile. Travailler en dehors de la maison est mal vu, et celles qui le font doivent souvent remettre leur paye à un membre masculin de la famille. Le chômage, la pauvreté et la surpopulation dans les camps de réfugiés entraînent des niveaux élevés de violence domestique.

La violence à l'égard des femmes, de même que les droits juridiques et politiques des femmes restent des sujets tabous; il est très difficile de les aborder ou même d'en discuter au sein de nos communautés.[46]

Leila el Ali, Directrice exécutive de l'association, 2013

» Point d'entrée

Partenaire de CAFOD, l'Association Najdeh (AN) est bien connue pour son action visant à améliorer la condition féminine dans la communauté palestinienne réfugiée au Liban. Cette organisation féministe milite en faveur des droits des Palestiniennes depuis la fin des années '70. Plus récemment, elle a commencé à impliquer des hommes et des garçons, en tant que bénévoles et alliés, dans son combat pour l'égalité des sexes dans les camps. Pour reprendre le propos éloquent d'une des jeunes femmes leaders ayant pris part à la formation au leadership d'AN: «*On ne peut pas applaudir d'une seul main, mais si les hommes et les femmes agissent ensemble, ils forment une union solide, capable de résoudre la plupart des problèmes.*»

» Activités

- Remise en question des rapports de force et des stéréotypes liés au genre, qui nuisent à l'émancipation des femmes, à leur leadership et à leur implication dans les prises de décision
- Formation professionnelle des femmes, formation au leadership
- Campagnes de sensibilisation de la communauté
- Soutien socio-psychologique aux victimes de violence
- Travail national et régional de plaidoyer autour de la violence à l'égard des femmes et des filles
- Sollicitation des hommes et des garçons des communautés de réfugiés à s'engager comme bénévoles dans les cours de formation professionnelle d'AN et dans le soutien aux activités de sensibilisation à la problématique hommes-femmes.
- Théâtre communautaire interactif, comme moyen de sensibiliser la communauté, en abordant non seulement les problèmes liés à la violence sexiste, mais plus récemment aussi la participation politique des femmes aux comités populaires. Les spectacles donnent aux femmes et aux hommes des communautés locales l'occasion de débattre de ces questions éminemment sensibles dans un environnement sûr.

ÉTUDE DE CAS (suite et fin)

» Réussites

Ahmad, 17 ans, étudie la comptabilité et l'informatique au centre de formation professionnelle d'AN. Comme bénévole, il donne aussi un coup de main à la bibliothèque d'AN. Il est allé voir plusieurs spectacles de théâtre interactif d'AN et encourage vivement d'autres garçons à faire de même. Ahmad s'est d'abord rendu aux spectacles avec ses amis parce que cela semblait amusant, mais au final, le sujet l'a vraiment marqué.

Je n'ai pas pris le premier spectacle très au sérieux, mais le second m'a bouleversé. Je n'ai pas toujours été très sympa avec ma sœur et je me suis souvent comporté de manière agressive avec elle, mais le spectacle a changé quelque chose en moi. Maintenant, je me montre plus patient avec elle, je l'emmène avec moi quand je rends visite à des parents. J'empêche mes frères de mal se comporter avec elle. Je leur dis : « C'est votre sœur cadette, occupez-vous d'elle ». Je veux que tout le monde aille voir le spectacle parce qu'il parle des problèmes des femmes et que, dans notre société, les femmes n'ont aucun droit. Dans ma communauté, j'essaie de retransmettre ce que le spectacle m'a appris à mes voisins et à mes amis. Notre société est restée très conservatrice, mais nous devons la changer. Je vois beaucoup de garçons frapper leur sœur. Je veux qu'ils assistent aux spectacles et en tirent des leçons comme cela a été le cas pour moi et qu'ils changent de comportement. Je pense que des frères et sœurs qui s'entendent bien, c'est mieux et profitable à tous. Je crois que les femmes devraient pouvoir s'instruire puis avoir un travail. Il doit y avoir égalité entre le mari et la femme. Le mari devrait subvenir aux besoins de sa femme, ne pas la discriminer et les parents ne devraient pas discriminer leurs filles. Quand cela sera le cas, on ne sera plus très loin d'une communauté idéale.[47]

Ahmad, bénévole chez AN, Liban, 2013

Au début, les hommes se sont opposés au théâtre interactif, car on ne discute pas en public de questions aussi sensibles que la violence domestique. Aujourd'hui, avec l'aide de bénévoles comme Ahmed et l'opiniâtreté d'AN à organiser ce dialogue public autour de la discrimination fondée sur le sexe, les opposants du début réclament plus d'activités de sensibilisation et de pièces de théâtre interactives dans leurs communautés.

Accroître l'émancipation économique des femmes pour renforcer leur statut au sein de la communauté

La différenciation des rôles assignés aux hommes et aux femmes au sein de la famille accentue les inégalités, ce qui contribue à une violence structurelle dans la famille, dans les relations sociales, dans les activités économiques, et ailleurs. Ce sont les hommes qui sont censés être productifs, toucher un salaire, prendre les décisions, diriger la communauté, la politique et, plus généralement, la société. L'étude de cas ci-après montre combien il importe d'accroître le pouvoir économique des femmes afin de renforcer leur statut dans la conduite de la communauté et les prises de décisions à ce niveau.

Bénéficiaire du projet AGROJOWEM travaillant sa terre, Nicaragua, 2017

ÉTUDE DE CAS

Les associations AVODEC, Fundación Odórico de Andrea et La Cuculmeca, dans le cadre du programme « AGROJOVEM » – Nicaragua

Consolidation des droits économiques des femmes de Corredor Seco de Jinotega

» Contexte

Un tiers de la population féminine nicaraguayenne vit dans des zones rurales. Dans le département de Jinotega, c'est même plus de la moitié (53,4%). Dans ces régions, le mode de répartition des avoirs familiaux témoigne de l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière d'accès, de contrôle et de propriété. Les terres appartiennent en majorité aux hommes, qui y cultivent principalement des légumes, du maïs et des haricots; ils élèvent aussi du bétail et possèdent de grands pâturages. L'accès aux actifs financiers sous forme de crédits est limité car il n'y a pas d'institution de microfinance dans la région, seul moyen pour une femme du Corredor Seco de Jinotega de lancer son propre projet économique, de générer ses propres revenus, de constituer son propre capital et d'entrevoir l'indépendance économique. Certaines parviennent à obtenir des crédits auprès d'organisations coopératives, elles aussi principalement dirigées par des hommes.

» Point d'entrée

Depuis 2017, Entraide et Fraternité, organisation membre belge de la CIDSE, soutient un consortium composé de trois organisations de la société civile du nord du Nicaragua – AVODEC, la Fondation Odórico D'Andrea et La Cuculmeca – dans le cadre d'un programme quinquennal baptisé « AGROJOVEM ». Ce programme rassemble 26 organisations et garantit l'autogestion de leurs projets de production agro-alimentaire et de participation citoyenne en suivant une démarche sexo-spécifique et intergénérationnelle. Le principal problème rencontré par les trois OSC est l'inégalité vécue par les femmes et les jeunes de Corredor Seco de Jinotega qui tentent d'avoir accès à des ressources productives; cette inégalité entrave leur participation active aux prises de décisions et engendre diverses formes de violence. La situation du groupe bénéficiaire du programme est pire encore, compte tenu, entre autres, du manque de moyens et des phénomènes climatiques extrêmes à Corredor Seco.

» Activités

- Sensibilisation et éveil des consciences aux droits des femmes rurales par le biais de formations.
- Création d'une École de Leadership de femme à femme, afin de lutter contre les inégalités et de renforcer le pouvoir territorial des femmes. L'approche pédagogique repose sur un leadership collectif visant à conclure des alliances et des accords entre femmes pour la défense de leurs droits.

- Possibilité pour des femmes et des jeunes d'accéder à des terres et de les acquérir grâce à des crédits à moyen terme.
- Soutien à des initiatives économiques (préparation des repas, élevage de volaille, de porcs, petits commerces…) pour passer d'un travail non rémunéré à des activités génératrices de revenus, accompagné d'une formation en finances et d'une émancipation économique menant à l'indépendance économique et au pouvoir décisionnel.
- Accès aux technologies et au savoir-faire pour augmenter la résilience en cas d'événements climatiques défavorables, en prodiguant des formations, de l'équipement et une assistance technique.
- Création de banques de semences. Une banque de semences a été constituée pour faire face à l'adversité climatique ; en augmentant la quantité et la disponibilité de semences créoles et créolisées résistantes à la sécheresse, aux parasites et aux maladies, on réduit du même coup le recours aux semences transgéniques.
- Augmentation du capital humain dans les communautés. Un réseau chargé de promouvoir l'agroécologie a été mis sur pied. 50% des membres sont des femmes qui promeuvent et reproduisent les pratiques agroécologiques dans leurs communautés et qui concrétisent le droit à une alimentation saine. Jusqu'ici, le réseau a mené deux campagnes, intitulées *De la Parcela a mi mesa rompo el ciclo de la Pobreza* (de ma fourche à ma fourchette, je brise le cycle de la pauvreté) et *Produzco sano para comer bien, es mi derecho y el tuyo también* (je cultive des denrées saines pour bien manger, c'est mon droit et le tien aussi). Le réseau poursuit également des actions de plaidoyer auprès de réseaux nationaux tels que *Alianza Semillas de Identidad et Red de Promotoría Agroecológica*.

» Réussites

Pour réduire les inégalités, une aide est accordée aux femmes qui veulent acquérir des terres, afin d'augmenter le nombre d'exploitantes qui appliquent des méthodes de production durables, des techniques agroécologiques et la responsabilité environnementale. Ces éléments renforcent le lien entre leurs moyens d'existence et le droit des femmes à assurer le droit à l'alimentation, dans le respect des principes de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire. Le renforcement de leur autonomie économique grâce à des revenus propres permet à ces femmes de participer à l'économie locale, aux prises de décisions dans leurs foyers et d'assurer, au sein de leurs communautés, un rôle d'agents économiques qui peuvent être associées à des programmes de développement, de crédit et d'assistance technique tout en augmentant leur pouvoir de négociation au sein du ménage. Les ressources qui entrent dans le ménage font l'objet d'un processus de négociation afin d'en fixer la répartition, le contrôle et l'accès.

Les femmes au cœur de la consolidation de la paix et de la réconciliation

À maintes reprises, des femmes ont apporté une contribution inestimable à des processus de consolidation de la paix et de réconciliation. Alors que l'on sait combien les femmes peuvent influencer positivement les processus de paix, leur participation à ces processus demeure injuste et inéquitable pour des raisons diverses, qui vont de la discrimination endémique à leur évincement par les décideurs en passant par la violence sexiste.[48] Il y a cependant moyen de renforcer la participation des femmes aux processus de paix en leur permettant d'acquérir les compétences et l'expertise nécessaires pour lancer leurs propres initiatives et s'impliquer davantage.

Femmes participant à un atelier sur la paix sociale, Syrie

ÉTUDE DE CAS

House of Peace (HOPe) – Liban et Syrie

Les femmes au cœur de la construction de la paix

» Contexte

La guerre en Syrie a été synonyme de conflits internes extrêmes, de ségrégation entre les communautés, de traumatismes de masse et de morts, de destruction de l'économie, des points de repère et des infrastructures du pays et de déplacement interne et externe de populations. Tous ces facteurs ont conduit à la disparition de liens sociaux pacifiques dans les communautés et entre celles-ci. House of Peace (HOPe) est une organisation de consolidation de la paix soutenue par Développement et Paix, qui cherche à jeter les fondements d'une paix durable dans la société syrienne, en accordant une attention particulière à l'engagement et aux points de vue des femmes.

» Point d'entrée

En Syrie et au Liban, HOPe organise des séminaires de consolidation de la paix sociale et des formations de sensibilisation aux conflits, à destination de groupes communautaires et d'ONG humanitaires, en vue d'atténuer les tensions sociales et d'ouvrir la voie à une coexistence pacifique et à la réconciliation. Les séminaires permettent de prendre connaissance d'autres points de vue et de développer des initiatives communautaires. Chez HOPe, les femmes jouent un rôle central, à la fois comme responsables et bénéficiaires des projets. Cinq des onze collaborateurs de HOPe sont des femmes et 75% des participants sont des femmes. Les séminaires sont des plates-formes où les femmes peuvent s'exprimer, utiliser leurs compétences analytiques et se défaire des barrières sociales et des stéréotypes. Ces femmes sont des bâtisseuses de la paix au quotidien. Les participants au projet relaient l'équipe HOPe sur le terrain, car ils sont en capacité d'apporter de réels changements dans leurs communautés et dans leur société.

» Activités

- Séminaires sur la paix sociale impliquant toute sorte de membres de la communauté locale, afin de les aider et de les accompagner dans le développement de leurs propres initiatives communautaires en faveur de la paix sociale.
- Formations de sensibilisation aux conflits à destination d'ONG humanitaires travaillant sur la crise des réfugiés.
- Documents de recherche-action « Their Voices » qui mettent en lumière les perspectives et les récits rapportés par les membres de communautés de base sur les questions de paix sociale, à l'occasion de tables rondes formelles.

» Réussites

Les femmes quittent les séminaires en ayant acquis les connaissances et les compétences nécessaires pour entreprendre un projet communautaire de paix sociale entre des personnes qu'elles éviteraient généralement. En menant elles-mêmes un projet qui requiert des compétences, de la persévérance et du travail, les femmes se rendent compte de leur propre potentiel. Fortes de nouvelles compétences, ces femmes peuvent pleinement exploiter leur pouvoir de transformation dans leur communauté.

« Lorsque nous ciblons les femmes, nous ciblons la famille et lorsque nous ciblons la famille, nous ciblons l'ensemble de la société. »

Membre de l'équipe HOPe.

3.4 CÉLÉBRER

Exemples pour la célébration

Les chapitres précédents reprenaient quelques exemples sur la façon de célébrer les réussites de vos interventions. Les pages blanches qui suivent sont une façon de vous inviter à célébrer les choses à votre façon, en fonction de votre contexte national.

RÉFLEXIONS ET EXERCICES

La suite de ce chapitre propose des exemples pratiques de réflexion et des exercices de groupe adaptés à un travail de sensibilisation d'une communauté aux questions de genre.

Session de sensibilisation sur le genre avec des communautés rurales du Cambodge, Banteay Srei, 2010

RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES SUR LA COMMUNAUTÉ

Égalité des sexes
Mandy Marshall, co-directrice de Restored

Introduction

Qui dit diversité des cultures dit diversité des attentes : les cultures incarnent, de facto, certaines attentes. Les attentes culturelles peuvent être synonymes d'épanouissement pour l'individu ou, au contraire, de meurtrissures émotionnelles et physiques. Nous sommes façonnés par nos cultures (pour le meilleur et pour le pire). Et inversement, nous contribuons à leur façonnement par nos actions ou à leur renforcement par notre inaction. Les cultures varient dans l'espace et dans le temps. Elles divergent notamment par la construction de leurs attentes à l'égard des femmes et des hommes : autrement dit, ces attentes sont « sexuées » (ou « genrées »). De telles attentes peuvent favoriser ou freiner notre épanouissement. Il est important de porter un regard neuf et critique sur notre conditionnement culturel, afin de distinguer ce qui donne la vie de ce qui la détruit – et ce qui donne la vie *à qui*.

Objectifs

Réfléchir à la vie de Jésus et à sa façon de traiter les femmes et les hommes avec dignité, respect, sollicitude et compassion, souvent à contre-courant des codes culturels ; et retirer de la vie de Jésus quelques principes à appliquer dans notre vie et notre contexte culturel.

Lecture

Luc 8:40-56

Guérison de la femme qui perdait son sang et résurrection de la fille de Jaïrus. À son retour, Jésus fut reçu par la foule, car tous l'attendaient. Et voici, il vint un homme, nommé Jaïrus, qui était chef de la synagogue. Il se jeta à ses pieds, et le supplia d'entrer dans sa maison, parce qu'il avait une fille unique d'environ douze ans qui se mourait. Pendant que Jésus y allait, il était pressé par la foule. Or, il y avait une femme atteinte d'une perte de sang depuis douze ans, et qui avait dépensé tout son bien pour les médecins, sans qu'aucun n'ait pu la guérir. Elle s'approcha par derrière, et toucha le bord du vêtement de Jésus. Au même instant la perte de sang s'arrêta. Et Jésus dit : « Qui m'a touché ? » Comme tous s'en défendaient, Pierre et ceux qui étaient avec lui dirent : « Maître, la foule t'entoure et te presse, et tu dis : Qui m'a touché ? » Mais Jésus répondit : « Quelqu'un m'a touché, car j'ai connu qu'une force était sortie de moi. » La femme, se voyant découverte, vint toute tremblante se jeter à ses pieds, et déclara devant tout le peuple pourquoi elle l'avait touché, et comment elle avait été guérie à l'instant. Jésus lui dit : « Ma fille, ta foi t'a sauvée ; va en paix. » Comme il parlait encore, survint de chez le chef de la synagogue quelqu'un disant : « Ta fille est morte ; n'importune pas le maître. » Mais Jésus, ayant entendu cela, dit au chef de la synagogue : « Ne crains pas, crois seulement, et elle sera sauvée. » Lorsqu'il fut arrivé à la maison, il ne permit à personne d'entrer avec lui, si ce n'est à Pierre, à Jean et à Jacques, et au père et à la mère de l'enfant. Tous pleuraient et se lamentaient sur elle. Alors Jésus dit : « Ne pleurez pas ; elle n'est pas morte, mais elle dort. » Et ils se moquaient de lui, sachant qu'elle était morte. Mais il la saisit par la main, et dit d'une voix forte : « Enfant, lève-toi. » Et son esprit revint en elle, et à l'instant elle se leva ; et Jésus ordonna qu'on lui donnât à manger. Les parents de la jeune fille furent dans l'étonnement, et il leur recommanda de ne dire à personne ce qui était arrivé.

Points de discussion et d'action

Les questions suivantes sont destinées à un travail de groupe. En petits groupes de huit à dix personnes, nous allons réfléchir à ce que nous avons appris en lisant les Écritures ci-dessus.

Les questions-clés pour cette discussion en petits groupes sont les suivantes :

1. Comment Jésus traite-t-il les différentes personnes dans le récit ? Comment Jésus utilise-t-il son pouvoir ?
2. À quels tabous ou problèmes culturels Jésus se heurte-t-il dans le récit et que fait-il ?
3. Quelles sont les attentes culturelles des femmes et des hommes dans votre société ? Ces attentes sont-elles une aide ou un obstacle à la pleine réalisation du potentiel des femmes et des hommes ?
4. La voix des femmes se perd-elle dans nos familles et dans nos communautés à cause des attentes ou des normes culturelles ? Comment changer cet état de fait en s'inspirant de l'exemple de Jésus ?

Ces questions peuvent faire l'objet d'une discussion de 30 à 45 minutes en petits groupes, suivie d'une restitution en plénière.

RÉFLEXIONS PERSONNELLES

Les questions ci-après doivent vous aider à définir vos engagements personnels. Ce sont des promesses que vous vous faites à vous-même et que vous n'êtes pas tenu de révéler aux autres.

1. Qui est marginalisé et qui ne fait pas partie de ma société ? Comment puis-je créer un espace pour inclure ces personnes et faire en sorte que leurs voix soient entendues ?
2. Que pouvons-nous faire, moi et mon Église, pour veiller à ce que femmes et hommes se réalisent pleinement dans la vie ?
3. Quelles attitudes et traditions faut-il changer pour y parvenir ?

Points-clés pour les animateurs / animatrices

Le récit de Jaïrus et de la femme qui perd son sang nous livre le puissant exemple de Jésus traitant femmes et hommes avec la même dignité et le même respect, et le même droit à la guérison. Jaïrus est un chef religieux instruit. Nous connaissons son nom. Il a une fille et se jette aux pieds de Jésus, le suppliant de la guérir. Une attitude en totale contradiction avec la culture de l'époque. Voilà un homme très en vue, ayant du pouvoir et un statut, qui quémande l'aide d'un homme sans statut officiel et ce, pour sa fille, un être considéré à l'époque comme moins important. Jésus honore son amour pour sa fille en acceptant de la guérir.

Alors que Jésus se rend chez Jaïrus, la femme qui perd du sang depuis douze ans touche ses vêtements et est instantanément guérie. Jésus a guéri librement, physiquement la femme sans nom. Sur un plan rituel, ce contact a rendu Jésus impur. Jésus cherche la femme et elle vient à lui.

À ce stade, Jésus honore sa foi et prononce cette phrase parmi les plus étonnantes de la Bible : « Ma fille, ta foi t'a sauvée, va en paix » (Luc 8:48). Par ces quelques mots, Jésus la guérit émotionnellement et spirituellement en reconnaissant sa grande foi devant la foule. Il déclare à la foule qu'elle a été guérie (sauvée). Elle est désormais en mesure de prier au temple, de gagner de l'argent et de faire de nouveau partie de la société. Jésus utilise le mot « fille », mot intime qui l'inclut dans la famille de Dieu. On a du mal à imaginer ce que peut représenter cette interaction pour une femme qui vit en dehors de la société depuis douze ans.

Jésus traite tout être humain avec dignité et respect, parce qu'il est à l'image de Dieu. Il n'opère aucune distinction liée au sexe, à l'âge, à l'état matrimonial, à la santé, aux capacités, à la richesse, au pouvoir ou au statut. Tous les êtres humains sont de valeur égale. L'amour et le pouvoir de Jésus se donnent à tous ceux qui viennent à lui et lui demandent de l'aide. Dans ce récit, Jésus utilise son pouvoir pour apporter la guérison et la complétude. Il se concentre sur les besoins des personnes et y répond.

Notre culture et notre contexte peuvent obscurcir notre jugement de valeur des personnes. Nous sommes conditionnés par les messages de notre entourage. Nous devons être capables de lire entre les lignes pour déchiffrer les messages qui donnent la vie et ceux qui privent les personnes de dignité et de respect, les empêchent de réaliser leur plein potentiel à cause de ce qu'elles sont. Nous devons également faire un travail d'introspection pour déterminer ce qui doit changer en nous.

EXERCICES PRATIQUES EN GROUPE

Les exercices pratiques ci-après conviennent particulièrement aux collaborateurs d'ONG qui mènent des actions de développement dans des communautés rurales. Les exercices se concentrent sur le repérage de tout ce qui fait obstacle à la participation des femmes aux décisions communautaires et sur les moyens de s'en débarrasser. Toutes les fiches nécessaires se trouvent dans le chapitre correspondant de l'Annexe.

Veuillez noter que les exercices 12 à 14 sont corrélés et doivent être effectués l'un à la suite de l'autre en une seule session de formation.

© Tanja Haque

Formation sur le genre et test de la boîte à outils «Croire au changement» avec des partenaires du Kenya et de l'Ouganda. Au cours de l'exercice 13, les participants donnent leur avis sur les obstacles à la participation des femmes aux décisions communautaires, Nairobi, 2017

EXERCICE 12 TROUVER L'ÉQUILIBRE

Durée	30 minutes
Buts	Mutualiser les expériences, s'agissant de la place occupée par les hommes et les femmes dans diverses tâches ou prises de décision
Ressources/préparation	Crayons / feutres
Fiches	Fiche 12 : Trouver l'équilibre

Notes pour l'animateur / l'animatrice de l'exercice

- Distribuez la **Fiche 12 : Trouver l'équilibre** à tous les participants. Celles / Ceux qui travaillent dans un même pays / un même domaine peuvent travailler en groupe.
- Expliquez aux participants qu'ils vont devoir réfléchir aux rôles dévolus aux femmes et aux hommes dans leur pays / domaine. Ils vont plus particulièrement devoir analyser les différences sexo-spécifiques dans la charge de travail et la participation aux prises de décision.
- Demandez aux participants de remplir la partie de la grille qui correspond à leur domaine, en se servant des dessins ci-dessous pour indiquer si le degré d'implication balance du côté des femmes ou des hommes, ou est à l'équilibre.

Ce dessin symbolise un niveau d'implication plus élevé des femmes

Ce dessin symbolise un niveau d'implication plus élevé des hommes

Ce dessin symbolise un niveau d'implication équilibré

- Les participants ont **15 minutes** pour ce travail en groupe.
- À l'issue de ces **15 minutes**, demandez aux groupes de faire une restitution en plénière, puis amorcez un débat avec l'ensemble des participants. Vous disposez de **15 minutes** pour ce débat en plénière.
- Clôturez la discussion en vous concentrant sur les résultats de la troisième section de la **Fiche 12**, **intitulée « Débats communautaires »**.

Message-clé

Les résultats de la troisième section de la **Fiche 12, intitulée « Débats communautaires »** montrent en général que les femmes participent moins à ces débats.

EXERCICE 13 CLASSEMENT

Durée	30 minutes
Buts	Identifier les obstacles auxquels les femmes se heurtent lorsqu'elles veulent participer de manière significative aux prises de décisions, surtout dans les programmes de développement
Ressources/préparation	
Fiches	Fiche 13: Facteurs empêchant les femmes de participer aux affaires de la communauté et au travail de développement

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercicee

- Cet exercice doit être effectué immédiatement après l'exercice 12: Trouver l'équilibre.
- Demandez aux participants de reprendre le travail en groupe. Ils doivent reformer les mêmes groupes que pour l'exercice 12. Demandez-leur de se concentrer sur les résultats auxquels ils sont parvenus pour la troisième section de la **Fiche 12**, intitulée «Débats communautaires».
- Distribuez la **Fiche 13: Facteurs empêchant les femmes de participer aux affaires de la communauté et au travail de développemen**t aux participants.
- Demandez-leur de dresser la liste des obstacles auxquels les femmes risquent de se trouver confrontées lorsqu'elles tentent de participer pleinement aux décisions de la communauté et aux programmes de développement (**Fiche 13**).
- Demandez-leur de classer ces obstacles par ordre d'importance, en fonction de la situation et du groupe social avec lequel ils travaillent.
- Les participants ont **15 minutos** pour ce travail en groupe.
- À l'issue de ces **15 minutes**, demandez aux groupes de restituer en plénière les trois principaux obstacles relevés, puis amorcez un débat avec l'ensemble des participants sur les questions soulevées par cette activité de classement. Vous disposez de **15 minutes** pour cette dernière partie de l'exercice.

Source pour les exercices 12-13: adapté de S. Williams, *The Oxfam Gender Training Manual*, 1994, p.237-241

EXERCICE 14 ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION

Durée	60 minutes
Buts	• Transposer les enseignements et les résultats du classement précédent. Exercice sur les obstacles éventuels à l'implication des femmes dans les structures décisionnelles des projets de développement existants. • Réfléchir à des stratégies qui instaurent un équilibre entre les femmes et les hommes dans les prises de décision et les charges de travail. • Élaborer des plans d'action réalistes pour améliorer les projets de développement des participants.
Ressources/préparation	Feuilles volantes d'un tableau de conférence, crayons/feutres
Fiches	Aucune

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Demandez aux participants de reprendre le travail en groupe. Ils doivent reformer les mêmes groupes que pour l'exercice 13: Classement.
- Demandez aux groupes de se concentrer sur les trois principaux obstacles à la participation des femmes dans les décisions communautaires qu'ils ont relevés lors du précédent exercice de classement (Exercice 13). Demandez aux groupes de se référer aux catégories mises en évidence dans la colonne «Équilibre femmes/hommes» pour la section intitulée «Débats communautaires» (par exemple, l'agriculture, l'eau/l'assainissement, etc.).
- Demandez aux groupes de discuter des questions suivantes et de consigner leur plan d'action sur (la feuille d') un tableau de conférence:

  1. *Existe-t-il un moyen de créer un juste équilibre entre les femmes et les hommes pour les charges de travail et la participation aux prises de décisions? Quels changements devront intervenir?*
  2. *Ces changements sont-ils faisables dans le groupe social que vous avez envisagé et avec lequel vous travaillez dans le cadre de votre projet?*

Remarque

Si les participants sont des agents de développement, demandez aux groupes de se référer à leurs propres projets de développement (moyens de subsistance, éducation, etc.) et d'élaborer des plans d'action réalistes pour adapter les projets existants en conséquence.

- Donnez **45 minutes** aux groupes pour élaborer leurs plans d'action.
- Demandez aux groupes de présenter leur plan d'action en plénière et discutez-en avec l'ensemble des participants. Chaque groupe dispose de **5 minutes** pour sa présentation.

Remarque

Pensez à effectuer un suivi de ces plans d'action après un certain laps de temps pour vérifier si des progrès ont été accomplis ou si des discussions supplémentaires s'avèrent nécessaires au niveau de la direction pour faire advenir les changements envisagés.

SYNTHÈSE

Ce chapitre a décrit des interventions visant à obtenir des changements au niveau communautaire du pouvoir, en influençant les normes et les pratiques sociales. Le chapitre suivant est consacré à la sphère publique du pouvoir et à des interventions sociétales destinées à influencer les lois et les politiques nationales afin de mieux soutenir les femmes et les filles et de promouvoir l'égalité des sexes.

© WLSA-Swaziland

Des femmes du Swaziland défilent pour leurs droits, Women and Law in Southern Africa (WLSA) – Swaziland, 2017

DANS CE CHAPITRE

	APERÇU	125
4.1	VOIR	125
	Statistiques	125
	Voix et expériences de femmes	126
	Proverbes et stéréotypes liés au genre	126
4.2	JUGER	127
	À partir de la doctrine de l'Église	127
	Déclarations personnelles	127
	Conventions internationales et objectifs de développement	128
4.3	AGIR	131
	Mise en œuvre de lois promouvant l'égalité des sexes	132
	Campagnes d'éducation et dans les médias	137
	Aider les femmes à s'organiser	140
	Soutenir les femmes dans les efforts déployés collectivement pour construire une culture de paix	142
4.4	CÉLÉBRER	144
	Exemples pour la célébration	144
	RÉFLEXIONS ET EXERCICES	145
	Réflexions théologiques sur la société	146
	Réflexions personnelles	148
	Exercices pratiques en groupe	151
	SYNTHÈSE	153

CHAPITRE 4
LE NIVEAU SOCIÉTAL

APERÇU

Ce chapitre se concentre sur la sphère sociétale du pouvoir. Il analyse des interventions visant à influer sur les institutions, les lois, les politiques et les pratiques officielles, au niveau national, par exemple.

> Notre volonté de sauvegarder la maison commune inclut un désir de rassembler la famille humaine. Tout le monde est inclus et traité de manière juste. En suivant l'exemple de Jésus et son amour inconditionnel pour chaque être humain, l'Église devient un promoteur de la justice pour tous, pour les femmes et les hommes de tous âges.

Ce chapitre va nous montrer que bien souvent les femmes ne bénéficient pas des mêmes opportunités que les hommes en termes de participation sociale. Très rares sont les femmes à la tête de structures et d'instances décisionnelles nationales. Pourquoi cela? Qu'est-ce qui entrave la participation des femmes à ce niveau? Que peut-on faire pour remédier à ces inégalités? Les leaders religieux et les organisations ecclésiales ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir des structures nationales plus équitables et ouvertes à tous.

4.1 VOIR

Dans ce dernier chapitre, les statistiques montrent l'ampleur des disparités entre les sexes aux niveaux nationaux de pouvoir.

Statistiques

- Les femmes n'occupent que 24,3% des sièges parlementaires dans le monde.[49]
- Seuls 52 pays sur 82 ont adopté des lois sur le viol conjugal.[50]
- En janvier 2019, 11 femmes occupaient la fonction de chef d'État et 10 la fonction de chef du gouvernement.[51]
- C'est au Rwanda que l'on trouve le plus grand nombre de femmes parlementaires au monde. Elles y ont remporté 63,8% des sièges à la Chambre des députés.[52]

Le Rwanda est un cas intéressant. Issue d'un des pires génocides de l'histoire moderne, la constitution rwandaise prévoit un quota de représentation féminine au parlement. Les femmes ont été invitées à assumer des tâches aussi exigeantes que la reconstruction physique et sociale de la nation, l'apaisement social, l'unité et la réconciliation, le rapatriement des réfugiés, la consolidation de la paix en période d'insurrection, les programmes de justice et de gouvernance. Pour lutter contre le faible taux d'alphabétisation, les femmes ont été informées des avantages du vote à bulletin secret; les petits partis sont représentés dans chaque coalition électorale; et des lois électorales ont été votées pour que les candidates ne puissent pas être supplantées par un candidat masculin mieux connecté.[53]

Voix et expériences de femmes

Ci-dessous quelques témoignages et expériences de femmes issues des communautés avec lesquelles travaillent les partenaires des organisations membres de la CIDSE.

Les femmes ne votent pas pour d'autres femmes lors des élections nationales, car elles-mêmes pensent à tort que les femmes ne font que bavasser et jacasser et qu'elles ne sont pas efficaces dans ce type de fonction.

Participante à un séminaire au Swaziland, 2016

Les hommes continuent de discriminer les femmes ici. Il est difficile de travailler pour la communauté en tant que femme. Les hommes sont plus âgés que moi et me méprisent en disant que je suis trop jeune pour conseiller les gens.

Animatrice communautaire, Banteay Srei, Cambodge, 2016

Sœurs, de grâce, faites savoir à nos pères omnipotents que les femmes ont un immense potentiel et qu'elles peuvent s'acquitter des mêmes tâches que les hommes, pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Ils devraient donc nous soutenir.

Candidate politique dans l'État de Kogi, Nigeria, 2016

Au Myanmar, la culture traditionnelle imagine mal une femme dans un rôle de leadership. C'est pourquoi les femmes sont largement sous-représentées dans la vie publique et le monde politique.

Participante à une formation aux questions de genre, Myanmar, 2017

Proverbes et stéréotypes liés au genre

Ci-après quelques exemples de stéréotypes discriminatoires liés au genre qui nous ont été rapportés par nos partenaires à l'occasion de récentes formations régionales sur les questions de genre :

Un chien a un statut supérieur à celui d'une femme dans la société.

Myanmar

Les hommes sont des meneurs légitimes par nature, les femmes sont des suiveuses légitimes.

Myanmar

Dans certaines chefferies et au parlement national, les femmes ne sont pas autorisées à assister aux réunions si elles portent un pantalon.

Swaziland

Une femme pense et agit comme un enfant (autrement dit, on ne peut pas lui faire confiance comme dirigeante).

Kenya

4.2 JUGER

À partir de la doctrine de l'Église

Les enseignements de l'Église ci-après portent sur les questions d'égalité des sexes au niveau sociétal.

Bien que de notables améliorations aient eu lieu dans la reconnaissance des droits des femmes à intervenir dans l'espace public, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir dans certains pays. On n'a pas fini d'éradiquer des coutumes inacceptables. [...] Je pense à la grave mutilation génitale de la femme dans certaines cultures, mais aussi à l'inégalité d'accès à des postes de travail dignes et aux lieux où se prennent les décisions.

Pape François, *Amoris Laetitia*,
19 mars 2016, 54

Exprime avec moi cette demande: que dans tous les pays du monde, les femmes soient honorées et respectées et que soit valorisée leur contribution sociale irremplaçable

Pape François, Message vidéo «Respect des femmes»
mai 2016

Les femmes travaillent à présent dans presque tous les secteurs d'activité; il convient cependant qu'elles puissent pleinement jouer leur rôle selon leurs aptitudes propres. Ce sera le devoir de tous de reconnaître la participation spécifique et nécessaire des femmes à la vie culturelle et de la promouvoir.

Gaudium et Spes 60, décembre 1965

Déclarations personnelles

Sous ce point, nous entendons les paroles pleines de compassion de leaders religieux expliquant ce qui les a motivés à œuvrer pour la justice entre les sexes. Tous ont en commun l'intime conviction que le moment est venu de combattre la discrimination fondée sur le sexe. Ces déclarations relatives à l'égalité des sexes nous viennent de dignitaires de l'Église du monde entier.

Si l'égalité des sexes revêt autant d'importance à mes yeux, c'est qu'elle n'est pas conférée par l'être humain, mais par Dieu. Une femme a les mêmes droits humains qu'un homme; les malentendus autour des questions de genre proviennent sans doute d'orientations culturelles différentes. L'égalité des sexes m'aide dans mon travail d'évangélisation car elle apporte l'évangile, qui est l'évangile de Jésus-Christ en tant que Bonne Nouvelle pour la femme, pour l'homme et pour leurs enfants. La bonne nouvelle, c'est qu'ils comptent tous aux yeux de Dieu et que nul autre dans l'histoire de l'humanité n'a montré plus de respect pour l'humanité que Jésus-Christ, qui est venu et qui a apporté une élévation morale à des femmes effectivement opprimées par les fondements culturels de l'époque. C'est ce message que nous délivrons ici, dans notre localité, et les gens d'ici le comprendront. L'égalité des sexes est importante car lorsqu'on accorde les mêmes chances de se développer et de s'épanouir à chacun, femme ou homme, ce n'est pas seulement une personne qui en profite, mais toute la société. Toute la société en profitera, car la femme pourra peut-être élever des chèvres ou des poulets ou ouvrir un petit commerce; elle ne sera pas sous le joug d'un homme, et tous deux apporteront des ressources. Ensemble, ils vont améliorer la situation familiale. C'est ainsi que l'Église aimerait que les choses évoluent: ne pas aider l'un à exploiter l'autre pour son profit personnel et individuel. Mais appeler la communauté à agir collectivement. À ceux qui veulent améliorer la situation, j'adresse ce message très simple, qui correspond à l'enseignement de Jésus. Nous, qui travaillons dans l'Église catholique, devrions ensemble soutenir l'intégration de la dimension de genre dans nos programmes, car cela va aider les hommes à respecter les femmes et les femmes à respecter les hommes. C'est ainsi qu'hommes et femmes grandiront et aideront la société à devenir plus forte. Dans ce cas, dans notre Église, l'Église deviendra également plus forte, et favorisera effectivement le bien de tous!

Mgr Anthony Irere Mukupo, Vicaire apostolique d'Isiolo,
Kenya, 2016

La doctrine sociale de l'Église est très claire : les options pour les pauvres, pour les opprimés et la participation supposent que chacun apporte sa contribution, que chacun puisse s'exprimer et que chacun puisse choisir son destin. Si l'Église croit en cette doctrine, elle n'a donc pas d'autre choix que d'accueillir les femmes à bras ouverts, car elles font partie de la société et, en tant que telles, devraient avoir le droit de participer à la vie sociale. Par conséquent, si vous voulez changer la société, vous devez reconnaître le rôle que les femmes peuvent y jouer.

Ivans Studanego, Directeur de Caritas Maralal, Kenya, 2014

Quand je vois qu'un homme a violé une femme, j'ai honte pour mon pays. Ce comportement n'est tout bonnement pas acceptable. Je pense que nous, les hommes qui sommes ici, devons vraiment demander officiellement pardon à nos femmes. Je ne parviens pas à comprendre comment un homme peut s'abaisser à de tels actes. En même temps, nous devons rassurer nos femmes en leur disant que tous les hommes ne commettent pas d'actes de violence sexuelle. Il y a beaucoup d'hommes qui peuvent apporter du soutien aux femmes et, avec elles, bâtir un monde meilleur. Les femmes de bien et les hommes de bien feront face ensemble à ce mal et trouveront une solution.

Abbé Justin, Directeur de la Commission justice et paix de Bukavu, RDC, 2009

Conventions internationales et objectifs de développement

Les déclarations ecclésiales qui précèdent font référence à des réalités nationales et continentales ainsi qu'à la place de l'Église dans le monde. La plupart des déclarations laïques les plus marquantes ont, elles aussi, un retentissement international. La plupart des pays ont signé de grandes conventions internationales et se sont engagés à adapter leurs politiques nationales afin de lutter contre l'inégalité entre les sexes et la violence sexiste. Certaines de ces politiques se sont traduites par des lois nationales. Voici quelques morceaux choisis des conventions internationales et des objectifs de développement relatifs à l'égalité des sexes, accompagnés d'une brève description. Pour une explication plus détaillée de chaque convention ou objectif de développement, veuillez vous reporter à l'Annexe.

Déclaration et programme d'action de Beijing

La Déclaration et le programme d'action de Beijing constituent une feuille de route historique signée par 189 gouvernements voici plus de 20 ans. Ils demeurent, à ce jour, le cadre politique et le programme d'action global les plus complets en matière de droits de la femme. Ces documents sont le fruit de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing (Chine) en septembre 1995.

Sans une participation active des femmes et la prise en compte de leurs points de vue à tous les niveaux de la prise de décisions, les objectifs d'égalité, de développement et de paix sont impossibles à réaliser.

Déclaration et programme d'action de Beijing, p.181, ONU, 1995

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est un traité international adopté en 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette convention définit la nature d'une discrimination à l'égard des femmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du mariage et des relations familiales, des soins de santé, de la politique, des finances et du droit ; elle établit un programme d'action national pour mettre fin à ces discriminations. On la décrit souvent comme une déclaration internationale des droits de la femme visant à assurer l'élimination de tous les actes de discrimination à l'égard des femmes commis par des personnes, des organisations ou des entreprises. Elle a été ratifiée par 189 États. La CEDAW engage juridiquement tous les États parties à respecter, protéger et respecter les droits humains de la femme.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Les objectifs du Millénaire pour le développement se composaient de huit objectifs internationaux pour le développement à l'horizon 2015. Ceux-ci avaient été définis à la suite de la Déclaration du Millénaire, adoptée par le Sommet du Millénaire des Nations unies en 2000. Chaque objectif était assorti de cibles précises et de dates-butoirs pour leur réalisation. À l'époque, les 191 États membres des Nations unies et au moins 22 organisations internationales s'étaient engagés à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015.

Objectifs de développement durable (ODD)

Les objectifs de développement durable (ODD) ont remplacé les OMD en 2016. Ils établissent un agenda politique pour relever les défis cruciaux du XXIe siècle, en s'attaquant aux défis majeurs que sont la pauvreté, les inégalités et la violence à l'égard des femmes. On ne peut accélérer le développement durable sans émancipation des femmes ni promotion de l'égalité des sexes. Les femmes ont un rôle crucial à jouer dans la résolution des problèmes mondiaux actuels, du changement climatique à la dégradation de l'environnement en passant par les inégalités sociales. De nombreuses cibles des ODD reconnaissent spécifiquement que l'égalité et l'émancipation des femmes est un objectif et un élément de solution.

Objectif 5:

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. L'objectif 5 est considéré comme un objectif de genre «pur et dur», car entièrement voué à la réalisation de l'égalité des sexes et à l'émancipation des femmes et des filles. Voyez l'Annexe pour le détail des cibles associées à cet objectif.

Commission de la condition de la femme (CSW) des Nations unies

La Commission de la condition de la femme (CSW) est le principal organe intergouvernemental mondial exclusivement consacré à la promotion de l'égalité des sexes et à l'émancipation des femmes. Créée en 1946, cette commission fonctionnelle fait partie du Conseil économique et social (ECOSOC), l'un des principaux organes de l'ONU. Dans le passé, la Commission s'est attachée à fixer des normes et à élaborer des conventions internationales visant à modifier les législations discriminatoires et à favoriser une prise de conscience globale des problèmes des femmes. De nos jours, elle occupe une place primordiale dans la promotion des droits de la femme en rassemblant des documents sur la réalité de la vie des femmes à travers le monde et en établissant des normes mondiales en matière d'égalité des sexes et d'émancipation des femmes.

PSVI (Preventing Sexual Violence Initiative)

En 2012, le ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni a annoncé une nouvelle initiative – *Preventing Sexual Violence Initiative (PSVI)* – visant à prévenir la violence sexuelle en période de conflit. Le but de la PSVI est de mettre un terme à la culture d'impunité qui prévaut en cas d'utilisation du viol comme arme de guerre, partout dans le monde. Cette initiative a donné lieu à un sommet international, tenu à Londres en 2014, pour mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits. Plusieurs partenaires de CAFOD, dont des partenaires de l'Église catholique, ont pris part à ce sommet à l'occasion duquel des responsables politiques ont reconnu les mérites d'une collaboration avec des leaders et organisations confessionnels, au regard de leur immense contribution à l'éradication de la violence sexuelle dans les conflits. Une réunion de consultation interconfessionnelle de haut niveau a été organisée à Londres l'année suivante, par le ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, en partenariat avec la coalition We Will Speak Out,[54] dont CAFOD est membre. WWSO (We Will Speak Out) est une coalition mondiale de communautés et d'organisations confessionnelles; elle est soutenue par une alliance de particuliers et de partenaires techniques qui s'engagent ensemble à mettre un terme à la violence sexuelle dans les communautés du monde entier. Des dirigeants de toutes confessions, y compris des partenaires ecclésiaux CAFOD, ont été invités à une réunion de concertation interconfessionnelle, dans le but de mobiliser les communautés religieuses afin de mettre un terme aux violences sexuelles commises en période de conflit. Cette réunion a formulé les recommandations suivantes:

- Les leaders religieux doivent identifier et épauler celles et ceux qui sont les mieux placés au sein de leurs institutions pour apporter un soutien aux survivantes et à leurs familles.
- Les responsables religieux doivent s'entendre et faire passer des messages non violents tirés des Écritures et de textes saints de toutes traditions confessionnelles.[55]

À l'échelle mondiale, il existe d'autres conventions et sommets nationaux et régionaux du même acabit, visant à lutter contre les inégalités et la discrimination entre les sexes.

> ***Les femmes sont le ciment de la famille et de la société. Le moyen le plus rapide pour détruire une société consiste à en briser la composante la plus précieuse. Toute personne qui viole une femme viole également une communauté et une famille. La violence sexuelle déchire les sociétés.***
>
> **Zainab Hawa Bangura,**
> ancienne Représentante spéciale de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflits[56]

4.3 AGIR

Le groupe de réflexion du DFID sur le genre, dont sont membres plusieurs organisations de la CIDSE, a élaboré une théorie du changement. Cette théorie décrit les différentes sphères de pouvoir dont les interventions liées au genre devraient être conscientes. Dans ce dernier chapitre, nous nous référons au plan national, où nous avons relevé plusieurs interventions réussies dans les domaines suivants :

1. Mettre en œuvre et faire appliquer les lois
2. Lancer de grandes campagnes d'éducation et dans les médias
3. Aider les femmes à s'organiser
4. Soutenir les femmes dans les efforts déployés collectivement pour construire une culture de paix

Vous trouverez ci-après quelques études de cas emblématiques de ces interventions couronnées de succès.

Mise en œuvre de lois promouvant l'égalité des sexes

L'étude de cas ci-dessous décrit un programme novateur d'égalité des sexes mis en œuvre par Women and Law in Southern Africa (WLSA), une association féminine basée au Swaziland. L'approche de WLSA repose sur la sélection d'assistants juridiques, dont la mission consiste d'une part à dispenser des conseils juridiques aux personnes et, d'autre part, à s'engager activement en tant qu'animateurs communautaires dans un travail de changement des mentalités par rapport à l'égalité des sexes. Ils forment le trait d'union entre les systèmes juridiques informels et formels, avec un intérêt tout particulier pour le droit de la famille, y compris les dispositions afférentes au mariage, aux successions et aux rentes alimentaires.

© WLSA Swaziland

Inauguration de la Charte des femmes swazies, 2017

ÉTUDE DE CAS

Women and Law in Southern Africa (WLSA) – Swaziland
Charte des femmes swazies

» **Contexte**

Au Swaziland, ce sont les femmes qui portent le poids des inégalités et de la discrimination. Souvent traitées comme des mineures, elles n'ont pas le même accès à la loi et aux instances décisionnelles que les hommes. La plupart des femmes mariées se voient refuser l'égalité de statut en tant qu'adultes ayant atteint la majorité légale : elles ne peuvent ni acheter ni vendre des biens ou des terres, ni signer des contrats ni engager une procédure judiciaire sans le consentement de leur mari. De nombreuses veuves, n'ayant pas le droit de posséder des terres, sont forcées de quitter leur domicile. Dans les secteurs privé et public, les femmes sont sous-représentées aux postes de direction et de décision. À peine 6% des sièges parlementaires nationaux sont occupés par des femmes.[57] Les chiffres élevés de la violence domestique et de la prévalence associée du VIH et du sida aggravent encore une condition de la femme déjà bien difficile.[58] Bien que le Swaziland ait pris diverses initiatives juridiques, législatives et politiques afin de protéger les femmes et les filles de la violence sexiste, dont le projet de loi afférent aux infractions sexuelles et à la violence domestique et la loi sur la protection des filles et des femmes, ces textes n'ont pas encore été promulgués.

» Point d'entrée

Women and Law in Southern Africa (WLSA) est un partenaire de CAFOD qui œuvre pour l'émancipation des femmes au Swaziland et qui, en 2015, a lancé une Charte nationale des femmes reprenant les priorités et les aspirations des femmes swazies. Il est à craindre que la marginalisation des femmes ne persiste, car l'écart reste important entre la loi et la réalité vécue par les femmes sur le terrain. Au Swaziland, les organisations qui cherchent à s'adresser aux communautés rurales doivent passer par les autorités locales compétentes pour atteindre leurs objectifs. WLSA a donc délibérément décidé d'adopter une stratégie consistant à « influencer de l'intérieur ». Concrètement, cela signifie que WLSA a formé des partenariats stratégiques avec les structures de leadership traditionnelles et les services gouvernementaux. WLSA a consulté régulièrement les autorités locales et les a invitées à participer à son programme de défense des droits de la femme en identifiant les candidats retenus comme assistants juridiques communautaires. Du coup, ces assistants juridiques ne sont pas perçus comme des personnes imposées de l'extérieur, mais comme des membres de la communauté. Avoir des assistants juridiques bien insérés dans les structures locales est une stratégie utile pour obtenir l'adhésion et la participation des dirigeants locaux et traditionnels.

» Activités

- Une base de référence, des recherches et les préconisations d'un audit de genre ont été utilisées pour la conception du programme censé aider les femmes à s'organiser.
- Sélection et formation d'assistants juridiques: la formation technique couvre les droits de la femme, l'égalité des sexes et le droit de la famille. Les assistants juridiques traitent beaucoup de dossiers de rente alimentaire, de violence domestique et de succession, qui sont les cas les plus courants dans les villages.
- Élaboration d'un manuel et d'un système de gestion des dossiers pour les assistants juridiques. Ceux-ci entrent en contact avec les membres de la communauté à l'occasion de réunions régulières, communautaires ou à l'église.
- Le volet information et sensibilisation de la communauté du programme s'appuie sur des documents simplifiés et traduits et sur du matériel pédagogique expliquant les droits humains et les droits de la femme. Les assistants juridiques aident également les femmes et les filles à constituer leurs dossiers et à les adresser à qui de droit. Ils effectuent par ailleurs un travail sur les droits de la femme auprès des décideurs politiques, aux niveaux communautaire et national.
- Ouverture d'un dialogue national sur les droits de la femme par le biais de la Charte des femmes. La Charte incarne les préoccupations, les priorités et les revendications des femmes swazies et la façon dont elles veulent que leurs droits soient respectés.
- Formation d'animateurs communautaires chargés d'initier des discussions et de recueillir les points de vue sur les lois, les politiques et les coutumes.
- Ateliers de sensibilisation avec les principales parties prenantes telles que les chefs et leaders traditionnels, le régiment traditionnel des femmes, les législateurs, les journalistes et les femmes elles-mêmes.
- Identification et formation de femmes susceptibles d'occuper des fonctions dirigeantes. Création de plates-formes permettant à ces dirigeantes de participer aux processus de prise de décision et de partager leurs expériences lors de forums trimestriels réservés aux femmes.
- Couverture médiatique au travers notamment d'articles réguliers et de créneaux horaires sur les questions d'égalité des sexes dans des journaux nationaux et des émissions de radio ou de télévision.

ÉTUDE DE CAS (suite et fin)

» Réussites

Plus de 50 000 femmes et filles ont bénéficié directement du programme et ont aujourd'hui moins peur de s'exprimer. Elles connaissent leurs droits et savent où trouver de l'aide. Cette évolution s'est traduite par une diminution du nombre de cas de violence sexuelle dans certaines communautés. Les chefs traditionnels et la police apprécient la présence des assistants juridiques communautaires, qui les aident à s'acquitter de leurs missions. La stratégie de WLSA consistant à « influencer de l'intérieur » a réussi à changer les attitudes et le comportement à l'égard des femmes et des filles et à faire en sorte que le programme soit crédible et accepté aux niveaux communautaire et national.

L'attention croissante qu'il suscite au niveau national a récemment valu à WLSA d'être élu à la présidence du consortium swazi du genre, un réseau comptant plus de 25 ONG. La Charte des femmes a permis d'introduire les revendications et les aspirations des femmes dans le discours public. Un débat s'est engagé sur les voies et moyens d'intégrer correctement les droits de la femme dans les politiques nationales. C'est ainsi que des réunions de plaidoyer ont eu lieu avec des députés en 2017. Après avoir été adopté par la Chambre, puis bloqué par le Cabinet durant une dizaine d'années, le projet de loi afférent aux infractions sexuelles et à la violence domestique est finalement passé une nouvelle fois devant le Parlement.

© WLSA Swaziland

Action de plaidoyer pour l'adoption du projet de loi afférent aux infractions sexuelles et à la violence domestique, 2017

L'étude de cas ci-après présente des stratégies visant à améliorer la mise en œuvre de la législation relative à la violence sexuelle et sexiste dans la région des Grands Lacs. Elle met particulièrement l'accent sur une réactivation des systèmes juridiques par le biais d'une coordination avec les autorités et les leaders locaux afin de garantir l'application de cette législation.

ÉTUDE DE CAS

SCIAF et organisations locales – République démocratique du Congo, Burundi et Rwanda

Appui juridique pour garantir l'application de la législation relative à la violence sexuelle et sexiste

» Contexte

La RDC, le Burundi et le Rwanda ont des frontières communes. Les tensions et les conflits transfrontaliers se traduisent par de fréquents mouvements de population qui affectent à leur tour maintes dynamiques politiques, économiques et sociales. Lors du génocide rwandais de 1994, la violence sexuelle et sexiste a proliféré et s'est répandue dans la région, profitant du chaos et de la terreur de la guerre civile; elle a été largement utilisée comme arme de guerre. Elle continue d'être un élément-clé des vagues de conflit et d'insécurité qui traversent les trois pays et est utilisée par diverses factions armées: soldats, milices et groupes rebelles. Les combattants eux-mêmes sont souvent brutalisés et/ou peuvent souffrir par la suite de stress post-traumatique. Quand ils retournent dans leurs communautés à l'issue du conflit, ils continuent par conséquent de pratiquer la violence sexuelle et sexiste et les trois pays connaissent désormais des taux de violence domestique élevés. D'autres facteurs favorisent la propagation et l'acceptation de la violence sexuelle: le fait que les droits de la femme ne sont ni reconnus ni protégés par les croyances culturelles dominantes; le fait qu'ils ne sont pas non plus défendus par certains systèmes juridiques. Il s'ensuit une culture d'impunité pour les auteurs de violence sexuelle et sexiste.

» Point d'entrée

SCIAF et l'ensemble de ses partenaires locaux de longue date en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et au Rwanda, dans la région des Grands Lacs africains, s'emploient à apporter un soutien aux femmes et aux filles (et à leurs familles) dont la vie a été dévastée par la violence sexuelle et par les conflits, en vue de les aider à se construire un avenir. Un programme étalé sur trois ans, de 2010 à 2013, a permis à 22 900 victimes de violences sexuelles et sexistes de la région des Grands Lacs de recouvrer leur santé physique et émotionnelle, d'accéder à la justice et de se réinsérer dans leur famille et leur communauté. L'apport d'une assistance juridique était l'un des six grands piliers d'intervention, aux côtés de la prévention, des soins de santé, de l'assistance socio-psychologique, des moyens de subsistance et de la protection. Pour que des avancées soient possibles, il fallait en outre mener un travail de sensibilisation auprès des autorités et des responsables des systèmes, des structures et des procédures, afin qu'ils comprennent la nature et l'ampleur du problème de la violence sexuelle et sexiste et qu'ils assument la responsabilité qui leur incombe de s'atteler aux causes de cette violence et de protéger et de défendre les droits des survivantes.

ÉTUDE DE CAS (suite et fin)

Les mesures prises par le système judiciaire pour faire respecter la législation en matière de violence sexuelle et sexiste constituent un autre élément essentiel de la lutte contre les causes et les conséquences de cette violence et du combat pour faire évoluer les attitudes et les pratiques y afférentes. Pour le respect de soi des victimes, il est important que les auteurs de ces actes de violence soient traduits en justice, reconnus publiquement comme des criminels et mis en prison. L'obtention de dommages et intérêts pour les survivantes et leurs familles apporte une preuve supplémentaire du tort qui leur a été causé et leur donne raison à elles et à leurs familles. Cela incite d'autres survivantes à se manifester et à s'opposer à la culture d'impunité pour les criminels.

» Activités

- Former des magistrats, des fonctionnaires de police et des militaires pour les sensibiliser aux problèmes des victimes de violence sexuelle et sexiste et à la situation juridique.
- Sensibiliser les victimes de violence sexuelle et sexiste à la législation nationale relative à cette forme de violence, à leurs droits juridiques et aux moyens de les faire valoir.
- Aider les victimes de violence sexuelle et sexiste à dénoncer leurs agresseurs et à leur intenter un procès.
- Aider les survivantes de la RDC et leurs familles à remplir les conditions requises pour l'enregistrement tardif des naissances d'enfants nés d'un viol.

» Réussites

La sensibilisation à la violence sexuelle et sexiste et aux droits (par l'entremise de volontaires, de formations des dirigeants locaux, d'émissions de radio) est devenue un moyen de référence et a transformé l'attitude des femmes et du public alors que, dans le même temps, les procès intentés contre les auteurs donnaient aux survivantes la satisfaction de savoir que justice avait été rendue; les deux mouvements ont contribué à réduire le nombre de viols commis par des militaires et à atténuer quelque peu la violence domestique. Les survivantes et les volontaires ont étendu aux communautés voisines leurs activités de prévention et de soutien face à la violence sexuelle et sexiste. Les partenaires ont beaucoup appris sur la façon de travailler avec les avocats, de négocier leurs honoraires de manière à couvrir le nombre d'affaires plutôt que le temps passé sur chaque dossier, et sur la nécessité de prévoir des fonds et du temps pour le travail de suivi nécessaire à l'exécution des jugements et au recouvrement des dommages et intérêts accordés. À l'avenir, il importera de constituer une provision suffisante pour maintenir l'assistance juridique dans les dossiers en cours une fois que le financement du projet s'arrête. Dans les trois pays, il apparaît clairement que la condamnation et le châtiment des auteurs engendrent de multiples bienfaits: confiance, crédibilité et dignité accrues chez les survivantes, meilleure attitude de la communauté à l'égard des survivantes et découragement chez les autres auteurs, en particulier lorsque le versement de dommages s'avère probable. Il apparaît toutefois que de nombreux obstacles freinent encore l'exécution des sanctions et la concrétisation de ces bienfaits. Il est évident que les futurs programmes devront inclure une composante majeure de plaidoyer auprès des différents échelons du pouvoir judiciaire afin de garantir l'application, par le pouvoir judiciaire, des peines prononcées et de s'assurer que les auteurs de violences sexuelles et sexistes n'évitent ni de purger la totalité de leur peine ni de verser les dommages et intérêts auxquels ils ont été condamnés.

Campagnes d'éducation et dans les médias

Des campagnes nationales d'éducation et dans les médias sont souvent un moyen efficace d'inciter le public à remettre en cause les normes et les pratiques sociales discriminatoires, comme le montre cette étude de cas du Cambodge.

De nombreux partenaires de CAFOD, comme la radio communautaire Capinola au Salvador, ont réussi à changer les normes sociales discriminatoires grâce à des campagnes médiatiques. Cette station de radio encourage les femmes à défendre leurs droits dans une société traditionnelle dominée par les hommes, 2017

ÉTUDE DE CAS

Karol and Setha – Cambodge
Campagnes d'éducation et dans les médias

Karol and Setha est un programme éducatif de Maryknoll soutenu par CAFOD. Son nom est l'acronyme de «*Knowledge and Reflection on Life and Sexuality through a holistic approach*» (Connaissance et réflexion sur la vie et la sexualité par le biais d'une approche globale).

» Contexte

Compte tenu de l'histoire agitée du pays, les Cambodgiens sont encore sur la voie de la guérison et réapprennent à se faire mutuellement confiance. Selon Brinkley,[59] l'héritage khmer rouge a modifié la «personnalité» de la nation tout entière, et fondamentalement affecté les relations interpersonnelles. Il estime que «le Cambodge est le seul pays au monde où il a été démontré que les symptômes du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) et des maladies traumatiques connexes se transmettent d'une génération à l'autre». L'organisation pense que cela a engendré une situation où, dans la société au sens large, ni les parents ni les enseignants n'ont apporté le soutien ou les informations dont les jeunes et les adolescents avaient besoin pour affronter les problématiques sociales, et plus particulièrement les relations humaines et sexuelles. Voilà pourquoi l'étude de cas ci-après semble primordiale.

» Point d'entrée

À partir de son analyse de la société cambodgienne, Karol and Setha a initié un programme basé sur une approche novatrice et globale de la sexualité et des relations. Axé sur les relations et tenant compte de la personne dans sa globalité, ce programme permet à chacune et à chacun de mieux se comprendre et de mieux comprendre ses relations avec l'autre. Parler ouvertement de ses sentiments et de ses besoins est un élément important des cours de formation. Le but est de permettre aux individus de développer des relations saines et épanouissantes, qui les incitent à adopter un comportement sexuel «responsable»: responsable signifie en l'occurrence contribuant à l'élimination du VIH et du sida et à la réduction des comportements violents et antisociaux à l'égard des autres, notamment. La démarche de l'organisation repose sur la conviction que tout être humain est formé de trois composantes, le corps (physique), le cœur (sentiments) et l'esprit, et que ces trois composantes sont indissociables. La sexualité d'une personne ne se réduit donc pas à une réalité physique; c'est plutôt une façon d'être, une dimension de la personne tout entière, alliant esprit, cœur et corps. Une fois que les gens ont compris que leurs actions influencent l'entièreté de leur personne (esprit, cœur et corps) et sont influencées par celle-ci, elles se sentent plus responsables et plus maîtres de leur comportement. Cette prise de conscience est source de paix autour de soi:

- Qui dit cœur en paix, dit personne en paix
- Qui dit personne en paix, dit famille en paix
- Qui dit famille en paix, dit communauté en paix
- Qui dit communauté en paix, dit nation en paix
- Qui dit nation en paix, dit monde en paix

» Activités

- Cours de formation pédagogique pour les jeunes, les adolescents, les parents, les couples et le personnel des ONG sur l'identité, l'amour, le pouvoir, la façon dont les femmes perçoivent les hommes et réciproquement, les stéréotypes discriminatoires liés au genre et les proverbes décrivant la façon dont les couples doivent se comporter.
- Les cours destinés aux jeunes et aux adolescents visent à améliorer leurs attitudes et leurs comportements envers les autres, en particulier du sexe opposé. L'idée est de respecter l'autre comme vous aimeriez que l'on vous respecte vous-même. Dans le cas des adolescents s'ajoute l'objectif d'accroître leur capacité à parler de leurs sentiments et de leurs choix de manière respectueuse à leurs parents.
- La formation à destination des couples cherche à améliorer les relations au sein du couple, en proposant des stratégies d'adaptation et un comportement de référence aux couples en crise, y compris les couples vivant avec le VIH et le sida.
- La formation destinée aux parents vise à améliorer leurs relations avec leurs enfants en étant de bons exemples et en donnant à leurs enfants l'occasion d'exprimer leurs besoins et leurs sentiments.
- La formation du personnel des ONG poursuit des objectifs similaires à ceux décrits pour les groupes ci-dessus, mais y ajoute l'acquisition de bonnes compétences en animation et la capacité de faire plus largement connaître l'approche de Karol and Setha.
- L'organisation a également déployé des efforts considérables pour donner la plus large diffusion possible à ses messages pédagogiques sur les relations humaines, en produisant un large éventail de supports de communication.
- Ce travail de communication a consisté à produire et à diffuser du matériel pédagogique de grande qualité à des fins de formation et de vulgarisation par le biais des médias, au travers de spots télévisés ou radiophoniques.
- Le projet a par ailleurs produit du matériel éducatif sur ce qu'il faut savoir dans la vie, notamment des chansons pédagogiques sur les problèmes relationnels, des spots vidéo, des magazines, des brochures et des dépliants. Les spots vidéo de 30 minutes ont été diffusés sur les chaînes de radio et de télévision nationales, et suivis de sessions de questions/réponses pour que le public puisse directement réagir.

» Réussites

Les personnes qui ont pris part à la formation ont appris à se découvrir elles-mêmes et à appréhender leurs propres besoins, à comprendre leurs partenaires et leurs besoins respectifs et à découvrir les avantages d'une relation profonde, saine et respectueuse. Les émissions télévisées sont devenues très populaires au Cambodge, certaines s'accompagnant d'une traduction gestuelle pour les sourds et malentendants. Il ressort d'une enquête sur l'impact des émissions radiophoniques et télévisées de Karol and Setha qu'environ 80% des parents, adolescents et adultes interviewés apprécient les spots et considèrent que les émissions ont eu un impact pédagogique important sur eux.[60]

Aider les femmes à s'organiser

Il est de plus en plus prouvé que le soutien apporté à des organisations de défense des droits de la femme et l'aide apportée à des femmes pour leur permettre d'agir ensemble de manière solidaire sont autant de pierres à l'édifice de l'égalité des sexes.[61]

Groupe de femmes Kogi de la coalition pour l'émancipation des femmes, Centre for Women's Studies and Intervention (CWSI), Nigeria, 2017

ÉTUDE DE CAS

Centre for Women's Studies and Intervention (CWSI) – Nigeria
Émancipation politique des femmes

» **Contexte**

Au Nigéria, les femmes en général, et celles de l'État de Kogi en particulier, une région centrale du pays, sont très marginalisées. Bien que les femmes représentent plus des deux tiers des 70% de la population adulte du pays, elles occupent moins de 5% des postes de décision. L'Assemblée nationale ne compte actuellement qu'environ 0,05% de femmes à la Chambre et au Sénat. L'État de Kogi compte 21 collectivités locales et 25 législateurs d'État, tous des hommes.

» Point d'entrée

Des femmes ont récemment été nommées au conseil traditionnel de l'État de Kogi, une première en 900 ans. La décision prise par le roi de nommer des femmes à ce conseil est à marquer d'une pierre blanche car elle constitue un changement de paradigme dans ce qui a toujours été un royaume patriarcal rigide. Cette décision royale fait suite à l'action menée par le Center for Women's Studies and Intervention, un partenaire de CAFOD qui a réussi à mettre en place une coalition pour l'émancipation des femmes dans l'État de Kogi. Cette coalition a ouvert des antennes dans les trois districts sénatoriaux et dans toutes les collectivités locales de l'État de Kogi. Elle est enregistrée auprès du Ministère de la condition féminine et du développement social et dispose de ses propres statuts, de ses propres représentants élus et d'un siège dans la capitale de l'État de Kogi. Les trois principaux axes d'intervention du CWSI sont:

1. D'organiser et de mobiliser les femmes et de faire davantage entendre leur voix.
2. D'engager un dialogue proactif avec des parties prenantes influentes sur l'émancipation des femmes.
3. De promouvoir des changements politiques marquants par le biais d'instruments juridiques.

» Activités

- Développer les compétences managériales des membres de la coalition.
- Inciter les femmes à s'affilier et à devenir des membres actifs des partis politiques.
- Sensibiliser davantage les hommes aux droits de la femme, sous l'angle du partenariat plutôt que de la hiérarchie, et de s'employer avec les chefs religieux et traditionnels à lever les obstacles culturels à la présence de femmes dans les instances décisionnelles.
- Le renforcement des capacités des membres de la coalition passe par une formation au plaidoyer législatif, l'objectif du projet étant de faire adopter le projet de loi sur l'égalité des sexes et l'égalité des chances dans l'État de Kogi. Le projet affirme qu'exclure les femmes des prises de décision a des conséquences néfastes pour la société. Ni l'actuel législateur ni l'organe exécutif du gouvernement n'accordent l'attention voulue aux lois et aux politiques soutenant la condition de la femme dans la société. Le manque d'allocations budgétaires au niveau fédéral comme au niveau de l'État prive par ailleurs les femmes de l'égalité des chances économiques.

» Réussites

Les groupes communautaires de la Kogi Women's Empowerment Coalition (KWEC) sont devenus des mouvements de femmes influents dans l'État de Kogi. À ce jour, 63 groupes KWEC ont été créés, d'une centaine de femmes chacun. Cinq membres de la KWEC ont été nommées à des postes de gouvernance au niveau de l'État et au niveau local. D'autres ont été officiellement reconnues et nommées aux conseils traditionnels. Deux femmes dirigent aujourd'hui des conseils traditionnels.

Soutenir les femmes dans les efforts déployés collectivement pour construire une culture de paix

La présence des femmes rurales dans les instances décisionnelles est non seulement essentielle pour l'amélioration de leurs conditions de vie, mais également pour la société dans son ensemble, car elle est essentielle à la construction d'une paix durable. Le projet ci-dessous montre toutefois que les femmes doivent impérativement acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour pouvoir participer activement aux prises de décisions.

© Development and Peace-Caritas Canada

Participantes à l'atelier présentant les résultats de leurs discussions, Colombie, 2017

ÉTUDE DE CAS

Coordinador Nacional Agrario (CNA – Coordination paysanne nationale) – Colombie
École de formation politique

» **Contexte**

Cela fait plus d'un demi-siècle que les communautés rurales sont les premières victimes du conflit opposant les guérillas armées, les milices paramilitaires d'extrême-droite et les forces armées nationales colombiennes. Malgré la signature d'un accord de paix avec les FARC à la fin de 2016, de nombreux Colombiens, en particulier ceux vivant dans les communautés rurales, restent en proie à de graves problèmes. La lutte pour le contrôle des terres, des territoires et des ressources est au cœur de ce conflit, qui a entraîné le déplacement forcé d'environ sept millions de ruraux. Le conflit armé et la violence socio-politique empiètent sur les droits humains en général, et sur les droits de la femme en particulier. Les femmes ont été victimes d'actes de violence perpétrés par des belligérants armés et par des membres de

leurs propres communautés. Leurs conditions difficiles ont pourtant été longtemps ignorées et passées sous silence. La violation des décennies durant de leurs droits économiques, politiques et sociaux fait qu'aujourd'hui, très peu de Colombiennes ont leur place dans le monde politique, associatif ou du travail.

» Point d'entrée

C'est dans ce contexte que la CNA (Coordinador Nacional Agrario – Coordination paysanne nationale), un mouvement paysan national, membre de Via Campesina et soutenu par Développement et Paix, a élaboré des formations et ouvert des lieux permettant à des femmes de participer à des apprentissages, à des discussions et à des projets visant à améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs communautés. L'école de formation politique a pour objectif d'émanciper les Colombiennes vivant dans les zones rurales. Les femmes s'y retrouvent pour analyser et discuter de l'égalité des sexes, des problèmes de développement, de la participation active des femmes à la communauté et de leur participation à l'instauration de la paix aux niveaux local, régional et national.

» Activités

- Formations sur leurs droits légaux, l'accès à la justice et l'élaboration de propositions pour l'aménagement du territoire.
- Accompagnement des femmes dans les efforts collectifs et communautaires visant à établir une culture de la paix.
- Ouverture d'une école itinérante et inter-ethnique de formation politique pour les femmes rurales colombiennes.

» Réussites

Entre 2014 et 2017, 295 femmes de plus de 10 régions colombiennes ont participé à des séminaires de formation. Ces espaces leur ont permis de discuter de leurs préoccupations, problèmes et défis communs, en particulier des moyens de nouer un dialogue fiable et crédible avec les autorités locales, régionales et nationales et avec d'autres organisations. Les participantes ont acquis des compétences en leadership, appris à s'exprimer en public et ont été invitées à partager leurs idées et leurs stratégies en matière d'aménagement du territoire. Elles savent dorénavant quels sont leurs droits, elles sont prêtes à exiger des changements politiques pour soutenir un modèle de gouvernance qui répond à leurs besoins et elles sont aptes à promouvoir la paix en Colombie. Ce point est primordial, car la présence active des femmes rurales au sein des organes de décision est essentielle, non seulement pour améliorer leurs conditions de vie, mais aussi pour instaurer une paix durable dans le pays.

4.4 CÉLÉBRER

Exemples pour la célébration

Ce point propose diverses manières de célébrer nos interventions couronnées de succès. Ci-après, quelques exemples de célébration de la Journée internationale de la femme.

Myanmar

Le 8 mars 2017, le Myanmar a pour la première fois célébré la Journée internationale de la femme, sous la direction d'un gouvernement civil élu. Cette journée a permis de se réjouir et de se rendre compte des changements positifs apportés à l'égalité des sexes et aux droits de la femme: augmentation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires et secondaires; plus grande présence des femmes sur le marché du travail; situation améliorée pour la santé maternelle; mesures supplémentaires de protection sociale pour les femmes. La campagne de 2017 invitait les communautés à «oser le changement».[62]

Cambodge

Au Cambodge, Development and Partnership in Action (DPA), un partenaire de CAFOD, a célébré le 10ème anniversaire de la Journée internationale de la femme en 2016. Les 31 membres du personnel, pour la moitié des femmes, se sont mobilisés autour du thème choisi par le gouvernement: «Investir dans l'égalité des sexes est la clé du développement durable». Ce thème explicite la nécessité de mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), et en particulier l'ODD 5: parvenir à l'égalité des sexes et émanciper toutes les femmes et les filles (2015-2030). À l'occasion de cette journée, DPA a invité le personnel à continuer de soutenir les femmes des communautés en développant leurs compétences en leadership afin qu'elles puissent être davantage présentes dans les organes de décision.

En mars 2018, la LICADHO (Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits humains), partenaire de MISEREOR, a pris part à diverses manifestations en lien avec la Journée internationale de la femme. D'après la Ligue, plus de 7 000 membres de communautés, syndicats et groupes locaux ont organisé des événements dans au moins quatre chefs-lieux provinciaux et dans la capitale Phnom Penh afin de sensibiliser le public à l'égalité des sexes et aux répercussions de l'accaparement des terres, de la violence et d'autres atteintes aux droits de la femme.[63]

Le travail d'intégration des questions de genre que CAFOD soutient ici à Isiolo, au Kenya, est précieux pour la population. Il consiste à sensibiliser les différentes catégories de population au fait que chacun, homme ou femme, a des droits humains et que ces droits sont conférés par Dieu. Les femmes et les hommes doivent se respecter les uns et les autres et s'accorder mutuellement la possibilité de grandir ensemble. Vivre dans une région comme celle-ci, où la situation climatique est très, très, très difficile, par exemple, pas de pluie, parfois pas d'eau, fait que nous devons nous respecter les uns les autres, car nous devons utiliser les ressources collectivement.
C'est donc plus ou moins ce que ce programme tente de faire comprendre aux gens de notre région, à savoir qu'il s'agit de leur responsabilité. Mon office ici, à Caritas, m'a appris que l'intégration des questions de genre donne de bons résultats, car les femmes et les hommes se rassemblent et sont incités à se respecter mutuellement. Cela marche déjà dans certains endroits où nous surveillons de plus près la mise en œuvre du programme. Nous avons en effet sélectionné des sites pilotes où nous appliquons cette solution et je pense qu'elle donne vraiment de bons résultats.

Mgr Anthony Irere Mukupo, Vicaire apostolique d'Isiolo Kenya, 2016

RÉFLEXIONS ET EXERCICES

La suite de ce chapitre propose des exemples pratiques de réflexion et des exercices de groupe adaptés à un travail d'analyse des problématiques de justice entre les sexes au niveau national.

Réunion de femmes Samburu sur le genre près d'une église dans le nord du Kenya, 2013

RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES SUR LA SOCIÉTÉ

Mettre notre pouvoir au service d'un plaidoyer pour le bien commun

Mandy Marshall, co-directrice de Restored

Introduction

Le pouvoir a souvent une connotation intrinsèquement négative. Mais nous avons analysé la façon dont Jésus se servait lui-même du pouvoir et le besoin d'émancipation des femmes. Le pouvoir, au sens de potentiel ou de capacité, fait partie d'une vie humaine bien remplie, et nous avons tous du pouvoir, sous des formes diverses. Savoir lire et écrire correctement, ou parler d'autres langues (ou une langue internationale comme l'anglais, par exemple) accroît notre pouvoir de communication. De nombreuses formes de pouvoir ne sont associées ni à une fonction hiérarchique, ni à l'argent ni à un statut. Bref, le pouvoir peut aussi servir à faire le bien. On peut s'en servir au profit des gens, mais aussi à leur détriment ou à leur corps défendant. Nous devons toujours être conscients de notre pouvoir et veiller à en faire bon usage. Nous devons aussi être conscients de ceux qui sont ou se sentent impuissants dans notre société. Les marginalisés peuvent avoir moins de pouvoir que les autres. Nous devons agir ensemble pour veiller à ce que tout le monde s'épanouisse au sein de nos communautés, et puisse y participer et en faire partie.

Le plaidoyer en faveur des droits et de la justice fait partie de l'action commune pour le bien commun, afin de garantir la défense et le respect de notre dignité et de celle des autres. Nous devons parfois nous montrer solidaires avec les autres pour faire en sorte que tous puissent participer le plus pleinement possible à notre société, pour que règnent la paix et la justice. C'est un des signes d'appartenance à la grande famille de Dieu.

La justice consiste à faire ce qui est juste et bon. Le plaidoyer consiste à parler à ceux qui détiennent le pouvoir, souvent par délégation, pour obtenir des changements qui servent le bien commun. C'est particulièrement important pour ceux qui sont en marge de la société, ceux dont la voix a été réduite au silence ou n'est pas écoutée. Faire entendre ces voix peut prendre du temps. Cela exige parfois de la patience et un surcroît d'effort. Nous devons savoir que les victimes d'une injustice peuvent énormément souffrir des conséquences de cette injustice et avoir du mal à faire confiance à un détenteur de pouvoir. Nous devons donc ouvrir nos cœurs, avec compassion, pour entendre réellement ce que nous dit la personne et ce qu'elle voudrait voir changer.

Objectif

Réfléchir aux principes qui régissent l'usage du pouvoir, évaluer le pouvoir que nous détenons et la façon dont nous nous en servons.

Lecture

Le livre d'Esther
Synthèse des chapitres 1 à 10

Aux chapitres 1 et 2, Assuérus, roi de Perse, fait d'Esther sa reine. Il la choisit personnellement « Le roi aima Esther plus que toutes les autres femmes, et elle obtint grâce et faveur devant lui » (2:17), probablement pour sa beauté et son intelligence. Esther est juive, mais le roi l'ignore.

Aux chapitres 3 et 4, Mardochée (tuteur d'Esther) refuse de fléchir le genou et de se prosterner devant Haman, haut fonctionnaire du roi. Haman entre dans une colère noire et, par fierté, ourdit de tuer Mardochée et de rayer le peuple juif du royaume. Mardochée, averti de ce complot, en informe Esther. « Car si tu te tais maintenant, le secours et la délivrance surgiront d'autre part pour les Juifs, et toi et la maison de ton père vous périrez. Et qui sait si ce n'est pas pour un temps comme celui-ci que tu es parvenue à la royauté ? » (4:14).

Du chapitre 5 au chapitre 10, la reine Esther sait qu'elle peut mettre un terme au massacre en révélant au roi qu'elle est juive. Esther se montre plus habile qu'Haman : elle adresse une requête au roi et plaide pour que son peuple juif soit protégé des intentions cruelles d'Haman. Esther parvient à convaincre le roi de mettre un terme aux manigances d'Haman. La foi et le courage d'Esther sauvent son peuple.

Points de discussion et d'action

Les questions suivantes sont destinées à un travail de groupe. En petits groupes de huit à dix personnes, nous allons réfléchir à ce que nous avons appris en lisant les Écritures ci-dessus.

Les questions-clés pour cette discussion en petits groupes sont les suivantes :

1. Quels enseignements pouvons-nous tirer de l'exemple d'Esther et de son attitude envers le roi ?
2. Qui a le pouvoir dans ce récit ? De quel type de pouvoir s'agit-il ?
3. Quelle voix se perd ou n'est pas entendue dans votre communauté ? Celle des femmes, des personnes handicapées ?
4. Que peut-on faire concrètement pour s'assurer de leur inclusion ?

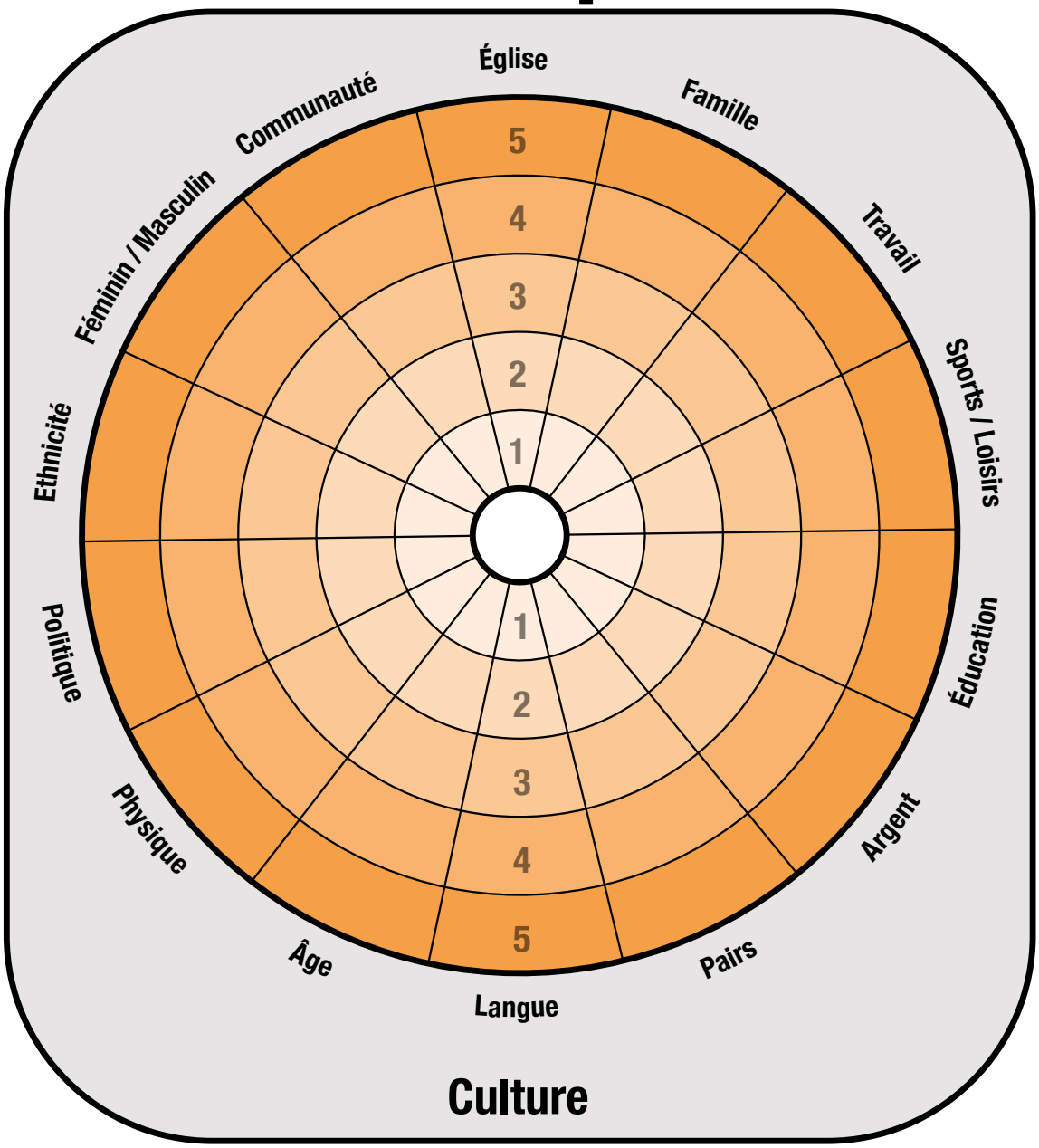
Ces questions peuvent faire l'objet d'une discussion de 30 à 45 minutes en petits groupes, suivie d'une restitution en plénière.

RÉFLEXIONS PERSONNELLES

Les questions ci-après doivent vous aider à définir vos engagements personnels. Ce sont des promesses que vous vous faites à vous-même et que vous n'êtes pas tenu de révéler aux autres.

Faites un bilan des types de pouvoirs et de la quantité de pouvoir que vous avez. Pour vous guider dans ce travail, servez-vous de l'audit des pouvoirs de *Restored* :

L'audit du pouvoir



AUDIT DU POUVOIR

Ceci est un outil de réflexion et d'auto-évaluation individuel. Il est conçu pour vous aider à réfléchir à vos domaines de pouvoir actuels et à votre degré de pouvoir dans chaque domaine. Ce degré peut varier d'un domaine à l'autre. Il n'y a ni « bonne » ni « mauvaise » réponse. Nous vous invitons plutôt à identifier votre pouvoir actuel et à réfléchir à la façon dont vous vous en servez.

Donnez à chaque domaine une note comprise entre 1 et 5 pour indiquer votre degré de pouvoir dans ce domaine. Plus la valeur est élevée, plus vous détenez de pouvoir.

- **Église** – par exemple position d'influence, leader, détenteur(trice) d'une autorité, coordinateur(trice)
- **Famille** – considéré(e) comme le « chef du ménage », aîné(e), influence sur les autres, respect, statut dans la famille
- **Travail** – fonction, statut, voyage pour le travail, influence, ayant des subalternes
- **Sports / Loisirs** – capitaine, chef d'orchestre, musicien(ne), niveau de compétence, artiste, acteur(trice), comédien(ne)
- **Éducation** – niveau d'enseignement atteint et reconnu, sagesse, formation, expérience, compétences
- **Argent** – plus d'argent veut dire plus de pouvoir, montant des créances, devises
- **Pairs** – respect de la part des autres et envers les autres
- **Langue** – quelles langues parlez-vous, combien, lesquelles ?
- **Âge** – plus vous êtes âgé(e), plus vous êtes susceptible d'avoir du pouvoir ; respect, sagesse
- **Physique** – force, santé, aptitudes, handicap, contraintes physiques
- **Politique** – politique au niveau de la communauté ou au niveau local, national, international, plaidoyer pour le compte d'autres personnes, activités de lobbying et campagnes d'opinion
- **Ethnicité** – votre origine ethnique vous confère-t-elle un avantage ?
- **Féminin / Masculin** – les hommes ont généralement plus de pouvoir du simple fait d'être des hommes au sein de leur famille, culture et contexte
- **Communauté** – leadership local, respect, reconnu(e) comme leader

Source: www.restoredrelationships.org

Questions à considérer

1. Quelles lois en vigueur dans votre pays garantissent l'égalité des sexes et la justice entre les sexes ?
2. Comment le gouvernement de votre pays promeut-il l'égalité des sexes ? Que ne fait-il pas et que pourriez-vous lui demander de faire ?
3. Si nous sommes des leaders dans nos communautés ou nos églises, comment utilisons-nous le pouvoir et l'influence dont nous disposons pour rendre la justice et répondre aux besoins des communautés que nous servons ?

Points-clés pour les animateurs / animatrices

Nous avons tous du pouvoir. À nous de le reconnaître et de nous montrer responsables du pouvoir que nous détenons et de l'usage que nous en faisons. À l'instar d'Esther, nous devons parfois avoir le courage de prendre la parole au nom des autres et de prendre des risques, sachant quelles peuvent en être les conséquences et en essayant de les atténuer autant que possible. C'est ce que fait Esther, malgré le risque encouru à demander justice pour les autres à celui qui détient le pouvoir. Comme le dit le récit d'Esther, elle s'est peut-être retrouvée dans la condition dans laquelle elle se trouvait « pour un temps comme celui-ci ».

Esther agit dans le contexte culturel de son époque. Elle se sert de sa connaissance et de sa compréhension de cette culture pour avoir accès au roi et obtenir une réponse positive de sa part. Esther se montre patiente et prend son temps avant d'introduire sa requête. Elle a bâti une relation avec le roi et l'honore dans ses fonctions. Le moment critique et fatal approche et pourtant elle s'en tient à son plan.

Esther n'est pas seule. Elle demande à son peuple de jeûner et de prier pour elle et pour son propre salut vu la situation dans laquelle il se trouve. Esther va voir le roi en sachant que son peuple prie pour elle.

Le récit nous montre que l'issue peut être fatale pour celui qui détient du pouvoir mais ne l'utilise pas pour rendre justice. Haman abuse de son pouvoir : il en subit les conséquences et perd la vie directement à cause de cet abus. Le récit nous apprend par ailleurs que quelqu'un qui détient peu de pouvoir s'expose à de plus grands risques et conséquences lorsqu'il ou elle l'exerce auprès d'une personne investie d'un pouvoir plus important. Il ou elle a plus à perdre. Il est donc important, lorsque nous sommes interpellés par quelqu'un qui a moins de pouvoir que nous, de prendre le temps d'écouter réellement ce qui est dit, d'en mesurer l'impact et de réfléchir aux mesures à prendre.

EXERCICES PRATIQUES EN GROUPE

Toutes les fiches nécessaires se trouvent dans le chapitre correspondant de l'Annexe. La numérotation des fiches correspond à celle des exercices.

L'exercice suivant s'est avéré très utile pour montrer aux communautés à quel point les opinions, les priorités et l'avenir envisagé pour son pays peuvent varier selon qu'on est un homme ou une femme. [Remarque: on peut effectuer le même exercice au niveau de la communauté en demandant aux groupes de réfléchir au budget de leur village plutôt qu'au budget de l'État. Cela fonctionne aussi au niveau des ménages, en mettant les épouses et les maris dans deux groupes distincts et en leur demandant comment ils vont dépenser le budget mensuel du ménage et à quels postes ils vont accorder la priorité. Il faut bien entendu modifier les postes de la liste des dépenses budgétaires de l'exercice 15 en conséquence.[64]]

Formation sur le genre avec l'équipe du Secrétariat de la CIDSE, Belgique, 2018

EXERCICE 15 HIÉRARCHISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Durée	60 minutes
Buts	• Aider les gens à comprendre qu'il faut associer les femmes autant que les hommes aux prises de décision politiques • Montrer que les femmes et les hommes peuvent avoir des priorités et des besoins différents
Ressources/préparation	
Fiches	Fiche 15a: Hiérarchisation des dépenses publiques Fiche 15b: Exemple fictif d'une hiérarchisation des dépenses publiques

Notes pour l'animateur/l'animatrice de l'exercice

- Formez des groupes de travail. Chaque groupe ne devrait comprendre que des participants de sexe féminin ou masculin. Remettez à chaque groupe un exemplaire la **Fiche 15a: Hiérarchisation des dépenses publiques**.
- Donnez aux groupes l'explication suivante: *Songez à la condition féminine (si vous êtes une femme) ou masculine (si vous êtes un homme) dans votre pays. Définissez les domaines d'intervention qui seraient le plus susceptibles d'améliorer cette condition et qui devraient être pris en compte lors de la prochaine période budgétaire*.
- Hiérarchisez les dépenses budgétaires en conséquence, en répartissant un budget supposé (= 100%) entre les différents secteurs repris dans le tableau de la **Fiche 15a: Hiérarchisation des dépenses publiques**.
- Les participants ont **45 minutes** pour ce travail en groupe.
- À l'issue de ces 45 minutes, demandez aux groupes de trouver un volontaire pour faire la restitution en plénière en expliquant les choix du groupe, puis amorcez un débat sur les conclusions de chaque groupe.
- Animez une discussion de groupe en vous assurant que chaque groupe (le groupe des femmes et celui des hommes) comprend pourquoi certains choix ont été faits par l'autre groupe.
- À la fin de l'exercice, distribuez la **Fiche 15b** et expliquez qu'il s'agit d'un exercice fictif de hiérarchisation des dépenses publiques effectué par les participants au séminaire du Sri Lanka.

Message-clé

L'exercice montre clairement qu'il faut associer les femmes et les hommes aux prises de décisions budgétaires, car les deux ont des besoins et des priorités différents.

Source: Exercice adapté de *Manual for Training on Gender Responsive Budgeting – GTZ*, 2006, p.26

SYNTHÈSE

Ce chapitre a mis en évidence la sphère du pouvoir public, qui comprend notamment les institutions politiques, juridiques et les médias. Il a fourni des exemples d'interventions sociétales couronnées de succès, dont l'objectif était d'influencer les institutions, la législation, les politiques et les pratiques nationales au profit des droits de la femme et de son émancipation. Le dernier chapitre de cette boîte à outils se compose de notes de fin, de ressources utiles et d'une annexe reprenant des informations complémentaires.

Groupe de solidarité de femmes, Commission Justice et Paix du diocèse de Bukavu, République démocratique du Congo, 2018

RESSOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

(par ordre alphabétique)

ABAAD (2014) *Knowledge booklet on how to engage the clergy in eliminating violence against women in Lebanon*, ABAAD.

Asociación Equipo Maíz. 2014. *Eso de 'incorporar el enfoque de género'*.

Association for Women's Rights in Development (AWID). 2014. *Women moving mountains. Collective Impact of the Dutch MDG3 Fund. How Resources Advance Women's Rights and Gender Equality*. https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/Women%20Moving%20Mountains.pdf.

Banque mondiale. 2016. *Portail de données sur le genre et égalités hommes-femmes*. www.banquemondiale.org/fr/topic/gender/overview.

Banque mondiale (2014) *Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity*, Washington D.C., World Bank Group.

Benner, David G. 2015. *The Gift of Being Yourself: The Sacred Call to Self-Discovery*. InterVarsity Press.

Brinkley, Joel. 2011. *Cambodia's Curse: The Modern History of a Troubled Land*. PublicAffairs. New York.

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO). 2015. *Getting Away with it: the Treatment of Rape in Cambodia's Justice System*. http://un-act.org/publication/view/getting-away-with-rape-the-treatment-of-rape-in-cambodias-justice-system/

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO). 2017. No Punishment, No Protection: Cambodia's Response to Domestic Violence. https://www.licadho-cambodia.org/reports/files/225DV_Report_Eng_20171201.pdf.

Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD). 2013. *Preparing for leadership: Stories from Palestinian women refugees*, CAFOD.

Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD). 2013. *Promoting Gender Equality: CAFOD's policy and strategy – Just One World*, CAFOD.

Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD). 2014. *Voices against Violence, a guide to CAFOD's work on sexual and gender-based violence*, CAFOD.

Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD), Pax Christi, SCIAF & CIIR. 1994. *Pastoral Cycle: Living the Gospel 3 – Doing Justice, a handbook for groups*.

Christian Aid. 2014. *Of the same flesh: exploring a theology of gender*, Christian Aid.

CIDSE. 2014. *Égalité des sexes: Contours et définition du concept selon le point de vue de la CIDSE – Pour une égale dignité entre les hommes et les femmes*. https://www.cidse.org/publications/rethinking-development/sustainable-development/download/714_af1dce238dc0233f3403b41332bb370d.html.

Cloud, Henry & Townsend, John. 2002. *Boundaries in Marriage*. Grand Rapids Michigan. Zondervan.

Concile Vatican II. 7 décembre 1965. *Gaudium et Spes*.

Conférence des évêques catholiques des États-Unis (2000). *Catechism of the Catholic Church*, Washington D.C.

Conférence des évêques catholiques des États-Unis. 1998. *Sharing Catholic Social Teaching: Challenges and Directions, Summary Report of the Task Force on Catholic Social Teaching and Catholic Education*, Washington D.C.

Cord Asia. 2009. *Karol and Setha Programme Evaluatio*n.

Deneulin, Séverine & Zampini-Davies, Augusto. 2017. *Engaging Development and Religion: Methodological Groundlings*. World Development, Vol 99, pp. 110-121.

Développement et Paix – Caritas Canada. 2017. Fiche thématique: Les femmes au cœur de la paix et de la réconciliation. https://www.devp.org/sites/www.devp.org/files/documents/materials/fall2017-backgrounder-v2-fr.pdf.

DFID PPA Learning Partnership Gender Group. 2015.
A Theory of Change on Gender Equality and Women's and Girl's Empowerment. London.

DFID PPA Learning Partnership Gender Group. 2015.
What Works to Achieve Gender Equality and Women's and Girl's Empowerment. London.

Dugan, Emily. April 26, 2015. *Phumzile Mlambo-Ngcuka: Home can be the unsafest place for women. Independent*. https://www.independent.co.uk/news/people/phumzile-mlambo-ngcuka-home-can-be-the-unsafest-place-for-women-10204379.html.

Fulu, Emma & Kerr-Wilson, Alice. 2015. *What works to prevent violence against women and girls evidence reviews: Paper 2: Intervention to prevent violence against women and girls*. https://www.whatworks.co.za/documents/publications/35-global-evidence-reviews-paper-2-interventions-to-prevent-violence-against-women-and-girls-sep-2015/file.

Gender and Development Network. 2017. *Factsheet: Women's economic empowerment in the changing world of work. Recommendations to government*s. https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5890687c1e5b6ccc19c08fbf/1485858948129/GADN+factsheet+CSW+2017.pdf.

Henderson, Simon. September 11, 2013. "UN Report Says 1 in 5 Cambodian Men have Raped". *The Cambodia Daily*. https://www.cambodiadaily.com/news/un-report-says-1-in-5-cambodian-men-have-raped-42122/.

Inter-Parliamentary Union. 2017. *Women in national parliaments*. http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm.

Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR). 2008.
What is the Church's Social Teaching saying about Gender Equality? Lusaka.

Klugman, Jeni et al. 2014. V*oice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity*. World Bank Group. Washington, D.C. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/19036.

Le Roux, Elisabet & Bartelink, Brenda. 2017. *No More 'Harmful Traditional Practices': Working Effectively with Faith Leaders*. Gender Based Violence Hub. https://gender-based-violence.jliflc.com/about-gbv-hub/htp-study/.

Lewis, C. S. 1960. *The Four Loves*. William Collins. London.

Monteza, Natalie. 2016. CIDSE *Gender Equality Baseline Survey. Summarized Results and Recommendations*.

Nations unies. 2015. The World's Women 2015: *Trend and Statistics*, New York: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Statistics Division.

Norwegian Church Aid. 2014. *Created in God's Image: A gender transformation toolkit for women and men in churches*. Jumbo Press.

Nouwen, Henri J. M. 1992. *Life of the Beloved*. Crossroad. New York.

Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (2017), *UNRWA in Figures*. https://www.unrwa.org/resources/about-unrwa/unrwa-figures-2017.

ONUSIDA. 2017. *Data 2017*; www.comminit.com/unaids/content/unaids-data-2017.

Organisation mondiale de la santé (Résolution de l'Assemblée). 2014. *Strengthening the role of the health system in addressing violence, in particular against women and girls, and against children*. https://apps.who.int/iris/handle/10665/162855.

Organisation mondiale de la santé. 2017. *La violence à l'encontre des femmes : principaux faits*. https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women.

Ortberg J (2010) *The Me I want to Be*, Grand Rapids Michigan, Zondervan.

Oxfam (2013) *The raising her voice programme*; (http://raisinghervoice.ning.com).

Pape Benoît XVI. 29 juin 2009. *Caritas in Veritate*.

Pape François. 19 mars 2016. *Amoris Laetitia – Sur l'amour dans la famille*.

Pape François. 24 mai 2015. *Laudato Si'*.

Pape Jean XXIII. 11 avril 1963. *Pacem in Terris*.

Pape Jean-Paul II. 25 mars 1995. *Evangelium Vitae*.

Pape Jean-Paul II. 29 juin 1995. *Lettre aux femmes*.

Raising Voices & Trócaire. 2016.
SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV. Kampala.
https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/sasa-faith-guide.pdf.

Raising Voices & Trócaire. 2016.
SASA! Faith: A training manual to prepare everyone involved in SASA! Faith. Kampala.
https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/sasa-faith-training-manual.pdf.

Redman, Beth. 2010. *God knows my Name: Never Forgotten, Forever Loved*. Cook

Restored. 2018. *First Man Standing campaign*.
https://www.restoredrelationships.org/what-we-do/working-with-men/.

Restored. 2017. *Restored's Power Audit*. https://www.restoredrelationships.org/.

Rohr, Richard. 2013. *Immortal Diamond – the search for our true self. Jossey-Bass*. San Francisco.

Schneider, Katrin. 2006. *Manual for Training on Gender Responsive Budgeting*.
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).

Side By Side: Faith Movement for Gender Justice. http://sidebysidegender.org/.

Taylor, Georgia & Pereznieto, Paola. 2014. *Review of evaluation approaches and methods used by interventions on women and girls' economic empowerment*. Overseas Development Institute. London. www.odi.org/publications/8275-review-evaluation-approaches-methods-used-by-interventions-women-girls-economic-empowerment.

Thomson, Marylin. 2014. *CAFOD Gender Review*. https://cafod.org.uk/content/download/24343/174837/version/2/file/CAFOD%20Gender%20Review%202014_exec%20summary.pdf.

Trócaire. 2012. *Gender Mainstreaming Resource Pack: A Practical Guide for Programming*. https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/gender-mainstreaming-resource-pack.pdf.

UNICEF. 2014. Page consacrée au mariage des enfants https://www.unicef.org/fr/recits/le-mariage-des-enfants; *Rapport sur le mariage des enfants* (en anglais) www.data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage.

Wandsbrough, Henry. 1994. *The New Jerusalem Bible*. Longman & Todd Ltd. and Doubleday & Co. Inc.

We Will Speak Out (WWSO). 2015. *Mobilising faith communities in ending sexual violence in conflict*. Report of the international interfaith conference hosted by WWSO and the UK Foreign and Commonwealth Office. London. https://www.wewillspeakout.org/wp-content/uploads/2015/02/WWSO-FCO-inter-faith-conf-Feb-2015-FINALv2.compressed.pdf.

Williams, Suzanne; Seed, Janet & Mwau, Adelina. 1994. *The Oxfam gender training manual*. Oxfam GB. Oxford.

Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust (WLSA) – Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust (WLSA) – Swaziland. 2015. *The Swaziland Women's Charter*. Mbabane, WLSA Swaziland.

World Vision International. 2015. *Channels of Hope Gender: Community Vision for Change Project Evaluation*. London. https://www.wvi.org/sites/default/files/Final%20CV4C%20Pilot%20Project%20Summary.pdf.

ANNEXE

CETTE ANNEXE FOURNIT DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR CHAQUE CHAPITRE, À SAVOIR :

INTRODUCTION
Informations complémentaires
Horaires-types pour la formation

CHAPITRE 1
Fiches d'exercice

CHAPITRE 2
Fiches d'exercice

CHAPITRE 3
Fiches d'exercice

CHAPITRE 4
Fiches d'exercice
Informations complémentaires

INTRODUCTION

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Théorie du changement au service de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes et des filles

IMPACT : Les femmes et les filles exercent pleinement leurs droits humains et les femmes, les hommes, les filles et les garçons vivent dans une égalité totale entre les sexes.

EFFETS DIRECTS

Des structures plus équitables et non discriminatoires. Les administrations (nationales et locales), les systèmes de santé, les secteurs de l'éducation, de la sécurité et de la justice et les entreprises privées encouragent la pleine et égale participation des femmes. Les cadres et les institutions de développement mondiaux intègrent l'égalité des sexes dans leurs politiques et leurs pratiques.

Rapports de force plus équilibrés entre hommes et femmes. Les femmes et les hommes sont égaux dans les prises de décisions, à tous les niveaux, du ménage à l'échelon mondial, dans les sphères économique, politique et sociale, ce qui se traduit par de meilleurs résultats pour les femmes et les filles.

Capacité d'action et autonomie accrues pour les femmes. Les femmes sont libérées de la violence et de la discrimination, décident si et quand elles veulent avoir des enfants, ont accès aux ressources économiques et à leur maîtrise, et ont pleinement et également voix au chapitre lorsque des décisions affectent leur vie.

PRODUITS

Prévenir et mettre un terme aux inégalités entre les sexes est un objectif explicite du gouvernement; des politiques et des budgets sont effectivement en place pour atteindre cet objectif et font l'objet d'un suivi; des mécanismes de redevabilité plus robustes sont en place.

Les systèmes juridiques, y compris les lois coutumières et religieuses, reconnaissent et répondent aux principes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Les femmes, les défenseurs des **droits de la femme** et les organisations qui défendent les droits dela femme sont en capacité de s'organiser, de faciliter le changement et de faire face aux représailles.

Les normes sociales au **niveau communautaire** promeuvent et protègent le concept et la pratique de l'égalité des sexes.

Les proches des **femmes** et des **filles** les incitent à accéder à leurs droits et à les exercer.

Les femmes et les filles ont les compétences, les connaissances et la confiance nécessaires pour revendiquer et faire valoir leurs droits, tant individuellement que collectivement.

INTERVENTIONS

Au niveau sociétal
Interventions visant à renforcer la volonté politique et la capacité juridique et institutionnelle de mettre fin aux inégalités entre les sexes ; politiques et services sensibles aux questions de genre qui répondent aux besoins sexo-spécifiques.

Au niveau communautaire
Interventions visant à mettre fin aux pratiques discriminatoires, à lutter contre les normes sociales préjudiciables, à promouvoir les prises de décisions sur un pied d'égalité, à soutenir la société civile locale et à aider les femmes à s'organiser.

Au niveau des ménages
Interventions visant à promouvoir un pouvoir décisionnel égalitaire et la répartition des tâches et des responsabilités au sein du ménage.

Au niveau individuel
Interventions visant à donner aux femmes et aux filles les moyens de rechercher et de faire valoir par elles-mêmes leurs droits, notamment par une capacité renforcée d'expression et d'action.

Engagement organisationnel en faveur de l'égalité des sexes – en utilisant les deux stratégies et en atténuant les contrecoups.

STRATÉGIES

Intégrées :
Intégrer l'analyse de genre et adopter une approche transformative de l'égalité des sexes dans toute la planification et la mise en œuvre du développement.

Ciblées :
Plaidoyer et programmation « autonomes » axés sur l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles.

OBSTACLES

Les normes sociales dominantes (valeurs, croyances, attitudes, comportements et pratiques) confortent la domination masculine, tolèrent et perpétuent des rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes, hypothéquant du même coup les droits sociaux, politiques et économiques des femmes.

Les politiques et les lois sont discriminatoires, ignorent la dimension genre ou ne répondent pas aux besoins particuliers des femmes et des hommes.

Les institutions ignorent la dimension genre ou sont discriminatoires, manquent d'expertise, de volonté politique ou de ressources et ont des mécanismes de redevabilité faibles.

Des services inadéquats pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

La société civile et les organisations de défense des droits de la femme sont surchargées et en manque de ressources.

Autonomie et capacité d'action insuffisantes chez **les femmes et les filles**.

PROBLÈME : l'inégalité des sexes qui s'exerce au niveau individuel, communautaire et sociétal, porte atteinte aux droits humains des femmes et des filles, entrave leurs choix et leur capacité d'action et compromet leur aptitude à participer au développement, à y contribuer et à en tirer avantage.

Source: DFID PPA Gender Learning Partnership Group, 2015, p.2

HORAIRES-TYPES POUR LA FORMATION

Sur la base des exercices figurant dans cette boîte à outils, voici trois horaires-types pour la formation aux questions de genre, selon l'audience visée.

Horaire de formation aux questions de genre pour une formation de 2 jours

Objectifs :

- Appréhender le concept d'égalité des sexes, mettre en évidence les problématiques sous-jacentes et examiner le cadrage théologique de l'égalité des sexes.
- Élaborer des plans permettant de s'atteler aux questions d'égalité des sexes au sein d'une organisation / communauté précise.

Matinée du 1er jour

Heure	Session	Description
09h00-09h30	Bienvenue	Les participants commencent par une prière, un exercice de stimulation et se présentent. L'animateur(trice) explique l'ordre du jour et les objectifs.
09h30-09h50	Exercice 3 : Associations sexo-spécifiques	Exercice pour briser la glace et discussion pour déterminer les associations que les participants font généralement lorsqu'ils font référence à des femmes ou à des hommes.
09h50-10h20	Exercice 1: La différence entre sexe et genre	L'animateur(trice) introduit le terme « genre » dans un groupe qui n'a peut-être pas l'habitude de ce concept et explique la différence entre « sexe » et « genre » à l'aide de la **Fiche 1: Affirmations à propos des femmes et des hommes**
10h20-10h30	Pause-café	
10h30-11h00	Principaux termes et concepts théoriques liés au genre	Présentation par l'animateur(trice) des principaux termes et concepts repris au **point 1.10 Terminologie**. Cette présentation est suivie d'une session questions / réponses.
11h00-12h00	Travail en groupe Exercice 4 : Mythes et stéréotypes liés au genre	L'animateur(trice) répartit les participants en trois groupes et remet les **Fiches 4a, 4b et 4c, portant sur les mythes et stéréotypes liés au genre** à chaque groupe. Dans cet exercice, les participants débattent de la manière dont nos propres sociétés expriment leurs croyances à propos des femmes et des hommes. Au bout de 45 minutes, restitution des groupes en plénière. L'animateur(trice) dirige un débat en plénière sur les messages qui se cachent derrière certains mythes et l'influence qu'ils peuvent avoir sur notre comportement.
12h00-12h15	Évaluation / prière de clôture	L'animateur(trice) clôture la formation en recueillant le feed-back des participants. Prière de clôture par un des participants.
12h15-13h15	Pause-déjeuner	Les participants et l'animateur(trice) poursuivent la discussion pendant le déjeuner et en profitent pour faire plus ample connaissance.

Horaire de la formation au genre: après-midi du 1er jour

Heure	Session	Description
13h30-14h00	Récapitulatif de la matinée	L'animateur(trice) fait un bref récapitulatif de la session du matin. Il (Elle) demande à un participant de diriger un exercice de stimulation.
14h00-14h30	Exercice en groupe Réflexions théologiques sur la personne et la famille	L'animateur(trice) introduit les réflexions théologiques sur la personne et sur la famille. Il (Elle) répartit les participants en deux groupes et remet au premier un exemplaire des réflexions théologiques sur la personne et au second un exemplaire des réflexions théologiques sur la famille. Les exercices de réflexion théologiques se trouvent à la fin de chaque chapitre. Les groupes débattent des questions posées dans les exercices de réflexion. Les participants sont invités à apporter une bible pour cet exercice.
14h30-15h00	Restitution des groupes et débat autour des réflexions théologiques sur la personne et sur la famille	Chaque groupe dispose de 15 minutes pour sa restitution en plénière.
15h00-15h15	Pause-café	
15h15-15h45	Exercice en groupe Réflexions théologiques sur la communauté et sur la société	L'animateur(trice) introduit les réflexions théologiques sur la communauté et sur la société. Il (Elle) répartit les participants en deux groupes et remet au premier un exemplaire des réflexions théologiques sur la communauté et au second un exemplaire des réflexions théologiques sur la société. Les exercices de réflexion théologiques se trouvent à la fin de chaque chapitre. Les groupes débattent des questions posées dans les exercices de réflexion. Les participants sont invités à apporter une bible pour cet exercice.
15h45-16h15	Restitution des groupes et débat autour des réflexions théologiques sur la communauté et sur la société	Chaque groupe dispose de 15 minutes pour sa restitution en plénière.
16h15-16h30	Évaluation/prière de clôture	L'animateur(trice) clôture la formation en recueillant le feed-back des participants. Prière de clôture par un des participants.

Horaire de la formation au genre : 2ème jour (journée complète)

Heure	Session	Description
09h00-09h30	Récapitulatif de bienvenue	Les participants commencent par une prière, un exercice de stimulation, puis l'animateur(trice) résume les principaux point de la veille. Il (Elle) parcourt l'ordre du jour et les objectifs.
09h30-10h00	Contexte national / régional	L'animateur(trice) guide les participants dans un débat autour du contexte national ou régional pour faire ressortir les principales inégalités entre les sexes dont ils ont conscience de même que les opportunités existantes pour promouvoir l'égalité des sexes.
10h00-11h00	Exercice 5 : Types de pouvoir	L'animateur(trice) guide les participants dans un exercice qui va les aider à réfléchir au concept de pouvoir. Il (Elle) introduit les quatre types de pouvoir à l'aide de la **Fiche 5b : Le concept des 4 P du pouvoir**.
11h00-11h15	Pause-café	
11h15-12h15	Exercice 8 : Auto-évaluation de la relation	Chaque participant(e) procède à une auto-évaluation des rapports de force (l'équilibre des pouvoirs) au sein de sa relation intime, à l'aide de la **Fiche 8 : Auto-évaluation de la relation**. Le groupe utilise ensuite la même évaluation pour évaluer la communauté de foi dans son ensemble.
12h15-13h15	Exercice 11 : La journée de 24 heures	Exercice en groupe visant à sensibiliser les participants au fait que les hommes et les femmes n'ont pas la même charge de travail, à l'aide de la **Fiche 11 : La journée de 24 heures**.
13h15-14h15	Pause-déjeuner	Les participants et l'animateur(trice) poursuivent la discussion pendant le déjeuner et en profitent pour faire plus ample connaissance.
14h15-14h45	Exercice 12 : Trouver l'équilibre	Exercice en groupe : mutualisation des expériences des participants, s'agissant de la place occupée par les hommes et les femmes dans diverses tâches ou prises de décision, à l'aide de la **Fiche 12 : Trouver l'équilibre**.
14h45-15h15	Exercice 13 : Classement	Cet exercice s'inscrit dans le prolongement du précédent. Il s'agit d'un exercice en groupe permettant d'identifier les obstacles auxquels les femmes se heurtent lorsqu'elles veulent participer aux prises de décision, à l'aide de la **Fiche 13 : Facteurs empêchant les femmes de participer aux activités et au développement de la communauté**.
15h15-16h15	Exercice 14 : Élaboration d'un plan d'action	Cet exercice clôture le triptyque. Sur la base des enseignements et des discussions des deux exercices précédents, les participants élaborent des plans d'action réalistes pour améliorer leurs propres projets de développement.
16h15-16h30	Évaluation / prière de clôture	L'animateur(trice) clôture la formation en recueillant le feed-back des participants. Prière de clôture par un des participants.

Horaire d'une formation au genre d'une journée, en interne, avec des responsables/coordinateurs du plaidoyer

Objectifs:

- Découvrir la boîte à outils du genre et de l'Église et son mode d'emploi.
- Établir des liens avec diverses thématiques et apprendre à se servir des exercices de la boîte pour amorcer un dialogue sur le genre dans les groupes de travail.

Heure	Session	Description
10h00	Présentation de la boîte à outils	Resituer la formation dans un processus/une vision/un débat plus généraux de l'organisation sur l'égalité des sexes.
10h30	Session 1: Comprendre la notion de genre	
20 min	Exercice 3: Associations sexo-spécifiques	Déterminer les associations que les participants font généralement lorsqu'ils font référence à des femmes ou à des hommes.
20 min	Exercice 1: La différence entre sexe et genre	L'animateur(trice) introduit le terme «genre» dans un groupe qui n'a peut-être pas l'habitude de ce concept et explique la différence entre «sexe» et «genre» à l'aide de la **Fiche 1: Affirmations à propos des femmes et des hommes**.
20 min	Réflexion commune sur la façon d'utiliser ces exercices avec vos collaborateurs/les membres de votre groupe	Feed-back sur les exercices, recueil des idées sur la façon de les utiliser ou de les modifier.
11h30-11h50	Pause-café	
11h50	Session 2: Genre et pouvoir	
45 min	Réflexions personnelles: Audit du pouvoir	Aider les participants à réfléchir sur leurs domaines de pouvoir actuels et sur le niveau de pouvoir dans chaque domaine.
20 min	Réflexion commune sur la façon d'utiliser ces exercices avec vos collaborateurs /les membres de votre groupe	
13h00-14h00	Pause-déjeuner	
14h00	Session 3: Élaborer un cadre pour le travail de plaidoyer sur le genre	
70 min	Travail en groupe: appréhender les liens entre genre et certains thèmes de plaidoyer • Conséquences sexo-spécifiques et facteurs qui y contribuent • Réactions inclusives et sensibles aux questions de genre	Se familiariser à l'analyse de genre à l'aide de la **Fiche 16**

Heure	Session	Description
15h10-15h20	Pause-café	
60 min	Élaboration d'un plan d'action • Comment allons-nous accorder plus de place à l'analyse de genre dans nos groupes/domaines prioritaires? • Examen des actions à mener en 2019 (et au-delà), comment allons-nous introduire certains enseignements de cette journée dans ces actions?	Transposer les enseignements et les effets directs de l'exercice précédent dans notre façon d'intégrer le genre dans notre travail.
16h30-17h00	Session finale *Conclusions et feed-back*	

Horaire d'une formation au genre de deux jours pour des formateurs régionaux

Objectifs:

- Appréhender le concept d'égalité des sexes, mettre en évidence les problématiques sous-jacentes et examiner le cadrage théologique de l'égalité des sexes.
- À l'aide de la boîte à outils et d'autres moyens, élaborer des plans permettant de s'atteler aux questions d'égalité des sexes dans la région/le public du participant.

1er jour

Heure	Session	Description
09h30	Bienvenue et tour de présentation	
09h50	Session 1: Appréhender le genre	
09h50	Exercice 3: Associations sexo-spécifiques	Déterminer les associations que les participants font généralement lorsqu'ils font référence à des femmes ou à des hommes.
10h10	Exercice 1: La différence entre sexe et genre	L'animateur(trice) introduit le terme «genre» dans un groupe qui n'a peut-être pas l'habitude de ce concept et explique la différence entre «sexe» et «genre» à l'aide de la **Fiche 1: Affirmations à propos des femmes et des hommes**.
10h30	Présentation de la boîte à outils	Présenter le contexte et les objectifs de la boîte à outils aux participants qui voudraient l'utiliser pour des formations dans leurs régions ou au sein de leurs organisations.
11h00	Pause-café	

Heure	Session	Description
11h20	Travail en groupe Exercice 4: Mythes et stéréotypes liés au genre	L'animateur(trice) divise les participants en trois groupes et distribue les **Fiches 4a, 4b et 4c** sur les mythes et stéréotypes liés au genre à chaque groupe. Dans cet exercice, les participants discutent de la façon dont nos sociétés expriment leurs croyances au sujet des femmes et des hommes. Après 45 minutes, les trois groupes rendent compte de leurs discussions à l'ensemble du groupe. L'animateur dirige une discussion de groupe sur les messages qui se cachent derrière certains mythes et comment ils influencent notre comportement.
13h00	Pause-déjeuner	
14h00	Session 2: Réflexions théologiques	L'animateur(trice) présente les réflexions théologiques aux participants. L'animateur divise les participants en deux groupes et donne à chaque groupe des copies des réflexions théologiques sur la communauté ou sur la société. Les exercices relatifs aux réflexions théologiques se trouvent à la fin de chaque chapitre. Les groupes discutent des questions fournies dans les exercices de réflexion. Les participants sont encouragés à apporter des bibles pour cet exercice.
15h30	Pause-café	
16h00	Session 3: Pouvoir et influence	
60 min	Exercice 5: Les 4 types de pouvoir	L'animateur(trice) guide les participants à travers un exercice qui les aide à réfléchir sur le concept du pouvoir et présente les quatre types de pouvoir à l'aide de la **Fiche 5b: Le concept des 4 P du pouvoir**.
30min	Exercice 7: Choix puissants	Analyser si chacun(e) est en mesure d'exercer librement de son pouvoir et si les participants se servent de leur pouvoir à l'aide de la **Fiche 7**.
17h30	Fin de la première journée	

2ème jour

Heure	Session	Description
9h00	Accueil et récapitulatif de la 1ère journée	
9h30	Session 5 : Pouvoir et influence sur la participation et les prises de décisions	
30 min	Exercice 12 : Trouver l'équilibre	Mutualiser les expériences, s'agissant de la place occupée par les hommes et les femmes dans diverses formes de prises de décision à l'aide de la **Fiche 12**.
30 min	Exercice 13 : Classement	Discussions en groupe pour identifier les obstacles auxquels les femmes se heurtent lorsqu'elles veulent participer aux prises de décision à l'aide de la **Fiche 13**.
30 min	Restitution en plénière	Revenir sur certains points soulevés durant les discussions en groupe.
11h00	Pause-café	
11h30	Élaboration d'un plan d'action : identifier les points essentiels auxquels doit s'atteler l'organisation dans son ensemble/ pour toutes les régions	Identifier clairement les objectifs du plan d'action élaboré en plénière.
13h00	Pause-déjeuner	
14h00	Deuxième session consacrée à l'élaboration d'un plan d'action : discussions au niveau régional	Travail en groupe : transposer les enseignements des sessions précédentes dans la planification des projets, du point de vue des idées permettant de renforcer la perspective d'égalité des sexes dans notre travail.
16h00	Restitution en plénière	
17h00	Évaluation de la formation	
17h30	Clôture	

CHAPITRE 1

FICHES D'EXERCICE

Fiche 1: Affirmations à propos des femmes et des hommes

1 Les femmes donnent naissance à des bébés, pas les hommes. (S)

2 Les petites filles sont sages, les garçons sont turbulents. (G)

3 Les femmes conduisent mal, les hommes conduisent bien. (G)

4 Les ouvrières agricoles indiennes perçoivent un salaire de 40 à 60 pour cent inférieur à celui des hommes. (G)

5 Les femmes peuvent allaiter leurs bébés, les hommes ne peuvent que leur donner le biberon. (S)

6 Sur les chantiers de construction, la plupart des ouvriers sont des hommes. (G)

7 Dans l'ancienne Égypte, les hommes restaient à la maison et tissaient. C'étaient les femmes qui géraient les affaires familiales. Elles héritaient des biens, contrairement aux hommes. (G)

8 La voix des garçons mue à la puberté, pas celle des filles. (S)

9 Dans une étude portant sur 224 cultures, on s'aperçoit qu'il y en a 5 dans lesquelles ce sont les hommes qui font tout le temps la cuisine, et 36 où ce sont les femmes qui construisent le logement. (G)

10 Selon les statistiques des Nations unies, les femmes effectuent 67% du travail dans le monde, mais leurs revenus ne représentent que 10% du revenu mondial. (G)

Source: adapté de William, S.: Oxfam Gender Training Manual, 1994, p.89

« Je ne me souviens plus de la dernière fois où quelqu'un m'a fait un bisou ou un câlin, mais mon commandant me félicitait quand je me battais bien. Il m'appelait Big Man ! »

(James, ancien enfant soldat, Libéria)

On se moque d'un homme qui fait des travaux ménagers comme nettoyer la vaisselle ou porter le bébé. On dit alors de lui que sa femme « l'a mis dans une bouteille ».

(Formation sur le genre au Mozambique – 2009)

Fiche 4b : Mythes et stéréotypes liés au genre

« Tu lances comme une fille »

On a un terme pour une fille qui se comporte comme un garçon : un « garçon manqué » ; et quand c'est un garçon qui se comporte comme une fille, on le traite de « chochotte ».

(Commentaires durant le séminaire d'initiation au genre, Londres, septembre 2010)

« Mon seul travail consistait à cuisiner, à nettoyer et à prendre soin des enfants. Je voulais faire d'autres choses, mais j'étais prise au piège de ce rôle domestique. Je n'aurais jamais cru prendre autant confiance en moi. Avant, quand je prenais la parole, j'étais si nerveuse que je ne parvenais pas à m'exprimer. Aujourd'hui, tout a changé, je suis la cheffe du village ! »

(Ean Poise, cheffe de village. Cambodge Partenaire de Banteay Srei)

Fiche 5a: Dessins des quatre types de pouvoir

Source: adapté de Raising Voices, SASA! Faith: A training manual to prepare everyone involved in SASA! Faith, 2016, pp.6-7

Fiche 5b: Le concept des 4 P du pouvoir

Pouvoir sur: pouvoir qu'une personne ou un groupe utilise pour contrôler les autres. Ce pouvoir utilise des menaces de violence et l'intimidation.

Pouvoir être ou pouvoir intérieur: pouvoir qu'une personne peut trouver en elle-même. Il s'agit d'un changement positif personnel, d'un travail sur soi qui suppose que l'on surmonte les stéréotypes négatifs, les normes sociales et ce que la société attend d'un individu, autant d'éléments qui ont peut-être été intériorisés au fil des ans.

Pouvoir de: pouvoir qui améliore les compétences essentielles. Il suppose le développement de ses capacités et l'acquisition de connaissances et de compétences pour changer l'environnement d'une personne et agir.

Pouvoir avec: pouvoir que l'on ressent en conjuguant ses efforts avec ceux des opprimés, des marginalisés, des exclus et des victimes de discrimination. En d'autres termes, il s'agit d'un concept positif, qui ne se réfère pas au pouvoir partagé utilisé pour réprimer. Il s'agit de se montrer solidaire avec des personnes qui partagent les mêmes idées que soi afin de faire ensemble ce que l'on ne pourrait accomplir seul(e). Ce type de pouvoir permet de construire des mouvements et, par la force du nombre et la solidarité, de pouvoir interpeller ceux qui exercent un «pouvoir sur» les autres.

Processus d'émancipation d'une personne à l'aide du concept des 4 P du pouvoir

Le concept des 4 P du pouvoir, en termes très simplifiés, facilite la compréhension du cycle d'émancipation d'une personne. La première étape consiste pour elle à se rendre compte qu'elle est contrôlée par certaines structures ou par d'autres personnes qui ont un pouvoir sur elle. L'étape suivante consiste à ne plus considérer cette situation comme un statu quo immuable: il faut pour cela trouver un pouvoir positif intérieur et accroître son estime de soi. Cela conduit à une augmentation de la confiance en soi et de l'estime de soi. Une confiance accrue permet de développer des compétences utiles pour changer son environnement. En fin de compte, cela permet à la personne de remettre en cause les structures ou les personnes qui ont le pouvoir sur elle en collaborant avec d'autres personnes qui ont suivi le même processus d'émancipation. C'est le processus de compréhension du «pouvoir sur» pour atteindre le «pouvoir intérieur». Il permet de développer le «pouvoir de», pouvoir d'influencer son environnement, pouvoir de créer des liens solidaires avec d'autres personnes pour établir un «pouvoir avec» elles. Partant de là, on peut surmonter la discrimination et la marginalisation et changer les systèmes et les personnes qui ont eu le «pouvoir sur» les autres.

CHAPITRE 2

FICHES D'EXERCICE

Fiche 7: Le tableau des choix forts

N°	Déclaration	Toujours	Parfois	Jamais
1.	Quand je parle à mon conjoint/ma conjointe, j'élève la voix.			
2.	Je me sens plus important que les autres membres de ma communauté.			
3.	Je ne supporte pas qu'on me refuse un rapport sexuel.			
4.	Je frappe les animaux.			
5.	C'est moi qui décide de la façon dont l'argent du ménage est dépensé.			
6.	J'estime que je peux avoir plusieurs partenaires sexuels sans devoir en parler à mon conjoint.			
7.	Je bats les enfants quand ils n'écoutent pas.			
8.	Quand je me dispute avec quelqu'un, je ne m'excuse pas. J'attends que l'autre fasse le premier pas pour nous réconcilier.			
9.	J'estime que les gens ont le droit d'acheter des faveurs sexuelles.			
10.	Je pense que dans une relation intime un conjoint peut frapper l'autre s'il a une bonne raison de le faire.			
11.	J'ai honte de saluer les gens d'un statut inférieur au mien, surtout en public.			
12.	Je crie facilement sur mon employé(e) de maison.			
13.	J'aurais honte si mon guide religieux venait à savoir comment je traite mon conjoint/ma conjointe à la maison.			
14.	C'est moi qui dois avoir le dernier mot pour tout ce qui concerne la maison.			
15.	Quand je suis nerveux(se), je deviens agressif(ve).			
16.	Je traite facilement une personne de menteur/menteuse, d'idiot(e), de moche, etc.			

Source: adapté de Raising Voices, *SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*, 2016, p.10

Fiche 8: Auto-évaluation de la relation

Ce questionnaire évalue le rapport de forces (équilibre des pouvoirs) dans votre relation intime. Pour chaque question, choisissez l'une des notations suivantes:

1 = jamais
2 = rarement
3 = parfois
4 = souvent
5 = toujours

Questions		N°	CF
1.	Chaque conjoint fait-il l'objet de remerciements et d'une même reconnaissance de la part de l'autre?		
2.	La même priorité est-elle accordée aux intérêts des deux conjoints?		
3.	Lors d'une prise de décision, les deux conjoints cherchent-ils à parvenir à un consensus?		
4.	Les deux conjoints ont-ils une égale influence sur la façon dont l'argent est utilisé?		
5.	Les deux conjoints peuvent-ils accéder à l'argent de la famille indépendamment l'un de l'autre?		
6.	Les deux conjoints s'excusent-ils et reconnaissent-ils avoir eu tort quand c'est le cas?		
7.	Les deux conjoints ont-ils la même possibilité de consacrer du temps à des activités confessionnelles communautaires?		
8.	Les deux conjoints contrôlent-ils adéquatement leur colère ou leurs humeurs?		
9.	Chaque conjoint fait-il sentir à l'autre qu'il peut refuser sans problème un rapport sexuel?		
10.	Chaque conjoint déploie-t-il les mêmes efforts pour ne pas projeter sa mauvaise humeur sur l'autre?		
11.	Les deux conjoints peuvent-ils se tourner l'un vers l'autre pour obtenir du soutien?		
12.	Les deux conjoints éprouvent-ils le même sentiment de sécurité?		
13.	Les deux conjoints ont-ils la même confiance en la fidélité de l'autre?		
14.	Les deux conjoints ont-ils le sentiment que l'un s'occuperait de l'autre s'il tombait malade?		
15.	Les deux conjoints bénéficient-ils de la même sécurité financière si l'autre venait à décéder ou à disparaître?		
16.	Les deux conjoints ont-ils le même pouvoir pendant les rapports sexuels?		
17.	Les deux conjoints sont-ils en égale capacité d'initier un rapport sexuel?		
18.	Les deux conjoints ont-ils des leaders de la communauté de foi avec lesquels ils parlent de leur relation?		

Source: adapté de Raising Voices, SASA! Faith: training manual to prepare everyone involved in SASA! Faith, 2016, p.60

Fiche 9: Fiche d'information sur la violence à l'égard des femmes

Qu'est-ce que la Violence à l'égard des femmes ?

La violence à l'égard des femmes se réfère à tout acte (physique, émotionnel, sexuel, économique) exercé à l'encontre d'une fille ou d'une femme, entraînant un préjudice et destiné à maintenir cette fille ou cette femme sous la coupe d'autrui.

Une **femme** sur trois va subir des violences au cours de sa vie.

Types de violence à l'égard des femmes

Il existe quatre types de violence à l'égard des femmes :
la violence physique, la violence émotionnelle, la violence sexuelle et la violence économique.

La violence physique désigne un acte portant atteinte au corps d'une fille ou d'une femme. Battre, brûler, gifler, donner des coups de pied, donner des coups de poing, frapper, pousser, agresser avec une arme ou tuer une fille ou une femme sont autant d'actes de violence physique.

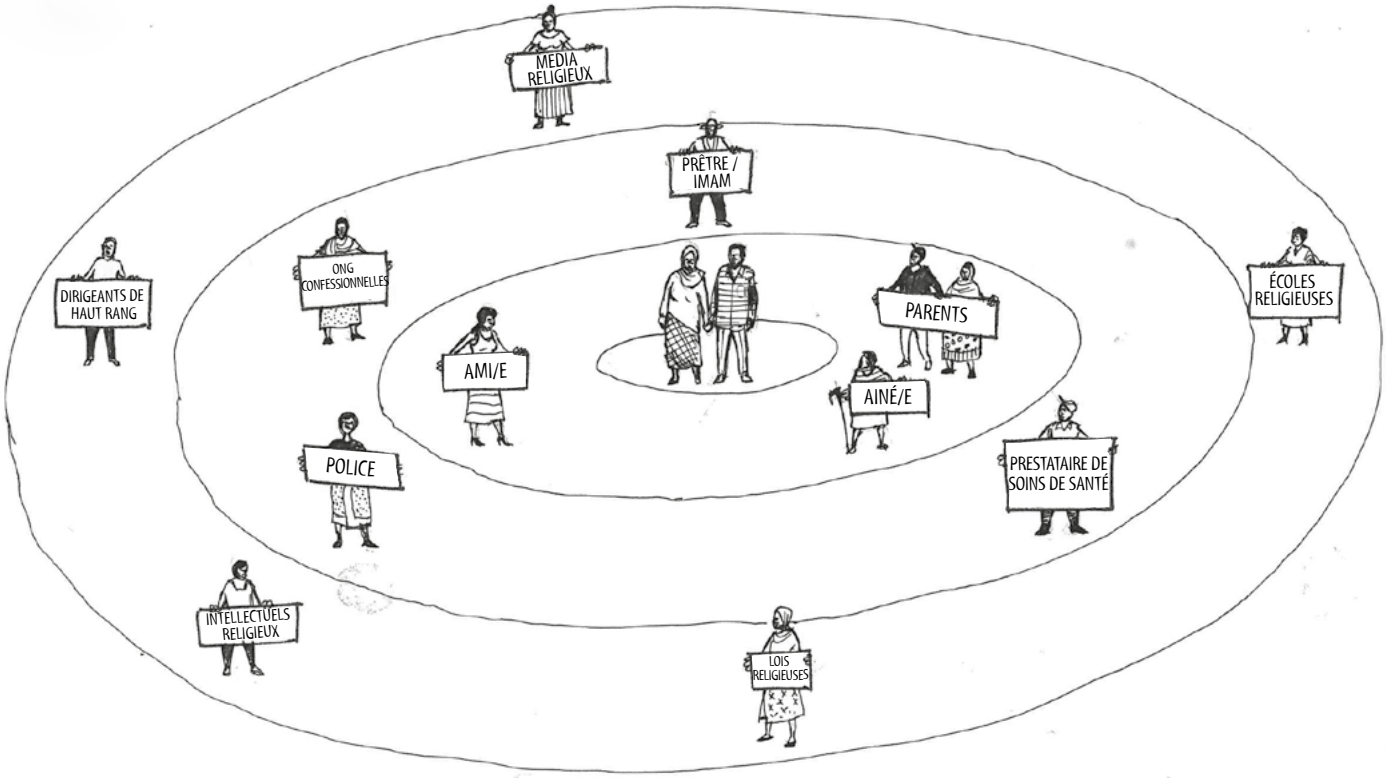
La violence émotionnelle désigne un acte impliquant des abus psychologiques ou verbaux et / ou un comportement de contrôle. Crier, insulter, humilier, intimider, isoler ou priver de son affection sont autant d'actes de violence émotionnelle.

La violence sexuelle désigne un acte qui limite le pouvoir d'une femme sur son corps, sa sexualité ou sa santé génésique. Les rapports sexuels forcés (également appelés « viols ») ou d'autres formes d'agression sexuelle, la sexualité contrainte (en faisant l'objet de pressions), les relations sexuelles transactionnelles (relations sexuelles dans lesquelles le fait de donner des biens matériels ou de l'argent est un facteur important) ou le fait d'être forcée à avoir des rapports sexuels sans protection ou en sachant ou en craignant d'être exposée au VIH sont autant d'actes de violences sexuelle.

La violence économique désigne un acte qui porte préjudice à la santé financière d'une fille ou d'une femme, ou qui utilise de l'argent pour la contrôler. Retenir de l'argent ou de la nourriture en guise de punition, empêcher une femme d'avoir un revenu ou lui retirer de l'argent ou des biens qu'elle a gagnés sont autant d'actes de violence économique.

Source: adapté de Raising Voices, SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV, 2016, p.115

Fiche 10a: Cercles d'influence chrétiens – illustration



Source: adapté de Raising Voices, SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV, 2016, p.29

Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages

1. i) Je m'appelle **Chandra**. Je suis mariée à Adam. Tout allait bien, mais ces temps-ci, Adam me crie beaucoup dessus et parfois même, il me frappe J'ai peur de lui. Et les enfants aussi.

   ii) Je m'appelle **Chandra**. Désormais, mon mari me respecte. Nous parlons de nos problèmes et les résolvons ensemble. La peur a disparu de mon cœur et de la maison.

2. i) Je m'appelle **Adam**. Je suis marié à Chandra. Depuis quelque temps, cela ne va plus très bien à la maison. Ma femme m'énerve et je n'ai pas d'autre choix que de lui crier dessus. Il m'arrive même de lui taper dessus. Je suppose que c'est ce qui arrive dans tout mariage.

   ii) Je m'appelle **Adam**. J'ai promis à Chandra et à mes enfants de ne plus résoudre les problèmes ni les frustrations par des cris et des coups. On est plus heureux à la maison, même les enfants vont mieux.

3. i) Je suis ton **père**/ta **mère**. Nous avons été élevés en sachant que les hommes peuvent discipliner les femmes. C'est comme ça que les choses devraient être. La Bible dit clairement qu'une femme doit se soumettre à son mari.

   ii) Je suis ton **père**/ta **mère**. La violence n'est pas acceptable dans notre famille. La Bible montre des exemples de respect mutuel et parle de l'importance de l'amour entre mari et femme. Elle compare le rôle de l'homme dans la famille au rôle de Jésus dans l'Église, et Jésus n'a pas utilisé la violence contre l'Église.

4. i) Je suis **l'ami d'Adam**. Je vois à quelle vitesse tu te mets en colère après ta femme. Mais c'est normal pour un homme.

   ii) Je suis **l'ami d'Adam**. Lorsque tu es en colère, je te conseille de passer prendre un café pour que tu ne passes pas tes nerfs sur ta femme à la maison.

5. i) Je suis **un(e) aîné(e)** de votre famille. Vous me respectez et vous suivez mes conseils. C'est à l'homme de prendre toutes les décisions pour la famille.

   ii) Je suis **un(e) aîné(e)** de votre famille. Je vous encourage à prendre les décisions ensemble, comme une famille.

6. i) Je suis un(e) **parent(e)**. Je veille à ce que vous respectiez les coutumes familiales. Dans notre famille, une bonne épouse se tait et obéit à son mari. Il sait ce qui est le mieux.

   ii) Je suis un(e) **parent(e).** Chez moi, nous sommes non-violents. Pourquoi ne faites-vous pas la même chose pour rendre votre famille paisible et heureuse?

7. i) Je suis un **beau-frère/une belle-sœur**. Vous faites partie d'une famille qui craint Dieu, où les femmes restent silencieuses et ne se plaignent pas.

   ii) Je suis un **beau-frère/une belle-sœur**. Dans cette famille, les femmes et les hommes ont les mêmes droits et vivent sans violence. Dieu voit le potentiel en chacun de nous.

Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages (suite)

8. i) Je suis **l'amie** de Chandra. Elle et moi discutons de tout, ensemble. Ma relation est semblable à la sienne – ce sont les hommes qui dirigent à la maison, nous devons encaisser.

   ii) Je suis **l'amie** de Chandra. Un chef de ménage n'est pas nécessaire. Les couples peuvent et doivent prendre des décisions ensemble.

9. i) Je suis **un(e) membre de votre église**. J'entends vos bagarres la nuit mais je ne dis rien. Ce ne sont pas mes affaires.

   ii) Je suis **un(e) membre de votre église**. Je vous informe que je suis au courant de la violence qui règne chez vous et vous invite à venir me voir en cas de problème.

10. i) Je suis **un(e) adolescent(e)** de votre église. Je me tais, que puis-je faire?

    ii) Je suis **un(e) adolescent(e)** de votre église. J'ai aidé le professeur de l'école du dimanche à organiser pour les jeunes un événement consacré à l'égalité entre filles et garçons.

11. i) Je suis un **prêtre/pasteur**. Je me tais. Dieu pourvoira à tout.

    ii) Je suis un **prêtre/pasteur**. J'ai suivi la formation de SASA! Faith et depuis, je parle de la non-violence et du respect mutuel à tous les couples qui viennent me voir pour les conseils prénuptiaux. Je délivre régulièrement des sermons sur la violence à l'égard des femmes et le VIH.

12 i) Je suis un **leader religieux laïc**. Je vous conseille sur de nombreuses questions, mais je ne vois pas le lien entre violence et VIH.

   ii) Je suis un **leader religieux laïc**. Je vous pose des questions sur la violence au sein de votre couple et vous explique comment elle peut conduire à l'infection par le VIH.

13. i) Je suis **professionnel(le) de santé** dans un dispensaire chrétien. Je prends soin de tes blessures mais sans poser de questions. Ce ne sont pas mes affaires.

    ii) Je suis **professionnel(le) de santé** dans un dispensaire chrétien. Nous avons organisé un séminaire pour les prestataires de soins de santé afin d'en savoir plus sur la violence à l'égard des femmes et la santé. Nous posons maintenant des questions à nos patients sur la violence à la maison et dans leur communauté.

14. i) Je suis une **dirigeante de l'association féminine de l'église**. Je vois les bleus sur le corps de Chandra mais je me ne dis rien.

    ii) Je suis une **dirigeante de l'association féminine de l'église**. Lors de la dernière réunion de l'association, j'ai proposé que nous prévoyions un moment lors de chaque réunion pour parler des problèmes auxquels nous sommes confrontées à la maison ou dans la communauté.

15. i) Je suis **un dirigeant de l'association masculine de l'église**. Il arrive que les hommes ne puissent éviter le recours à la violence à la maison. C'est un problème domestique.

    ii) Je suis **un dirigeant de l'association masculine de l'église**. Avec les membres de l'association, nous avons un débat très animé sur la possibilité d'être des modèles de non-violence et de paix dans nos foyers et de prendre au sérieux tous les cas de violence domestique.

Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages (suite)

16. i) Je suis **membre du conseil pastoral de l'église/un responsable de l'église**. Je pense que la femme n'est pas l'égale de l'homme. Une femme devrait obéir à son mari.

    ii) Je suis **membre du conseil pastoral de l'église/un responsable de l'église**. Lors de notre dernière réunion, j'ai fait un exposé sur l'agir ensemble de l'homme et de la femme pour une vie meilleure en Christ.

17. i) **Je dirige une école religieuse**. Je pense qu'il faut de temps à autre user de violence envers la femme. Sinon, les femmes commencent à penser qu'elles peuvent faire tout et n'importe quoi.

    ii) **Je dirige une école religieuse**. Tous les membres du personnel sont maintenant obligés de suivre un séminaire que nous organisons sur la violence à l'égard des femmes et des filles et nous les invitons à signer des codes de conduite contre la violence.

18. i) **Je dirige la chorale**. Les femmes et les hommes ne sont pas égaux. Si un homme veut montrer qu'il a plus de pouvoir, c'est le destin d'une femme. Les femmes ne devraient pas participer à la chorale sans la permission de leur mari.

    ii) **Je dirige la chorale**. J'aide les femmes et les hommes à trouver un rapport de forces équilibré au sein de leur couple et invite les membres de la chorale à écrire leurs propres chansons à ce sujet, pour la gloire de Dieu.

19. i) **Je travaille pour une ONG confessionnelle**. Nous disons aux gens de ne plus user de violence, car il n'y a que les mauvaises personnes qui se montrent violentes.

    ii) **Je travaille pour une ONG confessionnelle**. Nous demandons aux membres de la communauté ce qu'ils pensent du lien entre la violence à l'égard des femmes et le VIH. Nous aidons les gens à voir les avantages de la non-violence !

20. i) Je suis **un(e) pharmacien(ne) chrétien(ne)**. Tu viens m'acheter des remèdes pour tes coupures et me demander conseil. Je pense que les femmes doivent être patientes et endurantes.

    ii) Je suis **un(e) pharmacien(ne) chrétien(ne)**. Quand tu viens m'acheter des remèdes pour tes coupures, je t'adresse à un conseiller pour parler de violence avec lui.

21. i) **J'enseigne à l'école religieuse locale**. Raconter des blagues au sujet des filles, c'est juste pour s'amuser; ça ne fait pas de mal.

    ii) **J'enseigne à l'école religieuse locale**. J'essaie d'être un exemple pour mes élèves en leur disant que les filles et les garçons ont la même valeur et que le harcèlement n'est pas acceptable.

22. i) Je suis **agent de protection sociale** dans ta communauté. Je vois de la violence au sein de la communauté, mais je me concentre principalement sur les enfants, car certaines violences entre femmes et hommes sont assez normales.

    ii) Je suis **agent de protection sociale** dans ta communauté. Je m'occupe des faits de violence aussi bien à l'égard des enfants que des femmes. Je profite des visites à domicile pour parler des avantages d'une famille non-violente.

23. i) **Je suis juge**. Parfois, des femmes déposent plainte pour de simples faits de violence. Je classe sans suite.

    ii) **Je suis juge**. Dans mon tribunal, je prends toutes les affaires au sérieux. La violence, qu'elle soit commise par le conjoint ou un inconnu, est un délit.

Fiche 10b: Cercles d'influence chrétiens – déclarations des personnages (suite et fin)

24. i) **Je travaille pour un organe législatif religieux**. Il n'y a ni décret ni déclaration religieuse relatifs à la violence – c'est une affaire privée!

    ii) **Je travaille pour un organe législatif religieux**. La Sainte Bible parle de justice, de paix et de dignité. Nous ne pouvons tolérer la violence dans notre communauté ! Nous avons un règlement de l'Église qui s'y oppose. Nous formulons par ailleurs des décrets et des déclarations selon lesquels nul ne peut faire usage de la violence envers autrui, quelle que soit leur relation.

25. i) **Je suis un(e) riche bienfaiteur(trice) de l'église**. Je finance des programmes de prévention du sida dans de nombreuses églises, mais je ne crois qu'en l'enseignement de l'abstinence.

    ii) **Je suis un(e) riche bienfaiteur(trice) de l'églis**e. Je finance des programmes qui reconnaissent la vulnérabilité des femmes, face à la violence; nous devons engager des discussions sur les rapports de force au sein du couple et reconnaître que, faute d'équilibre, l'abstinence n'est pas une option pour nombre de femmes et de filles.

26. i) **Je représente la conférence épiscopale/le réseau des pasteurs**. Je suis les avancées sur les questions de justice sociale au sein de l'Église, mais je ne vois pas le lien entre la violence à l'égard des femmes et le VIH.

    ii) **Je représente la conférence épiscopale/le réseau des pasteurs**. La violence à l'égard des femmes et la vulnérabilité des femmes au VIH sont des sujets critiques pour la santé de notre communauté de foi. Je demanderai aux responsables des églises comment ils réagissent face à ces problèmes.

27. i) Je suis le **recteur du séminaire**. Je ne vois pas ce que la violence à l'égard des femmes a à voir avec les enseignements de la Bible.

    ii) Je suis le **recteur du séminaire**. Je veille à ce que les membres de notre clergé suivent un cours sur la façon de réagir à la violence faite aux femmes. Ils s'exercent à citer des passages de la Bible qui préconisent l'harmonie, le respect et la non-violence.

28. i) Je suis **animateur(trice) sur une chaîne de radio chrétienne**. Tu entends mes messages tous les jours. On plaisante sur les femmes et la violence – où est le mal?

    ii) Je suis **animateur(trice) sur une chaîne de radio chrétienne**. J'organise un talk-show au cours duquel de nombreux intervenants de tous horizons discutent des conséquences négatives de la violence à l'égard des femmes et des avantages d'un rapport de forces équilibré dans les relations.

29. i) Je suis un **érudit religieux**. Je détermine quels aspects des Écritures sont abordés lors de conférences et de réunions. Les questions relatives aux droits de la femme ne relèvent pas de la religion – nous parlons de la Bible!

    ii) Je suis un **érudit religieux**. Les paroles et l'exemple de Jésus ont favorisé la non-violence et le respect des femmes. Je veille à ce que ces aspects des Écritures soient débattus lors de conférences et de réunions.

30. i) Je suis **rédacteur(trice) d'un magazine religieux**. Je vends de l'espace publicitaire au plus offrant, même s'il insulte les femmes.

    ii) Je suis **rédacteur(trice) d'un magazine religieux**. Notre magazine a pour politique de protéger les droits et la dignité de toutes les personnes qui apparaissent dans les articles et les images que nous publions.

Source: adapté de Raising Voices, SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV, 2016, pp.32-35

Fiche 11: La journée de 24 heures

Heure	Femmes	Hommes
01:00		
02:00		
03:00		
04:00		
05:00		
06:00		
07:00		
08:00		
09:00		
10:00		
11:00		
12:00		
13:00		
14:00		
15:00		
16:00		
17:00		
18:00		
19:00		
20:00		
21:00		
22:00		
23:00		
24:00		
Pays		
Groupe social		

Source: adapté de William, S.: *Oxfam Gender Training Manual*, 1994, p.181

CHAPITRE 3

FICHES D'EXERCICE

Fiche 12 : Trouver l'équilibre

Domaines d'implication	Commentaires	Équilibre femmes / hommes
Prise de décision concernant :		
a. Les finances du ménage		
b. L'éducation des enfants		
c. Le planning familial		
Contribution à :		
a. La santé des enfants		
b. L'alimentation de la famille		
c. La production de denrées pour la consommation familiale		
d. La production de denrées de rente		
Débats communautaires :		
a. Agriculture		
b. Eau et assainissement		
c. École / éducation		
d. Constructions de proximité		
Au niveau national		
a. Représentation politique		
b. Implication politique		
Emploi		
a. Industrie		
b. Entreprises		
c. Médical / soins infirmiers		
d. Droit		
e. Industries de service		

Source : adapté de William, S. : *Oxfam Gender Training Manual*, 1994, p. 239

Fiche 13: Facteurs empêchant les femmes de participer aux affaires de la communauté et au travail de développement

- Manque d'éducation formelle
- Participation limitée aux actions/discussions communautaires
- Pauvreté
- Malnutrition
- Charge de travail domestique importante
- La mobilité nécessite l'autorisation de l'homme de la famille
- Pratiques/croyances culturelles/religieuses
- Inégalité dans la législation nationale
- Expérience négative dans des projets de développement antérieurs
- Difficulté à recruter des femmes
- Responsabilités liées à l'éducation des enfants
- Autre

Source: adapté de William, S.: *Oxfam Gender Training Manual*, 1994, p. 241

CHAPITRE 4

FICHES D'EXERCICE

Fiche 15a : Hiérarchisation des dépenses publiques

Secteurs	Pourcentage alloué
Loi et ordre	
Éducation	
Agriculture	
Subventions d'articles alimentaires	
Construction de routes secondaires	
Infrastructures pour l'approvisionnement en énergie	
Défense	
Santé	
Eau et assainissement	
Sécurité sociale	
Construction d'autoroutes	
Infrastructures pour l'approvisionnement en électricité	
Subsides pour la promotion des exportations	

Source : adapté de *Manual for Training on Gender Responsive Budgeting* – GTZ

Fiche 15b: Hiérarchisation des dépenses publiques – exemple

Exemple du Sri Lanka montrant qu'entre hommes et femmes, les priorités ne sont pas les mêmes

Secteurs	1er groupe d'hommes	2ème groupe d'hommes	Groupe des femmes
Défense	10%	5	5
Loi et ordre	6	2	8
Santé	10	12	20
Éducation	8	10	20
Eau et assainissement	6	10	10
Agriculture	12	20	5
Sécurité sociale (prestation sociales, retraites)	3	3	2
Subsistance (alimentation)	15	25	15
Autoroutes	2	1	0
Routes	5	5	2
Électricité	8	3	5
Énergie	12	2	2
Subsides pour la promotion des exportations	3	2	6
Total	**100%**	**100%**	**100%**

FICHE D'EXERCICE EN PRIME

Fiche 16

Déroulement :

1ère étape : choisissez une problématique liée à un de nos axes de travail thématiques (énergie, alimentation, agro-industrie, accaparement des terres, exploitation minière, manque de responsabilité des entreprises, etc.).

2ème étape : dans la première colonne du tableau, dressez la liste des effets sexo-spécifiques de la problématique choisie (voyez page suivante). Par rapport à cette problématique, considérez les positions et rôles respectifs des femmes et des hommes au sein de la famille, de la communauté et de la société dans son ensemble, et leurs implications **(20 min)**.

Par exemple :

L'énergie, par exemple : les hommes et les femmes ont-ils des besoins énergétiques différents ? (Songez aux efforts et au temps que les filles et les femmes doivent investir pour s'acquitter des tâches typiquement féminines (s'occuper du reste de la famille) et pour répondre à leurs propres besoins vu l'accès précaire aux sources d'énergie.) Des systèmes énergétiques différents affectent-ils les femmes et les hommes différemment ? (impact différencié entre les femmes et les hommes dans les communautés minières ou ayant accès à des sources d'énergie renouvelables, par exemple).

3ème étape : Remplissez la deuxième colonne **(20 min)**. Réfléchissez aux facteurs sous-jacents et aggravants.

Par exemple :

- *les normes et les valeurs (la façon dont le travail et les rôles masculins et féminins sont valorisés) ;*
- *l'accès au pouvoir et aux ressources (dans de nombreuses communautés agricoles, ce sont les femmes qui cultivent les denrées destinée à l'alimentation familiale/à la vente sur les marchés locaux tandis que les hommes dominent la production des cultures de rente à cause des investissements/des intrants payants nécessaires ;*
- *le rôle des institutions (confessionnelles, par exemple) ;*
- *les lois en vigueur qui ont des incidences sexo-spécifiques (les lois discriminatoires en matière d'héritage, par exemple).*

4ème étape: songez à des réponses ou à des solutions de rechange qui pourraient être sensibles aux questions de genre. Considérez les facteurs qui provoquent et aggravent la différenciation sexuelle **(20 min)**.

Thématique	Impacts sexo-spécifiques directs et indirects	Facteurs sous-jacents et aggravants	Réponses sensibles au genre
Santé			
Ex.: droits et santé génésique, violence sexiste…			
Emploi			
Ex.: accès à l'emploi			
Prise de décision			
Participation aux prises de décision dans la famille, dans l'économie			
Implication et représentation politiques			
Militantisme			
Ex.: risques différenciés pour les défenseurs des droits humains (H/F)			
Ménage			
Ex.: répartition des tâches, tâches familiales, prises de décision,…			

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Conventions internationales et objectifs de développement internationaux

1. Déclaration et programme d'action de Beijing

Le Programme d'action couvre 12 sujets de préoccupation essentiels, qui n'ont rien perdu de leur pertinence en 20 ans : la pauvreté, l'éducation et les formations, la santé, la violence, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et les prises de décision, les mécanismes institutionnels, les droits humains, les médias, l'environnement et les fillettes. Pour chaque sujet de préoccupation majeur, des objectifs stratégiques sont identifiés, ainsi qu'un catalogue détaillé des mesures associées qui incombent aux gouvernements et aux autres parties prenantes, aux niveaux national, régional et international. Depuis 1995, les gouvernements, la société civile et les autres parties prenantes ont déployé leurs efforts pour éliminer la discrimination contre les femmes et les filles et pour instaurer l'égalité dans tous les aspects de la vie, dans les espaces publics et privés. Les lois de caractère discriminatoire sont en cours de suppression, et des initiatives de lutte contre les violences et les pratiques préjudiciables infligées aux femmes et aux filles sont en cours. Beaucoup de progrès ont été accomplis en matière de scolarisation des filles, et la participation des femmes au monde du travail et à l'économie est en hausse dans certaines régions. Aujourd'hui, la représentation des femmes dans les parlements nationaux dépasse 20 pour cent à l'échelle mondiale. D'importantes avancées normatives ont été réalisées dans le programme mondial en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité. Beaucoup a été accompli, mais les progrès ont été excessivement lents et irréguliers, particulièrement pour les femmes et les filles les plus marginalisées, qui subissent des formes multiples et convergentes de discrimination. Près de 20 ans après l'adoption du Programme d'action, aucun pays n'a instauré l'égalité pour les femmes et les filles, et les niveaux d'inégalité entre les femmes et les hommes demeurent élevés. Les principaux domaines où les progrès sont insuffisants comprennent l'accès à un travail décent et la réduction de l'écart de salaire, le rééquilibrage des tâches familiales, l'éradication de la violence contre les femmes, et la participation au pouvoir et aux prises de décision à tous les niveaux.

Source : *Déclaration et Programme d'action de Beijing*, ONU, 1995[65]

La Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW)
La CEDAW définit la discrimination à l'égard des femmes en ces termes : « … toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits humains et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine ».[66]

Les États parties à la Convention s'engagent à prendre toute une série de mesures pour mettre un terme à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à savoir notamment :

- inscrire le principe de l'égalité des hommes et des femmes dans leur système juridique, abolir toutes les lois de caractère discriminatoire et adopter des mesures législatives interdisant toute discrimination à l'égard des femmes ;
- garantir, par le truchement des tribunaux nationaux compétents et d'autres institutions publiques, la protection effective des femmes contre tout acte discriminatoire ;
- éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque.

La Convention offre un tremplin à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en garantissant aux femmes l'égalité d'accès à la vie politique et publique et l'égalité des chances, y compris le droit de voter et d'être élue, ainsi que l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures, y compris une législation et des mesures spéciales temporaires, afin que les femmes puissent jouir de tous leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales. Les pays qui ont ratifié la Convention sont légalement tenus de mettre ses dispositions en pratique. Ils se sont engagés à soumettre des rapports nationaux, au moins tous les quatre ans, expliquant les mesures prises pour se conformer à leurs obligations conventionnelles.

Source: site web de la Convention, www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/

2. Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) étaient les suivants:

1. Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladiess
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

L'OMD 3 était axé sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il n'avait qu'un seul objectif: éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici à 2015.

Parmi les réalisations de l'OMD 3, citons:

- Le nombre de filles scolarisées en 2015 avait augmenté par rapport à 2000.
- En Asie du Sud, le nombre de filles inscrites à l'école primaire était de 74 pour 100 garçons en 1990. En 2015, on comptait 103 filles inscrites pour 100 garçons.
- La proportion de femmes occupant des emplois vulnérables par rapport au nombre total de femmes actives avait été réduite de 13% entre 1991 et 2015, alors que la baisse n'était que de 9% du côté des hommes.
- Des progrès significatifs avaient été enregistrés dans la représentation parlementaire des femmes dans près de 90% des 174 pays pour lesquels des données étaient disponibles sur les vingt dernières années. À tout le moins, la proportion moyenne de femmes au parlement avait augmenté de près de 100% au cours des 20 dernières années, mais cela ne faisait tout de même qu'une femme pour cinq hommes.

Source: www.mdgmonitor.org/mdg-3-promote-gender-equality-and-empower-women

3. Les Objectifs de développement durable (ODD)

Objetif 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Ci-dessous, les cibles de l'Objectif 5:

5.1 Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.
5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.
5.4 Prendre en compte et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national.
5.5 Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.
5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le *Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing* et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi.
5.7 Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect de la législation interne.
5.8 Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes.
5.9 Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent.

4. L'initiative britannique PSVI (Preventing Sexual Violence Initiative)

Depuis le lancement de cette initiative en 2012, les efforts diplomatiques internationaux se sont intensifiés. Ils ont abouti à un certain nombre d'engagements tels que l'adoption de la Déclaration du G8 sur l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits, la Déclaration par laquelle les Nations unies s'engagent à mettre un terme à la violence sexuelle dans les conflits, un communiqué des chefs de gouvernement du Commonwealth, la création et le déploiement d'une équipe d'experts britanniques et l'octroi, par le gouvernement britannique, d'une enveloppe d'un million de livres sterling pour soutenir les travaux de la Représentante spéciale des Nations unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

La PSVI a été suivie, en 2015 d'une réunion de consultation interconfessionnelle organisée à Londres, à l'initiative conjointe du ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et de la coalition We Will Speak Out. L'objectif de cette rencontre était de mobiliser les communautés religieuses afin de mettre un terme aux violences sexuelles commises en période de conflits. Plus de 25 dignitaires religieux, venus du monde entier, se sont retrouvés pour discuter de 5 thèmes principaux:

- Défendre les valeurs de la foi et les droits humains
- Lutter contre l'impunité et promouvoir la justice et la reddition de comptes
- Accompagner les survivantes
- Impliquer les hommes et les garçons
- Les processus de paix et de construction de la paix

NOTES DE FIN

1 Pape François (2015). *Laudato Si': sur la sauvegarde de la maison commune. Il s'agit de la deuxième encyclique du Pape François*.

2 Mélange du cycle pastoral « Voir-Juger-Agir » et de l'élément « Célébrer » ajouté par *Laudato Si'*. CAFOD, Pax Christi, SCIAF & CIIR (1994) *Pastoral Cycle: Living the Gospel 3 – Doing Justice, a handbook for groups*. Vous trouverez une description détaillée du cycle pastoral et des éléments utilisés dans cette boîte à outils dans la section 1.9 de l'introduction: Voir, juger, agir et célébrer.

3 Monteza, Nathalie. 2016. *CIDSE Gender Baseline Survey*.

4 D'un bout à l'autre de ce document, il est entendu que la discrimination liée au sexe d'une personne interagit avec d'autres formes de discrimination liées à la classe, à l'appartenance ethnique, à la religion, etc.

5 CIDSE. 2014. *Égalité des sexes: Contours et définition du concept selon le point de vue de la CIDSE – Pour une égale dignité entre les hommes et les femmes*. https://www.cidse.org/publications/rethinking-development/sustainable-development/download/714_af1dce238dc0233f3403b41332bb370d.html.

6 « 16 jours de mobilisation contre les violences faites aux femmes » est une campagne annuelle qui se déroule du 25 novembre au 10 décembre. Suivie par des pays, des particuliers et des organisations du monde entier, elle appelle à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

7 La Journée internationale des femmes est célébrée chaque année, le 8 mars, dans de nombreux pays à travers le monde.

8 Conférence des évêques catholiques des États-Unis. 1998. *Sharing Catholic Social Teaching: Challenges and Directions, Summary Report of the Task Force on Catholic Social Teaching and Catholic Education*, pp.23-24.

9 Conférence des évêques catholiques des États-Unis. 1998. *Sharing Catholic Social Teaching: Challenges and Directions, Summary Report of the Task Force on Catholic Social Teaching and Catholic Education* (1998), p. 25.

10 CIDSE. 2014. *Égalité des sexes: Contours et définition du concept selon le point de vue de la CIDSE – Pour une égale dignité entre les hommes et les femmes*. https://www.cidse.org/publications/rethinking-development/sustainable-development/download/714_af1dce238dc0233f3403b41332bb370d.html.

11 Nations unies, Département des Affaires économiques et sociales – Division de la statistique. 2015. New York. *The World's Women 2015: Trends and Statistics*. https://unstats.un.org/unsd/gender/worldswomen.html

12 Né en 1917, Urie Bronfenbrenner est un psychologue américain d'origine russe connu pour sa théorie du *modèle écologique de développement humain*.

13 Klugman, Jeni et al. 2014. *Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity*, Washington, D.C., World Bank Group. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/19036; Taylor, Georgia & Paola Pereznieto. 2014. *Review of evaluation approaches and methods used by interventions on women and girls' economic empowerment*. ODI & Social Development Direct. https://www.odi.org/publications/8275-review-evaluation-approaches-methods-used-by-interventions-women-girls-economic-empowerment; Fulu, Emma & Alice Kerr-Wilson. 2015. "What works to prevent violence against women and girls evidence reviews: Paper 2: Intervention to prevent violence against women and girls". *What Works To Prevent Violence*. https://www.whatworks.co.za/documents/publications/35-global-evidence-reviews-paper-2-interventions-to-prevent-violence-against-women-and-girls-sep-2015/file.

14 DFID PPA Learning Partnership Gender Group. 2015. *What works to achieve gender equality and women's and girls' empowerment?*, p. 3. https://infohub.practicalaction.org/bitstream/handle/11283/565113/Evidence%20paper%20-%20GEWE%20-%20DFID%20PPA%20GLG.pdf?sequence=1&isAllowed=y adapted from Gender Links' Theory of Change available at http://www.genderlinks.org.za/article/gender-links-theory-of-change-2013-06-26.

15 Trócaire & Raising Voices. 2016. *SASA! Faith: A guide for faith communities to prevent violence against women and HIV*. https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/sasa-faith-guide.pdf.

16 DFID PPA Learning Partnership Gender Group. 2015. *What works to achieve gender equality and women's and girls' empowerment?* https://infohub.practicalaction.org/bitstream/handle/11283/565113/Evidence%20paper%20-%20GEWE%20-%20DFID%20PPA%20GLG.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

17 Organisation mondiale de la Santé. *Gender Equity and Human Rights*. www.who.int/gender-equity-rights/understanding/gender-definition/en / https://www.who.int/gender/whatisgender/fr/.

18 Pour une analyse complète de ce terme et de ses implications au sens large pour la société, voyez le discours prononcé par Puri L. devant ONU Femmes : *"Countering gender discrimination and negative gender stereotypes: effective policy responses during the coordination segment of the substantive session of ECOSOC in Geneva"*, 13 juillet 2011.

19 Banque mondiale. *Gender Data Portal: Education*. http://datatopics.worldbank.org/gender/topic/education.

20 UNESCO. 2016. *Data for Sustainable Development Goals. Topic: Literacy*. http://uis.unesco.org/en/topic/literacy.

21 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015. Trends and Statistics*. https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_report.pdf.

22 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015. Trends and Statistics*. https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_report.pdf.

23 DFID PPA Learning Partnership Gender Group. 2015. *What works to achieve gender equality and women's and girls' empowerment?*. https://infohub.practicalaction.org/bitstream/handle/11283/565113/Evidence%20paper%20-%20GEWE%20-%20DFID%20PPA%20GLG.pdf?sequence=1&isAllowed=y. Ce document étayé par des éléments probants analyse les interventions qui sont parvenues à amener du changement du point de vue de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. Ce document est à lire en conjonction avec celui sur la théorie du changement.

24 Ces chiffres sont ceux de l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, *UNRWA in Figures 2017*. Depuis la crise en Syrie, plus d'un million de réfugiés ont quitté le pays pour trouver refuge au Liban. L'Association Najdeh apporte aussi son soutien aux réfugiés palestiniens en provenance de Syrie.

25 Participante au cours de formation en leadership de l'AN, CAFOD (2013). *Preparing for leadership: Stories from Palestinian women refugees*, Lebanon, p.11.

26 Participante au cours de formation en leadership de l'AN, CAFOD (2013). *Preparing for leadership: Stories from Palestinian women refugees*, Lebanon, p.13.

27 Gender and Development Network a publié une intéressante fiche descriptive : *Women's economic empowerment in the changing world of the work*. https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5890687c1e5b6ccc19c08fbf/1485858948129/GADN+factsheet+CSW+2017.pdf.

28 Restored est un réseau inter-religieux qui travaille en particulier sur la violence à l'égard des femmes et qui met l'accent sur une action commune des femmes et des hommes. Ce réseau mondial compte 80 organisations membres, dont CAFOD.

29 Nouwen, Henri J. M. 1992. *Life of the Beloved*. Crossroad. New York.

30 Pour une définition du modèle écologique, voyez le point 1.10 Terminologie.

31 ONU Femmes. 2018. *La violence à l'égard des femmes et des filles: quelques faits et chiffres*. http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures

32 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015*. Trends and Statistics. Chapter 1: Population and families. https://unstats.un.org/unsd/gender/chapter1/chapter1.html.

33 Banque mondiale. 2014. *Women who believe a husband is justified in beating his wife (any of five reasons)*. https://data.worldbank.org/indicator/SG.VAW.REAS.ZS?view=chart.

34 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015: Trends and Statistics*. https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_report.pdf.

35 Banque mondiale. 2012. *World Development Report 2012: Chapter 2: The persistence of gender inequality*, p. 80. http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/chapter-2.pdf.

36 Pour des informations plus détaillées concernant des interventions efficaces de prévention des violences faites aux femmes et aux filles, voyez: Fulu, Emma and Kerr-Wilson, Alice. 2015. *What works to prevent violence against women and girls evidence reviews paper 2*, https://www.whatworks.co.za/documents/publications/35-global-evidence-reviews-paper-2-interventions-to-prevent-violence-against-women-and-girls-sep-2015/file.

37 Organisation mondiale de la santé. 2017. *La violence à l'encontre des femmes. Principaux faits.* https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women.

38 Henderson, Simon. 11 septembre 2013. "UN Report Says 1 in 5 Cambodian Men have Raped". *The Cambodia Daily*. https://www.cambodiadaily.com/news/un-report-says-1-in-5-cambodian-men-have-raped-42122/.

39 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015. Violence Against Women*. https://unstats.un.org/unsd/gender/chapter4/chapter4.html.

40 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015. Violence Against Women*. https://unstats.un.org/unsd/gender/chapter1/chapter1.html.

41 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2015. *The World's Women 2015. Violence Against Women*. https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/Ch6_VaW_info.pdf.

42 UNICEF. 2018. Child marriage report. https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/.

43 UNICEF. Data and Analytics Section. 2016. Statistical Profile on Female Genital Mutilation/Cutting: Egypt. https://data.unicef.org/wp-content/uploads/country_profiles/Egypt/FGMC_EGY.pdf.6

44 UNICEF. 2016. *The State of the World's Children 2016. A fair chance for every child*. https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_SOWC_2016.pdf.

45 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. 2010. *The World's Women 2010. Trends and Statistics*. https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/worldswomen/WW_full%20report_BW.pdf.

46 Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD). 2013. *Preparing for leadership: Stories from Palestinian women refugees*, p. 2.

47 Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD). 2013. Preparing for leadership: *Stories from Palestinian women refugees*, pp. 8-9.

48 Développement et Paix – Caritas Canada. 207. Fiche thématique: Les femmes au cœur de la paix et de la réconciliation. https://www.devp.org/sites/www.devp.org/files/documents/materials/fall2017-backgrounder-v2-fr.pdf.

49 Interparliamentary Union. 2019 Women in National Parliaments. http://archive.ipu.org/wmn-e/world.htm.

50 Nations unies. Département des Affaires économiques et sociales. *The World's Women 2015. Violence Against Women*. https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/Ch6_VaW_info.pdf

51 ONU Femmes. 2019. *Leadership et participation à la vie politique: quelques faits et chiffres*. http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures

52 Inter-Parliamentary Union. 2019. *Women in national parliaments*. http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm.

53 Kantengwa, Juliana. 17 septembre 2013. "Why Rwanda has the most female politicians in the world". *Left Food Forward*. www.leftfootforward.org/2013/09/rwanda-has-the-most-female-politician/.

54 We Will Speak Out (WWSO). https://www.wewillspeakout.org/.

55 Inter-Parliamentary Union. 2017. *Women in national parliaments*. http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm.

56 Zainab Hawa Bangura, ancienne Représentante spéciale des Nations unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflits.

57 Inter-Parliamentary Union. 2017. *Women in national parliaments*. http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm.

58 Le Swaziland a la prévalence de VIH et de sida la plus élevée au monde, avec 27,2% (livre de données de l'ONUSIDA, 2017), les femmes étant touchées de manière disproportionnée par l'épidémie.

59 Brinkley, Joel. 2011. *Cambodia's Curse: The Modern History of a Troubled Land*. PublicAffairs. New York.

60 Cord Asia (2009). *Karol and Setha Programme Evaluation*.

61 Association for women's rights in development (AWID). 2014. *Women moving mountains: the collective impact of the Dutch MDG3Fund. How Resources Advance Women's Rights and Gender Equality*. https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/Women%20Moving%20Mountains.pdf

62 Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). 8 mars 2017. *Be bold for change*. https://myanmar.unfpa.org/en/news/be-bold-change

63 Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO). 2018. *International Women's Day Celebrated by Communities*. https://www.licadho-cambodia.org/flashnews.php?perm=233.

64 Pour vous guider dans un exercice de hiérarchisation des dépenses au niveau d'un ménage voyez *Manual for Training on Gender Responsive Budgeting* – GTZ, 2006, p.28. https://www.ndi.org/sites/default/files/Manual%20for%20Training%20on%20Gender%20Responsive%20Budgeting.pdf.

65 ONU Femmes. 1995. *Déclaration et Programme d'action de Beijing, Déclaration politique et textes issus de Beijing+5*. http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/bpa_f_final_web.pdf.

66 ONU Femmes. 1979. *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard les femmes (CEDAW), Article premier*. https://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm.

CIDSE

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE

Autriche

Broederlijk Delen
TOT IEDEREEN MEE IS
Belgique

ENTRAIDE & FRATERNITÉ
Belgique

Development and Peace
CARITAS CANADA
Canada

CAFOD
Catholic Agency for Overseas Development
Angleterre et pays de Galles

CCFD TERRE SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement
France

MISEREOR
IHR HILFSWERK
Allemagne

Trócaire
Working for a just world.
Irlande

focsiv
Volontari nel mondo.
Italie

partage.lu
Bridderlech Deelen
Luxembourg

Cordaid
Pays-Bas

VASTENACTIE
Pays-Bas

FEC
Fé e Cooperação
Portugal

SCIAF
Uniting to end poverty
Caritas Scotland
Écosse

CHRISTIAN CHILDREN COMMUNITIES MOVEMENT
Slovaquie

Manos Unidas
Espagne

FASTENOPFER
Suisse

États-Unis

Contact

CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles
T: +32 (0)2 230 77 22 – postmaster@cidse.org
www.cidse.org